Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/n36viedespeuples09pari

TOME IX. — N° 36 10 AVRIL 1923

LA VIE DES PEUPLES

WITHDRAWN FROM VICTORIA UNIVERSITY LIBRARY

SOMMAIRE

Charles LOISEAU ...	*Un précurseur de l'unité yougoslave : Mgr Strossmayer*	941
Paul des GOUTTES ..	*La Croix-Rouge pendant et depuis la guerre*	958
Louis BRUN	*Charles Tchapek*	980
Charles TCHAPEK ..	*L'usine de l'Absolu* (roman tchèque)	985
Henri HAUSER	*Lettonie, Esthonie*	1018
Benjamin CRÉMIEUX	*Emilio Cecchi*	1035
Emilio CECCHI	*Les animaux sacrés*	1037
	Venise mineure	1042
A. de LAPRADELLE	*Ruy Barbosa au Brésil et dans le Monde. I. — Au Brésil*	1045
Robinet de CLÉRY ..	*Berlin pendant l'occupation de la Ruhr*	1066

Vie théâtrale	1075	**Vie politique**	1098
Vie économique	1086	**A travers Journaux et Revues** ...	1131

Traduction et reproduction interdites

Prix : 5 Francs

SOMMAIRE DES CHRONIQUES

Vie théâtrale	Pages
Gly Nokal : *Le théâtre anglais*	1075
Vie économique	
Louis Eisenmann : *Le relèvement des finances tchécoslovaques*	1086
Vie politique	
N. Politis : *La crise grecque*.....	1098
Y.-A. Bodry : *Russie des Soviets*.....	1112
Les émigrés russes	1118
Yves Chataigneau : *Après les élections yougoslaves*	1118

A travers journaux et Revues	Pages
La course à la richesse	1131
L'entente franco-anglaise	1133
Les Etats-Unis et l'Europe	1134
Le point de vue économique	1135
La dépopulation de la France	1138
Banville	1139
Sarah Bernhardt	1140
La nouvelle flotte marchande de l'Allemagne	1141
La Turquie après Lausanne	1143
Les Anglais à Malte	1145
L'archéologie en Palestine	1146
L'immigration aux Etats-Unis	1148
Les revendications des jeunes Coréennes	1149
La lutte pour le pétrole	1151

LA VIE DES PEUPLES

Revue de la Pensée et de l'Activité françaises et étrangères

Paraît le 10 de chaque mois en un volume in-8° d'au moins 192 pages

Fondateur : A. DE LAPRADELLE

PRIÈRE D'ADRESSER TOUT CE QUI CONCERNE

La Rédaction de la Revue : 2, Rue Lecourbe, Paris (XV^e^) — Tél. Ségur 84-40

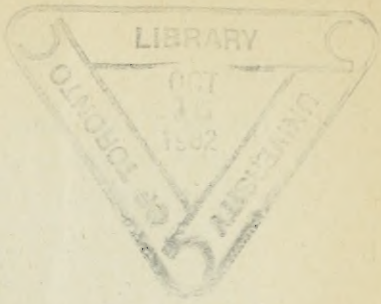
L'Administration de la Revue : A la Librairie Guillon, 5, Place de la Sorbonne, Paris (V^e^)

Secrétaire Général : Jean Bonnerot.

CONDITIONS D'ABONNEMENT :

	Un an	Six mois
France	50 fr.	.... 30 fr.
Etranger	70 fr.	.... 40 fr.

P
Fr. Lit.
V



UN PRÉCURSEUR DE L'UNITÉ YOUGOSLAVE

Mgr STROSSMAYER

A la veille des élections générales dans le royaume des Serbes, Croates et Slovènes [1], une nouvelle commémoration du nom et des œuvres du grand évêque croate Strossmayer avait lieu au théâtre national de Zagreb. Il était bien juste que la pensée des vivants, au cours de débats passionnés qui ont porté même sur le principe de l'unité de cet Etat, refluât vers le grand homme qui en fut, si l'on peut dire, du temps des Habsbourg, le premier citoyen anticipé. Au vrai, tout citoyen d'Europe peut faire aussi son profit d'un reflux vers cette mémoire. Elle est associée de tout près à la genèse des faits qui ont été la cause, au moins occasionnelle, de la guerre de 1914. Le théâtre où celle-ci s'est ouverte est précisément cette Yougoslavie, alors en partie austro-hongroise, à laquelle il a consacré son génie de constructeur national. La cause de l'unité, sur laquelle on a la témérité de revenir aujourd'hui, fut toujours la sienne. Parler de lui une fois de plus, ce n'est peut-être pas tant évoquer une ombre qu'essayer de mettre un peu de lumière sur les événements actuels.

Comme il ne s'agit point ici de biographie, et que d'ailleurs cette grande figure fait partie depuis longtemps de la galerie des

1. Ces élections ont eu lieu le 18 mars. Nous y reviendrons dans une autre étude.

portraits européens, contentons-nous de la situer dans cette seconde moitié du XIXe siècle qui paraissait encore réserver de longues destinées à la Monarchie des Habsbourg, et au milieu du pays dont personne ne pouvait alors prévoir qu'il en serait un des successeurs. Rien qu'un examen géographique suffirait, je ne dis pas même à expliquer la crise d'assimilation, mais à faire concevoir qu'elle était inévitable; et l'étonnant reste, non pas que l'unité nationale entre Serbes, Croates et Slovènes ait encore besoin d'affermissement, mais qu'elle ait été possible. La Yougoslavie du temps de Strossmayer — car c'est ainsi qu'il la désignait d'avance, et il reste à souhaiter que la dénomination devienne officielle — n'est que de compartiments et de cloisons, et, dès qu'on jette un regard sur elle, on ne peut qu'admirer la foi qu'il a fallu rien que pour la concevoir une et indépendante.

A l'Est, deux royaumes, l'un modeste et l'autre minuscule, la Serbie et le Montenegro; au centre, la Bosnie et l'Herzégovine, ottomanes jusqu'en 1877, devenues par la suite les « Provinces occupées » du traité de Berlin; au delà de la Save, une enclave de population serbe (Voïvodina et partie du Banat de Temesvar) incorporée au royaume de Saint-Etienne et par conséquent assimilée à un territoire hongrois; en deçà, la Croatie-Slavonie, royaume autonome en théorie, mais « rattaché » à la Hongrie par un pacte compliqué et presque toujours violé; en bordure de l'Adriatique, deux autres provinces, celles-là cisleithanes, la Dalmatie et l'Istrie, et un peu plus haut, comprimée entre les éléments ethniques allemand et italien, une troisième, le pays des Slovènes, qui se dédouble administrativement en Carniole et comté de Goritz. A grands traits, c'est la carte, il y a moins de dix ans, du pays qui relève aujourd'hui de la même dynastie, des même lois, et qui vient d'envoyer de nouveaux députés au Parlement commun de Belgrade.

Encore ne donne-t-elle qu'une idée matérielle de l'émiettement des Yougoslaves. Il faut aussi compter avec les causes morales qui semblent l'entretenir. Quelques centaines de milliers d'entre eux, en Bosnie et en Herzégovine, sont restés

musulmans à la suite de « conversions », telles qu'on les entendait au XV^e^ et au XVI^e^ siècles. Le reste se partage entre la religion slavo-byzantine et la catholique, non pas même par zones nettement tranchées, mais de telle sorte que de nombreux îlots, et même d'importantes agglomérations «orthodoxes», sont établis au milieu des musulmans de Bosnie et des régions catholiques de Croatie et de Dalmatie[1]. Les habitants de la Serbie, du Montenegro, de la Bosnie-Herzégovine sont, dans ce temps-là, de purs « Balkaniques », à la recherche d'une glorieuse histoire dont le fil avait été tranché par le cimeterre ottoman. Ceux des régions de l'Ouest furent, de temps immémorial, sujets et surtout soldats des Habsbourg, sauf les Dalmates, qui ont dépendu de la République de Venise jusqu'au XIX^e^ siècle. On pense ce que la diversité de carrières historiques met de nuances, ou même de profondes différences, dans la culture, l'état social, la psychologie fondamentale de cette Yougoslavie latente. L'esprit, bien plutôt que de se demander pourquoi la fusion de tous ses éléments n'est pas encore complète, continue à chercher le pourquoi de ce miracle politique : comment a-t-elle pu se réaliser et même se concevoir?

Ce n'est pas tout encore. De ces différences on imagine combien ont dû tirer parti la politique, ou plutôt *les politiques* de tous les intéressés à ce que la Yougoslavie ne se retrouve jamais dans le fouillis du passé, des religions, des intérêts dissidents, des inégalités démographiques et surtout des ignorances réciproques. Pour les Habsbourg, la Croatie et la Dalmatie ne sont guère que des centres de recrutement, l'un de soldats, l'autre de marins. On ne leur reconnaît droit à l'esprit national que dans la mesure où il sert l'intérêt militaire de la dynastie, et cet esprit est assimilé à celui de conspiration ou même de révolte, dès qu'il cherche sa voie propre : témoin le procès d'Agram de 1907. Pour les Magyars, à partir de 1867,

1. Dans le langage usité encore aujourd'hui entre Yougoslaves, on réserve le nom de *Croate* à l'élément catholique, et celui de *Serbe* à l'élément « orthodoxe », indépendamment du lieu où ils résident. C'est ainsi qu'on parle couramment d'un Serbe de Croatie ou d'un Croate de Dalmatie. Pour les Slovènes seulement, qui sont tous catholiques, une dénomination commune rend compte à la fois de l'ethnographie, de la géographie et du culte.

le point est d'opposer les Serbes aux Croates et de leur susciter à l'occasion des ennemis communs, le Bulgare, par exemple, qui attaque la Serbie en 1883. En Dalmatie, c'est l'élément italien, soutenu par les fonctionnaires de l'Autriche, qui défend une politique dite « autonome » contre la politique slave nationale. Les Slovènes luttent courageusement, pour la langue, pour l'école, pour quelques sièges à la Diète, à la façon des Tchèques, mais dans des conditions bien plus inégales, contre l'hégémonie allemande. On dirait que toutes les races de l'Europe centrale se coalisent pour empêcher la Yougoslavie de naître, juste à partir du moment où le recul du Turc permet aux Yougoslaves de penser à vivre autrement que sous la servitude ou par la guerre.

*
* *

Tel est le spectacle, sujet d'ailleurs à mille changements de décor, que Strossmayer eut sous les yeux, depuis l'époque où il fut intronisé évêque de Diakovo, simple bourgade de Slavonie, jusqu'à sa mort, survenue en 1905. Sous Léon XIII, il eût dépendu de lui de l'échanger contre les perspectives de la vie catholique universelle, telles qu'elles peuvent s'ouvrir devant un cardinal de Curie, résidant à Rome, ami et quasi conseiller d'un grand pape. Mais le chapeau ne le tentait pas, et il lui suffisait du sentiment intérieur d'être indispensable à son pays, précisément en proportion de ce que ce pays, qui se cherchait, avait besoin d'un guide, ou — comme on dirait aujourd'hui — d'un « animateur ».

Strossmayer a-t-il jamais eu un programme politique? A proprement parler, non, et c'était sagesse de sa part. Il n'était officiellement qu'évêque, il ne disposait ni de la liberté d'un grand publiciste, ni de l'influence d'un grand parlementaire. Il ne fut parlementaire que d'occasion, en 1861, à la Diète de Zagreb, où sa fonction même lui assurait un siège, et son rôle, en dépit du prestige personnel et de l'éloquence dont il le rehaussait, était restreint d'avance par l'insignifiance de celui que le régime des Habsbourg réservait aux Diètes provinciales.

Aussi bien, un esprit qui, dès cette époque, eût entrepris d'assigner des frontières et une Constitution à la Yougoslavie eût passé à la Ville pour un illuminé, et à la Cour pour un conspirateur. C'était bien assez de l'entrevoir et d'essayer de rassembler pour ainsi dire à pied d'œuvre les matériaux qui devaient servir à l'édifier un jour.

Mais s'il n'étalait point de programme, il avait une politique, et c'était précisément celle-là, politique assurée et constante, qui revient à l'art consommé des préparations et qui, les événements aidant, rend les programmes possibles. Il en trouvait les moyens dans la célébrité dont il a joui de bonne heure, comme orateur, écrivain, personnalité devenue « européenne » par son attitude au Concile du Vatican ; dans une opulence relative aussi, qu'il tenait uniquement des revenus de sa mense épiscopale, et qui lui permit, outre de subvenir à des fondations multiples, d'exercer, à Diakovo même, une hospitalité bien connue des visiteurs occidentaux — et il savait les choisir. De ces moyens, qui paraîtraient sans doute bien restreints pour notre époque, mais qui ne l'étaient point pour la sienne, il a su tirer des résultats étonnants, et qui tous entrent en ligne, dès qu'on entreprend de remonter aux origines logiques de la Yougoslavie actuelle.

Dans le manifeste très remarquable que le comte Louis de Voinovitch, candidat du parti démocrate, adressait naguère aux électeurs de Zagreb, il faisait état de deux souvenirs. L'un se rapporte à l'époque où l'évêque de Diakovo, qui venait de doter la capitale de la Croatie d'une galerie de tableaux, après avoir fondé l'Académie nationale, y fut reçu solennellement par le comte Draskovitch, alors *ban*. — « Votre gloire », lui dit l'orateur, « est d'avoir versé par votre grand esprit, dans vos œuvres, la *pensée d'union* dont ce peuple avait tant besoin ». L'autre souvenir se rattache à la formule même que Strossmayer employait souvent et dont il avait fait presque une devise : « Celui-là travaille mal qui sépare le sang du sang : nous sommes tous frères ; nous n'avons qu'une langue, qu'un bonheur, qu'un avenir ». Il pensait en effet, et avant tout, à l'exploitation par les Habsbourg, et surtout par les Magyars, de

la différence des religions entre Serbes et Croates, différence autour de laquelle pivota longtemps toute la politique de désunion : il était si commode, en ce temps-là surtout, de susciter des ambitions et de constituer des partis rivaux autour d'un drapeau confessionnel !

L'évêque, heureusement, était ici dans son domaine. Il avait le droit de dire au juste en quoi la communauté de race et de langue est appelée à élever d'un degré la fraternité naturelle entre chrétiens. Il en usa toute sa vie, sans se soucier de déplaire à certains de ses collègues catholiques, et même à quelques-uns de ses curés — qui se croyaient, au contraire, en devoir de monter la garde armée du culte romain aux portes de l'« orthodoxie » —, sans être découragé par l'accueil défiant que firent souvent les évêques de l'autre rite à ses lettres pastorales. Et il avait coutume de dire, avec raison, qu'en travaillant à réconcilier les Yougoslaves, il posait une des pierres d'attente de la réconciliation des deux Eglises.

C'était un des sujets familiers des conversations de Diakovo, à la fois intimes et graves, à l'heure où, le repas du soir terminé, Strossmayer donnait à son esprit un délassement qui, pour ses hôtes, était un véritable exercice de culture et d'érudition. Quand on songe à l'essor qu'a prise cette question du « rapprochement » des Eglises latine et gréco-slave, dès les débuts du pontificat de Benoit XV, et à la place qu'elle tient, notoirement, dans la politique de Pie XI, il est difficile de refuser à Strossmayer un sens intuitif qui participait, dans une mesure parfaitement ordonnée, de l'imagination, de la logique et du savoir. Entre 1890 et 1900, alors qu'on ne parlait encore à Rome de ce grand sujet que par timides allusions à de lointains *possibles*, — et, de fait, notons le bien, à la même époque le césaro-papisme des Romanov était encore tout-puissant — quatre amis en devisèrent bien souvent, et dans les détails, au cours de ces soirées de Diakovo : c'étaient l'évêque, le chanoine Ratchki, le comte Constantin Voinovitch, et le grand philosophe russe Vladimir Soloviev.

Quelquefois le curé du lieu, dont j'étais le voisin de table, me poussait du coude pour m'associer à une inquiétude. Non

qu'il fût tenté de contredire, certes, à la conversation générale, mais c'est qu'il avait vu, dans la journée, comment Strossmayer appliquait ses principes aux affaires qui relevaient de son administration épiscopale, et il avait peur que ce fût aux dépens du droit canon. Il s'agissait, le plus souvent, de mariages mixtes entre catholiques et orthodoxes qui résidaient dans le diocèse de Diakovo, et le brave homme prétendait que son évêque n'y voyait jamais d'empêchements, pourvu que les fiancés eussent bonne mine et se présentassent à lui en costume national. Image un peu déformée des scrupules ou des routines qu'à Rome même le *latinisme* invétéré de certains membres de la Curie oppose à l'esprit conciliateur des deux derniers papes. Peut-être reflète-t-elle aussi plus ou moins quelques sévérités du droit canon. Mais, en attendant, la *politique* du Vatican nous a donné le spectacle de hardiesses dignes de frapper beaucoup plus les profanes. Depuis que l'archevêque de Gênes, qui n'était sûrement point sans avoir pris le vent à Rome, a échangé des cordialités avec M. Tchitchérine, et que la Secrétairerie d'Etat elle-même a négocié avec le gouvernement des Soviets l'envoi d'une mission catholique en Russie, on ne peut plus douter que la réconciliation des deux rites justifie, aux yeux du Saint-Siège, les plus larges concessions. L'esprit des soirées de Diakovo est dépassé.

Un évêque croate tenu pour un grand homme, même de son vivant, et qui ne cessait de tendre aux « frères séparés » une main fraternelle, ne pouvait manquer de se concilier l'estime des Serbes de l'autre côté de la frontière, et de frayer, d'égal à égal, avec les principales personnalités balkaniques. De fait, Strossmayer fut, au grand déplaisir du gouvernement de Vienne, le correspondant, l'ami, le confident quelquefois, d'Alexandre Karageorgevitch, de Garachanine, de Yovan Ristitch de Michel Obrenovitch. Il était en sympathie aussi avec feu le roi Nicolas de Montenegro : le discrédit où son entourage a fini par le faire tomber ne permet pas d'oublier la carrière, pittoresque, audacieuse, utile en somme à la cause slave, de ce souverain minuscule, qui se faufilait dans tous les Congrès européens et qui trouvait moyen de se faire photographier, au physique et

au moral, par la presse des deux continents. La politique balkanique de Strossmayer était donc aussi simple, et déductive de la même façon, que sa politique nationale au sens étroit : chercher la race, par dessus les frontières, comme par-dessus les religions; accoutumer les grands comme les humbles de ce monde à prendre conscience de destinées communes; élargir, au besoin, le concept de ces destinées au delà des frontières ethniques du peuple serbo-croate. Car il était bienveillant aux Bulgares, et il caressa, comme beaucoup d'autres, des projets de Fédération balkanique, au temps où ils étaient à la mode.

On ne pouvait guère, en ce temps-là, être « slavophile » sans quelques illusions sur la Russie, illusions qu'elle entretint, il faut en convenir, par la guerre de 1877 contre la Turquie. Strossmayer était, au fond, de ceux qui voyaient venir une autre guerre d'émancipation, qui ressemblât moins à une croisade religieuse et davantage à un acte politique. Il croyait la Russie capable d'arracher à l'Autriche l'indépendance de la nation serbe-croate-slovène. Tel était d'ailleurs l'état d'esprit de beaucoup de ses compatriotes : on pavoisa, le jour de la prise de Plevna, à Zagreb comme à Belgrade. Lui-même se piquait d'entretenir des relations avec les cercles russes qui passaient alors pour militants, et dont l'influence fut annihilée par les hommes de cour et les hommes d'affaires intéressés aux opérations asiatiques, responsables du premier ébranlement du régime par la guerre russo-japonaise. C'est ainsi qu'il fut souvent accusé d'être « panslaviste », mot dont le sens n'a jamais été précisé, mais qui jouait un rôle intermittent dans le vocabulaire de la diplomatie viennoise — notamment à l'occasion d'un télégramme adressé par lui au comité de Kiev, pour prendre part à la célébration du millénaire de saint Vladimir. L'empereur François-Joseph était ombrageux sur ce chapitre : à quelque temps de là, au cours d'un voyage officiel en Croatie, il répondit au salut de Strossmayer, venu à sa rencontre à Belovar, par une algarade.

L'évêque de Diakovo l'avait-il encourue, autant qu'il semblait, par ses intentions? Ceci revient à demander si l'hypo-

thèse d'une débâcle de la monarchie de Habsbourg était la seule qui conciliât l'avenir avec son propre idéal national. Dès qu'on pose la question, elle s'élargit d'elle-même. Elle fait repasser sous nos yeux les aspects et les phases de la « question d'Autriche », telle que les publicistes — beaucoup plus que les diplomates — la posaient avant la guerre : les combinaisons entrevues, le fédéralisme, le trialisme, et jusqu'aux tentatives de paix séparée qu'on prête au malheureux empereur Charles en 1917. Aurait-on pu gagner la guerre et sauver l'Autriche? dit-on aujourd'hui. Aurait-on pu sauver l'Autriche et éviter la guerre? disait-on, il y a une vingtaine d'années.

Je crois que Strossmayer était de ceux qui eussent volontiers prêté la main à un essai loyal de consolidation de la couronne habsbourgeoise, si le despotisme allemand et l'intransigeance magyare ne l'avaient rendu chimérique. Monarchiste par tempérament, il n'a perdu la foi dans la dynastie qu'à la longue. En tout cas, lorsque l'Autriche, en 1867, à la suite du désastre de Sadowa, entra dans la voie constitutionnelle, il parut considérer dans le dualisme une étape vers l'autonomie des unités nationales, et conseilla à la Croatie, qui pouvait alors choisir entre les destinées d'Etat cisleithan ou transleithan, de s'arranger avec la Hongrie, moyennant le pacte spécial connu sous le nom de *Nagoda*. C'était probablement, dans son esprit, un peu de trialisme sans le mot. La mauvaise foi des Magyars ayant rendu l'expérience désastreuse, c'est sans doute à un véritable trialisme qu'il pensait, ou à quelque forme équivalente de fédéralisme, dans ses entretiens avec le célèbre homme d'Etat tchèque Ladislas Rieger, qui lui rendit visite à Diakovo en 1883. Il est mort, du reste, une dizaine d'années avant que l'attentat de Serajevo fermât le cycle des hypothèses et des velléités, en jetant brutalement la « question d'Autriche » sur le tapis de la guerre.

On ne peut manquer de faire ici un rapprochement entre les sentiments, ou, si l'on veut, les sympathies politiques de Strossmayer, et la composition des groupes de belligérants de 1914 à 1918. A un détail près — les Bulgares — la carte de ces

sentiments cadre avec celle des réalités. Elle fait d'autant mieux ressortir la justesse de ses intuitions en matière de politique continentale. Toujours il redouta et détesta la race germanique, bien qu'il dît quelquefois de ses origines, en souriant, qu'il devait bien avoir quelque ancêtre allemand, et que cet atavisme n'était pas à répudier, sous certains rapports. Depuis l'époque où les Magyars firent de la Constitution dualiste un instrument d'oppression des Croates, il les tint pour les plus dangereux des ennemis de sa nation, et ils ne cessèrent de le payer en retour de constante et implacable animosité. Quant aux Turcs, ils lui inspiraient un ressentiment héréditaire, qui ne paraît guère atténué chez les Slaves du Sud, et qui pourrait suffire à expliquer l'attitude du gouvernement de Belgrade dans la phase actuelle de la question d'Orient. Germains, Magyars, Turcs, telle est bien la coalition à laquelle nous avons eu affaire.

Par contre, attiré vers la Russie par la voix du sang, Strossmayer écoutait celle de la raison, et surtout du cœur, quand on parlait devant lui de la France. De nous il n'improuvait guère que la politique de laïcité de la troisième République : tout le reste, histoire, génie national, culture, armée, prosélytisme, exerçait sur lui une séduction qu'il s'appliquait à rendre communicative. Il avait du respect pour le monde anglo-saxon. Il était un des correspondants de Gladstone. Quant à l'Italie, le partage même de ses sentiments était à la mesure exacte, et presque prophétique, des fluctuations de la politique de cette puissance, selon qu'on l'envisage avant ou après la guerre.

Comme la plupart des Yougoslaves, il avait suivi avec sympathie toutes les étapes de l'unité italienne. Il y trouvait un exemple, un encouragement, sans compter une bonne leçon pour l'orgueil et le despotisme des Habsbourg. Lorsqu'il prit part, en 1869, au Concile du Vatican, l'effervescence du *risorgimento* ne lui parut point un mauvais signe. Les intérêts du pouvoir temporel le laissaient assez tiède : il prit même la parole, comme on sait, contre ceux de l'infaillibilité. Non pas qu'il entendît le moins du monde — il le faut bien répéter à l'honneur de sa mémoire — élever une protestation contre

l'autorité juridictionnelle du souverain pontife. Il était bien trop catholique et bien trop « unitaire » pour ne pas s'incliner, sans effort ni réserves, devant cette primauté. Mais ainsi qu'il l'expliquait volontiers lui-même — et ici c'est un témoin qui parle — il redoutait que la proclamation du dogme, en accusant davantage l'empreinte latine sur l'Eglise catholique, ne fournît aux Eglises orientales de nouveaux prétextes à rester séparées. Il pensait, au fond, que l'Eglise universelle retrouve plus aisément sa propre image dans un concile où chaque nation est représentée, que dans un pape, italien par tradition presque constante, élu lui-même par un conclave où la majorité, quoi qu'il arrive, est acquise à l'élément italien. Compte tenu de la différence immense entre une opposition déférente, qui s'est du reste terminée par un acquiescement solennel, et les mobiles qui pouvaient inspirer d'autres opposants (notamment le Bavarois Döllinger), on retrouve bien quelque chose de ces inquiétudes du sentiment national, mêlées à des raisons de moindre probité, dans les schismes de toute époque, et jusque dans celui qui devait éclater, le lendemain de la guerre, au sein de l'Eglise tchécoslovaque.

Pendant son séjour de 1869 en Italie, Strossmayer ne craignit pas d'entrer en contact avec des représentants du gouvernement de Florence. Sa correspondance de cette époque — exhumée par le *Corriere della Sera* au lendemain de sa mort — nous le montre consulté par le ministre Correnti au sujet du choix d'un titulaire pour la chaire de langue et de littérature slaves à l'Université de Padoue. Et nous le voyons saisir cette occasion de soutenir, avec la richesse d'érudition et la couleur qui lui étaient ordinaires, que les peuples italien et yougoslave doivent trop à leurs échanges intellectuels du XVI^e^ et du XVII^e^ siècle pour ne pas ressentir des affinités dont la politique elle-même doit tenir compte. Nous avons entendu le même langage, à Rome, élargi vers toutes les considérations que les circonstances pouvaient inspirer, au Congrès qu'organisèrent un certain nombre de parlementaires et de publicistes italiens en 1918, et auquel avaient été conviés les membres du Comité yougoslave, réfugiés en Italie. Strossmayer était sin-

cère. Sans doute les membres du Congrès l'étaient aussi. Mais le « pacte » qui en fut la conclusion, et qu'on appelle encore couramment aujourd'hui « pacte de Rome », a eu des destinées courtes. A lui seul, M. Gabriele d'Annunzio se serait chargé de les abréger.

L'évêque de Diakovo connaissait mieux que personne cette question de Fiume, dont on peut dire qu'elle se place au point le plus aigu des dissidences entre les deux riverains de l'Adriatique. Il la connaissait précisément pour avoir défendu les droits de la Croatie sur ce point. De son temps, c'était la Hongrie qui les contestait, ou, pour mieux dire, qui les supprimait. Il est curieux que Strossmayer ait entrevu les compétitions qu'à son tour devait élever l'Italie. Et il était d'avance aussi sévère, est-il besoin de le dire ? pour les prétentions italiennes que pour les magyares. Il l'était peut-être plus, puisqu'enfin l'évêque, en lui, ne se séparait guère du patriote, et qu'il eût vu avec un surcroît d'appréhension le Vatican détacher Fiume du diocèse croate de Senj et lui donner un administrateur apostolique en la personne d'un ardent nationaliste italien, Mgr Celso Constantini, sous la « régence » même du dictateur-poète. S'il lui avait été permis d'entrevoir, à l'époque où la « question romaine » venait de naître, le moment auquel nous touchons et où elle se résoudra par un accord entre le Saint-Siège et l'Italie, il eût certainement redouté pour son pays, comme d'ailleurs pour sa chère cause du rapprochement des deux Eglises, les conséquences de cet accord.

* * *

S'enquérir des résultats de la politique de Strossmayer, c'est un peu demander quelle place tient dans l'histoire contemporaine l'évolution de l'idée nationale chez les Yougoslaves : et il suffirait déjà de se reporter à l'attentat de Serajevo, à l'*ultimatum* de l'Autriche à la Serbie et aux heures angoissantes de juillet 1914, pour faire une partie de la réponse. Entre diverses occasions auxquelles l'Allemagne pouvait s'arrêter pour rendre inévitable la guerre qu'elle avait minutieuse-

ment préparée, et qu'elle voulait, elle a choisi un grief imaginaire, issu, il est vrai, d'une réalité, je veux dire l'inquiétude que donnait à son alliée habsbourgeoise un mouvement à tendances unitaires propagé à travers les frontières austro-balkaniques. Et c'est ainsi que l'orage, qu'on eût plutôt attendu d'un incident marocain ou lorrain, est venu du côté de l'Orient. L'effet en a été de jeter bas, finalement, trois grands Empires, et de permettre de constituer une Europe nouvelle. S'il n'a pas encore été possible à cette Europe d'assurer les bienfaits de la paix effective, elle est du moins débarrassée d'une hégémonie intolérable, et les frontières, malgré tout, y sont redressées de façon à donner à la plupart des peuples un cadre approprié à leurs aspirations légitimes, aux traditions ethniques et à leurs besoins.

La Yougoslavie est au premier rang de ces nouveaux Etats nés de la guerre, et, telle quelle, par sa merveilleuse position géographique, les qualités viriles de ses habitants, la variété de ses ressources, elle participe, en toute première ligne aussi, à l'équilibre du continent rajeuni. Elle a participé aussi, beaucoup plus qu'on ne l'a fait ressortir jusqu'à présent, à cette désagrégation de la Monarchie de Habsbourg qui était la condition *sine qua non* d'un affaissement de l'Allemagne impériale. A la guerre, les Serbes se sont montrés héroïques, et aucune voix ne s'est jamais élevée pour le contester. Mais on n'a pas assez tenu compte aux Croates, Dalmates et Slovènes de ce que, ne pouvant lutter de la même façon, ils ont été dans l'ordre civil, ou moral, un des ennemis que l'Empire comptait à l'intérieur. Jadis leurs ancêtres furent au contraire les plus fidèles et fermes soutiens de la couronne autrichienne. Mais ces temps semblent révolus dès le lendemain de la campagne loyaliste de Jellatchitch contre les Hongrois en 1849, et avec les débuts — qui la suivent de près — de l'influence politique de Strossmayer. A partir de ce moment, en effet, les apparences restent, et ne donnent pas encore à soupçonner que la monarchie ait perdu la confiance et l'affection de ses sujets du Sud. Pourtant la grande majorité de ce qu'on appelle l'« intelligence », dans la Yougoslavie austro-hongroise, entrevoit déjà

d'autres horizons que celui de la gloire de la dynastie, et le peuple marche à sa suite. L'idée qu'ils sont une nation en germe les obsède ; elle les amène, dès le temps de paix, à une amère critique des procédés de gouvernement usités à Vienne et à Budapest. Aux heures difficiles, elle les conduira à la défection.

Il est difficile de trouver un autre mot, en effet, pour caractériser l'attitude au Reichsrat, pendant la guerre, des députés yougoslaves qui, d'accord avec les Tchèques, et quelquefois avec les Polonais, compliquent à chaque instant, par leurs refus de crédits ou leur obstruction, la tâche d'un gouvernement déjà aux abois —ou même celle de ces soldats qui, malgré la présence à leur tête d'un compatriote, Boroïevitch, désertent en masse et vont constituer, dans les forêts de la Croatie et de la Bosnie, des campements de rebelles qu'on désignait alors par le nom pittoresque de « cadres verts ». Parmi les éléments d'influence sur lesquels autrefois pouvait compter le pouvoir impérial et qui lui ont permis de surmonter d'autres crises, il en est un qui lui échappe alors complètement. C'est l'influence du clergé de l'un et de l'autre rite, qui se retourne plutôt contre lui, et ici plus particulièrement l'historien retrouve la trace de l'œuvre de Strossmayer. Il avait pour ainsi dire arraché aux adversaires de son pays une arme de division, en prêchant de la parole et de l'exemple, pendant cinquante ans, la fraternité entre catholiques et « orthodoxes ». Cette fraternité, surtout entre prêtres, a été manifeste pendant la guerre, et, quand elle avait besoin du ciment de quelque persécution, le gouvernement central était là pour y pourvoir. Il a emprisonné presque autant de membres du clergé latin qu'il en a pendu du clergé gréco-slave, sans aboutir à d'autres résultats qu'une réprobation commune, et, c'est le cas de le dire, fraternelle.

On ose à peine parler des délicatesses de l'histoire. N'est-ce point, tout de même, un fait frappant qu'un évêque ait été l'initiateur de la renaissance nationale, à partir de 1855, et qu'il soit échu à un prêtre, l'abbé Korochets, de signer, vers la fin d'octobre 1918, au nom du Comité national constitué à Zagreb, le pacte d'union avec le royaume de Serbie?

Depuis le rétablissement de la paix, des nécessités d'ordre

financier ou social ont conduit le gouvernement de Belgrade à mettre à l'épreuve, sur un point sensible, le patriotisme du clergé catholique en Yougoslavie. On lui a demandé le sacrifice, ou presque, de sa fortune foncière. Il l'a consenti, sauf exceptions,de bonne grâce et, s'il fait entendre quelquefois des plaintes, elles ont plutôt trait à des intérêts confessionnels. On s'imagine avec quelle amertume les réformes du temps présent auraient été accueillies, et quel ferment de discorde elles jetteraient aujourd'hui entre catholiques et « orthodoxes », si elles n'avaient été précédées d'une éducation persévérante, qui a porté plus particulièrement, notons-le bien, sur les devoirs d'état du clergé vis-à-vis de la nation.

*
* *

Strossmayer n'avait pas prévu, c'est évident, divers événements ou phénomènes qui non seulement compromettent l'unification morale de son pays, telle qu'il la souhaitait, mais qui en reculent la stabilisation économique et sociale. Il n'est pas le seul à n'avoir point lu dans l'avenir le bolchevisme, la crise du change, la désorganisation des transports, l'étreinte subie par la classe moyenne entre une néo-aristocratie financière ou industrielle et un prolétariat qui sent ses forces accrues, sans toujours savoir comment les employer. Eut-il été d'aussi bon conseil et de vues aussi sûres aujourd'hui qu'à une époque où les idées jouaient le principal rôle? Pourquoi pas, si c'est être de bon conseil que de ramener les esprits, en leur parlant la langue que l'on sait, au point où les idées restent toujours fortes et nécessaires, encore que les intérêts, d'ailleurs souvent instables, tâchent à les refouler dédaigneusement en deçà?

C'est compléter son portrait, ou plutôt le replacer dans son cadre, que de dire de lui qu'il était un type éminent de la génération de 1848. Que cette génération nous ait laissé à résoudre de multiples problèmes, posés, pour la plupart, par les progrès scientifiques ou mécaniques, dont nous savons assez qu'ils

n'ont pas tous contribué au bonheur du genre humain, c'est affaire entendue. Mais je n'aperçois pas qu'elle nous ait légué, en politique, de mauvais principes ou de mauvais exemples. En tous cas, à trois quarts de siècle d'intervalle, lorsqu'on a cherché des bases à la paix de Versailles et à celle de Saint-Germain, on n'a rien trouvé de mieux que le principe des nationalités, et il appert que, là-dessus, les voix qui venaient du Nouveau Continent donnaient l'unisson avec celles de l'ancien. Et, quant aux exemples, l'égoïsme nécessaire aux peuples comme aux individus semble avoir reçu, à cette époque, un tempérament nécessaire aussi, tandis qu'à la vérité, et en dépit des grands mots, on ne voit pas bien sous quelle forme ce tempérament intervient aux affaires de la nôtre. Illusions généreuses, soit. Mais quand elles n'auraient servi qu'à tenir à un certain niveau, au cours d'une guerre atroce, le sentiment du droit, le moral du soldat, une surface, à tout le moins, de solidarité entre peuples menacés par le despotisme d'une dynastie et d'une race, il faut déjà leur en savoir gré. Et il faut même espérer, dès aujourd'hui, pour demain, que cette flamme de 1848, dans laquelle on trouvait un peu de tout — idéalisme, égalitarisme, sensibilité politique, survivances de la tradition amalgamées à un impérieux besoin de changement — n'est pas définitivement anéantie sous l'éteignoir d'agents matériels aussi despotiques, à leur façon, que l'Allemagne impériale, et dont il ne suffirait pas de dire, à leur décharge, qu'ils sont internationalisés.

Le peuple yougoslave, par tempérament comme par éducation nationale, est un de ceux qui sont le moins exposés à confondre la réalité avec le *réalisme*. Le réalisme, ou ce qu'on nous donne pour tel, pourrait le porter à oublier son propre passé, en considération de ce qu'il n'offre plus assez de rapports avec les intérêts de banque, de commerce, de change ou d'industrie, et à accepter, comme on dit en affaires, tous les « concours », y compris celui de M. Hugo Stinnes, dont on assure qu'il est venu récemment offrir ses services à Zagreb. La réalité ne peut apparaître au même peuple que sous la forme d'un Etat où il est enfin chez lui, qui sera prospère et respecté

dans la mesure même où il témoignera, comme disait Strossmayer, de l'unité « du sang, du bonheur et de l'avenir », et qui, s'il voulait courir trop vite à l'appât d'une civilisation accoutumée à ne donner rien pour rien, finirait par mettre sa propre personnalité en question et son indépendance aux enchères. Il y a quelque chose, non point à apprendre, car c'est déjà fait, mais à conserver des morts, et des raisons de leur rendre un culte qui soit non pas seulement rituel, mais réfléchi. La rapidité de l'avènement de la Yougoslavie parmi les Etats modernes tient du prodige, mais les prodiges eux-mêmes ont leur logique, qui préside à la façon dont, tout à la fois, ils s'expliquent et ils se continuent.

Charles Loiseau.

LA CROIX-ROUGE[1]

pendant et depuis la guerre mondiale

Il faudrait un volume et non pas un chapitre pour décrire l'œuvre qui s'est imposée au Comité international dès le mois d'août 1914. Le rapport général présenté par lui à la X^e^ Conférence internationale de la Croix-Rouge en 1921 ne compte pas moins de 259 pages. Il ne peut s'agir ici que d'une esquisse à grands traits.

Qui n'a entendu parler de l'*Agence internationale des prisonniers de guerre à Genève* qui, de 1914 jusqu'à l'armistice, communiqua environ 1.200.000 renseignements aux familles des prisonniers tant du côté de l'Entente que de celui des Empires centraux?

Elle fut fondée spontanément, presque sans préméditation. C'était en août 1914. La guerre venait d'éclater. La IX^e^ Conférence internationale de la Croix-Rouge à Washington en 1912 avait recommandé aux sociétés de la Croix-Rouge d'englober dans leur sphère d'action les prisonniers de guerre, de nommer à cet effet des commissions spéciales, et avait confié au Comité international, sur l'offre de celui-ci, la tâche de servir d'intermédiaire pour la distribution des secours. Fidèle à ce mandat le Comité international ouvrait à Genève le 15 août 1914, « l'Agence internationale de secours et de renseignements » et l'annonçait par circulaires.

1. La première partie de cette étude, consacrée aux *Origines et au développement de la Croix-Rouge*, a paru dans le numéro de janvier 1923.

Un peu plus tard, le Comité international pria la Croix-Rouge danoise d'organiser le même service pour le front oriental, et l'Agence des prisonniers de Copenhague fonctionna bientôt parallèlement à celle de Genève.

Bien vite les lettres arrivèrent de la part de familles sans nouvelles. Au bout de quelques jours, on constatait au courrier 80 centimètres de lettres serrées les unes contre les autres. A la fin de 1914, il y en eut jusqu'à 30.000 par jour. D'abord les huit membres du Comité international travaillèrent seuls et dans le bureau des archives du Comité. Puis il fallut des collaborateurs, bientôt 200, au cours de l'hiver qui suivit jusqu'à 1200. On dut à trois reprises changer de locaux jusqu'à l'installation définitive au Musée Rath, sur la place Neuve, à Genève, aménagement de fortune toujours et rudimentaire, avec ses échafaudages, ses étages improvisés, ses casiers et ses parois de bois.

Une division rigoureuse du travail permit un maximum de résultat avec un minimum de moyens.

Toute cette ruche de travailleurs, en grande partie bénévoles, est sous la direction éclairée, intelligente, pratique en même temps que largement humanitaire de M. Gustave Ador, président du Comité international, dont la haute intelligence, le grand cœur et la notoriété mondiale assurèrent le succès de cette énorme entreprise d'amour et de pitié[1] !

Pour concevoir le fonctionnement compliqué de cette agence il faut en parcourir les services divers.

1. Qu'on nous permette ici cette citation, tirée de l'opuscule « *Gustave Ador* » par R. de Traz, Genève 1919 : « Au centre de cette œuvre fervente, M. Gustave Ador était le maître respecté de tous, l'administrateur merveilleusement actif, toujours lucide devant les multiples problèmes qui se posaient, rapide à déblayer l'inutile pour saisir l'essentiel. Et malgré la charge grandissante de son labeur, malgré l'horreur des angoisses qui retentissaient en lui, il gardait le calme, la fermeté d'un grand chef, la conviction qu'il fallait travailler, continuer, aboutir. Sans doute sa bienveillance naturelle dut s'attrister bien souvent, mais il sut opposer son sourire et sa foi aux difficultés et aux inquiétudes. C'est cette personnalité optimiste et entreprenante qui a fait rendre à l'Agence des prisonniers tous les services dont elle était capable. M. Ador, dont la bonté s'élargissait à mesure que le monde y faisait davantage appel, montra combien un sentiment profond retrempe la volonté : il ne s'arrêtait d'écrire et de commander que pour recevoir tous ceux que l'incertitude poussait vers lui ; tous ceux qui lui prenaient un temps déjà trop court, et oubliaient que leur douleur, si cruelle à leurs yeux rougis, n'était pas la seule, mais qu'il y en avait des milliers d'autres, des centaines de milliers, des millions qu'il fallait secourir ».

I. — Service de renseignements d'abord, le but principal de l'Agence : donner des renseignements aux familles sur leurs prisonniers ou leurs disparus.

Les belligérants étaient répartis en deux grandes catégories : l'Entente, et les Empires centraux.

Puis s'ajouta la Section civile, chargée de tout ce qui n'était pas militaire, mobilisable ou non, et dont nous dirons un mot plus loin.

Et dans chaque catégorie, des sections : section française, la plus nombreuse, qui reçut 560.000 demandes et compta 2,5 millions de fiches; section anglaise, section belge. De l'autre côté, la section allemande, avec 1,5 million de fiches, les sections austro-hongroise, bulgare, ottomane.

La première tâche de la journée était le dépouillement des 2 à 3.000 plis (contenant parfois — quand ils venaient d'autres agences — plusieurs centaines de demandes chacun); puis la confection des fiches-demandes, résumant les lettres reçues. Elles étaient blanches.

Pour pouvoir répondre, il fallait des listes, les listes de prisonniers valides, malades, décédés, listes de militaires, de marins, de civils, listes officielles ou privées. Il fallait solliciter ces listes, les réclamer quand elles tardaient. Il fallait les mettre sur fiches, fiches de couleurs diverses selon la nationalité du prisonnier. Cette fiche, dite de renseignement, n'était qu'une simple référence; elle obligeait le chercheur à se reporter à la liste originale : cette méthode assura une exactitude de renseignements — les erreurs de copie et de résumé étant éliminées — qui constitua la supériorité de l'information fournie par l'Agence internationale.

Classées par ordre alphabétique rigoureux dans le fichier français ou le fichier allemand, la fiche de couleur rencontrait automatiquement la fiche blanche, le renseignement se trouvait prendre sa place à côté de la demande; et alors la communication d'une nouvelle était possible.

Une équipe de spécialistes fut formée pour la communication du renseignement en vue d'éviter autant que possible

les erreurs et de donner la forme voulue à la nouvelle, souvent douloureuse, parfois fatale, à envoyer à la famille.

Un important service dactylographique assurait soit la copie des listes de prisonniers, envoyées aux agences nationales des Etats intéressés, soit la confection des fiches, dont une équipe de collationnement vérifiait l'exactitude.

Plus tard et peu à peu furent constitués des fichiers géographiques par lieu de décès et des fichiers régimentaires selon l'incorporation, qui servirent de contrôle et rendirent l'identification plus facile.

Quand on songe que sur les fiches de l'Agence internationale ne figurèrent pas moins de 8 à 10.000 « Martin », et 7 à 800 « Jean Martin », on conçoit que l'identification fût parfois hésitante et souvent laborieuse.

L'enquête venait constamment compléter le renseignement reçu. Sortant de son rôle passif d'enregistrement et de contrôle, l'Agence ouvrait des enquêtes pour découvrir des disparus, pour obtenir des nouvelles des prisonniers signalés, pour rassembler des détail sur les décès. Ces enquêtes se faisaient par tous les moyens utiles : par lettre directe, par affichage dans les camps, par demandes adressées aux camarades révélés par le fichier régimentaire. Enfin une documentation générale par les articles de journaux, par les rapports des puissances protectrices (c'est-à-dire chargées des intérêts des ressortissants de tel Etat), par les secrétaires des Unions chrétiennes de jeunes gens (Y. M. C. A.) dans les camps, enfin par les missions nombreuses envoyées par le Comité international lui-même.

Les dispositions, bien que sommaires, du « Règlement annexe à la convention IV de la Haye de 1907 sur les lois et coutumes de la guerre », donnaient une base légale à ces recherches, en assurant toutes facilités aux sociétés de secours et leur accordant la franchise de port pour les lettres, les colis, les transports sur les chemins de fer d'Etat.

Le chiffre approximatif de 60.000 enquêtes, pour les Empires centraux seulement, donnera une idée de l'importance de ce service.

D'innombrables formulaires, souvent munis de questionnaires ou de formules de réponses, faisaient face aux cas qui se reproduisaient, remplaçaient les lettres et permettaient plus de rapidité et plus de précision. Parmi eux, les formules de décès bilingues, émises par le Comité international et signées au camp par le médecin et deux témoins, tinrent lieu d'actes de décès.

A côté, un service de réception fournissait oralement les renseignements qu'on venait de toutes parts demander à l'Agence internationale : 120.000 personnes vinrent ainsi au Musée Rath, dans l'espoir d'être plus sûrement et plus exactement renseignées.

II. — Transmission de correspondance, de colis, d'argent. — C'était la seconde tâche de l'Agence; elle n'était pas aisée non plus. Il fallait rectifier les adresses, pratiquer la censure sur les passages inadmissibles. Au début, il en passait 45.000 par jour par l'Agence; puis le bureau des postes à Berne centralisa ce service pour le front occidental [1] tandis que pour le front oriental le courant passait par le Danemark et la Suède.

A côté des lettres, c'étaient les colis, acheminés sans inscription et gratuitement, par les soins de la maison d'expédition Natural, Le Coultre et Cie à Genève (total 1.900.000); c'était l'argent qui passait par l'Agence non sans qu'une fiche fût créée pour chaque envoi, — et qu'il fallait convertir en monnaie du pays de destination (18 millions de francs suisses transmis).

Deux chiffres encore peuvent donner une idée du trafic — si l'on peut employer ce terme — de l'Agence internationale : elle a absorbé, en 4 ans, 11 millions de fiches et 12 millions d'imprimés [2].

1. Ce service des postes fédérales suisses prit une ampleur que révèlent les chiffres suivants, embrassant toute la période de guerre : 561.727.692 lettres transmises, 93.954.538 colis postaux, 159.731.206 fr; suisses envoyés par mandats internationaux aux prisonniers. Ce service, entièrement gratuit, a coûté à la Confédération suisse 2.906.000 fr., et aurait rapporté, si les taxes légales avaient été appliquées, 61.802.000 fr.

2. Pour rendre moins sèche cette esquisse technique du travail, qu'on nous permette encore cette description de R. de Traz (*op. cit.*) de l'Agence du Musée Rath : « Ce petit édifice aux bureaux improvisés, avec des tables de bois blanc, rem-

III. — Action du Comité international pour l'amélioration du régime des prisonniers. — A ce rôle d'information et de transmission, même si actif et si étendu, ne s'est point borné l'activité du Comité international. Il a constamment cherché à améliorer le sort des prisonniers, soit par des interventions d'ordre diplomatique, soit par la convocation de conférences, soit par des missions.

Son seul tremplin était l'humanité et la charité. Son désintéressement absolu était sa force. Son indépendance complète, son impartialité en toute circonstance, son égalité pour tous constituaient sa puissance morale. Pour levier, il se servait de la réciprocité. Grande souveraine, non conviée aux conventions internationales, mais qui étendait son empire partout et sur toute la guerre, au moins dans le vaste domaine des prisonniers de guerre. Réciprocité dans le mal souvent, sous forme de rétorsion ou de représailles; mais réciprocité dans le bien aussi, dans le donnant-donnant. Et c'est celle-là que faisait jouer le Comité international.

Il intervint par circulaires, par lettres adressées aux gouvernements, par l'action directe de son président ou de ses membres. Il réclama l'égalité de traitement pour les prisonniers, l'organisation de comités de secours dans les camps, la trans-

pli à craquer et qu'un écrivain autrichien Stefan Zweig a surnommé le « cœur de l'Europe », qu'il en a donc accueilli des paroles d'inquiétude et de souffrance, des appels à la pitié, des plaintes désolées, et des cris, de simples cris de douleur — vaste effusion où, d'innombrables voix se faisaient entendre ! Et c'est de là que sont partis tant de conseils, de renseignements, de consolations, et les trois mots sublimes qui, adressés à une mère, à une femme, disaient : « Il est vivant ! ». Ailleurs la haine faisait rage, le sang coulait par ruisseaux, la destruction était acharnée; ici l'homme n'était plus un loup pour l'homme, mais de nouveau un ami.

C'est dans cette intention de profonde et poignante charité que travaillaient les centaines d'employés de l'Agence. Pour la plupart ils étaient des volontaires, venus de toutes les classes de la société, avides de « faire quelque chose », au milieu de la catastrophe, et n'admettant pas que leur neutralité fût une indifférence. Comme l'a dit un des premiers inspirateurs de la Croix-Rouge, « il peut y avoir une neutralité quand il s'agit de faire des blessures; il n'y en a plus quand il s'agit de les panser ». Avec une patience admirable, ces hommes et ces femmes, entassés dans des salles étroites, se sont consacrés à ce labeur, le poursuivant parfois tard dans la nuit emportant des dossiers chez eux pour y faire travailler leurs enfants, obsédés par le malheur gigantesque contre lequel ils luttaient de toutes leurs forces. L'Agence n'était pas une administration comme n'importe quelle administration : aux yeux de ses collaborateurs, et pour eux-mêmes elle avait une vertu morale et presque de rachat. Elle les faisait participer à la souffrance universelle. Bien des larmes au cours d'un travail quotidien et acharné ont coulé sur une lettre, sur une fiche, à l'évocation d'un mort inconnu d'une famille en deuil qu'on ne verrait jamais ».

mission de la correspondance dans la zone des armées et en territoire occupé, le droit du prisonnier de guerre au travail, au salaire, la suppression des camps dits de propagande destinés à encourager le transfuge du camp du vaincu à celui du vainqueur, enfin surtout la suppression des représailles, mesures souvent inutiles, toujours injustes et barbares.

Il intervint, enfin et surtout, par des missions, c'est-à-dire par l'envoi successif de délégués pour visiter à peu près dans tous les pays les camps de prisonniers et réclamer les améliorations nécessaires. Ces visites impartiales, outre qu'elles avaient une influence bienfaisante sur le moral des prisonniers eurent incontestablement pour effet de provoquer bien des réformes et d'amener bien des atténuations à la rigueur du régime des captifs. 524 inspections furent ainsi faites par 4 délégués, dont les rapports publiés, parfois en deux langues, forment une série de 24 *Documents*.

IV. — *Rapatriement.* — Cette tâche s'impose bien vite au Comité international.

D'abord, en ce qui concerne le personnel sanitaire, qui, exempt de capture d'après la Convention de Genève, ne devait pas être retenu prisonnier. Le Comité eut à proclamer bien haut et à rappeler d'emblée et jusqu'à la fin de la guerre, aux belligérants que la volonté des législateurs de 1864 comme de 1906, n'était pas de permettre la rétention de ce personnel, même pour soigner ses compatriotes; les services de santé, officiels ou volontaires, de tout Etat signataire de ces pactes internationaux devant théoriquement suffire à soigner ses prisonniers comme ses propres blessés.

Ensuite et dès novembre 1914, ce furent les grands blessés et les grands malades, qui retinrent son attention. Alors qu'aucune base légale ne pouvait être invoquée (la Convention de la Haye ne prévoit la restitution des captifs, qu'après la conclusion de la paix), le Comité international obtint avec l'appui du Conseil fédéral suisse, encouragé par le pape, l'admission du principe du rapatriement. Et bientôt, à travers la Suisse, de Schaffhouse à Genève et de Genève à Schaffhouse,

passèrent régulièrement ces cortèges douloureux, ces lamentables épaves dignes de toute pitié, qui faisaient une fois de plus maudire la guerre, mais qui chantaient de joie pourtant dans l'atmosphère de liberté de la Suisse et à l'idée de revoir leur patrie et leur familles.

Dès 1916, grâce à l'intervention personnelle de M. Ador, la faveur de l'internement en Suisse fut accordée aux moins malades, choisis dans les camps par des commissions médicales mixtes. De 1916 à 1918, 68.000 hommes furent ainsi hébergés en Suisse, répartis dans les villes et les villages et heureux d'une liberté relative, enfin reconquise.

Enfin ce fut le problème du rapatriement des valides ayant subi une longue captivité, qui se posa avec acuité en 1917. Les inspecteurs des camps constataient la neurasthénie, la psychose du fil de fer, dont les ravages se proportionnaient à la durée de la captivité, à laquelle il n'y avait qu'un remède, la libération. Une circulaire du Comité international, du 26 avril 1919, attira l'attention des belligérants sur l'urgence de mesures à prendre. Des négociations s'entamèrent, mais diplomatiques et par conséquent lentes, elles n'aboutirent qu'un an plus tard à un accord, signé le 26 avril 1918 entre la France et l'Allemagne ; cette convention constituait une notable amélioration du sort des prisonniers en leur promettant à date fixe (après 18 mois de captivité) la libération tant désirée ; mais elle arriva trop peu avant l'armistice pour déployer tous ses effets.

Depuis lors, et malgré la liberté théoriquement rendue, ce fut la grande tâche du Comité international de réaliser effectivement ce rapatriement en ramenant les prisonniers dans leur patrie. Ils étaient disséminés dans toute l'Europe, même en Asie et en Afrique. Les Russes à eux seuls étaient au nombre de 2 millions dans les Empires centraux et les Balkans. Il fallait obtenir des gouvernements l'autorisation formelle du rapatriement et la Conférence de la paix ne la donna qu'au printemps 1920. Il fallait des négociations diplomatiques pour obtenir le passage des convois par les Etats intermédiaires. Il fallait enfin ravitailler en attendant les captifs, et assurer les

moyens nécessaires à leur transport. Cette tâche formidable dépassait de beaucoup les possibilités et les ressources du Comité international. Heureusement que la Société des Nations s'en rendit compte, désigna M. Fritjof Nansen, comme haut commissaire du rapatriement, et que les gouvernements fournirent les fonds indispensables. Le rapport présenté par le Dr Nansen à la première assemblée de la Société des Nations, en novembre 1920, donne une idée de la complexité et de l'étendue de la tâche; il rend hommage au Comité international de la Croix-Rouge. En rendant cette œuvre possible, la Société des Nations n'aurait-elle fait que cela, qu'elle eût bien mérité de l'humanité tout entière.

Le courant du rapatriement passait par la Baltique au Nord, ou par Vladivostock pour les régions de la Sibérie centrale et orientale. Au Nord, il était double, les transports, par trains et bateaux, amenant de Russie les prisonniers de toute nationalité qui y étaient et ramenant dans leur pays les Russes détenus en Allemagne. Des camps de passage, dirigés par les délégués du Comité international à Narva, Riga, Björkö, etc., permettaient le ravitaillement, et assuraient la désinfection indispensable pour opposer une barrière aux épidémies.

A la fin de 1921, 441.000 prisonniers avaient été ainsi rapatriés, et cette œuvre immense qui a absorbé des millions et à laquelle ont contribué beaucoup de Croix-Rouges et de comités, n'est point encore achevée : des nids de prisonniers disséminés se découvrent encore.

* * *

Cette œuvre, si vaste, si ramifiée, si multiple qu'elle ait été, ne fut pas la seule qui s'imposa au Comité international pendant la guerre et qui se poursuivit après.

Bien que le secours matériel restât en dehors de sa sphère d'action proprement dite, il fut appelé parfois à faire parvenir des dons aux prisonniers de guerre, par exemple par la distribution, à Noël 1919, de cadeaux venus d'Allemagne à 163.000 prisonniers allemands en France. Après l'armistice, il s'occupa

du ravitaillement des hôpitaux en Autriche, Pologne, Roumanie; à Vienne il installa, sous la direction compétente de son vice-président, le Dr Ferrière, un bureau central pour la coordination des efforts contre les épidémies.

En septembre 1919, il achemine une colonne et un train sanitaires en Ukraine, et en juin 1920 un second transport de médicaments, etc. Enfin il s'occupe des enfants et de la population civile; il recueille des enfants dans l'orphelinat d'Otwosk près de Varsovie, sous l'administration d'un de ses délégués, il patronne et seconde l'œuvre de l'Union internationale de secours aux enfants (siégeant à Genève), et les délégués du Comité international, dans différentes villes, expérimentés déjà grâce à leur travail antérieur, entourés de considération et de prestige, fonctionnent comme informateurs et comme distributeurs des secours. Partout en raison de son impartialité et de son « apolitisme » le Comité international se présente comme une puissance neutre qui compte et avec laquelle on traite.

Ce rôle apparaît avec une évidence particulière pendant les révolutions de Russie et de Hongrie. Les faits ont prouvé que même la guerre civile ne paralyse pas l'action charitable. A la suite de la dissolution de la Croix-Rouge russe par les bolchevistes, le Comité international désigna un représentant en Russie en la personne de M. Ed. Frick, lequel réussit à rassembler les tronçons des organisations des Croix-Rouges suédoise, danoise, norvégienne qui travaillaient en Russie, et à faire reconnaître, en août 1918, par les autorités soviétiques la Croix-Rouge internationale et ses prérogatives, au moyen d'un décret sans doute unique en son genre. Une œuvre fut entreprise de ravitaillement, de secours aux enfants et aux prisonniers politiques, de lutte contre les épidémies, jusqu'à ce que la tourmente révolutionnaire l'emportant, au début de 1919, tous les neutres furent expulsés du territoire russe.

Au cours de la révolution hongroise, au printemps 1919, le rôle bienfaisant qui fut joué par le Comité international fut analogue. Son délégué à Budapest, M. Rod. Haccius, put, grâce à son tact et à son énergie, imposer le respect de la Croix-Rouge internationale, obtenir une ordonnance de protection

pour ses institutions et ses représentants, les révolutionnaires ayant reconnu que « la Croix-Rouge internationale était une alliance des peuples et non des gouvernements ». M. Haccius put organiser le secours aux étrangers, coupés de toute communication et privés de toute assistance, aux otages et aux prisonniers politiques, assimilés aux malades et prisonniers ennemis des Conventions de Genève et de la Haye, enfin à la population civile, aux écoliers et aux étudiants en séjour dans la capitale et isolés de leur famille. Le levier de la réciprocité fut, là aussi, fort utile, la considération des 750.000 prisonniers de guerre hongrois en Italie et en Sibérie donnant à réfléchir aux communistes au pouvoir.

Dans ces deux pays en proie à l'atroce chaos d'une révolution sanglante, on put assister au triomphe de la neutralité charitable, de l'action humanitaire désintéressée, au-dessus des nationalités dressées les unes contre les autres.

* * *

Ce serait laisser une grave lacune dans l'esquisse de l'œuvre de l'Agence internationale et de son action prolongée après la guerre, que de ne pas parler de sa « Section civile », œuvre du Dr Ferrière, déjà mentionnée plus haut. Créée pour les prisonniers de guerre au bénéfice des conventions internationales, l'Agence allait-elle laisser implacablement de côté les internés civils, les malheureuses épaves de toute nationalité, surprises par la guerre dans toutes les parties du globe, coupées subitement du reste du monde, sans ressources comme sans recours ? L'afflux des demandes et la commisération qu'elles soulevaient rendirent l'indifférence impossible. Et avec son cœur compatissant, son abnégation absolue, le Dr Ferrière se mit à la tête de ce service, créa comme une agence dans l'Agence, sans base juridique, sans recours ni appui officiels, s'ingéniant par tous les moyens, avec des collaborateurs dévoués, à venir en aide à ce lamentable troupeau, ballotté, hors la loi, de tout âge, sexe, condition, — non seulement comme chair à représailles entre les mains des capteurs —, réclamant des listes, faisant

des enquêtes et des démarches de tout genre, travaillant au rapatriement des infirmes, des femmes,des enfants ; cherchant à établir la correspondance et un service de nouvelles pour les populations des territoires occupés de Belgique ou de France, de Serbie, de Roumanie, de Russie, jusqu'aux colonies allemandes de l'Afrique et aux Etats-Unis. La seule énumération des domaines ou la Section civile eut à intervenir occupa plusieurs pages dans le rapport général du Comité international (présenté à la X^e^ Conférence). Et ce fut l'honneur de cette section et de son chef de ne s'être laissé rebuter par aucun obstacle ni décourager par aucune avanie ni aucun échec, et d'avoir réussi à atténuer dans d'innombrables cas les souffrances sans nom de ces victimes indirectes de la guerre.

* * *

L'histoire de cette vaste œuvre de l'Agence internationale si multiple, si ramifiée, s'écrivait au jour le jour pour ainsi dire, dans le *Bulletin international des Sociétés de la Croix-Rouge*, trimestriel jusqu'en 1919 et mensuel depuis, qui consacra 17 articles à l'Agence et autant à la guerre mondiale elle-même au point de vue de la Croix-Rouge. En outre deux brochures presque techniques décrivirent le fonctionnement des services, *Organisation et fonctionnement de l'Agence internationale* (1914-1915). *Renseignements complémentaires* (1915-1916). De 1916 à 1918 des *Nouvelles hebdomadaires* relevaient les faits les plus saillants et publiaient des cartes géographiques des camps de prisonniers. Une série de 333 cartes postales, vues prises dans 8 pays par les délégués du Comité international, complétaient cette documentation.

En vue du prix Nobel de la paix (qui lui fut décerné en décembre 1917) le Comité international résuma à grands traits son œuvre de 1914-1915 sous le titre : *Rôle et action du Comité international.* Enfin un *Album* illustré, contenant des vues de l'Agence, des statistiques, la liste des 3.000 collaborateurs successifs, et le recueil des *Actes* (circulaires, appel du Comité in-

ternational), — déjà mentionné —, terminent la liste des publications relatives à cette période d'activité intense.

Il serait injuste de ne pas mentionner l'appui constant que le Comité international trouva auprès des Croix-Rouges nationales qui, à côté de leur œuvre personnelle, collaborèrent à la sienne, auprès des Agences de prisonniers de Paris, de Francfort; auprès des organisations de secours de tout genre, Commission des otages à Bâle, Bureau de recherche des disparus à Zurich; auprès de l'Union internationale de secours aux enfants, ramifiée dans plusieurs Etats mais siégeant à Genève et patronnée par le Comité international; auprès des Unions chrétiennes de jeunes gens dont les secrétaires rencontraient dans les camps les délégués du Comité international; auprès des gouvernements enfin, empressés presque toujours à lui accorder pour l'accomplissement de sa tâche les facilités compatibles avec les nécessités politiques ou militaires.

*
* *

Bien qu'absorbé par son œuvre gigantesque — le mot n'est pas trop fort — à l'Agence internationale des prisonniers, le Comité international ne négligeait pas pour cela sa tâche traditionnelle. Il eut à s'occuper de l'application des Conventions de Genève et la Haye, revendiquant avec opiniâtreté le droit pour le personnel sanitaire retenu d'être renvoyé à son pays, protestant vigoureusement contre le torpillage des navires-hôpitaux, réclamant une suspension d'armes après chaque combat en vue des blessés à recueillir et des morts à identifier, insistant pour que les Sociétés de la Croix-Rouge aient le droit d'envoyer librement du matériel de secours et de pansement en dépit des blocus, etc., etc.

Il se fit l'intermédiaire et l'écho d'innombrables protestations portées devant lui et transmises à l'accusé : bombardements d'hôpitaux, mauvais traitements infligés aux prisonniers, abus de croix-rouge (notamment par cartes postales), saisie de matériel et de biens appartenant en propriété privée aux Croix-Rouges nationales, en Belgique, Autriche, Serbie, Roumanie,

Géorgie, etc. Ces protestations, avec les réponses que parfois les Etats incriminés donnaient pour leur défense étaient publiées dans le *Bulletin international* : sanction platonique sans doute, mais à laquelle les inculpés n'étaient pas indifférents, tant, malgré tout, l'opinion publique conserve son empire et sa puissance morale.

Une fois, le 6 février 1918, sous la pression de l'opinion publique émue et devant le cri d'alarme de l'humanité il sortit délibérément de son rôle et lança aux gouvernements de France et d'Allemagne un appel vibrant contre l'usage des gaz asphyxiants. Les deux gouvernements répondirent, la France demandant des garanties, l'Alllemagne se disant prête à écouter des propositions humanitaires.

Il intervint également en faveur des Croix-Rouges : en Belgique, lorsque le général allemand von Bissing prononça, en avril 1915, la dissolution du Comité central de Bruxelles, il obtint au moins que les fonds de la Croix-Rouge belge ne fussent pas employés en dehors des buts statutaires. En février 1918, ce fut le tour de la Croix-Rouge russe, violemment dissoute par les révolutionnaires, acte que le Comité international flétrit énergiquement.

Il eut enfin la joie d'accueillir de nouvelles Sociétés nationales; selon le mandat traditionnel qui constitue son apanage spécial, il vérifie les statuts, s'assure que les bases fondamentales de la Croix-Rouge internationale sont bien sauvegardées, que la Croix-Rouge nouvelle est reconnue par le gouvernement comme seule Société nationale, admise comme auxiliaire du service de santé officiel, qu'elle embrasse dans sa sphère d'action tout le territoire du pays et est ouverte à tous ses nationaux sans distinction de partis, de sexe ou de confession. Il veille ainsi à maintenir à la fois l'unité nationale et l'uniformité internationale, qui ont toujours constitué la force et l'autorité de la Croix-Rouge dans le monde. Ce furent, par ordre de date, le Luxembourg en 1914, la Pologne et la Tchécoslovaquie en 1919, la Finlande et le royaume S. H. S. en 1920; plus tard les républiques de Costa-Rica, Colombie, Paraguay, puis l'Esthonie, en 1922. Par circulaire aux Comités

centraux de tous les pays, il consacre en quelque sorte le baptême de ces Sociétés nouvelles et les accrédite auprès de leurs devancières comme membres de la grande famille internationale de la Croix-Rouge.

* * *

A ce propos on ne saurait passer sous silence la constitution en 1919 de la Ligue de Sociétés de la Croix-Rouge, fondée à l'instigation de l'Amérique par les Croix-Rouges des Etats-Unis, d'Angleterre, de France, d'Italie et du Japon, à laquelle ont successivement adhéré la plupart des Croix-Rouges nationales, à l'exception de celles des Empires centraux et de Russie; véritable fédération, avec son assemblée générale (Conseil général), son corps exécutif (Conseil des gouverneurs), sa constitution, sa direction.

Son but, très large au début, inspiré par l'art. 23 du Pacte de la Société des Nations et tendant à l'amélioration de la santé, la prévention de la maladie, l'atténuation de la souffrance, s'est de plus en plus concentré sur l'hygiène, les infirmières visiteuses, la Croix-Rouge de la jeunesse. C'est dans ces trois branches qu'à la seconde session de son Conseil général, en mars 1922, s'est en quelque sorte cristallisé le nœud de son effort. Elle a adopté, en outre, dans cette session, le principe de l'universalité et décidé le transfert de son secrétariat à Paris.

La Croix-Rouge internationale qui est et a toujours été universelle dans son esprit et dans ses efforts, n'a jamais voulu conclure une fédération véritable. Il y a des règles fondamentales et uniformes qui doivent être observées par toute Société nationale; il y a une solidarité effective qui existe entre les sociétés faisant partie de la Croix-Rouge internationale; celle-ci tient périodiquement ses assises internationales, sorte de pouvoir législatif officieux; elle a son Comité international organe de liaison, gardien des traditions, intermédiaire constamment invoqué, exécuteur des mandats conférés par les Conférences : les matériaux sont là pour la construction de l'édifice,

mais volontairement on ne le construit pas : d'une part, afin de ne pas empiéter sur l'indépendance et l'autonomie des Sociétés nationales, et d'autre part pour laisser au Comité international son caractère intégral d'organe neutre, indépendant des gouvernements, étranger à toute politique et guidé exclusivement par le mobile élevé de la charité entre les peuples.

Celui-ci s'est borné, au début de 1921, à reviser ses statuts, prévoyant pour ses membres un mandat limité à trois ans, mais renouvelable, ainsi que la possibilité d'accréditer auprès de lui les délégués que les Comités centraux pourraient désigner en vue d'établir des rapports plus étroits entre lui et eux.

Ces deux organismes, dont le rapprochement et même la fusion sous quelque forme appropriée a été souhaitée par les meilleurs esprits, ne travaillent point en étrangers, parallèlement l'un à l'autre. Selon un accord signé le 1er avril 1921 et définissant aussi bien que possible les compétences respectives de chacun, une « Commission mixte » a été instituée, composée de trois membres de chaque institution et présidée actuellement par le président du Comité international; cette Commission mixte décide, en cas de détresse ou de calamités exceptionnelles, des appels à lancer ou non à la solidarité internationale, et organise s'il y a lieu l'action de secours en évitant les doubles emplois dans l'initiative et dans l'effort.

* * *

La guerre mondiale avait nécessairement brisé le fil des conférences quinquennales de la Croix-Rouge. La IXe, à Washington en 1912, avait fixé la suivante en 1917. Celle-ci dut nécessairement être ajournée. Après l'armistice, le Comité international tenta à plusieurs reprises de la convoquer à nouveau. Mais elle ne put être réunie qu'au mois de mars-avril 1921, et encore les Croix-Rouges française et belge s'abstinrent-elles de propos délibéré d'y prendre part, la Croix-Rouge allemande n'ayant pas assez nettement, à leur gré, désavoué les violations

de la Convention de Genève commises par les armées de l'empire.

La participation à la X^e Conférence à Genève fut néanmoins nombreuse: 38 Croix-Rouges, 30 gouvernements, 153 délégués. L'assemblée siégea sous la présidence de M. G. Ador, et le travail des 7 commissions qui furent formées aboutit à XX résolutions. Celles-ci fixent notamment les rapports des sections étrangères de Croix-Rouge avec la Société nationale sur son territoire; confirment l'organisation internationale telle qu'elle existe et le Comité international dans son rôle historique comme dans son activité en temps de guerre et en temps de paix, invitant les Comités centraux à le soutenir financièrement; recommandent, sous l'observation de certaines normes, l'intervention de la Croix-Rouge en cas de guerre civile; formulent les grands principes à la base d'un code du prisonnier à élaborer; proposent les modifications à introduire dans la Convention de Genève à reviser; enfin réclament l'adoucissement de la guerre par la suppression de l'emploi des gaz asphyxiants et par la limitation des bombardements et du blocus.

* * *

Ce serait une grave erreur que de croire que, la guerre finie et la Conférence qui devait en utiliser les expériences pour le bien de la Croix-Rouge dispersée, le rôle du Comité international était terminé et que paisiblement il ne lui restait plus qu'à attendre, comme une sentinelle immobile, le prochain coup de feu entre nations.

D'abord un nouveau champ, trop vaste peut-être et trop constamment cultivable, s'était ouvert : celui de la *guerre civile*. On n'avait pas osé toucher jusqu'ici à ce problème délicat, par respect pour l'autonomie nationale, et la Conférence de Washington en 1912 avait refusé de s'aventurer sur ce terrain glissant. Les faits ont parlé plus haut que la théorie et le cri de l'humanité a dominé celui de la prudence. En outre, l'autorité que le Comité international s'est acquise et le prestige que lui a

assuré son attitude impeccablement neutre et impartiale dans les misères à secourir, lui ont ouvert une sphère infinie d'action et d'intervention.

Les troubles sanglants de la Haute-Silésie, en juin 1921, entre les Allemands sous Hœfer et les Polonais insurgés sous Korfanty, furent, au lendemain de la X^e^ Conférence, une illustration éclatante de la possibilité pour le Comité international d'agir en cas de guerre civile. En attendant le plébiscite, une commission interalliée, franco-anglo-italienne, avec le général français Le Rond comme commandant de la région, administrait le territoire. Pour secourir les malades et venir en aide aux prisonniers, elle ne pouvait faire appel à la Croix-Rouge allemande ni à la Croix-Rouge polonaise, pas plus qu'à toutes les deux à la fois. La commission s'adressa donc au Comité international, qui envoya un de ses membres et un de ses secrétaires. Les commandants des partis ennemis donnèrent leur pleine adhésion à cette intervention, qui eut pour effet rapide de permettre la visite des villes bloquées, l'assistance médicale des malades et surtout d'amener l'échange sur des bases très libérales, des prisonniers respectifs. Une commission mixte, composée de délégués du Comité international et des Croix-Rouges allemande et polonaise fut formée pour parachever le travail.

Cette intervention du Comité international eut son couronnement dans la fonction qui lui échut, de par l'assentiment général, de timbrer et de délivrer le brassard de la Convention de Genève, remplaçant l'autorité militaire compétente prévue à ce pacte (art. 20.) et assurant au personnel sanitaire les immunités stipulées à la Convention de Genève, faite pour la guerre entre nations, fut étendue ainsi sans difficulté, grâce à l'accord commun, à ce cas spécial de troubles politiques et de mouvements révolutionnaires. Il y avait là un triomphe de l'humanité sur la guerre, qui provoqua un heureux rapprochement et une détente salutaire.

A peu près à la même époque la question des *réfugiés russes* et celle de la *Russie affamée* s'imposèrent au Comité international avec une force irrésistible. Soit les appels directs que lui valait sa notoriété mondiale, soit les renseignements que ses dé-

légués permanents stationnés dans différentes villes (Berlin, Vienne, Budapest, Belgrade, Bucarest, Varsovie, Constantinople) lui fournissaient, criaient l'urgence du secours à porter à cette double catégorie de malheureux.

Au début de 1921, il y avait 785.000 Russes ayant fui leur patrie ravagée, et disséminés sans moyens d'existence sur le territoire des Etats avoisinants. L'ampleur du problème dépassait les possibilités du Comité international; il chercha à coordonner les efforts en réunissant en février 1921, une conférence officieuse à Genève, puis surtout en y intéressant les gouvernements par le moyen de la Société des Nations. Ce ne fut cependant qu'après de longs efforts, coordonnés mais privés, des grandes organisations de secours européennes ou américaines, que le Conseil de la Société des Nations se décida à convoquer au mois d'août à Genève une conférence, qui désigna le Dr Nansen comme haut commissaire pour les réfugiés russes. La responsabilité de l'œuvre passait en d'autres mains, mais la collaboration du Comité international et de ses agents resta acquise à la direction nouvelle. Le Dr Nansen s'adjoignit M. Ed. Frik (encore à l'époque délégué général du Comité international) comme haut commissaire adjoint.

Dans ce même mois d'août, poussée par des appels aussi nombreux que poignants, la Commission mixte du Comité international et de la Ligue des Croix-Rouges, appelée bien vite à fonctionner, convoquait à Genève également une conférence des Croix-Rouges des gouvernements et des institutions de secours pour porter remède à la situation des populations de Russie plus que décimées par la famine et ravagées par les épidémies. Un grand comité international de secours à la Russie, dans lequel le Comité international de la Croix-Rouge est représenté, fut constitué, et le Dr Nansen fut prié de centraliser aussi entre ses mains cette entreprise formidable de secours. On peut dire aujourd'hui qu'aucune nation, aucun Etat, aucune classe de population n'est restée étrangère à cette vaste coopération pour le sauvetage du plus grand nombre possible de vies humaines.

Et pour mettre d'emblée, pour ainsi dire, le secours en menue monnaie, le Comité international organisa, au siège du haut commissariat de Nansen à Genève, un service de transmission de colis individuels de vivres, expédiés de Riga par ses délégués et apportant de la part des familles et des amis, un soulagement périodique aux victimes de la famine en Russie.

* * *

Aujourd'hui, en 1922, à côté de ces tâches à suivre et à mener jusqu'au bout, c'est le rapatriement des prisonniers de la grande guerre — que beaucoup croient achevé — qui continue. On découvre en Sibérie et ailleurs des nids de prisonniers oubliés, qui ne peuvent pas être abandonnés à leur dénuement. Et la clôture de cette œuvre, plusieurs fois prévue et fixée, doit sans cesse être repoussée.

Ce sont des réfugiés, chassés de leurs patries par la tourmente, (Lettons, Esthoniens, Polonais, Serbes, Roumains, etc.) qui, dans la région de Vladivostock appellent à l'aide, demandent les moyens de rentrer chez eux. Ce sont des Russes qui ont dû fuir dans la même région sous la tempête révolutionnaire et qui demandent que leurs femmes et leurs enfants puissent les rejoindre. Et c'est au Comité international qu'on s'adresse, c'est à lui qu'on fait appel parce qu'on a confiance dans son intervention. Son délégué permanent à Moscou vient d'obtenir des Soviets l'autorisation pour ces familles de rejoindre leurs chefs.

C'est la Turquie qui réclame en faveur de ses prisonniers détenus en Grèce, et le Comité international fait inspecter les camps, en janvier 1922, par un de ses délégués, grâce auquel bien des améliorations et plusieurs rapatriements sont réalisés.

C'est, en contre-partie, la Grèce qui réclame une inspection des camps de ses prisonniers en Anatolie, et c'est encore le Comité international qui, en janvier également, envoie un délégué pour procéder à cette visite.

C'est à lui qu'on s'adresse de plusieurs côtés en faveur des otages et des détenus politiques encore emprisonnés en Russie, et son délégué est actuellement en instances pour avoir l'autorisation de les visiter et de les secourir.

Il est sollicité de s'intéresser à la population musulmane de Constantinople, dont la condition misérable fait l'objet de la préoccupation de son délégué permanent à Constantinople ; de faciliter aux réfugiés russes qui continuent à affluer en Pologne et que celle-ci, déjà saturée, refoule, l'obtention de passeports pour leur permettre de gagner d'autres Etats européens et d'y séjourner. Et les gouvernements habitués à traiter avec lui écoutent avec déférence ses appels.

Tout cela n'est point une énumération complète, mais des exemples seulement, l'indication des appels les plus importants que le Comité international reçoit, des interventions variées et constantes qu'on lui demande.

Il semble que, dans le monde troublé qui a tant de peine à reprendre son équilibre au milieu des haines nationales qui subsistent, des rancunes que la lutte a allumées, de cet incroyable mélange forcé de nationalités et de populations diverses que la guerre a créé et qui constitue comme un immense écheveau à débrouiller pour rendre à chaque peuple les individus qui lui reviennent, ce rouage neutre soit devenu nécessaire, cet organe, ne vivant que de son autorité morale et de son impartialité établie, ne soit comme une contribution nécessaire au rétablissement de l'ordre et de la paix.

Et comme il y aura toujours des troubles, des injustices et des inégalités, entraînant des souffrances, le rôle humanitaire du Comité international n'est pas prêt de finir.

* * *

C'est ce rôle que ces lignes, à la fois trop longues peut-être pour le lecteur lassé, et trop courtes en vérité pour tracer un tableau complet à travers les soixante dernières années, ont eu pour but de faire mieux comprendre.

Il ne sera pas inutile de les avoir écrites s'il en ressort une compréhension meilleure de ce véritable esprit de la Croix-Rouge internationale, farouchement inaccessible à toute combinaison politique ou arrière-pensée ambitieuse, n'écoutant que la grande voix de la fraternité universelle et ne répondant qu'aux appels de la charité pure, et si, proclamée toujours plus haut et toujours plus fidèlement servie, cette grande idée réussit à faire prévaloir de mieux en mieux à travers l'humanité souffrante toute sa grandeur et toute sa beauté.

Paul Des Gouttes

CHARLES TCHAPEK[1]

Jusqu'ici totalement ignoré en France, Charles Tchapek est un des auteurs les plus lus, les plus applaudis, les plus aimés du public tchèque. Sa renommée a déjà franchi les frontières de la Tchécoslovaquie; il a été traduit en diverses langues, joué en Allemagne et en Amérique.

A la fois poète, auteur dramatique, romancier, nouvelliste, humoriste — en même temps que journaliste et régisseur d'un grand théâtre, il est trop jeune encore pour avoir pu donner sa mesure. Il est né en 1890, dans le nord-est de la Bohême, au pied des Monts des Géants. Il fit ses humanités dans la vieille cité de Krâlovè Hradèts (Kœniggrætz) et ses études universitaires à Prague. Il compléta celles-ci aux universités de Berlin et de Paris. Il commença d'écrire étant encore élève du lycée, puis s'occupa sans beaucoup tarder de journalisme. Depuis 1921, il est régisseur au Théâtre Municipal de Vinohrady (un des trois théâtres importants de la Grande Prague).

Dans ces dernières fonctions, — où il est en quelque sorte complété par son frère Joseph (né en 1887), peintre modérément cubiste, et écrivain, lui aussi — il se montre aussi résolument « moderniste » que dans son œuvre littéraire. Il en a donné un exemple frappant l'année dernière, où, pour les fêtes du tricentenaire de Molière, il monta plusieurs petites comédies molièresques, en se désintéressant volontairement de toute

1. Karel Čapek.

tradition. On pouvait en cette occasion saisir sur le vif le parti pris qui cause, à la lecture de presque tous ses ouvrages, une impression mal définie de satisfaction incomplète; le fond semble parfois sacrifié, et comme étouffé sous les recherches d'une forme qui veut être moderne exclusivement. Tels les tableaux peints par son frère Joseph, d'où les lignes fondamentales, normalement attendues et cherchées par notre œil, sont absentes, mais suppléées et suggérées, souvent avec bonheur, par des combinaisons plus ou moins cubistes de lignes nouvelles et originales.

Une œuvre au moins échappe complètement à ce modernisme, qui pourrait paraître à plus d'un lecteur une imperfection : c'est *L'Usine de l'Absolu*, roman qui a paru à l'automne de 1922. Le fond en est d'une éclatante fantaisie, et la forme, rapide, légère, pleine d'humour et d'esprit, parfois doucement satirique, est dans la meilleure tradition du genre humoriste.

Les frères Tchapek — on les cite souvent ensemble — avaient écrit en collaboration leurs premières productions, poèmes de jeunesse en prose (1908-1910, dans *Le Jardin du Géant Kekonoche;* 1910-1916 dans les *Abîmes Rayonnants*) où ils se trouvent déjà avec leurs traits caractéristiques : ardents, prompts à la polémique, pleins de verve et de fantaisie.

Depuis six ans ils écrivent chacun pour leur compte, l'aîné, Joseph, a publié en 1917 *Lelio*, mince recueil de nouvelles analytiques et pessimistes, puis, à la fin de 1920, un volume de considérations modernes sur l'art, sur toutes les formes d'art quotidiennes (y compris la photographie) sous ce titre : *L'Art le plus modeste*.

Charles Tchapek a publié deux recueils de nouvelles : en 1917, *Les Carrefours*, en 1920, *Récits amers*. La tendance du premier est nettement philosophique : nous plongeons dans le mystère; les incidents les plus quotidiens, en apparence les plus menus, portent peut-être souvent, sans que nous nous en apercevions, la marque de Dieu; nous côtoyons peut-être à chaque instant le miracle, mais nous ne pouvons

croire qu'il se fasse comme ça, pour rien, sans but. Les recherches de l'auteur au fond, j'allais dire en-dessous, de la réalité, ne ramènent malheureusement pas une grande idée neuve; parfois elles restent obscures, mais elles sont aussi plus d'une fois puissamment intéressantes.

Du second recueil, la préoccupation philosophico-religieuse a disparu; il n'y reste que l'étude, encore plus minutieuse, lenticulaire, des faits minimes dont est tissée la destinée de l'homme entre un soir et un matin ou un matin et un soir, c'est-à-dire de ses malheurs, de ses misères tout intimes, qui échappent ordinairement aux regards, même à ceux de ses proches. Dix pages, par exemple (VII^e^ récit : *La Chemise*), sont consacrées aux impressions et réflexions, au moment où il découvre que ses chemises disparaissent, d'un vieux bonhomme de veuf, pillé depuis des années par sa gouvernante, et qui ne peut plus désormais se passer d'elle; trente pages (IV^e^ récit : *Au château*) nous détaillent par le menu les pas et les démarches, et les pensées pénibles, qui remplissent la journée d'une institutrice dans un château.

C'est dans ces récits, tout en petites notations accumulées et non choisies, alignées pour ainsi dire, et non subordonnées en profondeur, que le « moderniste » triomphe : pas de grandes lignes, pas de portraits, pas de tableaux. Pas même d' « histoires » à proprement parler, car aucun de ces neuf récits n'a de « fin »; l'auteur évite soigneusement de donner un « dénouement » à ses tranches d'impressionnisme psychologique. Mais heureusement, Charles Tchapek est un « moderniste » modéré, et il s'est révélé, dans son théâtre, capable de grouper, et d'ordonner dramatiquement, ses observations et ses inventions autour d'un nœud central, idée poétique ou philosophique.

Dès sa première pièce, *Le Brigand*, jouée le 2 mars 1920 au Théâtre National de Prague, l'auteur connût le franc succès. C'était un drame lyrique, prose et vers mêlés, à tendances symboliques : le « Brigand » c'est la Jeunesse, irrésistible, voleuse des cœurs féminins à la barbe même des parents trop raisonneurs. C'est la victoire de l'Amour sur

les obstacles — victoire qui d'ailleurs ne s'affirme pas jusqu'au bout, car à la fin, tout à la fin, ce n'est plus le Brigand qui triomphe dans la réalité matérielle, bien qu'il continue à triompher dans les cœurs. La thèse de l'auteur n'y est plus absolument claire, et il en résulte un peu de flottement dans notre impression générale. Bien que les caractères y soient moins qu'esquissés, l'intrigue parfois invraisemblable trop à dessein, le style visiblement voulu, cependant l'expression du sentiment jaillit partout avec une ferveur et une verve qui emportent tout dans un mouvement vif et dramatique. Et déjà l'art de l'auteur dans les dialogues et conversations à plusieurs personnages s'y affirme avec un naturel et une maîtrise rares.

Moins d'un an plus tard, le 25 janvier 1921, Charles Tchapek remporta un véritable triomphe avec *R. U. R.* (*Rossum's Universal Robots*), pièce considérée jusqu'ici comme son chef-d'œuvre. Traduite en plusieurs langues, elle sera d'ici peu présentée aux suffrages du public français dans un théâtre parisien. L'idée dominante en est, ou semble en être, que la fécondité d'invention mécanique de l'humanité, qui va jusqu'à imiter la Création de l'Homme, pourrait bien être la source et la cause, un jour, de sa destruction totale [1]. Mais, de même que dans *le Brigand*, cette idée essentielle des premiers actes est quelque peu obnubilée vers la fin par une idée en apparence contraire. Telle quelle, la pièce, grâce au remarquable don scénique de l'auteur est d'un intérêt indiscutable. Dans une île lointaine, des ingénieurs fabriquent des hommes mécaniques, des Robots [2] dépourvus de toute sensibilité, mais doués d'une aptitude parfaite aux travaux les plus compliqués, même d'ordre intellectuel. Ces êtres sont traités comme des esclaves, mieux, comme des machines, qu'on envoie au pilon quand elles sont usées. Une femme veut les sauver — pitié funeste ! — et amène les ingénieurs

1. L'idée en est certainement aussi une critique du Bolchevisme, qui a délié les « esclaves » de jadis et se montre impuissant à en créer d'autres, et qui met tous ses services en abréviation au moyen de lettres. (Note de l'éditeur).

2. Racine slave qui signifie ici : travailleur, ouvrier, esclave.

à fabriquer progressivement des Robots doués de sensibilité humaine. Le résultat, c'est la révolte des derniers créés, qui organisent et font exécuter par les millions de Robots lancés dans le monde le massacre total de tous les hommes. Les ingénieurs sont tués, sauf un ; celui-ci est chargé par les Robots de retrouver le secret perdu de leur fabrication, faute de quoi leur race périra à son tour. Il ne peut y parvenir, mais il a la joie, avant de mourir, de constater une sensibilité véritable chez les derniers créés, et même l'éveil chez un jeune Robot et chez une jeune Robotka, de sentiments purement humains : curiosité, caprice, coquetterie chez elle, bravoure chevaleresque chez lui, et, chez tous les deux, le rire qui est le propre de l'homme, et l'amour et l'esprit de dévouement. Grâce à ce couple— Adam et Eve ! — l'humanité est assurée de renaître et de recommencer sa lente ascension vers la civilisation.

Au début de 1922, Charles Tchapek retrouva un succès presque égal avec ses *Scènes de la vie des Insectes*, grâce en partie à la brillante mise en scène de son frère Joseph. La vue de certains insectes, telle que l'a décrite Fabre, imite à s'y méprendre la vie humaine : papillons flirteurs et frivoles, scarabées accapareurs, ou cambrioleurs et assassins, fourmis organisées scientifiquement en société, et au besoin en véritables armées. Les frères Tchapek en ont tiré une comédie de mœurs agréable et piquante : le premier acte, celui des papillons, est d'une finesse et d'un charme supérieurs. L'auteur excelle dans ces scènes légères, auxquelles il donne une vie et un mouvement étourdissants.

Enfin, le 21 novembre dernier, a eu lieu la première représentation d'une comédie en 3 actes et 4 tableaux : *Le Cas Macropoulos*, pièce un peu plus contestée que les précédentes. Le sujet, auquel l'auteur rêvait depuis des années, en est le problème de la prolongation de la vie humaine. Une actrice, merveilleuse de jeunesse, de voix et de beauté, vit depuis 337 ans, et s'ennuie, s'ennuie... tout en continuant à rendre fous d'elle ceux qui l'entourent. (Mais le cas se présente aussi pour des gens beaucoup plus jeunes). L'auteur, après

trois actes peu remplis, en conclut dans une longue, trop longue discussion philosophique, qu'il vaut mieux ne pas prolonger la vie humaine. Malgré tout son talent, il n'a pu dramatiser un sujet de roman excellent, mais peu dramatique, et cette improvisation laisse l'impression d'une « erreur » comme en commettent des talents de premier ordre. Ceux qui partagent sa conclusion regrettent la faiblesse du raisonnement, c'est-à-dire de l'exemple choisi : que 300 ans de vie débauchée laissent un grand dégoût au fond de l'âme, cette idée n'a rien de neuf, rien de frappant comme preuve.

Ajoutons que l'auteur avoue avoir voulu « liquider » un arriéré de sujets. Il lui en reste encore un à traiter. Espérons qu'une fois terminée cette liquidation de sujets fantaisistes à l'extrême, et côtoyant le bizarre, Charles Tchapek s'appliquera à nous donner enfin des œuvres fortes et solides, poussant de profondes racines dans le monde réel.

Mentionnons encore, pour être complet, quelques écrits d'une importance moindre : *Le Pragmatisme* (1918); *Critique des mots* (1920), courtes remarques de linguistique moderne sur l'emploi de certains mots dans la société; *La poésie française moderne*(1920) traductions fidèles de poètes français.

Louis Brun.

L'USINE DE L'ABSOLU[1]

Monsieur G. H. Bondy, gros industriel, président du Conseil d'Administration des établissements MEAS, en déployant son journal, le 1er janvier 1943, lui aux Annonces que son ancien camarade de l'Ecole Technique, l'ingénieur Rodolphe Marc,

1. Karel Čapek. *Továrna na absolutno.*

était vendeur, « pour des raisons personnelles », d'une invention « très lucrative et convenant à toutes les usines ». Il imagine aussitôt un galetas, où le pauvre inventeur naïf de quelque joujou se débat dans la misère. Comme c'est dimanche, il se fait conduire en auto à l'adresse indiquée, où son ancien camarade, qui est à la tête d'une usine d'ampoules électriques, l'accueille de ces mots : « Je t'attendais ! »

II. — Le Carburateur

— « Je t'attendais ! » répéta Marc, après avoir fait asseoir son visiteur dans un profond fauteuil de cuir. — Pour rien au monde, Bondy n'eût fait l'aveu de ses illusions sur la misère de l'inventeur.

— « Tu sais », fit-il avec une gaîté quelque peu contrainte, « c'est un pur hasard ! C'est-à-dire que l'idée m'est venue ce matin que nous ne nous étions pas revus depuis vingt ans ! Vingt ans, songe donc, Rodolphe ! »

— « Hm ! », fit Marc. « Ainsi donc, tu veux acheter mon invention. »

— « L'acheter? », dit G. H. Bondy d'un ton hésitant. « Je n'en sais rien vraiment... Je n'y ai même pas songé. Je voulais te revoir et... »

— « Ta, ta, ta... » l'interrompit Marc, « Je savais que tu viendrais. A coup sûr pour cette affaire-là. Cette invention-là est juste pour toi. Elle est susceptible de rapporter gros... » Il eut un geste large, toussa, puis reprit en détachant bien :

— « L'invention que je vais vous présenter marque une révolution de la technique plus considérable que celle produite par la machine à vapeur. Pour en caractériser brièvement le principe, il s'agit, théoriquement parlant, *de l'utilisation parfaite de l'énergie atomique...* »

Bondy dissimula un bâillement. — « Dis-moi, qu'est-ce que tu es devenu pendant ces vingt ans? »

Marc leva sur lui des yeux surpris. — « La science moderne soutient que la matière, autrement dit les atomes, est compo-

sée d'une énorme quantité d'unités d'énergie; l'atome est à proprement parler une foule tumultueuse d'électrons, c'est-à-dire des plus petites particules de l'électricité ».

— « C'est terriblement intéressant », interrompit le président Bondy. « Tu sais, j'ai toujours été faible en physique. Mais tu as bien mauvaise mine, Marc ! A propos, comment as-tu fait pour en arriver à ce jouj — hm ! à cette usine? »

— « Moi? Tout à fait par hasard. Voilà, j'avais inventé une nouvelle qualité de filaments pour ampoules — Cela n'est rien, j'ai trouvé cela comme ça, en passant. Sais-tu, je travaille depuis vingt ans sur la combustion des substances. Dis-moi toi-même, Bondy, quel est le plus gros problème de la technique moderne? »

— « Le commerce », dit le président. « Et tu es marié? »

— « Veuf », répondit Marc, qui bondit indigné. « Mais non, pas le commerce ! La combustion ! L'utilisation parfaite de l'énergie calorique incluse dans la matière ! Considère que nous tirons du charbon le cent-millième à peine de la chaleur que nous pourrions en tirer ! Tu me saisis? »

— « Oh oui ! Le charbon est affreusement cher ! » fit monsieur Bondy, d'un air capable.

Marc exaspéré s'assit et proféra : — « Si tu n'es pas venu pour mon carburateur, Bondy, tu peux repartir ».

— « Poursuis toujours », répondit le président plein de mansuétude.

Marc appuya sa tête dans ses mains : — « Dire que j'y ai travaillé vingt ans », et ces paroles sortaient péniblement de son gosier, « et qu'à présent, à présent, je vais le vendre au premier preneur ! Mon rêve énorme ! La plus formidable invention qui ait jamais vu le jour ! Sérieusement, Bondy, c'est une chose stupéfiante ».

— « Sûrement, dans les tristes conditions actuelles ! » corrobora Bondy.

— « Non, stupéfiante en général. Réfléchis que tu peux utiliser l'énergie atomique absolument sans déchet ! ».

— « Ah ! ah ! » fit le président. « On prendra des atomes pour se chauffer. Après tout, pourquoi pas? C'est gentil ici, Rodolphe, petit et gentil. Combien as-tu d'ouvriers? »

Marc n'avait pas écouté. — « Tu sais », dit-il d'un air pensif, « tu as le choix des expressions : « utiliser l'énergie atomique » ou « consumer la matière ». Ou bien « concasser la matière ». Tu peux appeler cela comme tu voudras ».

— « Je tiens pour combustion [1] », dit M. Bondy. « Ça vise à un petit air intime ».

— « Mais un terme plus précis serait « émietter la matière »; vois-tu, émietter l'atome en électrons, et atteler ces électrons au travail, tu y es? »

— « J'y suis », accorda le président. « Mais les atteler ! »

— « Représente-toi, supposons, deux chevaux tirant de toutes leurs forces, en sens opposé, sur les deux bouts d'une corde. Tu sais ce que c'est ? »

— « Quelque sport, visiblement », fit monsieur Bondy.

— « Non, mais l'équilibre. Les chevaux tirent, mais sans avancer. Et si tu coupes la corde... »

— ...Les chevaux roulent à terre », s'écria G. H. Bondy enthousiasmé.

— « Non, mais ils détalent au galop; ils deviennent de l'énergie libérée. Et maintenant, regarde : la matière est un attelage de ce genre. Tranche l'attache qui retient liés ensemble les électrons et les voilà qui... »

— « ...détalent au galop ! »

— « Eh oui ,mais on peut les attraper et les atteler, tu saisis? Ou bien, représente-toi ceci : on prend pour se chauffer, supposons, un morceau de charbon. On en obtient un petit peu de chaleur, mais, en outre, de la cendre, du gaz carbonique et de la suie. Ainsi la matière ne se perd pas, tu comprends? »

— « Assurément. Tu ne veux pas un cigare? »

— « Merci. Mais cette matière qui reste contient encore une masse d'énergie atomique non consommée.Si l'on consommait, en général, toute l'énergie atomique, on consommerait aussi par cela même les atomes. Bref : *la matière aurait disparu* ».

— « Ah ! ah ! Maintenant je m'y reconnais ».

— « C'est tout à fait comme si on ne faisait qu'une mouture

1. Le mot tchèque a, dans l'usage courant, le sens d'*incinération*, d'où l'air « intime ».

imparfaite du blé, comme si la meule ne pulvérisait que le mince péricarpe des grains et qu'on jetât le reste comme on jette la cendre. Dans une mouture *parfaite*, le grain se laisse pas de déchet, ou presque pas, vois-tu? De même dans une combustion parfaite, la matière ne laisse pas de déchet ou presque pas. Elle est moulue de fond en comble. Elle est consommée. Elle redevient le néant originel. Tu le sais, la matière demande une somme effroyable d'énergie pour simplement exister: ôte-lui l'existence, contrains-la à ne pas être, et par là tu libères une réserve énorme de force. Voilà de quoi il retourne. Bondy ! »

— « Ah ! ah ! ça n'a pas l'air mal. »

— « Pflüger, par exemple, calcule qu'un kilo de charbon recèle vingt-trois billions de calories. Mon opinion est que Pflüger exagère ».

— « Je te crois ! »

— « Moi, je suis arrivé théoriquement à sept billions. Mais ce chiffre même signifie qu'avec une combustion parfaite un kilo de charbon pourrait faire marcher une assez grosse usine pendant des centaines d'heures.

— « Fichtre ! » s'exclama M. Bondy, qui d'un bond fut debout.

— « Je ne te donne pas l'indication du nombre d'heures exact. Je suis en train, depuis six semaines, de brûler un demi-kilo de charbon sous une charge de trente kilogrammètres, et, mon cher, ça ne s'arrête plus !... ça ne s'arrête plus... ça ne s'arrête plus... » acheva l'ingénieur Marc en chuchotant et en pâlissant.

Le président Bondy, dans son embarras, caressait son menton, lisse et rondelet comme le petit derrière mignon d'un bébé. — « Ecoute, Marc », commença-t-il d'un ton mal assuré, « tu es sûrement... un peu, comme ça... surmené... »

Marc fit un geste. — « Ah ! non, du tout... Si tu t'y connaissais tant soit peu en physique, je t'expliquerais mon carburateur[1], dans lequel s'opère la combustion. Sais-tu bien que

1. Ce nom donné par l'ingénieur Marc à sa chaudière atomique est assurément tout à fait inexact; c'est une des lamentables conséquences du fait que les ingé-

c'est tout un chapitre de haute physique. Mais tu vas voir ça en bas, dans la cave. J'ai versé une livre de charbon dans l'appareil, puis je l'ai fermé, et j'y ai fait apposer des scellés de la main d'un notaire, par-devant témoins, afin que personne ne pût y remettre de charbon. Va regarder ça, vas-y, vas-y! Tu ne comprendras pas davantage, mais, descends à la cave ! Allons ! descends donc ! ».

— « Tu n'y viens pas, toi? » demanda Bondy avec étonnement.

— « Non, vas-y tout seul. Et puis, écoute, Bondy..., n'y reste pas longtemps ».

— « Pourquoi? » interrogea Bondy légèrement intrigué.

— « Pour rien, comme ça ! Tu n'as qu'à imaginer que... que l'air n'y est pas sain. Tu y feras de la lumière, le commutateur est juste à l'entrée. Le vacarme que tu entendras dans la cave, ce n'est pas ma machine : elle travaille tout à fait silencieusement, régulièrement, sans odeur... Le bruit vient seulement, hm ! seulement d'une espèce de ventilateur. Allons, descends, moi je t'attends ici. Tu me raconteras ensuite... »

* * *

Le président Bondy descendit à la cave, non sans un certain plaisir de se voir délivré, pour un moment, de ce fou (il n'y a pas le moindre doute qu'il ne soit fou), et non sans quelque ennui à se demander par quels moyens il se tirerait de là au plus vite. Mais regardons : la cave a une porte étroite, d'une épaisseur énorme, tout à fait comme les caves blindées des banques. Bon, de la lumière. Le commutateur juste à l'entrée. Au milieu d'une chambre basse, voûtée, aux murs de béton, nette comme une cellule de cloître, un cylindre en cuivre aux dimensions géantes repose sur des appuis en béton. Il est clos de tous les côtés, en haut seulement, une petite grille portant

nieurs n'apprennent pas le latin. Plus exactes eussent été les appellations de: comburateur, chaudière atomique, carbowatt, disgrégateur, moteur M, bondymover, Hylergon, Molekularstoffzersetzungskraftrad, E. W, ainsi que maintes autres désignations qui furent proposées plus tard; c'est juste le mauvais nom qui a pris. (N. de l'auteur).

les scellés. Le dedans de la machine est noir et silencieux. Un piston sort du cylindre, et son mouvement régulier et glissant fait tourner avec lenteur un lourd volant. C'est tout. Seul le ventilateur placé dans le soupirail bruit et tourbillonne inlassablement.

Est-ce, peut-être, le courant d'air du ventilateur, ou quelque chose d'autre — M. Bondy sent passer sur son front un souffle étrange; il éprouve comme la sensation que ses cheveux se dressent; il a l'impression, tantôt d'être emporté à travers l'espace infini, tantôt de voler, sans sentir peser son corps. G. H. Bondy tombe à genoux, dans une sorte d'étonnante et lumineuse béatitude; il voudrait crier et chanter, il lui semble ouïr le bruissement d'ailes immenses et sans nombre.

Et soudain, il sent quelqu'un le prendre violemment par le bras et le tirer hors de la cave. C'est l'ingénieur Marc, qui porte un casque comme un scaphandrier, et traîne Bondy en haut de l'escalier. Dans le vestibule, il retire son casque de métal et essuie la sueur qui perle à son front.

— « Il était moins cinq », soupire-t-il horriblement agité.

III. — Panthéisme

Le président Bondy avait vaguement la sensation de vivre comme en un rêve. Marc l'installa avec une sollicitude maternelle dans un fauteuil, et courut chercher du cognac. — « Tiens avale ça vivement », dit-il en accourant, et en lui tendant d'une main tremblante un verre de liqueur. — « Vois ! ça a mal tourné, pour toi *aussi*? »

— « Au contraire ! » et Bondy parle d'une langue mal assurée. « C'était... si magnifique, mon cher ! J'avais l'impression de voler, pour ainsi dire, ou de quelque chose comme ça ».

— « Oui, oui », se hâta de dire Marc, « c'est précisément ce que je pense. On a l'impression de voler, ou, d'une façon générale, *de planer*, n'est-ce pas? »

— « C'est une sensation d'*extraordinaire* félicité », dit mon-

sieur Bondy. « Je crois qu'on appelle ça l'extase. On dirait qu'il y a là quelque chose... quelque chose de... »

— « ... quelque chose de saint? » interrogea Marc avec hésitation.

— « Peut-être bien. Tout à fait sûrement, mon cher. Je ne mets jamais les pieds à l'église, Rodolphe, jamais de la vie, non, mais je me sentais dans cette cave comme dans une église. Dis-moi, s'il te plaît : qu'est-ce que j'y ai fait? »

— « Tu étais à genoux », fit Marc d'un ton acerbe, puis il se mit à arpenter la chambre de long en large.

Confus, le président Bondy caressait son crâne chauve : — « C'est curieux. Allons donc, moi,agenouillé? Mais dis-moi.. qu'est-ce qu'il y a exactement... dans cette cave... qui agisse si étrangement sur l'homme ? »

— « Le Carburateur », jeta Marc, qui se mordillait les lèvres. Sa figure semblait devenue plus maigre encore et plus livide.

— « Mais sacrebleu ! » s'étonna Bondy.« Et par quel moyen? »

L'ingénieur Marc se borna à hausser les épaules et poursuivit sa promenade à travers la chambre, la tête basse.

G. H. Bondy le suivait des yeux dans un étonnement enfantin. « Marc est fou, se disait-il, mais qu'est-ce donc, par tous les diables qui vous tombe dessus dans cette cave? Cette béatitude torturante, cette certitude énorme, un étonnement,une piété, par quoi l'on est écrasé, ou alors quoi...? » M. Bondy se leva et se versa un second verre de cognac —« Dis donc, Marc », fit-il, « j'ai trouvé ».

— « Qu'est-ce que tu as trouvé? » rugit Marc en s'immobilisant.

— « La chose de la cave. Cet état d'esprit bizarre. C'est une sorte d'empoisonnement !

— « D'empoisonnement, pour sûr », fit Marc en éclatant d'un rire furieux.

— « J'y ai pensé tout de suite », déclara Bondy, tout d'un coup satisfait. « C'est bien cela ; ton appareil produit quelque chose, hm ! quelque chose comme de l'ozone, hein? ou bien plutôt quelque gaz délétère. Et lorsqu'on vient à le respirer, il vous... empoisonne... un peu, ou il vous plonge dans des

transports, hein? Il n'y a pas à dire, mon cher, ce n'est rien d'autre que des gaz délétères, ils doivent être dégagés, en quelque sorte, par la combustion du charbon dans ce... dans ton carburateur. Une espèce de gaz d'éclairage ou de gaz paradisiaque, ou de phosgène, ou quelque chose de ce genre. C'est pourquoi tu as là le ventilateur. Et c'est pourquoi tu te rends à la cave avec un masque à gaz, n'est-ce pas? Tu as là de maudits gaz ».

— « Si ce n'étaient *que* des gaz ! » éclata Marc, les poings menaçants. « Vois-tu, Bondy, c'est la raison qui me force à vendre ce carburateur ! Tout simplement, je ne supporterai pas cela, je ne le supporterai pas », criait-il presque pleurant « Je ne m'attendais guère à voir mon carburateur faire *cela*. Un désordre aussi grand, aussi effroyable ! Songes-y, *cela*, il me le fait depuis le début ! Et tous ceux qui s'en approchent éprouvent *cela*. Tu ne sais rien encore, Bondy. Mais mon concierge en a été atteint.

— « Le pauvre ! » s'étonna monsieur le président, avec compassion. « Il en est mort? »

— « Non, mais *il s'est converti* », cria Marc avec désespoir. « Je puis bien te le dire à toi, Bondy : mon invention, mon carburateur a un terrible défaut. Malgré tout, toi tu l'achèteras, ou bien tu l'accepteras gratis de ma part; tu feras sûrement ça, toi, Bondy, quand bien même il dégorgerait des diables. Cela t'est bien égal, à toi, Bondy, pourvu que tu lui fasses rendre des milliards. Tu les lui feras rendre, mon cher. C'est une chose énorme, mais moi je ne veux plus rien avoir de commun avec elle. Tu n'as pas toi la conscience aussi chatouilleuse que moi, tu entends, Bondy? Cela rapportera des milliards, des milliers de milliards, mais il te faut charger ta conscience d'un mal effrayant. Décide-toi !... »

— « Fiche-moi la paix », se défendait monsieur Bondy. « S'il produit des gaz empoisonnés, l'administration l'interdira, et ce sera fini. Tu connais les tristes conditions actuelles. Ainsi, tiens ! en Amérique... »

— « Il s'agit bien de gaz empoisonnés, » rugit l'ingénieur Marc. « C'est *quelque chose de mille fois pire*. Fais attention,

Bondy, à ce que je vais te dire; cela dépasse la raison humaine, et pourtant il n'y a pas la moindre part de duperie. Voici donc: mon carburateur brûle *réellement* la matière, il la brûle totalement, sans en laisser subsister même un grain de poussière; ou plutôt il la fracasse, il la pulvérise, il la désagrège en électrons, il la consume, la moud en entier, je ne sais de quel terme nommer cette opération; bref, il la consume complètement. Tu n'as pas même idée de l'énorme énergie qu'il y a dans les atomes. Avec un demi-quintal de charbon dans la chaudière, tu peux faire en yacht le tour du monde, éclairer tout Prague, actionner tout ce que tu voudras; avec gros comme une noisette de charbon, toute une famille se chauffera et fera sa cuisine; on se chauffera avec le premier caillou venu, ou avec une poignée de glaise ramassée devant la porte. Un simple morceau de matière renferme en soi plus d'énergie qu'une énorme chaudière à vapeur; il n'y a qu'à l'en extraire, qu'à savoir brûler la matière d'une façon parfaite ! Cela, Bondy, je sais le faire; mon carburateur le sait; tu reconnaîtras, Bondy, que ça vaut bien le labeur de vingt années ».

— « Vois-tu, Rodolphe », commença lentement le président, c'est une chose terriblement bizarre : mais je te crois presque, sur mon âme, je te crois. Tiens, quand je me suis trouvé devant ton carburateur, j'ai senti qu'il y avait là quelque chose de grand, quelque chose qui, pour tout dire, écrase l'homme. Je n'y puis rien : je te crois. Tu as là, dans la cave, en bas, quelque chose de mystérieux. Quelque chose qui révolutionnera le monde entier ».

— « Hélas ! Bondy », murmura Marc avec angoisse, « voilà le *hic*, justement. Attends, je vais tout te raconter. As-tu jamais lu Spinoza? »

— « Non ».

— « Moi non plus; mais c'est maintenant, sais-tu, c'est maintenant que je me mets à faire des lectures de ce genre. Je n'y comprends goutte, c'est chose extrêmement abstruse pour nous autres ingénieurs, mais il y a quelque chose là-dedans. Tu crois peut-être en Dieu?

— « Moi? Eh bien », fit G. H. Bondy en réfléchissant, « ma

foi, je n'en sais rien. Il se peut bien que Dieu soit, mais sur quelque autre astre. Chez nous, non? Où serait-il donc? Une chose de ce genre ne va pas du tout à notre époque. Dis-moi, je t'en prie, qu'est-ce qu'il ferait ici? »

— « Moi, je ne crois pas », dit Marc avec fermeté. « *Je ne veux pas* croire. J'ai toujours été un athée. J'ai eu foi dans la matière et dans le progrès, et en rien d'autre. Je suis un être scientifique, Bondy; et la science ne peut pas admettre Dieu ».

— « Du point de vue du commerce », proclama monsieur Bondy, « c'est tout-à-fait indifférent. S'il le veut, va pour le bon Dieu. Nous ne nous excluons pas l'un l'autre.

— « Mais du point de vue de la science, Bondy », s'écria sévèrement l'ingénieur, « c'est absolument intolérable. Lui, ou la science. Je n'affirme pas que Dieu n'est pas; je soutiens seulement qu'il *ne doit pas* être, ou tout au moins qu'il *ne doit pas* se manifester. Et je crois que la science l'expulse pas à pas, ou au moins qu'elle limite ses manifestations; et je crois que c'est là sa suprême mission ».

— « Possible », dit monsieur le Président avec placidité, « mais va toujours ».

— « Et maintenant, figure-toi, Bondy que... Non, attends, je vais te dire cela comme ça : tu sais ce que c'est que le panthéisme? C'est la croyance qu'un Dieu unique, ou l'Absolu, comme tu voudras, se manifeste dans tout ce qui existe. Dans l'homme et dans la pierre, dans l'herbe, dans l'eau, partout. Et sais-tu ce qu'enseigne Spinoza? Que la matière n'est que la manifestation ou un côté de la substance divine, l'autre côté étant l'esprit. Et sais-tu ce qu'enseigne Fechner?

— « Je l'ignore », confessa le président Bondy.

— « Fechner enseigne que tout, tout sans exception, est animé, et que c'est Dieu qui anime toute la matière de l'univers... Qu'est-ce que tu dis de cela?

— « Je ne sais pas », dit G. H. Bondy, « je n'y comprends goutte ».

— « Moi non plus; c'est effroyablement embrouillé. Mais figure-toi que Dieu, mettons, soit réellement dans toute matière, qu'il y soit en quelque sorte enfermé. Lorsque tu briseras cette

matière de fond en comble, il en jaillira comme d'une boîte. Il se trouvera tout à coup comme défait de ses liens. Il se dégagera de la matière, comme le gaz d'éclairage du charbon. Tu consumes un seul atome, et tu as tout d'un coup ta cave pleine d'Absolu. C'est un néant pour la chimie, mais qui agit avec une énergie énorme. Comme c'est quelque chose d'immatériel, cela ne se trouve pas lié par les lois de la matière. Il en résulte que cela se manifeste d'une façon antinaturelle et franchement miraculeuse. Tout cela dérive du postulat que Dieu est présent dans le monde matériel. Arrives-tu à penser que, *supposons*, il y soit en effet? »

— « J'y arrive », dit Bondy. « Et après? »

— « Parfait », dit Marc en se levant, « eh bien donc, *il s'y trouve réellement* ».

IV. — La cave divine

Le président Bondy suçait son cigare d'un air judicieux. —« Et comment t'en es-tu rendu compte? »

— Sur moi-même », dit l'ingénieur Marc, en reprenant sa promenade à travers la chambre. « Par cela même qu'il décompose parfaitement la matière, mon Perfect Carburateur donne un sous-produit : l'Absolu à l'état pur et libre. Dieu sous un aspect chimiquement pur. A un bout, pour ainsi dire, il dégorge de l'énergie mécanique, et à l'autre de la substance divine. Tout à fait comme lorsqu'on décompose l'eau en hydrogène et en oxygène, mais dans des proportions immensément plus vastes ».

— « Hm ! » fit monsieur Bondy. « Mais continue ! »

« Je pense, » poursuivit Marc avec circonspection, « que quelques personnalités *d'exception* sont à même de désagréger en elles la substance matérielle et la substance divine, de délivrer, pour ainsi dire par pressurage, l'Absolu de sa propre matière. C'est ainsi que le Christ, les thaumaturges, les faquirs, les médiums et les prophètes y réussissent, grâce à quelque vertu psychique. Mon Carburateur fait cela d'une fa-

çon purement mécanique. C'est pour ainsi dire une usine d'Absolu.

— « Des faits », dit G.H. Bondy,« tenons-nous en aux faits ».

— « En voici des faits. J'ai construit mon Perfect Carburateur d'abord simplement en théorie. Puis j'en ai fait un petit modèle qui n'a pas fonctionné. Ce n'est que le quatrième modèle qui s'est mis à tourner. Il n'était pas plus gros que ça, tiens, mais il marchait à merveille. Et déjà,en travaillant avec cet appareil de si petites dimensions, j'éprouvais de singuliers effetsspirituels.Destransports,un enchantement étranges. Mais je crus que c'était tout simplement la joie de la découverte, ou bien peut-être du surmenage. C'est alors que je commençai pour la première fois à prophétiser et à faire des miracles. »

— « Hein ! » s'écria le président Bondy.

— « A prophétiser et à faire des miracles », répéta Marc mélancoliquement. « Oui, j'ai eu des moments où j'étais étonnamment illuminé. Je savais, par exemple, avec une parfaite netteté, ce qui allait arriver plus tard. Jusqu'à ta visite que j'ai prédite. Puis voilà qu'une fois je m'étais arraché un ongle sur un tour. Je regardai mon doigt blessé, et à l'instant il me repoussa un ongle neuf. Visiblement, j'en avais formé le désir, mais c'est bizarre et... effrayant. Figure-toi encore que je marchais dans les airs. Tu sais, on appelle ça lévitation. Je n'avais jamais accordé créance à de pareilles stupidités. Songe si j'en fus effrayé... »

— « Ça, je le crois », dit Bondy gravement. « Ça doit être bien pénible. »

— « Affreusement pénible. Je crus que ça venait des nerfs, que c'était de l'auto-suggestion ou quelque chose dans ce goût-là. Entre temps j'avais installé dans la cave le gros carburateur que tu y as vu, et je l'avais mis en marche. Ainsi que je te l'ai déjà dit, il fonctionne depuis six semaines, jour et nuit. C'est là seulement que je me suis rendu compte de la chose dans toute sa portée. Au bout d'une journée, la cave était pleine à craquer d'Absolu, qui commença à s'infiltrer dans toute la maison. Tu sais, toute matière est perméable

au pur Absolu; mais les corps solides sont traversés un peu plus lentement. Dans l'air, il se répand aussi vite que la lumière. Quand je pénétrai dans la cave, je me sentis pris, mon cher, comme d'un accès. Je criais à pleine voix. J'ignore où j'ai puisé la force de prendre la fuite. Remonté ici, je ruminai toute l'affaire; ma première idée fut que c'était un nouveau gaz, enivrant et hilarant qui se dégageait du fait de la combustion parfaite. C'est pourquoi je fis poser, du dehors, le ventilateur. Au cours de la pose, deux des monteurs furent illuminés et eurent des visions; le troisième était un alcoolique, çà a dû l'immuniser un peu. Tout le temps que j'ai cru n'avoir affaire qu'à un gaz, j'ai procédé à son sujet à toute une série d'expériences; il est curieux de voir que dans l'Absolu toute lumière brille d'un éclat beaucoup plus vif. S'il se laissait retenir dans du verre, j'en aurais garni mes ampoules; mais il fuit au travers des parois les plus denses. Je crus ensuite que ça devait être une sorte de rayon ultra-X; mais on ne relève pas la moindre trace d'électricité, et les plaques les plus sensibles ne sont pas même impressionnées. Le troisième jour on dut transporter au sanatorium le concierge, dont la loge est au-dessus de la cave, ainsi que sa femme ».

— « Pourquoi? » s'informa monsieur Bondy.

— « Il s'était converti. Il était inspiré. Il tenait des discours religieux et faisait des miracles. Sa femme prophétisait. Mon concierge était un esprit d'une solidité peu commune, moniste et libre-penseur, un homme rangé comme pas un. Figure-toi qu'il s'est mis, sans crier gare, à guérir les malades par imposition des mains. Il va sans dire qu'il fut aussitôt dénoncé; le médecin du canton, un ami à moi, en fut terriblement irrité. Je fis transporter le concierge au sanatorium, afin d'éviter quelque esclandre. Il va mieux, paraît-il; il se serait remis et aurait perdu son pouvoir miraculeux; je l'enverrai encore à la campagne comme convalescent. Puis moi-même, je recommençai à faire des miracles et à voir à distance. J'ai eu entre autres visions celles d'immenses forêts vierges bourbeuses, pleines d'animaux bizarres; cela vient évidemment de ce que j'ai mis à brûler dans le Carburateur du charbon de Haute-

Silésie, qui est le plus ancien. Il contient probablement du dieu-charbon.

Le président Bondy frémit : — « Marc, c'est effrayant ! »

— « Ça l'est », dit Marc tristement. « Peu à peu, j'ai commencé à comprendre que ce n'était pas un gaz, mais l'Absolu. J'ai souffert de phénomènes affreux. Je lisais les pensées des gens, une clarté émanait de moi, je devais faire des efforts désespérés pour ne pas tomber en prière et me mettre à prêcher la foi en Dieu. J'ai voulu ensevelir la machine sous du sable, mais ce faisant, je fus pris de lévitation. Le Carburateur ne peut être arrêté par rien. J'ai cessé de coucher chez moi. Dans l'usine aussi, des cas graves d'illumination se sont produits parmi les ouvriers. Je ne sais que faire. J'ai essayé de toutes les matières isolantes possibles, pour empêcher l'Absolu de se répandre hors de la cave. Ah bien, ouiche ! Cendre, sable, parois métalliques, rien ne peut lui barrer la route. J'ai essayé de cimenter la cave avec les œuvres de Spencer, de Haeckel, d'Auguste Comte, du professeur Creïtchi, de tous les positivistes ; figure-toi que l'Absolu traverse même des choses pareilles ! Rien n'est imperméable à l'Absolu : journaux, livres de prières, Saint-Voïtyèkh, recueils de chants patriotiques, cours d'Université, livres de Q. M. Vyscotchil, brochures politiques et sténogrammes de la Chambre, tout le laisse passer. Je suis désespéré, tout simplement. Cela ne se laissera ni enclore, ni pomper. C'est un fléau déchaîné. »

— « Et après », dit monsieur Bondy « est-ce bien un si grand fléau? Quand tout çà serait vrai..., est-ce donc un si grand malheur? »

— « Bondy, mon Carburateur est une affaire gigantesque. Il révolutionnera le monde techniquement et socialement ; il rendra d'un bon marché illimité toute production ; il abolira la misère et la faim ; il sauvera un jour notre planète du refroidissement. Mais d'autre part, il lance dans le monde Dieu comme sous-produit. Je t'en conjure, Bondy, ne sous-estime pas çà ; on n'est pas habitué à compter avec un Dieu *palpable*, nous ignorons ce que sa présence pourrait commettre, — disons en fait de civilisation, de morale, et cætera. Mon cher, il y va ici de la civilisation humaine ! »

« — Attends », dit pensivement le président Bondy « Il y a peut-être les exorcismes. As-tu fait venir des prêtres? »

— « Des prêtres? Lesquels? »

— « N'importe lesquels. Vois-tu, la confession n'a sans doute pas d'importance. Il est fort possible qu'ils aient le pouvoir d'interdire ça »..

— « Superstition ! » éclata Marc. « Fiche-moi la paix avec les frocards ! Pour qu'ils aillent me faire de ma cave un lieu de pèlerinage miraculeux ! Chez moi, avec mes opinions ! »

— « Bon ! Bon ! », déclara monsieur Bondy. « C'est donc moi qui les ferai venir. On ne sait jamais... Après tout, ça ne peut pas faire de mal. Enfin, je n'ai rien contre Dieu, seulement il devrait s'abstenir de troubler le travail. As-tu essayé de t'entendre à l'amiable avec lui? »

— « Non, » protesta l'ingénieur Marc.

« C'est une faute », dit sèchement G. H. Bondy. « Ça aurait peut-être marché, la conclusion d'une sorte de traité avec lui. Un contrat avec les points sur les i, à peu près de cette teneur :« Nous nous engageons à vous fabriquer sans interruption, dans la quantité que nous spécifierons; vous prenez en revanche l'engagement de renoncer à toutes manifestations divines dans un rayon de tant de mètres autour du lieu de fabrication ». Qu'est-ce que tu penses de ça? Il n'y aurait pas donné son acquiescement? »

— « Je n'en sais rien », répondit Marc avec une moue. « Il paraît avoir trouvé un certain plaisir à exister désormais sans dépendre de la matière. Peut-être que... dans son propre intérêt... il consentirait à un accord. Mais ne me demande pas de m'en occuper ».

— « C'est bon, »acquiesça le président, « j'enverrai mon notaire. C'est un homme extrêmement adroit et tout plein de tact. Et en troisième lieu,... hm !, on pourrait peut-être lui offrir une église. Dame ! une cave d'usine et les alentours, c'est là pour lui un domicile pas très, hm ! pas très convenable. Nous devrions étudier ses goûts. As-tu déjà essayé? »

— « Non; ce que j'aimerais le mieux faire, c'est inonder la cave ».

— « Doucement, Marc. Je vais probablement me rendre acquéreur de cette invention. Tu comprends assurément que... j'enverrai encore mes ingénieurs. Il faut que la Chose soit tirée au clair. Ce n'est peut-être tout de même qu'un gaz délétère. Et si c'était effectivement Dieu lui-même, ça va, pourvu que le Carburateur fournisse un travail réel ».

Marc se leva — « Tu comptes installer le Carburateur dans les usines MEAS? »

—« Je compte », dit le président Bondy en se levant à son tour,« fabriquer des Carburateurs en grand. Des Carburateurs pour trains et pour bateaux, des Carburateurs pour chauffage central, pour les ménages et pour les administrations, pour les usines et pour les écoles. D'ici dix ans, le monde ne se chauffera plus qu'avec des carburateurs. Je t'offre trois pour cent du bénéfice global. La première année, ça ne fera peut-être pas plus de quelques millions. En attendant tu peux déménager pour que j'envoie mon monde ici. Demain matin, j'amènerai l'évêque *in partibus*. Tâche de ne pas le rencontrer, Rodolphe. D'une façon générale, je n'aime pas te voir ici. Tu es trop cassant; je tiens à ne pas froisser l'Absolu d'avance ».

— « Bondy », chuchota Marc avec épouvante, « je t'avertis une dernière fois : tu vas introduire Dieu dans le monde ! »

— « Par la suite », répliqua G. H. Bondy avec dignité, « il m'en sera personnellement obligé. Et j'espère qu'à mon égard il ne se montrera pas pingre ».

V. — L'ÉVÊQUE « IN PARTIBUS »

Quinze jours après cette conversation, M. Bondy, ayant augmenté son capital d'un demi-milliard, a mis sept mille ouvriers à la construction d'une immense usine où l'on va fabriquer un type de carburateur simplifié par ses ingénieurs. En attendant, les miracles continuent. On a dû barrer la rue où fonctionne toujours, sans répit, le premier Carburateur. On y a envoyé une commission du ministère de l'Hygiène et une du ministère de l'Instruction Publique.

— « Je pense », soupira Marc avec un certain soulagement « que l'administration interdira mon Carburateur ».

— « Que non », dit G. H. Bondy. « Les cléricaux se gendarment à faire peur contre ton carburateur, ce qui fait que les partis avancés font exprès de le couvrir. Personne à vrai dire ne sait de quoi il retourne. Cela a dégénéré en une polémique absolument superfétatoire contre le cléricalisme. Et l'Eglise a ici, par hasard, quelque peu raison. Ce satané évêque *in partibus...* »

— « Quel évêque *in partibus*?

— « Mais un certain évêque du nom de Linda, au demeurant homme de bon sens. Tu sais, je l'avais fait conduire là-bas, pour lui faire examiner ce miraculeux Absolu, à titre de spécialiste. Il a passé trois jours entiers à son enquête, il est demeuré constamment dans la cave, et... »

— « ...il s'est converti? » s'exclama Marc.

— « Penses-tu ! Il doit être tellement entraîné à Dieu ! ou bien, c'est un athée plus endurci que toi, je ne sais pas ».

En tout cas, l'évêque, au nom de l'Eglise, n'admet pas le panthéisme; le nouveau Dieu n'est pas le Dieu légal, autorisé, soutenu par l'autorité de l'Eglise; l'évêque refuse résolument de compromettre l'Eglise avec quelque Dieu nouveau, non éprouvé. Cependant, il faudrait s'entendre avec lui : le mal se répand : les radiotélégraphistes ont expédié dans l'espace des radiogrammes extatiques; le ministre de la Guerre a vanté la paix éternelle à l'armée, en l'invitant au martyre... Mais l'évêque met à cette entente des conditions impossibles; il faudrait notamment arrêter toute fabrication de carburateurs et n'en laisser subsister qu'un seul, celui dont on aurait concédé l'exploitation à l'Eglise.

— « Extravagance », s'écria G. H. Bondy. « On fera des Carburateurs. Dans trois semaines, il y en aura dix de montés; dans six mois, douze cents; avant un an dix mille.

— « Et moi, je vous affirme », dit l'évêque *in partibus* avec calme et onction, « que d'ici un an il n'y aura plus un Carburateur en service ».

— « Pour quelle raison? »

— « Pour la raison que ni les croyants, ni les incroyants ne sauraient avoir besoin d'un Dieu *réel* et actif. Ils ne le sauraient, messieurs. C'est exclu ».

— « Et moi, je vous dis », s'immisça Marc avec passion, « que les Carburateurs *seront*. A présent, à présent je suis moi-même pour eux; je les veux justement parce que vous ne les voulez pas; en dépit de vous, Monseigneur l'évêque; en dépit de toutes les superstitions, en dépit de Rome entière ! Et je suis le premier à clamer », et ici l'ingénieur Marc aspira fortement, puis proféra avec une exaltation peu harmonieuse : « Vive le Perfect Carburateur ! »

« — Nous verrons », soupira l'évêque *in parlibus* Linda. « Ces messieurs acquerront la conviction que l'honorable consistoire avait raison. C'est vous-mêmes qui arrêterez avant un an la fabrication de l'Absolu. Mais que de dégâts, que de dégâts, il aura causé d'ici-là ! Pour ce qui est de Dieu, messieurs, ne vous imaginez pas que l'Eglise installe Dieu dans le monde ! L'Eglise ne fait que Le tenir en lisière et Le régulariser. Et vous, messieurs les Incroyants, vous Le déchaînez comme une inondation. La barque de Pierre survivra à ce nouveau déluge; de même que l'Arche de Noé, elle voguera sur la crue de l'Absolu, mais votre société moderne », s'écria l'évêque d'une voix puissante, « en recevra un terrible coup ».

VI. — MEAS

— « Messieurs » déclara le président G. H. Bondy, à la réunion du Conseil d'Administration des usines MEAS (Metallum Anon. Soc.), tenue le 20 février, « je suis en mesure de vous faire connaître qu'un des bâtiments de nos nouveaux établissements industriels a été ouvert hier à l'exploitation. Tout prochainement commencera la fabrication en série des carburateurs, sur le pied de 18 par jour, au début. En avril, nous comptons en sortir 65, à la fin de juillet deux cents par jour.

Nous avons posé quinze kilomètres de voie ferrée à nous, principalement pour amener le charbon. On est en train de monter douze chaudières à vapeur. Nous avons entamé la construction d'une nouvelle cité ouvrière ».

— « Douze chaudières à vapeur? » questionna négligemment le Docteur[1] Houbka, chef de l'opposition.

— « Oui, douze en attendant », confirma le président Bondy.

—« C'est curieux », fit le docteur Houbka.

— « Je me demande, Messieurs », dit monsieur Bondy, « ce qu'il y a de curieux à douze chaudières? Pour un aussi grand établissement... »

— « Certainement », appuyèrent quelques voix.

Le docteur Houbka eut un sourire d'ironie : « Et pourquoi faire, les quinze kilomètres de voie ferrée?

— « Pour amener le charbon et les matières premières. Nous comptons sur une consommation quotidienne de huit wagons de charbon, quand nous serons en pleine marche. Je ne sais pas quelle objection M. le Dr Houbka élève contre le transport du charbon ».

— « J'objecte ceci, » s'écria le Dr Houbka en se levant d'un bond, « que toute cette affaire est extrêmement suspecte. Oui, Messieurs, souverainement suspecte. Monsieur le président Bondy nous a forcé la main pour monter une fabrique de carburateurs. Le Carburateur ainsi qu'il nous en a assurés, est l'unique moteur de l'avenir. Un Carburateur, comme il l'a soutenu éloquemment, peut, avec une petite benne de charbon développer des millions de chevaux. Et maintenant, il vient nous parler de douze chaudières à vapeur et de wagons entiers de charbon pour nos chaudières. Je vous en prie, Messieurs, dites-moi alors la raison qui empêche une hotte de charbon de suffire à faire marcher notre fabrique? la raison qui nous fait construire des chaudières à vapeur, alors que nous pouvons avoir des moteurs atomiques? Messieurs, si toute cette histoire de Carburateurs n'est pas du bluff tout pur, je ne comprends pas pourquoi Monsieur le président n'a pas assuré le fonction-

1. Grade universitaire.

nement de notre usine avec un Carburateur. Je n'y comprends rien, et je défie personne d'y rien comprendre. Pourquoi Monsieur le président n'a-t-il pas assez confiance dans ses Carburateurs pour les mettre en service dans nos propres usines? Messieurs, cela fait une bien mauvaise réclame pour nos Carburateurs que le propre constructeur de ces appareils ne veuille pas, ou ne puisse pas s'en servir ! Je vous en prie, Messieurs, demandez à Monsieur le président Bondy quelles sont ses raisons. Quant à moi, mon opinion est faite. J'ai fini, Messieurs ! »

Sur quoi, le Dr Houbka se rassit d'un mouvement résolu, en se mouchant victorieusement.

Les membres du conseil d'administration gardaient un silence gêné; l'accusation du Dr Houbka n'était que trop claire. Le président Bondy ne relevait pas les yeux de ses papiers, rien ne bougeait dans ses traits.

— « Heu... » retentit la voix conciliante du vieux Rosenthal, « il nous expliquera ça, Monsieur le président. Mais oui, cela s'expliquera, Messieurs. Je pense que, heu... heum... mais oui, dans le meilleur sens. Monsieur le docteur Houbka a certainement, heu... hm ! hm ! mais oui, mais oui, étant donné ce qu'il nous a communiqué ».

Le président Bondy releva enfin les yeux — « Messieurs », dit-il posément, « je vous ai présenté l'avis de nos ingénieurs sur le Carburateur. La chose se comporte bien en fait ainsi qu'il avait été dit. Le Carburateur n'est pas du bluff. Nous en avons construit dix à titre d'essai. Ils fonctionnent tous sans défaut. Voici les rapports. Le Carburateur nº 1 actionne la pompe refoulante de la Sâzava, il travaille sans accroc, depuis quinze jours déjà. Le nº 2 : sur la drague de la Haute Vltava; il fonctionne à merveille... Le nº 7 : installé pour le chauffage central d'un immeuble de la Ville-Neuve. Le propriétaire de l'immeuble est l'industriel Machâte, ici présent. Je vous en prie, monsieur Machâte ! »

Le monsieur de ce nom, un homme d'un certain âge, s'éveilla comme d'un rêve : — « Plaît-il ? »

— « Nous vous demandons ce que fait votre nouveau chauffage central ».

— « Quoi donc ? Quel chauffage? ».

— « Dans votre nouvel immeuble », dit doucement le président Bondy.

— « Dans quel immeuble? »

— « Dans vos maisons neuves ».

— « Dans mes maisons? Je n'en possède pas une ».

— « Allons, allons ! » fit monsieur Rosenthal. « Vous avez bien fait construire, l'année dernière ».

— « Moi? » s'étonna Machâte. « C'est vrai, vous avez raison; j'ai fait construire, mais je viens, voyez-vous, je viens de donner les maisons. Je les ai distribuées ».

Le président Bondy le regarda avec attention : « — A qui, Machâte? »

Machâte rougit légèrement : — « Mais, aux pauvres, voyons ! J'y ai fait loger de pauvres gens. C'est que j'ai... c'est que j'ai acquis la conviction que — bref, aux pauvres gens, vous comprenez? »

Monsieur Bondy ne le quittait pas des yeux, tel un juge d'instruction : — « Pourquoi, Machâte? »

— « J'en... j'en sentais pour ainsi dire l'obligation », dit Machâte confus. « Ça m'est venu comme ça... Il faut que nous soyons des saints, voyez-vous?»

Le président tambourinait nerveusement sur la table — « Et votre famille? »

Machâte reprit, avec un sourire admirable : — « Oh ! nous sommes tous d'accord là-dessus, vous comprenez. Les pauvres gens sont d'une sainteté ! Il y a des malades parmi eux... ma fille s'est mise à leur service, mais oui ! Tellement nous avons tous changé ! »

G. H. Bondy baissa les yeux. La fille de Machâte, Hélène, la blonde Hélène, l'Hélène aux soixante-dix millions s'est fait la servante des malades ! Hélène, qui pouvait, qui devait, qui voulait à moitié devenir Madame Bondy ! Bondy se mordit les lèvres; c'était du joli !

— « Monsieur Machâte », reprit-il d'une voix contractée, « je désirais simplement savoir si le nouveau carburateur chauffe bien ».

— « Oh ! magnifiquement ! il fait une si merveilleuse chaleur dans toutes ces maisons ! C'est comme si on s'y chauffait avec l'amour infini ! Oui, en vérité », poursuivit Machâte dans un attendrissement exalté, en s'essuyant les yeux, « quiconque y entre, se sent devenir sur l'heure un tout autre homme. On y est comme au paradis. Nous vivons comme dans le Ciel, nous tous. Ah ! venez parmi nous! »

—« Vous voyez, Messieurs », dit le président Bondy, en s'efforçant de rester maître de lui, « que les carburateurs fonctionnent comme je vous l'avais promis. Je vous prie de retirer les autres questions posées ».

— « Nous voulons seulement savoir », s'écria le Dr Houbka d'un air belliqueux, « pourquoi dans ce cas vous n'employez pas le Carburateur pour faire marcher la nouvelle usine? Pourquoi nous devons payer, pour chauffer, un charbon coûteux, alors que nous captons pour autrui l'énergie atomique? Monsieur le président veut-il nous faire part de ses raisons? »

— « Il ne le veut pas », trancha Bondy. « Nous chaufferons au charbon. Pour des raisons à moi connues, le Carburateur ne convient pas pour actionner notre fabrication. En voilà assez, Messieurs! Je considère toute l'affaire comme une question de confiance à mon égard ».

— « Si vous saviez », intervint Machâte, « comme c'est une belle chose que l'état de sainteté ! Messieurs, en toute sincérité, je vous en donne le conseil: distribuez tout ce que vous possédez ! Soyez pauvres et saints ! affranchissez-vous de Mammon et invoquez le Dieu unique ! »

— « Allons, allons ! » dit monsieur Rosenthal pour l'apaiser, « Monsieur Machâte, vous êtes un bien aimable et bien brave homme, mais oui, un rudement brave homme. Mais vous savez, monsieur Bondy, moi j'ai confiance en vous, savez-vous une chose, faites-moi envoyer un de ces Carburateurs pour mon chauffage central. Messieurs, je vais en essayer ! A quoi bon des discours ! Allons, ça va, Monsieur Bondy ! »

— « Nous sommes tous frères devant Dieu », continuait Machâte illuminé. « Messieurs, remettons l'usine aux mains

des pauvres ! Je fais la proposition suivante : transformer MEAS en une communauté religieuse des Cœurs Humbles. Nous serons le noyau d'où croîtra l'arbre de Dieu, le royaume de Dieu sur la terre ».

—« Je demande la parole », criait le Dr Houbka.

—« Allez, comme ça, monsieur Bondy, » insistait le vieux Rosenthal. «Vous le voyez, je prends votre parti. Allons, ça va, prêtez-moi un de ces Carburateurs ! monsieur Bondy ! »

— « Car Dieu lui-même descend sur la terre », disait Machâte avec émotion. « Ecoutez son commandement: soyez saints et soyez simples; ouvrez votre cœur à l'infini; soyez absolus dans votre amour. Savez-vous, Messieurs... »

— « Je réclame la parole », s'enrouait le Dr Houbka.

— « Silence ! » s'écria le président Bondy, pâle, avec des regards de flamme. Et il se dressa dans toute la majesté d'un homme de cent kilos.— « Messieurs, si la fabrique de Carburateurs n'est pas de votre goût, je la prendrai à mon propre compte. Je vous décompterai jusqu'au dernier centime les dépenses déjà faites. Je donne ma démission, Messieurs. Bonsoir ! »

Le Dr Houbka se précipita : — « Mais, Messieurs, je proteste. Nous protestons ! Nous ne cèderons pas la fabrique de Carburateurs ! Messieurs, un article aussi remarquable ! Nous ne nous laisserons, s'il vous plaît, embobiner par personne, nous ne renoncerons pas à une affaire aussi fructueuse. Permettez, Messieurs ... »

Le président Bondy agita la sonnette : — « Mes amis », dit-il tristement, « laissons cela pour le moment. L'ami Machâte me semble un peu, hm! un peu malportant. Pour ce qui est des Carburateurs, je garantis, Messieurs, un dividende de cent cinquante pour cent. Je propose de clore la séance ».

Le Dr Houbka prit la parole : — « Je propose, Messieurs, que chacun des membres du conseil d'administration reçoive un Carburateur, pour ainsi dire, à l'essai ».

Le président Bondy promena son regard sur tous ces Messieurs; ses traits eurent une contraction, il voulut dire quelque chose, mais il se borna à hausser les épaules, et laissa filtrer entre ses dents : — « Ça va bien ».

La fabrication des Carburateurs est lancée. Les actions MEAS atteignent des hauteurs vertigineuses. C'est par milliers et dizaines de milliers que de tous les pays du monde affluent les commandes des diverses machines atomiques : atomobiles, atomoteurs, atomotives, etc... C'est par quintaux, par tonnes et par wagons que l'on reçoit les coupures de presse parlant de l'invention de l'ingénieur Marc. Par contre, impossible de réunir le conseil d'administration : tous les membres en sont devenus fous de piété. La contagion a atteint de très hauts personnages, lors de l'inauguration solennelle d'un Carburateur monstre destiné à assurer tous les services d'éclairage, traction, etc.. de Prague et de ses environs.

Quelques jours après l'inauguration, l'Agence Télégraphique de Tchécoslovaquie publia ce peu clair communiqué : « Contrairement aux informations parues dans une feuille locale et reproduites dans la presse étrangère, nous avons appris, aux sources les mieux renseignées,qu'à la cérémonie d'inauguration de la Centrale Carburatrice, il ne s'est nullement passé de scènes inconvenantes. En connexion avec ces scènes, le maire de la Grande-Prague a donné sa démission et s'est retiré pour se faire soigner. La pure vérité, c'est ce que tous les assistants ont déclaré qu'ils n'avaient jamais encore ressenti une impression aussi puissante. Tomber à genoux et adorer Dieu est le droit de tout citoyen. et faire des miracles n'est incompatible avec aucune fonction officielle dans un état démocratique. Il est donc franchement inopportun de mêler le chef de l'Etat à des incidents regrettables, causés tout simplement par l'insuffisance de la ventilation et le surmenage nerveux ».

Dans les mille détails de la vie courante et privée, l'existence menace de devenir impossible. Par exemple, M. Bondy, au milieu des plus riantes pensées d'avenir, remarque tout à coup une jeune femme qui marche devant lui dans la rue, d'une allure fine et souple.

Comment est-elle de figure? Monsieur Bondy pressa le pas. la dépassa en l'évitant par un détour respectueux; mais il se

ravisa et fit demi-tour si lestement qu'il faillit se cogner le nez contre elle.

— « Vous, Hélène? » se hâta-t-il de dire. « Je ne m'attendais pas à... à... »

— « Je savais que vous me suiviez », répartit la jeune fille, les yeux baissés, en s'arrêtant.

— « Vous avez eu ce pressentiment? » dit Bondy ravi. « J'étais justement en train de penser à vous ».

— « Je sentais votre appétit bestial », fit Hélène sans se troubler.

— « Mon... quoi? »

— « Votre appétit bestial. Vous ne m'aviez pas reconnue. Votre regard me déshabillait, comme si j'étais à vendre ».

G. H. Bondy prit une mine sombre : « Hélène, pourquoi voulez-vous m'offenser? »

Hélène secoua la tête.— « Ils sont tous comme ça. Tous, ils sont tous les mêmes. On rencontre si rarement des yeux purs.»

Monsieur Bondy avança les lèvres pour siffler. Ah ! ah ! voilà bien la communauté religieuse du vieux Machâte !

—« Oui », répondit Hélène à sa pensée. « Vous devriez venir parmi nous ».

— « Oh ! sans doute ! » s'écria monsieur Bondy ; et il ajouta *in petto* : c'est dommage ! une si jolie fille.

— « Pourquoi est-ce dommage? » dit Hélène avec douceur.

— « Ecoutez, Hélène, » protesta Bondy, « vous lisez les pensées. Ce n'est pas de jeu. Si tout le monde lisait les pensées, il n'y aurait plus de relations possibles. C'est de l'indiscrétion, de savoir ce que je pense. »

Non seulement les relations commerciales, mais même les relations conjugales ne peuvent exister sans un minimum de dissimulation. Et monsieur Bondy, après avoir longuement donné à Hélène ces explications, lui dit un adieu définitif.

La vie sociale n'est pas moins troublée que la vie privée par l'immixtion de l'Absolu. Chaque carburateur devient le centre d'une communauté religieuse. Ainsi la drague ME 28 sur la haute-Vltava est chaque soir le théâtre de réunions pieuses et de

diverses manifestations miraculeuses analogues à celles qui ont été notées dès le début.

Un manège de chevaux de bois est un autre centre religieux ambulant. Et le jour où il vient fonctionner dans le voisinage de la drague, les tenants de l'une et de l'autre communauté en viennent aux mains, chacune se battant, naturellement, au nom de son Dieu propre. Telle fut la première escarmouche religieuse provoquée par la diffusion du Carburateur.

Quant à la vie industrielle et commerciale, au lieu d'être favorisée dans son développement par le nouveau moteur économique, elle est d'abord troublée, bientôt complètement dérangée, et finit par sombrer dans une catastrophe sans précédent.

En effet, l'Energie Infinie remise à l'état libre par le Carburateur n'est autre que la force qui jadis a créé l'univers, les milliards de brins d'herbes et de papillons, les milliards de mondes et d'étoiles, avec une profusion absolue, hors de toute proportion avec le sens humain de la mesure, mais affranchie par petites doses, et, par suite trop faible pour se remettre à créer, ou ne voulant pas se répéter peut-être.

L'Energie Infinie se lança — en tenant compte évidemment des conditions nouvelles — sur la fabrication. L'Absolu ne se refit pas créateur; en revanche il se fit producteur. Au lieu de créer avec rien, il fit marcher des machines. Il devint ouvrier Infini.

Représentez-vous une usine quelconque — une clouterie, par exemple — où l'on a mis en service le Perfect Carburateur, le moteur le meilleur marché, pour remplacer la vapeur. Grâce à son intelligence innée, il a suffi d'un jour à l'Absolu jaillissant sans discontinuité du moteur atomique pour s'assimiler d'un coup d'œil (si j'ose dire) le mode de fabrication. Il a sauté sur cette fabrication avec toute son indomptable activité créatrice, ou peut-être avec toute son ambition : il s'est mis de son chef à fabriquer des clous. Une fois son élan pris, rien à faire pour l'arrêter. Sans être dirigée par personne, la machine dégorgeait des clous. Les approvisionnements de fer se levaient pièce à pièce, se déplaçaient à travers l'espace, et

s'appliquaient à la machine-outil voulue. Cela vous avait d'abord un air de fantasmagorie. Quand la matière vint à manquer, le fer *fil éclosion* à la surface du sol, qui tout à l'entour de l'usine suait du fer à l'état pur, montant du sein de la terre comme sous l'effet d'une succion... Mais ce qui surprit, ce qui stupéfia le plus dans la nouvelle occupation de l'Absolu, ce fut le rendement de sa production. Pour nous en tenir à la branche cloutière, une seule clouterie empoignée par l'Absolu déversait tant de clous, la nuit comme le jour, qu'il s'en était amoncelé dans la cour des montagnes entières, lesquelles avaient fini par faire céder les clôtures et déborder sur la rue.

Ne quittons pas encore les clous. Vous voyez là dans toute sa valeur la nature de l'Absolu, inépuisable et prodigue ainsi qu'aux temps de la création du monde. Une fois lancé dans la fabrication, il ne s'est soucié ni de la répartition, ni de la consommation, ni du marché, ni du but, ni de rien du tout; il a consommé son immense énergie simplement à dégorger des clous. Etant infini par essence, il ne connaissait ni mesure, ni limitation en quoi que ce fût, pas même en matière de clous...

Mais il apparut au bout de quelques jours qu'il devenait nécessaire d'éloigner par quelque procédé les centaines de tonnes de clous, qui avaient perdu toute valeur marchande. On essaya d'abord d'expédier les clous par wagons entiers à des adresses imaginaires; ensuite il ne resta plus d'autre ressource que de les brouetter hors de la ville, où ils formèrent des amas énormes. Ce déblaiement occupait la totalité des ouvriers quatorze heures pleines par jour; mais ils ne murmuraient point, illuminés qu'ils étaient par un esprit religieux d'amour et de charité mutuelle.

Dans ce domaine et dans tous les autres, le miracle de la multiplication des poissons et des pains faisait l'objet d'une reprise monumentale : la multiplication miraculeuse des clous, planches, engrais azotés, pneus, papier rotatif et tous autres produits industriels.

Le monde connut une profusion sans bornes de tout ce dont

les hommes ont besoin. Or, les hommes ont besoin de tout, sauf d'une profusion sans bornes.

Tout était produit à si bon marché, et en telle abondance qu'on ne se donnait plus la peine de faire le commerce de rien. Et quand les marchands, devenus charitables grâce à l'Absolu, eurent distribué tout le contenu de leurs boutiques, ce fut la disette de tout, et la famine. Le ministère de l'Approvisionnement élaborait par tonnes des circulaires religieuses. Et sans le paysan, heureusement moins contaminable par l'amour et la charité, moins exposé aussi à la contamination, vu la rareté des carburateurs dans les campagnes, le monde fût mort de faim.

Entre temps, les dissensions religieuses vont se multipliant et s'aggravant. Chaque église veut mettre la main sur le nouveau Dieu inconnu. Les francs-maçons s'y emploient. Le pape en organise la canonisation. L'Allemagne protestante et l'Allemagne catholique entrent en lutte. Chaque Etat soutient l'Absolu chez le voisin, et lui fomente des troubles religieux surtout aux colonies.

Un Conseil Suprême des Grandes Puissances se réunit d'urgence, sur un écueil à pic au milieu de l'Océan, loin de toute indiscrétion, et surtout loin de toute ingérence de l'Absolu. On y entend M. Bondy. Après avoir copieusement dîné, joué au billard, fumé, parlé sports et actrices,

Soudain tous les diplomates se groupent autour de M. Dudieu, qui explique : — « Oui, Messieurs, *c'est ça*[1]. Nous ne saurions demeurer indifférents vis-à-vis de Lui. Ou Le reconnaître, ou Le nier. Nous autres, Français, nous sommes plutôt pour la seconde solution ».

— « Parce qu'il agit, chez vous, en antimilitariste », dit le prince Trivelino, non sans une joie maligne.

— « Non, Messieurs », se récria Dudieu. « Ne comptez pas là-dessus. L'armée française est intacte... Nous en avons tellement eu d'antimilitaristes ! Messieurs, faites attention à

1. Les mots en italique sont respectivement en français, anglais, russe, allemand dans le texte.

Lui : c'est un démagogue, un communiste, *un bigot* — le diable sait quoi !... Chez vous, Excellence », ajouta-t-il en se retournant brusquement vers le prince Trivelino, « il fait le nationaliste et on s'enivre d'illusions sur l'empire de Rome ; mais attention, Excellence, il fait cela dans les villes, tandis que dans les campagnes, il tient avec les cagoules. Il travaille d'une main pour le Vatican, et de l'autre pour le Quirinal... Messieurs nous pouvons nous l'avouer en toute franchise ; nous avons tous nos difficultés avec Lui ».

— « Chez nous », dit pensivement Horatio Bumm, appuyé sur sa queue de billard « il s'intéresse aussi au sport. *Indeed, a big sportsman.* Il favorise toutes les sortes de jeux. Il a atteint des records fabuleux en fait de sport et de sectes. Il est socialiste. Il tient avec les Humides. Il métamorphose l'eau en *drinks*. Une fois, dans un banquet à la Maison Blanche, tout le monde était effroyablement gris ; ils n'avaient bu que de l'eau, mais Lui, il la leur avait changée dans l'estomac en *drinks*.

— « C'est étrange », dit Lord O'Patterney, « chez nous il prend plutôt des airs de conservateur. Sa conduite est celle d'un tout-puissant *Clergyman*. Meetings, processions, prédications dans les rues et *such things*. Je crois qu'il est contre nous, les libéraux ».

Le baron Yânato prit alors la parole avec un sourire : — « Chez nous, il est comme chez lui. C'est un Dieu tout à fait, tout à fait gentil. Il s'est tout à fait assimilé, c'est un tout à fait grand Japonais. »

— « Allons donc ! Lui, un Japonais ? » grogna le général Bouchkine, « qu'est-ce que vous dites là, petit père ? C'est un Russe, un vrai, un Slave. La vaste âme russe, *Excellence*. Il tient avec nous autres moujiks. Notre archimandrite lui en a organisé, des processions, dix mille cierges, et du monde, *gaspada*, comme du pavot. Il était venu des âmes chrétiennes de toute la petite mère Russie. Et des miracles, il nous en fait, Notre Père », ajouta le général, en se signant et se prosternant jusqu'à la ceinture.

Le Chancelier de l'Empire allemand s'était rapproché, et,

après avoir écouté un moment en silence, il dit : — « Oui, il sait flatter. Il se donne partout la mentalité du pays. Pour son âge, il est, hm ! d'une souplesse admirable. Nous le constatons dans notre voisinage. En Bohême, par exemple, il se conduit comme un kolossal individualiste. Dans ce pays-là chacun a son absolu pour soi. Chez nous, l'Absolu s'est élevé instantanément à la plus haute conscience de l'Etat. En Pologne, il agit comme de l'alcool; chez nous il agit comme... comme... *hœhere Verordnung, verstehen Sir mir*? »

— « Et dans vos Etats catholiques? » demanda avec un sourire le prince Trivelino.

— « Il n'y a que des différences locales », répliqua le Dr Wurm, « Messieurs, n'y attachez aucune importance. L'Allemagne est une, comme elle ne l'a encore jamais été. Mais je vous remercie prince, des Carburateurs catholiques que vous nous faites passer en contrebande. Heureusement, ils sont mauvais, comme tous les produits italiens ».

— « Du calme, du calme, Messieurs », intervint Lord O'Patterney. « Neutralité dans les questions religieuses. Moi en ce qui me concerne, je pêche le saumon avec un hameçon double. J'en ai pris un, une fois, qui était aussi long que ça, voyez-vous, quatorze livres ».

— « Et le nonce du pape....? » questionna tranquillement le Dr Wurm.

« Le Saint-Siège nous demande de maintenir l'ordre coûte que coûte. Il veut que le mysticisme soit interdit par la police. Pour l'Angleterre, ça ne convient pas et en général.. Je vous dis qu'il pesait quatorze livres. *Heaven*, j'ai trouvé à quoi me retenir, sinon je tombais à l'eau ! »

Le baron Yânato sourit encore plus obséquieusement : — « Mais nous n'en voulons pas, de la neutralité. Il est un grand Japonais. Le monde entier doit accepter la foi japonaise. Nous voulons aussi à notre tour envoyer des missionnaires et prêcher la foi ».

« Monsieur le baron », dit Lord O'Patterney gravement, « vous savez que les rapports sont excellents entre nos deux « pays... »

— « L'Angleterre peut se convertir à la foi japonaise », sourit le baron Yânato, « et les rapports seront encore meilleurs ».

— « Attends, petit-père », se récria le général Bouchkine, « pas de religion japonaise. S'il faut une religion, alors que ce soit l'orthodoxie. Et sais-tu pourquoi? Primo, parce qu'elle est orthodoxe, secundo, qu'elle est russe, et tertio que c'est la volonté de notre *Gassoudar*. Et quarto, parce que nous avons, mon garçon, la plus grosse armée. Moi, Messieurs, je parle en soldat : tout droit et selon la vérité. Donc, s'il faut une religion, eh bien donc ! c'est l'orthodoxie ».

— « Mais il ne s'agit pas de cela, Messieurs », dit Lord O'Patterney avec humeur. « Ce n'est pas pour cela que nous sommes ici »

— « Tout à fait exact », fit le Dr Wurm. « Il nous faut nous mettre d'accord sur une attitude commune à l'égard de Dieu ».

— « Quel Dieu? » fit soudain M. Kei, le plénipotentiaire chinois, en relevant enfin ses paupières ridées.

— « Quel Dieu? » répéta le Dr Wurm déconcerté. « Mais il n'y en a qu'un seul ».

— « Le nôtre, le japonais », sourit gracieusement le baron Yânato.

— « L'orthodoxe, petit-père, et aucun autre », proféra fortement le général, rouge comme un dindon.

— « Bouddha », dit M. Kei et, laissant retomber ses paupières, il redevint semblable de tout point à une momie desséchée.

Lord O'Patterney se leva avec véhémence : — « Gentlemen », dit-il, « s'il vous plaît, suivez-moi ».

Tous le suivent dans la salle des séances, où l'accord ne se fait pas davantage. D'ailleurs, il est trop tard : la guerre civile, ou religieuse, a éclaté en Allemagne, et se généralise en Europe, en Asie, en Amérique. Faux papes, faux califes, etc... font marcher les armées. Des croisades se font en tous sens. Témoin de ces luttes meurtrières dans l'Europe ensanglantée, un jeune lieutenant d'artillerie de 22 ans, en manœuvres alpines à plu-

sieurs milliers de mètres d'altitude, décide d'y mettre fin. Braquant ses canons sur les carburateurs des vallées les plus proches, il les anéantit, purge peu à peu la région environnante, et occupe bientôt, à la tête d'une armée à peu près saine, la France entière débarrassée de tous ses carburateurs.

Proclamé empereur, l'ex-lieutenant Robinet déclenche la plus Grande guerre, où tous les peuples de l'univers se trouvent mêlés. Bientôt, il règne au Thibet, tandis que les Chinois fondent un empire en Europe Centrale. Finalement, il est tué, ainsi d'ailleurs que les 197 millions de soldats mobilisés, sauf douze ou treize, de nationalités différentes, qui se livrent la dernière bataille, mais se retirent successivement du combat et se retrouvent paisiblement étendus à l'ombre d'un bouleau — selon la prédiction d'une vieille chronique.

L'ingénieur Marc s'était retiré au sommet d'une haute montagne et le président Bondy dans une île lointaine du Pacifique.

Grâce aux agriculteurs, l'humanité n'est pas morte de faim. Et la police, quelques années après la Plus Grande Guerre, réussit à découvrir et à supprimer les derniers Carburateurs.

Charles TCHAPEK.

Traduit par Louis BRUN *avec l'autorisation de l'auteur.*

NOUVEAUX ÉTATS BALTIQUES
LETTONIE, ESTHONIE[1]

Le 24 février 1918 l'Esthonie, le 18 novembre la Lettonie ont proclamé leur indépendance. Le 2 février 1920 par la paix de Dorpat (Tartu), le 11 août par celle de Riga, les Soviets ont reconnu l'existence de ces deux républiques et solennellement renoncé à toute revendication des droits historiques de la Russie sur les anciennes provinces baltiques. Reconnus *de jure* par le Conseil suprême, le 26 janvier 1921, les deux jeunes États ont pu se faire reconnaître depuis par tous les États européens et finalement, le 27 juillet dernier, par les États-Unis. Depuis le 22 septembre 1921, ils font partie de la Société des Nations.

En droit, ces deux fragments détachés du ci-devant Empire russe jouissent donc pleinement de la souveraineté. En fait, que sont-ils ? Faut-il y voir des créations plus ou ou moins artificielles — partant éphémères — de l'idéa-

1. Pour la description même de ces pays, je me permettrai de renvoyer à des articles que j'ai donnés à l'*Information* (notamment 17 et 26 novembre 1922) et à la *Tribune de Genève*. Pour les détails statistiques, voir : *La Lettonie, état actuel et possibilités d'avenir d'une des républiques baltiques*; *Latvia, actual conditions and possibilities in one of the Baltic republics*, Riga, avril 1922 (préparé pour la Conférence de Gênes); *La Lettonie en* 1921 (service des informations du Ministère des Affaires étrangères de Lettonie). Paris, 1922; la *République de Lettonie, Documents, traités et lois*, I, (Bureau letton d'informations à Paris), sept. 1922; C. Ballod, *la Lettonie* (dans les travaux de l'Université de Riga); *The Latvian economist*, n° 4, avril 1922; Bulletin letton publié par Mlle Despréaux, Paris 1921; *Bulletin de l'Esthonie* (Paris, Bureau de presse esthonien, 1921-1922, Emil Vesterinen). *Agricultural conditions in Esthonie*, Helsingfors, 1922; *Eesti Pank* (*The Bank of Esthonia*) *in* 1919-1921, Reval, 1922. Voir également les publications de notre Office national du commerce extérieur, en particulier *Les Pays baltiques*, 1922

lisme démocratique et de la diplomatie quelque peu brouillonne des temps d'après guerre ? Ou bien sont-ils établis sur des bases solides et saines? Plongent-ils leurs racines dans la nature des choses ? Représentent-ils, dans l'Europe nouvelle, des éléments de paix et de stabilité ou des foyers de désordre et de guerre ? S'ils doivent rester politiquement isolés de la Russie, comment concevoir leurs relations, spécialement leurs relations économiques, avec leur grande voisine ?

De la réponse à ces questions dépendra l'attitude que les démocraties occidentales devront prendre vis-à-vis des problèmes baltiques.

I

Nos aïeux — j'entends ceux du XVI^e^ et du XVII^e^ siècles — se rendaient mieux compte que nous de l'originalité des pays baltiques. En ces temps, « Moscovie » apparaissait comme un Etat purement continental, moins européen qu'asiatique. Au contraire, les pays qui devaient former, en 1710 et depuis, les « provinces baltiques », rentraient dans le cadre de l'histoire européenne. Ils formaient le prolongement oriental de la Hanse. Sous leurs noms particuliers, bien connus chez nous, de Livonie, de Courlande, etc., ils apparaissaient non pas comme les boulevards occidentaux de la terre russe, mais bien plutôt comme les marches de de la civilisation occidentale en face de la Moscovie. Narva, Reval, Riga, c'étaient pour les marchands de Charles IX ou d'Elizabeth, c'étaient encore pour un Colbert les portes de la Russie, non des ports russes. Ces pays, selon les lieux ou les dates, on les jugeait allemands, danois, suédois, polonais. Russes jamais, avant Pierre le Grand.

Non seulement ils ne sont pas russes, mais ils ne sont pas slaves. Bizarre conséquence de la dispersion des langues, les Lettons et les Esthoniens représentent les extrêmes ramifica-

tions occidentales de deux grandes branches linguistiques. Le letton (plus exactement le letto-lithuanien) est un idiome indo-européen, assurément apparenté au slave, mais comme il l'est au germanique, au latin ou au grec. C'est, disent les philologues, la forme la plus proche de l'indo-européen primitif [1]. L'esthe, parent du finnois, étend jusqu'aux confins de l'Europe centrale le domaine des langues touraniennes.

En franchissant la frontière letto-esthonienne, on passe d'une langue qui rappelle le sanscrit à une langue qui rappelle le groupe mongol. Ni à droite ni à gauche de cette ligne on ne se trouve dans la Slavie.

Mais les raisons linguistiques ne jouent et ne doivent jouer, dans la formation des nationalités qu'un rôle secondaire. Elles ne sont des facteurs déterminants que si elles sont senties comme tels. Sur ces bases linguistiques s'est-il constitué un patriotisme letton et un patriotisme esthonien?

Pour quiconque sait observer, la réponse ne sera pas douteuse. J'ignore où le correspondant d'un grand journal français [2] a pu découvrir ces innombrables interlocuteurs, appartenant aux classes les plus diverses, qui lui « ont parlé avec émotion de la Russie, du temps où elle était une force ». J'ai vainement cherché ces Lettons et ces Esthoniens qui, le jour venu, « ne demanderont qu'à redevenir Russes », qui, tout en réclamant « des avantages spéciaux », tout en exigeant « même une certaine autonomie », n'en seront pas moins « heureux et fiers de redevenir Russes ».

Rien n'est plus contraire à la réalité. Laissons de côté, comme il est juste de le faire, le groupe important des réfugiés russes, qui semblent n'avoir rien appris ni rien oublié, et aussi les barons baltes, qui ont trop profité du tsarisme et trop perdu à la révolution agraire pour souhaiter le maintien du nouvel état de choses. J'ai peur que les journalistes occidentaux, et même que certaines légations ne se renseignent trop exclusi-

1. M. Meillet a exprimé bien souvent cette idée.

2. *Le Temps*, 29 décembre 1922. Voyez la réponse très topique du Ministre de Lettonie à Paris, M. Grosvald, dans le n° du 31. Certaines affirmations du correspondant du *Temps* feront sourire quiconque a été dans ces pays et a fréquenté la société locale.

vement dans ces milieux, très séduisants en raison de leur culture raffinée, et qui connaissent parfaitement nos langues. Mais j'ai trouvé la vraie population lettonne radicalement hostile à tout retour de la domination russe, même sous une forme très atténuée. A diverses reprises, en 1905, en 1917 encore, elle se serait contentée d'une autonomie plus ou moins large dans l'unité russe. Ses vœux n'ont pas trouvé auprès du gouvernement Kerensky un accueil plus favorable que jadis auprès du tsarisme et naguère auprès de la Douma. Les Soviets, jusqu'à la paix de Riga, reprenaient à son endroit la politique du tsar Pierre. Maintenant, les Lettons sont attachés à l'indépendance, et prêts à tout faire pour la conserver. Les soldats lettons qui ont montré dans les rangs russes tant de bravoure et que le commandement a si froidement sacrifiés, c'est désormais une libre patrie qu'ils entendent servir. Le patriotisme letton n'est pas seulement complètement dépouillé de toute sympathie russe : il est anti-russe, au moins autant qu'anti-allemand. Voilà la vérité.

L'Occidental peut même regretter certaines manifestations de ce sentiment. La langue russe, contrairement à ce que dit le correspondant cité ci-dessus, est de plus en plus écartée, précisément parce qu'elle était imposée par l'ancienne administration. Un Français s'adresse-t-il à des Lettons ignorant sa langue? On trouvera naturel qu'il parle allemand, parce qu'il faut bien une langue commune ; on lui saura mauvais gré d'employer le russe. Les œuvres françaises ne réussiront là-bas que dans la mesure où elles ne seront pas russes. L'enseignement à tous ses degrés s'est constitué sur une base lettonne, en violente réaction contre le russe obligatoire.

Au reste, rien ne ressemble moins à un Russe qu'un Letton, à une foule russe qu'une foule lettone. Si le vieux noyau hanséatique de Riga s'est entouré d'une large ville édifiée sur le modèle des cités russes, si les bulles d'or des églises orthodoxes s'y mêlent aux clochers gothiques, ce sont là pures apparences. Le paysan courlandais ou livonien n'a rien d'un moujik. Sa maison bien tenue, ses cultures soignées, ses vergers, son bétail le rapprochent plutôt de notre paysan normand et fla-

mand ou du paysan scandinave. Très instruit, il sait que la Russie de Nicolas II, en faisant décimer les régiments lettons, poursuivait un plan de colonisation agricole : diminuer la population locale de façon à fournir de la terre aux moujiks [1]. C'est en faisant la révolution agraire, en distribuant à ces paysans les terres des barons baltes que le gouvernement national, alors réfugié à Libau, a provoqué le soulèvement des Lettons contre l'envahisseur bolchevik. Ce sont là des faits que rien n'effacera.

Assistez, un dimanche, dans une ville secondaire, à une cérémonie patriotique, à l'inauguration d'un monument aux morts de la guerre, et dites si vous êtes en Russie. Voyez défiler par les rues, en ordre parfait, bannières en tête, les corporations de métier, puis les enfants des écoles, menés par leurs maîtres et maîtresses. Regardez, sur la place carrée, ce monde se ranger en silence, respectueusement, derrière les haies de soldats. Pas de déploiement de police, pas de hâte indiscrète. C'est une démocratie consciente d'elle-même, soumise à une discipline librement consentie.

Mêmes constatations en Esthonie, où la révolution agraire a eu le même sens. Le patriotisme de ce peuple plus rude est peut-être même d'une nuance plus nationaliste. Sans doute, parce que, depuis les années 80, le travail de russification avait été plus rudement mené dans ces provinces plus voisines de Pétrograd. Les Esthoniens s'enorgueillissent d'avoir constitué le front européen contre la Russie rouge. Si leur université de Dorpat, tantôt trois fois séculaire, a conservé en partie ses anciens caractères russo-allemands, tandis que la toute jeune université de Riga a pu se donner une formule purement lettonne, l'enseignement secondaire et primaire est encore plus fortement nationalisé que dans l'Etat voisin. Là non plus il ne fait pas bon, pour une œuvre française, de consentir des concessions au parler russe [2]. L'allemand est regardé comme moins dangereux.

1. Voir notamment sur ce point l'étude citée de M. Ballod.
2. L'Institut scientifique français de Tartu a dû se défendre contre ce danger.

Un symptôme curieux de ce nationalisme esthonien, c'est que les orthodoxes d'Esthonie (15 % environ en face d'une majorité luthérienne) inclinent vers le catholicisme qui les distinguerait mieux des Russes. Et le gouvernement, craignant les prêtres allemands, lithuaniens ou même polonais, demande des prêtres français et des sœurs françaises.

Ni l'un ni l'autre de ces deux Etats n'acceptera donc de redevenir russe. Il est urgent que la diplomatie occidentale, celle d'Europe et celle d'Amérique, en soit persuadée. L'ère des provinces baltiques appartient au passé mort. Pour reconstituer, de Narva à Libau, l'œuvre du tsar Pierre, il faudrait étouffer d'abord deux peuples dans le sang.

II

Ces peuples veulent vivre. Peuvent-ils vivre?

Non seulement ils possèdent une conscience nationale très sûre de soi, mais ils ont cet avantage supplémentaire d'une composition ethnique très homogène. Géographiquement, la frontière esthonienne sépare bien de la Russie le pays des Esthes et la Lettonie ne comprend des groupements ruraux russes de quelque importance que dans une de ses provinces orientales, la Latgale. Les neuf dixièmes de la population esthonienne sont des Esthes; les Allemands ne sont que 3 %, les Russes faisant le plus gros des 7 % qui restent. En Lettonie, 80 % des habitants sont des Lettes ou, comme ils disent, des Latviens. Les Russes viennent ensuite avec 8,5 % au moins, les Allemands avec 3 %, les Juifs avec 3 ou 4 %. Les nouveaux Etats baltiques comptent donc parmi ceux où les minorités ont le moins d'importance numérique[1].

Quelle est l'importance sociale de ces minorités?

1. Les pourcentages diffèrent, mais de quelques dixièmes seulement, suivant que les statistiques datent d'avant ou d'après la guerre.

Les paysans russes de la Latgale seront vraisemblablement assimilés assez facilement. Ils sont d'ailleurs catholiques romains et non orthodoxes, et le gouvernement, en concluant un concordat avec Rome, a rendu possible la constitution d'un clergé national [1]. Quant aux Russes des villes, très nombreux surtout à Riga, à Reval (Tallinn) et à Dorpat (Tartu), ils représentent, en dehors de ceux qui y sont restés depuis la guerre, un élément flottant dont il est encore malaisé de dire ce qu'il deviendra. Il faut distinguer l'émigration pauvre et l'émigration riche. La première est formée de miséreux, que la faim a chassés à travers les frontières, et qui arrivent, familles entières, chargés de leurs pitoyables ballots. Ils s'emploient à d'infimes besognes, nettoyage des rues, travail de portefaix, petits métiers. Joignez-y les lamentables épaves, industriels ou administrateurs ruinés, que l'on rencontre comme domestiques, musiciens de café-concert, etc. Au-dessus d'eux, et à peu près sans contact avec eux, l'aristocratie, les plus grands noms de l'armorial russe, princes et comtes. Ceux-là vivent au jour le jour d'une vie encore somptueuse, en vendant les bijoux, les fourrures, les défroques précieuses, les objets d'art qu'ils ont arrachés au bolchevisme, et en attendant... quoi? le miracle qui les fera rentrer dans leurs domaines. Ils y rentreraient d'ailleurs, avec les habitudes, les préjugés, l'esprit de caste, le mépris du peuple russe qui furent parmi les causes profondes de la révolution.

La seule minorité politiquement dangereuse est la minorité allemande. Si on laisse de côté certains éléments commerciaux, industriels et intellectuels, elle est essentiellement constituée par les barons baltes. Sur eux reposait jadis le régime tsariste : une sorte de pacte tacite garantissait aux descendants des anciens vassaux de l'Ordre teutonique la fructueuse exploitation des provinces baltiques, moyennant quoi ils y maintenaient l'ordre, ils en tiraient de l'argent pour les caisses impériales, et ils fournissaient à la cour de Pétrograd un lot important de chefs militaires ou navals, de diplomates ou d'administrateurs.

1. Le Concordat a été signé à Rome le 30 mai 1922. On compte 72 % de luthériens, 24 % de catholiques.

On trouve leurs noms, qui ornent encore les hôtels de Reval, à toutes les pages de l'histoire de la Russie depuis deux siècles. Leur culture, très européenne, leur capacité de travail, leur sens de l'organisation les faisaient nettement supérieurs à la noblesse russe. Lorsque se produisit la débâcle, ils ont choisi entre leurs deux missions de défenseurs de l'ordre tsarien et de fourriers du *Deutschtum*. C'est en s'appuyant sur eux que Guillaume II essaya de réaliser sa conception du *Baltikum*. Leur situation de grands propriétaires quasi-féodaux leur a permis de combattre avec efficacité, et avec toute la brutalité des méthodes allemandes, les patriotes lettons [1]. Von der Goltz d'abord, puis Bermondt-Avalof n'eurent pas d'auxiliaires plus précieux.

Nous l'avons déjà dit : la réforme agraire s'est faite contre eux. Cette minorité infime — quelques centaines de familles — détenait 60 % des terres cultivables et les exploitait dans son intérêt exclusif en vertu d'un régime qui n'avait plus guère son pareil en Europe. Les lois esthoniennes du 10 octobre 1920, lettonnes du 16 septembre 1920 ont constitué un domaine foncier de l'Etat en y comprenant les grandes propriétés foncières. On a d'ailleurs laissé à l'ancien propriétaire à titre inaliénable « une quantité normale équivalant à la superficie d'une exploitation de moyenne étendue » soit un minimum de 50 et un maximum de 100 hectares, en cultures, pâturages de forêts, avec une maison d'habitation. La seule précaution prise contre un réveil possible de l'esprit féodal, c'est que la portion laissée à l'ancien propriétaire « en doit pas être attenante au centre de l'ancien domaine », et que la maison ne sera jamais l'ancien château.

Que les Baltes soient satisfaits de cette législation, nul ne le croira. Leur immense et traditionnel orgueil ne saurait s'accommoder d'une position effacée dans des pays où ils avaient coutume d'agir en maîtres. Leurs « centres » sont tranformés en écoles d'agriculture ou en fermes modèles. Leurs hôtels, pa-

1. Le petit musée de la guerre de Riga est, à cet égard, un saisissant enseignement. Les atrocités germano-baltes ont rivalisé, en Lettonie, avec les horreurs du bolchevisme.

rures des vieux quartiers, ont été accaparés par les ministères. Matériellement, ils sont en droit de se plaindre que les nouveaux gouvernements, après leur avoir promis des indemnités, s'acquittent peu ou mal de cette obligation, et fixent les taux très bas. Mais les Baltes ne peuvent sérieusement se poser en victimes devant la Société des Nations et devant les âmes sensibles des associations européennes. Leur vie est assurée. Ils ont conservé d'amples richesses mobilières, que certains s'entendent fort bien à monnayer. Ils jouissent de l'égalité politique la plus complète. Les Allemands, qui sont les trois centièmes de la population lettonne, sont représentés à l'Assemblée nationale par 6 députés sur 100, ce qui exclut toute idée de brimade électorale. Leurs écoles, avec enseignement dans leur langue, sont non seulement respectées, mais subventionnées par l'Etat, encore que les maîtres n'y prêchent point toujours, me dit-on, le respect des institutions nouvelles. Ils ont même plus d'écoles que le strict pourcentage ne leur donnerait le droit d'en avoir.

Pour la minorité juive, je ne sais pas si les négociateurs occidentaux lui ont rendu service en exigeant pour elle des institutions scolaires spéciales. En ce pays où n'a jamais sévi l'antisémitisme russe, c'est un assez mauvais calcul que de maintenir la population juive à l'état de corps étranger, d'empêcher sa fusion intellectuelle avec le milieu ambiant.

Dans l'ensemble, la question des minorités ne se pose guère [1]. Elle ne prendrait une certaine acuité que si d'indiscrètes interventions européennes ou américaines, sous prétexte de protéger des groupes que rien ne menace, venaient exciter les passions nationalistes. Ne confondons pas ces deux Etats avec leur voisin l'Etat lithuanien, où, du fait de la coexistence d'importantes minorités de races diverses, la situation est autrement compliquée.

1. 15 députés des minorités sur les cent qui composent l'assemblée lettonne Ces minorités ne deviendraient un facteur important que si elles étaient unies.

III

Quelles sont les chances d'avenir et de résistance de ces deux Etats?

Les partisans de la *Grossstaaterei* à la Treitschke ne leur pardonneront pas leur petitesse. La Lettonie ne mesure pas 66.000 kilomètres carrés. Les provinces latviennes comptaient au plus, en 1914, 2 millions 1 /2 d'habitants. La terrible saignée de la guerre a ramené ce chiffre à 1.600.000; il remonte seulement vers le deuxième million [1]. L'Esthonie, sur 46.500 kilomètres, n'a pas 1.300.000 hommes. Minuscules Etats que Micromégos aurait tenus dans sa main. C'est un crime irrémissible d'être si petit, aux yeux de ceux qui crient à la « balkanisation » de l'Europe de l'Est.

Mais la force d'un Etat se mesure-t-elle en milliers de kilomètres carrés, en millions d'habitants? Tout jeunes qu'ils soient, ces deux peuples ont fait preuve de remarquables facultés d'organisation. Tandis que la grande Russie se débattait dans une crise dont on n'entrevoit point encore l'issue, ils ont constitué des gouvernements un peu compliqués assurément, trop riches d'organes et de rouages, mais qui gouvernent et administrent. On ignore peut-être qu'aux portes de la Russie bolchevique, il est deux Etats où l'ordre règne, où la vie redevient normale, où les transactions ont repris [2]. Ils ont trouvé chez eux, du jour au lendemain, un personnel politique et administratif d'une rare capacité, paysans affinés ou intellectuels, travailleurs, appliqués, soucieux du bien public [3]. Pourquoi s'en étonner? Quand Riga, Libau, Windau, Reval étaient officiellement des ports « russes », ces organismes économiques n'étaient pas administrés par des envoyés du gouvernement central, mais bien par des forces locales. C'est

1. Beaucoup d'hommes arrachés au pays n'y sont pas encore revenus.
2. Ajoutons, ce qui a son importance; où l'hygiène publique est organisée et où l'état sanitaire est redevenu normal. A cet égard encore, ces deux Etats sont un rempart européen.
3. Dès 1920, un Français qui avait visité l'Esthonie (Emile Terquem) signalait dans l'*Action nationale* ces qualités de la nouvelle administration.

le Comité de la Bourse de Riga qui avait fait de ce port le grand entrepôt baltique. Ces mêmes forces locales se meuvent maintenant dans un cadre national. Elles se recrutent par l'école.

Par leur instruction, en effet, par leur niveau de culture, ces peuples se distinguent nettement de la masse russe. Ils s'en distingueront longtemps encore, même si le régime soviétique assure au moins à la Russie nouvelle le bienfait inestimable de l'instruction populaire. Hier, lorsqu'elles faisaient partie de l'Etat le plus ignorant de l'Europe, les provinces latviennes enregistraient avec un légitime orgueil, sur cent recrues, seulement 3,2 illettrés, « presque toujours d'origine slave ». Peu de nations ont un pourcentage aussi bas, et les femmes ne le cèdent guère aux hommes. Pour ce qui est de l'Esthonie sur 1.200.000 âmes, elle compte 85.000 élèves dans ses écoles primaires, et 60 % de ses écoles ont été fondées dans les trois années qui ont suivi la révolution. Quelle meilleure justification du régime ! Au regard de l'enseignement secondaire, — garçons et filles — les deux Etats ne le cèdent à aucune des communautés européennes les plus avancées. Un citoyen letton ou esthonien représente donc une valeur individuelle élevée.

Pour l'enseignement supérieur l'ancienne université (suédoise à l'origine) de Dorpat, qui servait naguère à toutes les provinces baltiques, est devenue une institution purement esthonienne, ce qui ne l'empêche pas de grouper dans les 4.000 élèves, d'avoir des cliniques et des laboratoires solidement organisés. Quant à la jeune université de Riga, mélange de facultés scientifiques et d'instituts techniques, elle a plus de 5.000 étudiants [1].

Les deux Etats ne manqueront donc ni d'intellectuels et de bureaucrates, ni de techniciens. Ils en auront plutôt, à brève échéance, trop. Mais cette éventualité les inquiète peu. Avant la guerre, ils fournissaient à la Russie une grande partie de son état-major technique. Des ingénieurs lettons dirigeaient

1. Voyez sur ce sujet notre article dans la *Revue internationale de l'Enseignement.*

non seulement des entreprises à Petrograd et à Moscou, mais des des chantiers de constructions navales à Odessa. Les médecins esthoniens couvraient la Russie. On a le sentiment que cet immense pays, relativement pauvre en forces intellectuelles, était en partie colonisé par ses provinces baltiques. Il est à croire qu'après saturation des besoins locaux et après rétablissement d'une vie normale en Russie, Dorpat et Riga joueront de nouveau leur rôle de pourvoyeuses.

La masse de la population est formée par les paysans propriétaires. La petite propriété existait avant la guerre. Mais la réforme agraire lui a donné une large extension, grâce à la création de lots de 22 hectares. Avant la guerre, 75 % des paysans lettons étaient sans terre. En 1921 le fonctionnement de la loi avait déjà créé près de 60.000 nouveaux propriétaires. En Esthonie, où un demi-million de paysans étaient sans terre, on estime que le morcellement sera achevé en 1924. Ainsi se crée une robuste démocratie rurale, garantie solide de l'ordre social. Les Européens et les Américains, pour qui la crainte du bolchevisme est l'alpha et l'oméga de la politique, ne devraient pas l'oublier. Que des chasseurs lettons, par haine du tsarisme, aient d'abord fait partie de l'armée rouge et ensuite laissé leur nom à un corps où il n'y a plus guère de Lettons, cela n'empêche pas les Etats baltiques d'être un rempart contre le communisme.

Ces populations, nous l'avons dit, sont remarquablement laborieuses et progressives. Si la disparition de la grande propriété, et du capital d'exploitation qu'elle exigeait, a momentanément amené une baisse des rendements, cette baisse s'explique aussi par les dévastations de la guerre, les années d'occupation, la diminution du nombre des bras, la réduction du cheptel, enfin la crise générale de la consommation. Tous les symptômes indiquent que cette baisse sera de peu de durée. L'usage des engrais, le recours à la motoculture, la diffusion de la science et de la technique agricoles en sont de sûrs garants.

On se rend mal compte, à distance, de l'importance des dévastations subies par ces pays, surtout par la Lettonie. Certaines parties de la Courlande, avec leurs fermes et leurs usines

agricoles détruites, leurs terres criblées de trous d'obus que la pluie transforme en marécages, leurs champs de fils barbelés, rappellent l'aspect que présentait encore il y a deux ans le front de Flandre. Les beaux vergers, si fiers de leurs pommes, ont souvent été ravagés, surtout quand ils appartenaient à des personnalités lettonnes connues. Or le travail de reconstruction est mené avec un beau courage, sans que la moindre indemnité soit venue de l'extérieur. Il en est de même de la réparation des routes, des voies ferrées, des ponts qui presque tous avaient sauté, enfin des installations du port de Riga et des usines soumises au même système de dévastations savantes que celles du Nord français.

Il faudrait n'attacher aucun prix aux valeurs morales pour ne pas reconnaître que des peuples, même petits, capables d'un tel effort ont conquis leur droit à la vie. Financièrement, ils se sont imposé l'arrêt de l'inflation fiduciaire. En face du rouble soviétique et du mark allemand, le rouble letton et le mark esthonien sont des valeurs stables et même des valeurs en hausse. Les partisans de la saine monnaie doivent saluer ces gouvernements comme des gouvernements sages.

Militairement, ces peuples ont prouvé, d'abord au service de notre alliée la Russie, puis pendant les invasions allemande et bolchevik, que le petit nombre de leurs soldats n'en faisait pas une quantité négligeable. Le service militaire est gravement accepté, par toutes les classes, comme une nécessité actuellement inéluctable.

Décidés à se défendre si on les attaque, ces Etats sont-ils militaristes? A aucun degré. Ils auraient trop à perdre dans un conflit. Constitués sur des bases ethniques saines, ils n'auraient rien à y gagner.

Esthoniens et Lettons se sont rendu compte, dès le début de leur indépendance, que, trop faibles isolément pour maintenir la paix, les Etats baltiques formeraient une force imposante s'ils arrivaient à s'unir. L'idée d'une entente baltique, symétrique à la Petite Entente, qui avait été élaborée dans diverses conférences tenues à Reval et à Tartu, fut en 1920 discutée entre les Délégués de l'Esthonie, de la Lettonie, de la Finlan-

de, de la Pologne et de la Lithuanie, dans ce site particulièrement apaisant que constitue la « plage » de Riga : une ville de bois abritée dans la grande forêt de pins et de bouleaux qui borde la dune baltique. Sous sa forme première, qui allait jusqu'à l'Union économique, monétaire et douanière, la tentative a échoué devant les égoïsmes nationaux. Du moins, avant la conférence de Gênes, celle de Varsovie (17 mars 1922) a-t-elle abouti à des résultats. La Pologne, l'Esthonie, la Lettonie et la Finlande, s'engagent « à ne conclure aucun accord dirigé d'une façon directe ou indirecte contre l'un de leurs Etats respectifs ». Elles se communiquent les traités conclus avec des tiers. Elles promettent de négocier entre elles des accords économiques. Enfin, au cas où l'un de ces Etats « serait attaqué sans provocation par un autre Etat, ils observeront une attitude bienveillante à l'égard de l'Etat attaqué et se concerteront immédiatement sur les mesures à prendre ».

D'autre part, on se souvient que la Pologne, la Lettonie et l'Esthonie avaient décidé sur l'invitation de la Russie (réunion de Riga, 29-30 mars) d'appuyer, à la conférence de Gênes, la demande éventuelle de reconnaissance des Soviets. Depuis, les trois Etats ont entamé avec la Russie des négociations de désarmement, qui n'ont échoué que devant l'intransigeance soviétique.

Prise en elle-même, l'Entente baltique (surtout grâce aux relations aujourd'hui très amicales de Riga et de Reval avec Helsingfors) travaille pour la paix. Par la Pologne, elle peut former avec la Petite Entente une chaîne de la paix. L'intérêt des puissances occidentales est de favoriser le maintien et l'extension de cette Entente.

IV

Reste un dernier ordre de questions, de capitale importance.

Ces pays ont beau, historiquement, moralement, former des unités nationales très différentes de la Russie, ils n'en étaient

pas moins — et ils ne cessent pas d'être — les marges baltiques de la Russie. La politique baltique de Pierre Ier n'était pas une fantaisie de despote, elle répondait à des nécessités vitales. Elle sera reprise, plus ou moins consciemment, par les nouveaux maîtres de Moscou. Pétrograd, avec sa position reculée et son port gelé durant trop de mois, ne saurait leur suffire. C'est une mauvaise porte pour la Russie du centre.

De leur côté, les nouvelles républiques sont essentiellement définies par leurs ports : Riga, Libau (Liepaja), Windau (Ventspils) d'une part, Reval, Port-Baltique, Narva de l'autre. Or, ces ports ne peuvent vivre sans leur arrière-pays, qui est russe. Riga était le port de Moscou, dont 900 kilomètres de rails seulement la séparent. Reval, après achèvement des travaux en cours, sera encore plus près de la capitale russe.

Ce n'est pas à dire que l'Esthonie et la Lettonie ne représentent, par elles-mêmes, des valeurs économiques. Elles sont productrices de bois et de lin. Les ports lettons ont, en 1921 déjà exporté 18.000 tonnes de bois et 16.400 tonnes de lin. Avant la guerre, le lin donnait en moyenne 30.000 tonnes de fibres et 20.000 de graines. Pour le bois, la Russie s'est engagée à concéder à la Lettonie, pour la reconstitution de ses régions dévastées, 250.000 acres de forêts, ce qui permettra de doubler l'exportation des bois lettons. De même, aux termes du traité de paix de Tartu (Dorpat), la Russie a consenti « à accorder à l'Esthonie le privilège de l'exploitation de forêts d'une superficie de 1 million de déciatines ».

En outre de ses ressources sylvicoles et agricoles, l'Esthonie s'est découvert des richesses minérales. L'exploitation des schistes combustibles a commencé en 1919-1920. Dès 1921, elle a donné près de 100.000 tonnes et on estime à 1 milliard et demi de tonnes la puissance des gisements prospectés. On a également reconnu des dépôts de phosphates. Ajoutons que les deux Etats, l'un sur la Dvina (Daugava), l'autre sur la Narova, disposent de forces considérables qui permettront à leurs industries, déjà ravitaillées en tourbe et en huile de schiste, d'importer peu de charbon.

Mais, quelle que soit la valeur propre des pays baltiques, ils valent surtout comme pays de transit. Les seuls ports lettons représentaient, en valeur, entre 22 et 25 % de la totalité du commerce européen de l'Empire russe. Mesurez par là le désastre que représente, pour Riga et ses annexes, la disparition momentanée du marché russe. Riga, notamment, était le premier port de bois du monde. En amont de ses ponts, la Dvina disparaissait sous les trains de bois. Les vapeurs chargeaient ce bois dans l'estuaire. Les œufs sibériens s'entreposaient à Riga, d'où ils étaient distribués dans l'Europe occidentale. Tout ce commerce est actuellement mort, et ce qui en retardera la reprise, c'est la destruction systématique à laquelle se sont livrés les Allemands, quand ils ont vu que ce superbe outillage leur échappait [1].

Reval, moins important comme volume, est moins atteint. L'Esthonie semble avoir repris plus vite que la Lettonie son rôle de transitaire. Mais Riga aussi voit peu à peu renaître un certain trafic russe. Tout le développpement de la *Nep* contribuera au relèvement des ports baltiques. Dès à présent, les gens avisés, ceux qui tiennent à s'assurer des avantages dans la Russie de demain sans passer sous les fourches caudines de Berlin, ceux-là se constituent des positions d'attente à Riga et à Reval.

Donc l'essor futur des ports baltiques est fonction du relèvement russe. Vouloir, sous prétexte d'indépendance politique, s'isoler économiquement de la Russie, ce serait, de la part des nouvelles républiques, se vouer au suicide par inanition et provoquer une attaque de la Russie dans un avenir prochain.

Ils s'en rendent compte. A Gènes, le premier délégué de l'Esthonie disait très nettement : « Il vous suffira de jeter un coup d'œil sur la carte pour comprendre le rôle très important que nos Etats, l'Esthonie et la Lettonie, auront à jouer dans cette tâche (la reconstruction économique de la Russie.) Ce n'est pas pour fermer les débouchés à la mer ou entraver le

1. L'agglomération urbaine, de près de 600.000 âmes avant la guerre, est tombée à 300.000 au plus.

développement naturel de la Russie que les peuples baltiques ont recouvré leur ancienne liberté. Il est de notre intérêt même de voir la Russie assainie et ressuscitée économiquement et de l'y aider de toutes nos forces, tout en gardant jalousement notre indépendance politique ».

Déjà les traités de Riga et de Tartu ont stipulé pour les marchandises russes ou à destination de la Russie, un régime de libre transit. Ils préparent aujourd'hui des traités de commerce avec la Russie. Ira-t-on plus loin? Verra-t-on, même sur le terrain politique, les nouveaux Etats entrer dans une fédération élargie, dont feraient partie les diverses régions russes? Ceci est le secret de l'avenir. Sans exclure cette hypothèse, nous ne pouvons l'envisager actuellement. Laissons se faire d'abord la fédération économique, et laissons renaître une puissance économique russe. A chaque jour suffit sa peine.

Maintien de l'indépendance politique sans restriction; constitution, sous la forme d'une entente baltique, d'une société d'assurance mutuelle entre la Lettonie et l'Esthonie d'abord, puis entre elles et leurs voisins contre les ennemis possibles de la paix; relations commerciales très étroites allant jusqu'à la fédération économique, avec la Russie, tel semble être le programme qui garantira aux deux petites républiques une vie tranquille et, avec la prospérité, le libre développement de leurs institutions démocratiques. Les nations occidentales de l'Europe et l'Amérique se doivent de les aider.

Henri HAUSER.

EMILIO CECCHI

Le vieux pays des Boccace et des Bandello ne manque encore aujourd'hui ni de romanciers, ni de conteurs. Ce n'est pourtant ni dans le roman, ni dans le conte que l'Italie recherche depuis quinze ans son expression littéraire. Les meilleurs écrivains italiens obéissent présentement à deux préoccupations en apparence contradictoires : un souci critique d'une part et d'autre part un souci de lyrisme pur, d'expression pure. Cette double préoccupation a produit par des dosages et des interprétations différentes deux arts opposés : dans un premier temps, le futurisme, dont la critique aboutissait à nier globalement tout le passé et dont le lyrisme expressif se libérait de toutes les entraves de style, de la syntaxe et même de la grammaire; dans un second temps, le néo-classicisme, dont la critique visait à passer au crible le plus sévère les modèles du passé, à en rejeter un grand nombre (Pascoli, Carducci, d'Annunzio), à en remettre deux ou trois en honneur (Leopardi surtout, Manzoni et Verga) et dont le lyrisme était un lyrisme raisonnable et tempéré, un lyrisme de l'intelligence, l'aspiration au « général » et à l'éternel, le culte de l'idée, la haine de l'impressionnisme pittoresque et « belphégorien », le rejet — au moins provisoire — du moderne, le retour à la « décence » et à la pureté de la langue et du style d'autrefois.

La période qui va de l'armistice jusqu'à la fin de 1922 a été dominée par cette réaction néo-classique. De même que la période 1907-1912 a mérité d'entrer dans l'histoire de la culture italienne sous le nom « d'époque de la Voce *», 1918-1922 prendra sans doute le nom « d'époque de la* Ronda *». Vincenzo Cardarelli,*

Antonio Baldini, Lorenzo Montano, Riccardo Bacchelli ont été avec Emilio Cecchi les fondateurs et les animateurs de la Ronda, *revue mensuelle dont la publication vient de cesser après quatre années de campagnes vigoureuses en faveur du néo-classicisme.*

Dogmatiques, grammairiens, écrivant non sans froideur, écrivant trop souvent pour bien écrire plutôt que pour s'exprimer, les hommes de la Ronda *n'en auront pas moins rendu un grand service aux lettres italiennes, trop soumises aux influences de l'étranger.*

Mieux encore que Vincenzo Cardarelli (plus lyrique et plus ample cependant), Emilio Cecchi a su extraire de la doctrine de la Ronda *un art exquis.*

Né à Florence le 14 juillet 1884, nourri de bonnes lettres italiennes, mais aussi de toutes les autres littératures européennes, particulièrement compétent en littérature anglaise. Cecchi s'est longtemps confiné dans la critique. On lui doit un Kipling, *un* Pascoli *et une* Histoire de la littérature anglaise au XIX^e^ siècle. *Les feuillets détachés qui composent son œuvre de création personnelle sont rassemblés dans les* Pesci Rossi (*Poissons rouges*) *et épars dans la collection de la* Ronda. *Le motif qu'il développe est d'ordinaire assez mince : une visite dans un jardin d'acclimatation, une visite à Chesterton, la lecture d'un recueil de chansons populaires, la rencontre d'un ami de collège, un souvenir de voyage. Mais il a l'art de le nourrir d'intelligence d'abord, d'ironie aussi, de lyrisme enfin et de l'humaniser. On pourrait à son propos parler d'un* criticisme lyrique. *Il rappelle parfois Chesterton, parfois Ramon Gomez de la Cerna. Il lui manque l'abondance et l'aisance de l'un et de l'autre ; mais ce qu'il donne approche de la perfection. L'humour anglais se mélange chez Cecchi avec bonheur à l'ironie toscane.*

On connaît surtout en France de l'art littéraire italien des productions romantiques et exubérantes. Les littératures méridionales semblent aujourd'hui rechercher un art tout de contrainte et de sobriété. C'est un retournement qu'il importe de souligner.

Les deux fragments d'Emilio Cecchi dont nous donnons une traduction offrent deux exemples caractéristiques de sa manière :

le premier est une divagation purement intellectuelle, le deuxième une image de Venise, une interprétation de l'Italie dont l'imprévu égale la finesse.

Benjamin Crémieux.

Les animaux sacrés [1]

Le kangourou boitait comme un arthritique. Il s'arrêta, et se balançant sur ses hanches, il prit son élan et se trouva debout sur ses pattes de derrière. Il avait calé sur le sol le bâton puissant de sa queue; on eût dit un chevalet à trois pieds.

D'abord il garda ses moignons dans sa poche, me regardant fixement, son bec-de-lièvre arrondi comme pour siffler. Puis il se mit à s'accompagner : sortant de sa poche les ongles noirs de son horrible main qui tient de la main de l'homme et de la serre du vautour, il se gratta le ventre, comme si ce ventre eût été une guitare. Mais c'était bien un ventre en réalité, sale et rebondi; et je n'aurais pas su dire ce qui m'impressionnait le plus de l'obstination de ces gros yeux vitreux d'oiseau au regard antédiluvien ou de l'obscénité de cette panse qui semblait remplie d'étoupe et pelée sur les coutures, comme la peau d'une momie mangée des vers.

Je le voyais se profiler sur le soleil, un soleil plus civilisé, plus domestiqué : apparition dégoûtante dont la forme était une transposition diabolique de ma propre forme, confondue avec les débris et les ruines d'époques condamnées. Et je ne comprenais pas la nécessité d'évoquer au milieu des maisons et des jardins, ces spectacles ténébreux et irrémédiables; je ne pouvais me rendre raison de la curiosité empoisonnée, du prurit de destruction qui m'avait arrêté et fait pénétrer là.

Soudain entre les barreaux d'une autre cage se coula une chose onduleuse et formidable, comme un serpent flasque et bleuâtre. Cela se mit à flairer l'herbe et la boue, puis ayant trouvé ce qu'elle cherchait, la chose s'éleva en spirales vers une

1. Extrait de *Pesci Rossi* (Poissons rouges). Valecchi, éditeur, Florence,

ouverture triangulaire, couleur de plomb, qui surmontait un jabot pointu, garni de quelques poils de barbe.

C'était un monstre chauve, en forme de montagne, dont le regard jaillissait rouge d'un œil porcin et qui s'éventait de ses oreilles dentelées pareilles à de larges feuilles aquatiques, se balançant sur les colonnes de pattes liées par des chaînes et écrasées sous le poids de la masse rugueuse, qu'on aurait pu croire couverte de minuscules hiéroglyphes égyptiens. On me dit qu'il se balançait ainsi depuis deux cents ans au moins. Il était né au siècle où les hommes portaient perruque et où la mode prescrivait à nos aïeules des turbans à plumes à la façon de la Perse. Les tremblements de terre et les avalanches, les révolutions, les interrègnes et les galops de la cavalerie napoléonienne avaient roulé sur son dos. Et il attendait toujours, disant « non » de la pointe de sa trompe à sa petite queue en forme de serpe.

J'ai connu les éléphants de l'histoire. Ceux de Ramsès et ceux de Psammétik, ceux de Kipling, ceux de Pyrrhus et le bébé-éléphant de la Piazza della Minerva. Mais cette masse sans âge semblait là exprès pour nier le temps de tout son balancement inutile et colossal; exactement elle semblait écraser et annihiler le petit, le déchirant, le petit laps de temps qui m'appartient, que rongent et usent en moi tant d'autres adversaires. La coupole de sa croupe s'élevait avec la violence d'un nuage noir. Un nuage de pierre qui aurait voulu boucher le ciel.

Mais je m'aperçus que tout autour des cages resplendissait une fête qui avait tous les caractères d'un populaire anniversaire religieux. Sur tous les visages l'allégresse et les marques d'une satisfaction intime. Les enfants achetaient des fruits et de la pâtée à de petits comptoirs fleuris et couraient en dansant les offrir aux écureuils et aux volatiles sacrés. Des femmes fermaient leurs gracieuses ombrelles, et appuyant leur front à une paroi de verre, se confessaient par sourires aux singes sacerdotaux assis le nez à la vitrine de l'autre côté. En face des lions, un jeune homme se tenait sans s'en apercevoir dans une pose de Sordello.

Grasse et pacifique, les drapeaux familiaux des lessives flottant sur les hautes terrasses, la ville couvait dans son giron ces tas de chair bestiale, puants et noueux, ces formes sans clarté; bien mieux elle penchait sur eux tous ses charmes. Les vieillards dans les hospices des faubourgs, les habitants des églises désertées et des musées attendaient la nuit et l'éternité le long de leur après-midi vide. Sous le dôme de feuillage, les tramways faisaient sonner leurs timbres, et couraient déverser aux grilles une foule toujours plus nombreuse et plus enivrée.

Je me rappelai un tableautin de Longhi, où trois vieillards, trois docteurs de Padoue peut-être, étudient un éléphant ou un rhinocéros, une de ces horreurs enfin, engourdi sur la litière d'un cirque sans spectateurs. Mais ils ont posé sur leur visage un masque blanc. Et comme ils sont froids et réservés ! Voilà des gentilshommes capables de traiter la Nature avec dignité et détachement, avec la correcte inhumanité indispensable. Au milieu de l'importunité et de l'impudeur des rites auxquels je me trouvais associé, c'était un sourire et une bénédiction de pouvoir repenser à l'exquise discrétion de ces aïeuls.

Nos anciens, en effet (et certaines villes modernes les singent encore) gardaient dans une enceinte inviolée certains preux animaux, ou certains animaux tout au moins utiles, qui pour leur imagination enfantine symbolisaient les vertus caractéristiques de la cité ou de la race. Parfois cependant, ils choisissaient des symboles mensongers pour masquer, sous le signe de quelque vertu conventionnelle, une vertu concrète, qu'il ne convenait pas d'étaler sur la place publique. Les Florentins par exemple vénéraient les lions, alors que leur véritable emblème eût été le renard. Les Romains avaient leurs oies et on ne sait pas bien encore si c'était par ironie ou par modestie.

Mais lorsqu'on entrait dans la demeure de Dieu, parmi les choses de Dieu, pour rien au monde nos aïeux ne se seraient permis des plaisanteries ou des sous-entendus. On peut voir là avec certitude l'idée qu'ils se faisaient des bêtes et de l'hom-

me, par les effigies d'animaux que perpétuent le marbre et la pierre : c'est la figure visible de la trouble matière vaincue, aux pieds du Seigneur. Les monstres sans âge et sans nom s'agenouillent pour soutenir les colonnes des basiliques. Les oiseaux de toute espèce font leur nid dans les chapiteaux feuillus, tandis que l'aigle a sur ses ailes ouvertes le livre des évangiles. Les serviables tortues portent sur leur dos des candélabres et des bénitiers. Les lions montent la garde autour de la chaire. Et, quant aux singes, parents des diables, grimpés tout en haut des clochers, ils vomissent par leurs gueules obscènes le trop-plein des eaux de pluie.

Le serpent mord la poussière, à l'agonie, la tête brisée sous le talon de la Femme. Aucun des vieux peuples chrétiens n'aurait eu l'idée d'une chose aussi blasphématoire que la reconstruction d'un Eden avec toutes les plantes et tous les animaux au cœur de la cité. Ni de courir y adorer le serpent qui sommeille dans un *tepidarium* vitré, entre un thermomètre allemand et une jatte de lait chaud.

C'est que nos anciens croyaient à la Création, autrement dit à une hiérarchie sacrée et ascendante. Dieu, qui peut penser à tout, avait pensé aux animaux. L'homme, quant à lui, avait bien assez de son rôle d'homme., c'est-à-dire d'exilé fils de Dieu.

Mais les modernes préfèrent croire à l'Evolution ; en d'autres termes à une hiérarchie scientifique et dégradante. Et tandis qu'un homme d'autrefois allait à l'église pour trouver son rang et calculer la distance infinie, terrifiante qui le séparait encore de Dieu, un homme d'aujourd'hui va au Jardin Zoologique pour trouver son rang et calculer la distance infinie, glorieuse, qui le sépare désormais du cercopithèque. Un homme d'autrefois pour se sentir homme davantage se comparait, en s'humiliant, en s'annihilant, aux dieux. Un homme d'aujourd'hui, pour davantage se sentir homme se compare, en s'applaudissant et se félicitant, aux animaux. L'un regardait devant lui. L'autre regarde derrière. L'un éprouvait qu'il avait encore à se parfaire. L'autre se sent tout parfait. Et ce lien de reconnaissance active qui s'établissait dans l'é-

chelle des êtres entre l'homme et Dieu, qui était précisément là-haut pour que l'homme eût toujours présents son perfectionnement possible et son imperfection, se transforme en reconnaissance envers le gorille à barbe, qui porte la croix des dernières imperfections et hausse l'homme à la joie des parfaits.

On comprend dès lors la signification de ces palais de verre, de ces serres, de ces aquariums, de ces jardins. Ce sont les demeures des animaux sacrés. Ce sont les monuments de la gratitude, les bornes du triomphe. Ce sont les réceptacles des signes suprêmes sur lesquels se mesure la valeur du monde: en contemplant un singe qui bâille, il n'est pas une femme qui pourra douter d'être Vénus ou Junon. Ce sont les cathédrales modernes. Les anciens ont inventé Saint-Pierre et Westminster. Les modernes ont inventé le « Zoo ». Les anciens allaient en procession à Saint-Pierre et à Westminster, ils allaient en Terre sainte, croisés et pèlerins. Nous irons, nous, au jardin de Villa Umberto.

Mais je réfléchissais aussi, que c'est à peine par la force de l'habitude que les animaux domestiques et même certaines créatures humaines ne nous apparaissent pas sous l'aspect infernal dont je venais d'être torturé. Je croyais découvrir dans l'attitude, dans le regard des chevaux des voitures arrêtées sur les places les signes impondérables de quelque terrible révélation en train de couver sous le cuir des harnais, sous la menace des fouets. Roulant ces pensées dans ma tête, j'approchais de mon logis.

Ce fut alors qu'une forme toute oreilles et tout poil bondit furieusement sur la chaussée et, ouvrant toute grande sa gueule aux longues dents jaunes, lança vers le Créateur d'incompréhensibles et assourdissantes injures. La révélation s'était réalisée et quelque diable, sans même se travestir, venait me faire une scène jusqu'à ma porte.

Je fermai les yeux et fis en hâte le signe de la croix en prononçant un exorcisme.

Quand je les rouvris, je vis que par chance, ce n'était qu'un âne. Un âne joyeux, rien de plus.

Venise mineure [1]

Les aspects mineurs de Venise, les signes de sa paresse et de son immobilité dans le temps ne m'intéressent pas moins aujourd'hui que ses gloires et ses chefs-d'œuvre. A travers les merceries, les placettes et les cafés, j'aime à reconnaître les coutumes, les rites et les pantomimes. Et si je pense aux villes-sœurs : à Sienne ou à Cambridge par exemple, leur caractère me semble toujours sous la garde d'une certaine pauvreté, d'une certaine tristesse ou d'une certaine monotonie de culture. Mais ici l'antique fidélité n'est que fête et spontanéité, et plus encore que dans les monuments, elle se conserve dans la comédie naïve de la vie populaire.

Les cafés surtout. Dans aucune ville au monde un café n'est demeuré comme ici ce qui s'appelle un café; il n'y manque même pas les bossus au nez spongieux et à pardessus vert-bouteille, paternels et chargés de bons conseils, frères des petits bossus, porteurs du rouleau des numéros sur les enseignes des boutiques de la loterie. Et cette matrone là-bas, rouge, charnue et mûre, épouse du colonel qui commande le régiment en garnison : les jeunes gens ont certainement fini par faire d'elle une idole romantique et scandaleuse, une dogaresse. Les petites courtisanes semblent les co-locataires de tout le monde; et sans doute, mari et femme, parfois le soir, avant de s'endormir, parlent de celle qui était assise au guéridon voisin, comme on pourrait parler d'une parente qui ne vaut pas grand'chose. Il faut ici que tout le monde se connaisse, particulièrement ceux qui ne se sont jamais vus. Certaines figures, certaines nuances de cheveux, de nuque et d'ombrelles ont reparu aux endroits les plus inattendus au moins sept fois depuis le matin, et l'envie vous prend enfin de commencer à les saluer. Je ne serais point étonné si, une belle femme faisant son entrée sur la place, tous les spectateurs se mettaient à applaudir comme au théâtre, et que les pigeons applaudissent aussi, en battant des ailes et en tourbillonnant.

1. Extrait de la *Ronda*, août 1920.

Mais dans les villages, c'est fête tous les jours : fête patronale, anniversaire du maire, accouchement de la femme du maire, inauguration du soviet, et chacun prend part à ces cérémonies en qualité d'acteur, de choryphée, de critique ou au moins de victime. Comme ici. Même les après-midis où il semble qu'il n'y ait dans l'air le moindre préparatif d'une solennité, vient un moment où l'on hisse les immenses drapeaux tricolores aux trois antennes qui sont devant Saint-Marc, avec une fierté dont j'ignore si c'est un défi lancé à l'autre rive de l'Adriatique ou une proclamation d'indépendance locale; et tout le monde travaille de bon cœur à transformer la place en une seule et immense boutique de glacier-sorbetier.

Et si, pour être un *type* à Londres, il a fallu un Brummel, ici pour être un *type*, il suffit, avec son canotier de paille à larges ailes, ses sandales et sa barbe assyrienne, de cette silhouette de marquis déchu, mué en propagandiste de la cure Kneippou en bouffon des rues. Un mutilé en vêtements civils, boiteux, avec ses béquilles, et sur sa poitrine un spectre solaire de rubans, pilote à travers la cohue ses amputations avec une aisance familière de garçon de café et il fait penser qu'il a reçu ses médailles comme autant de pourboires. Enfin des élégants impeccables ont au doigt de grosses pastilles de corail intaillé, et sur la perfection un peu raide d'un vêtement de coupe cosmopolite ils attestent la cordialité des vieux arts de la lagune.

Mais dans les merceries, ces ruelles qui ressemblent aux allées d'un grand bazar, laissez exhiber les pyjamas pour dames les plus excentriques. Dans toute autre ville, ces pyjamas seraient des étrangers, hors de la tradition, comme des modèles proposés par *Vogue*. Ici ils deviennent d'un coup bourgeois et traditionnels comme les travestis des masques consacrés et des arlequins. Et on comprend comment dans cet espace restreint, à travers les superpositions et les contacts forcés, la civilisation vénitienne soit la seule qui, chez nous, ait produit un théâtre : tout ici est déjà comédie, mise au point; la vie privée y est pour moitié vie de la rue; si vous lisez votre journal à la fenêtre, le locataire du dessus étudie l'évolution de la feuille sur votre exemplaire. Dans les rues on voit jusqu'au dessus des bas les jambes des jeunes filles assises sur les ter-

rasses ; le promeneur dans la ruelle passe par la fenêtre une tête gourmée qu'il penche jusque sur votre assiette de poisson, avant de se décider à pénétrer dans la *trattoria*; les claviers des dactylographes versent dans les petites rues de frénétiques concerts en sourdine, ponctués (comme à Pise) par le heurt des boules de billards, et quand, vers le soir, on voit les femmes venir sur les balcons, étendre un appuie-bras d'étoffe et s'asseoir à la brise marine, la volupté et la mélancolie qui sont en elles ne font plus qu'un avec les couleurs de l'air et de la ville.

Privilèges d'une vie qui va par les chemins les plus longs avec des passages obligés, des gués, des appontements, des tourniquets, des attentes, d'infinies occasions de rites familiers ! Ici l'amoureux, sans s'acharner à d'exténuantes poursuites, peut attendre l'élue de son cœur, comme un lièvre au collet à un débarcadère connu d'avance, et rien ne sera plus naturel que de lui offrir la main et de l'aider à débarquer.

J'ajouterai qu'il y a ici comme une incessante invitation à la danse. Les barques à conque noire et fine tiennent beaucoup plus de l'instrument de musique que de l'engin nautique, et il n'est si pauvre gondolier qui, avec n'importe quoi sur le dos qui ressemble à une chemisette blanche, et un lambeau de tapis rouge à la poupe, ne contribue à augmenter cet air de fête.

Tout ici danse : délicatement, sans hâte; les gondoles dansent et le balancement des eaux marines fait infiniment bouger la grêle froideur des palais reflétés, on dirait un immense et mouvant jeu de miroirs.

Dans cette mobilité, dans ce roulis, il semble même que les éléments les plus étrangers, les plus accidentels aient suffi, tant à Saint-Marc, — colossale langouste d'or, d'argent et d'émaux, laissée à sec depuis le moyen âge — qu'aux églises ultra-baroques, à créer la plus satisfaisante et la plus suggestive des architectures : et cela rien qu'avec des parures de dentelles blanches, des décorations mauresques et grotesques, des motifs romains de globes de pierre qui se détachent sur le vert du ciel, des gemmes de violette et d'or, des doges à genoux au milieu de dromadaires et des animaux aquatiques, des têtes laineuses de nègres et des candélabres de marbre sur les façades.

Trad. Benjamin Crémieux. Emilio Cecchi.

LE ROLE DE RUY BARBOSA AU BRÉSIL ET DANS LE MONDE

Ruy Barbosa vient de mourir.

Homme politique, orateur, écrivain, jurisconsulte, il avait, au terme d'une longue vie, parcouru tant de carrières que chacune d'elles eût suffi pour lui donner une place dans l'histoire du Brésil et quelques-unes dans l'histoire du monde.

I.

Au Brésil.

Bahia, l'ancienne capitale coloniale, dont les maisons bariolées se dispersent au sommet des hauteurs qui dominent la courbe bleue de la baie, fut la première à former l'esprit et le cœur de Ruy Barbosa. Il y vint au monde sous l'éclatant soleil, au plein midi de l'été des Tropiques, le 5 novembre 1849. Son père, député libéral, était un des hommes les plus distingués de la province. Elevé par lui dans le culte de l'honneur et des lettres, le petit Ruy s'annonce, dès la plus tendre enfance, comme un jeune prodige. Au Collège du Dr Abilio, tous, maîtres, élèves, le tiennent pour un « enfant de génie ». Le Dr Abilio le nomme « sa perle ». Un jour, discutant avec son professeur de latin, le P. Fiuza, la traduction d'une phrase de Tite-Live, le jeune Ruy, irrité de voir sa version contestée, ferme son livre et

quitte la salle. Le Dr Abilio l'appelle. Il lui demande de faire au maître ses excuses. Mais l'enfant de se révolter : « Jamais ! Le P. Fiuza ne sait pas le latin, c'est à lui d'avouer son erreur. Alors je rentre en classe; sinon, pas. — Je vais te punir. — Punissez-moi. » Et Ruy connut la mise *em cima de banco*, punition des cancres et des galopins, qui, depuis, l'encourant, ne faisaient qu'en rire sans vergogne, en répétant : « Ruy l'a subie ! » — Simple incident, mais qui dénote un caractère. Dans ce trait de l'écolier, l'homme est déjà tout entier : sa vive intelligence n'aura d'autre souci que de reconnaître la vérité; son cœur, pour la défendre, une fois reconnue, aura tous les courages.

Précoce, il commence à seize ans ses études de droit : la Faculté de Pernambuco montre, avec orgueil, sur ses registres, une première inscription du 5 novembre 1865. Mais le cadre de Pernambuco est trop étroit. En mars 1878, le vapeur *Paulista* l'amenait à Santos, port de Sao-Paulo, dont l'illustre Faculté de Droit, la première du Brésil, exerce, par l'éclat de sa renommée, une puissante attraction sur les talents naissants. Là, de 1868 à 1870, Ruy Barbosa subit l'heureuse influence d'un maître incomparable, dont il devait plus tard, en un style magnifique, célébrer la haute vertu :

Poète, orateur, professeur, homme d'Etat, José Bonifacio le Jeune s'adaptait à la société de son temps par les organes de liaison les plus sensibles qui attachent l'homme à la vie intellectuelle dans notre civilisation contemporaine: par l'idéal, dans la poésie, par l'éloquence, à la tribune; par la jeunesse, dans la chaire; par la controverse, dans la presse; par la politique, au Parlement. A sa mort, toutes les places qu'il avait occupées brillaient encore de la lumière qu'il y avait laissée.

...Chez nous, la vocation littéraire est, en général, suspecte aux hommes qui font leur profession de la carrière publique. On s'imagine la politique comme la contradiction du beau, de même qu'elle l'a été, en ce pays, de la vérité et du bien : on la suppose une sorte de divinité bègue, demi-sourde et myope, protectrice du daltonisme et de la surdité, ennemie-née de l'harmonie, du coloris et du mouvement de la vie, dont le culte veut des âmes sans capacité esthétique, sans instincts désintéressés, sans rayonnement d'idées.

José Bonifacio était à l'opposé de ce type. Il débordait d'idéal. Impossible toutefois de dire de lui qu'il appartenait uniquement à ces races

rêveuses qui s'usent à la recherche de l'idéal. Homme de contemplation, de volonté et d'action, sa propre devise se lit dans ce vers de son *Redivivo* :

Mon bras est éclair et mon cœur est muraille.

Démocrate, progressiste et libéral de naissance, il possédait l'enthousiasme de la lutte pour l'avenir et bien vite devint aux yeux de la jeunesse la plus fascinatrice incarnation des idées libérales [1].

Dès ce moment s'esquisse, dans l'esprit de Ruy, un rêve — car il est poète — et — car c'est aussi un « politique » — un programme d'action. Guidé par José Bonifacio dans la voie généreuse, il réclame, dès 1869, la substitution du travail libre au travail servile, la réforme électorale par le suffrage direct, enfin, la décentralisation des provinces qui, dans son esprit, deviendra plus tard la transformation de l'Empire unitaire en République fédérale.

Depuis 1583, date du premier contrat d'importation d'esclaves, la traite avait peuplé le Brésil de travailleurs noirs ; mais, dès l'époque coloniale, la question de leur mise en liberté s'agite. L'abbé Manoel Ribeiro Rocha, de Bahia, dans son *Ethiope Resgatado* publié à Lisbonne en 1758, demande l'affranchissement des esclaves après un temps de service suffisant pour indemniser du prix d'achat leurs maîtres, et la liberté des enfants de mères esclaves dès qu'ils auront atteint leur quinzième année. *Le Correo Braziliense* réclame, de 1808 à 1822, l'affranchissement graduel des esclaves. En 1810, Velloso de Oliveira, de Sao-Paulo, supplie le Prince Régent Dom Joâo de concéder la liberté aux enfants nés de mères esclaves. En 1822, un des députés du Brésil, Borges de Barros, de Bahia, plus tard Vicomte de Pedra Branca, demande aux Cortès portugaises la restriction de la traite. L'importation des esclaves trouve l'opposition absolue de Domingos Moniz Barreto en 1814 et de Maciel da Costa en 1821. Le Dr Antonio

1. *José Bonifacio, Discurso pronunciado em S. Paulo*, Typ. Leroy, King, Bochovaltes, 1887, 43 paginas.

Ferreira França, député de Bahia, trace un plan d'abolition progressive de l'esclavage. Dom José Bonifacio, qui prend, dès 1825, la cause en mains avec son habituelle vigueur, ne cesse d'y travailler durant son exil en Europe, et, de retour au Brésil, après l'abdication du Premier Empereur (1831) emploie en sa faveur, par la parole et par la plume, une autorité qui, même au déclin de ses jours, n'abandonne pas cette noble tâche quand, abandonnant la vie publique, il se retire dans l'île de Paqueta. En 1830, la Chambre est saisie d'un projet d'abolition graduelle de l'esclavage et, deux ans plus tard, d'une déclaration de liberté des enfants nouveau-nés; mais, de l'avis des députés, ces mesures sont encore trop radicales. La loi du 7 novembre 1831 se borne à défendre l'introduction de nouveaux esclaves : concession verbale; la prohibition est sans cesse éludée.

Mais, en 1849, un navire chargé d'esclaves apporte au Brésil la fièvre jaune; les ravages du terrible mal ont, pour la suppression de la traite, plus de force persuasive que le plus éloquent discours. Un grand parti abolitionniste se forme, sous la discrète protection de l'Empereur, qui le favorise dans la mesure où son devoir constitutionnel le lui permet. En 1851, le ministère Eusebio de Queiros assure le vote d'une loi qui rend effective l'interdiction, restée nominale, de la loi de 1831. Des plans d'émancipation s'élaborent : plans d'émancipation graduelle qui, présentés à l'Empereur par le Marquis de Sao Vicente, sont soumis à l'examen du Conseil d'Etat. La guerre du Paraguay détourne l'attention vers l'extérieur. A la paix, le problème de l'abolition de l'esclavage se pose à nouveau.

Ruy Barbosa, met la généreuse ardeur de son jeune talent au service de cette noble cause : l'égalité des hommes par l'affranchissement des esclaves. Dès 1868, il réclame dans un journal de Sao Paulo, le *Radical Paulistano*, la liberté des enfants, qui naissent de mères esclaves. Ici, le jeune Brésilien reprend la grande tradition de ses compatriotes de Bahia, l'abbé Rocha, les députés Barros et França. Mais, cette fois, la proposition vraiment pratique, est mûre pour le succès. Trois ans plus tard,

la campagne à laquelle il s'était associé triomphait. Le 28 septembre 1871, le premier ministre, J. M. da Silva Paranhos, vicomte de Rio-Branco, originaire, lui aussi, de Bahia, obtenait, après une lutte parlementaire de cinq mois, le vote d'une loi déclarant que les enfants d'une mère esclave naîtraient libres, tout en restant au service du maître de leur mère jusqu'à leur majorité, pour le payer de ses frais d'entretien et d'éducation. En vue de rendre effective la prohibition d'introduire, au Brésil, de nouveaux esclaves, à partir de 1831, des mesures spéciales sont prises : les maîtres doivent déclarer la nationalité, le lieu de naissance et l'âge des esclaves : tous ceux qui n'auraient pas été l'objet de cette déclaration sont considérés comme libres.

L'esclavage est désormais tari dans ses deux sources : la traite et la naissance. Voilà pour l'avenir. Reste le présent.

A Ruy Barbosa ne suffit pas l'avenir. . . . . .

C'est maintenant un jeune maître, inscrit, depuis 1870, au barreau de Bahia, près de son père, qui va bientôt s'éteindre, en 1874. Il vient d'épouser l'admirable femme dont la sympathie vaillante, efficace, doit, suivant la belle dédicace d'un de ses livres, « l'inspirer ou le soutenir » dans toutes les grandes causes, pour lesquelles il va combattre. Appuyé sur elle, il ne cesse, avec le plus noble courage, soit dans la vie privée, soit dans la vie publique, de faire face aux difficultés inhérentes, à ceux qui, pour débuter, se trouvent, de leur personne, devant l'adversité, et, de leurs idées, face à l'opposition. Mais le généreux esprit de l'étudiant pauliste garde toute sa flamme dans le croissant talent de l'avocat de Bahia.

En 1869, à Sao-Paulo, au Club Radical, Ruy Barbosa avait, dans une conférence sur l'abolition de l'esclavage, exposé, avec l'érudition dont il devait donner, depuis, tant de preuves, tous les aspects de la question, chez tous les peuples d'Europe et d'Amérique. Pour conclure, il demandait, hardiment, l'extirpation immédiate du terrible chancre. Si, plus tard, il réclame la liberté pour ceux qui devaient naître de mères esclaves, il n'en est pas moins partisan résolu de l'abolition

totale, immédiate. En 1875, à Bahia, le voici qui dénonce, une fois de plus, le mal dans son triste principe et son funeste effet :

Voyez cet amas de huttes de terre nue en pleine campagne luxuriante. Sous ces toits, un monde végète, telle la plante vivante; des êtres sont là, qui ont passions, enfants, maladies, agonie et mort, mais ne connaissent ni la patrie, ni le mariage, ni le foyer, ni les larmes sur une tombe.

L'un comme l'autre, la plante et l'esclave, produisent notre pain; l'un comme l'autre, pour nous, s'épuisent; de l'un comme de l'autre, nous sommes les souverains.

Toutefois, ni les uns, ni les autres, nous ne pouvons, vous ne pouvez, utiliser, notre, votre amour.

Parce que l'amour, c'est l'identification, l'unité et que, entre eux et nous, il y a l'abîme de l'esprit, de la liberté qui leur manquent...

. . . . . .

Voyez le riant feuillage de l'oranger. Le jour, il est tout oxygène, qui vivifie et parfume, inoffensif; la nuit, sous ses exhalaisons balsamiques, le carbone s'insinue, qui asphyxie.

Ainsi de l'homme.

Baigné dans les vagues lumineuses de la liberté, il fertilise le globe.

Réduit, dans l'oppression, aux ténèbres, il emplira de mort autour de lui l'atmosphère appauvrie.

L'autorité de Ruy Barbosa grandit. De 1877 à 1878, il occupe un siège à l'Assemblée provinciale. En 1878, il est élu député général. Le voici maintenant à Rio de Janeiro, parlementaire, avocat, brillant orateur, grand travailleur, chargé, comme rapporteur, de différents projets. Mais, toujours, au premier rang de ses préoccupations, figure la grande cause de l'abolition de l'esclavage. Le ministère Dantas lui demande de formuler un projet d'émancipation graduelle des esclaves à présenter d'abord à l'Empereur, ensuite au Parlement. La Chambre le nomme rapporteur du projet; et voici son rapport : un volumineux mémoire de deux cents pages, élaboré dans le court espace de dix-neuf jours. En même temps qu'il soutient son projet à la Chambre contre un éloquent orateur, Andrade Figueira, il le défend, dans la presse, au grand journal de

Rio, *O jornal do Commercio*, sous le pseudonyme significatif de Lincoln. Mais l'abolition de l'esclavage soulève de telles passions qu'en 1885 la Chambre des députés est dissoute. Ruy Barbosa, se présentant à nouveau dans le huitième district de Bahia, est battu. Suivant le mot de José do Patrocinio « la candidature de Ruy Barbosa demeure étendue dans le camp de l'honneur comme le cadavre d'Achille ».

Loin du Parlement il lutte encore, non seulement dans des articles de presse, mais par des conférences. Au ministère Dantas a succédé le cabinet Saraiva, qui donne à la loi du *ventre libre* son symétrique dans la loi d'affranchissement des vieillards de plus de soixante ans; mais au lieu d'être mis immédiatement en liberté dès leur soixantième année, comme l'avait généreusement prévu le ministère Dantas, les vieux esclaves doivent encore demeurer trois ans au service de leurs maîtres.

Ruy Barbosa proteste.

Parlant à de vieux esclaves réunis pour l'entendre :

Ce n'est plus la ferveur d'une assemblée de citoyens libres qui s'agite autour de moi : c'est une immense masse noire de têtes humaines à la face silencieuse comme le calme des nuits sans astres, sur laquelle trois siècles d'agonie et d'indignité creusèrent le sillon éternel des larmes taries, et dont le front est blanchi par la neige de la vieillesse sanctifiée par le martyre.

...Il me semble vous entendre comme la voix d'orgues multiples répercutée par la nef d'une cathédrale gigantesque : « Nous sommes les cent mille rendus à l'esclavage par le projet Saraiva. Il y a un an, notre liberté fut prononcée par le ministère Dantas. Il y a quelques mois, notre liberté était une conquête consommée. Un homme d'Etat audacieux la proclamait au nom de son parti; la Monarchie la ratifiait, engageant sur elle son honneur jusqu'à la dissolution du parlement : la Nation la décrétait en imprimant sur elle, par les urnes, le sceau de sa volonté. Mais sa volonté fut trompée par la fraude d'un scrutin furtif à la Chambre des Députés. L'engagement de la couronne fut rompu par un propriétaire d'usine qui, promu à la dignité de majordome impérial de nos droits, s'octroya la prérogative de nous rationner la liberté.

Le parti qui signait hier notre charte d'affranchissement devient aujourd'hui le responsable de notre réintégration dans la géhenne. Mieux eût valu que jamais ne fût prononcé ce mot divin de liberté, qui maintenant se révolte en nous.

Pour nous la liberté avait commencé avec notre foi en la parole des Libres. Maintenant, la voici retardée de cinq ans. Cinq ans, pour la vieillesse, c'est là où commence la mort, c'est le domaine du tombeau, non seulement le tombeau de chacun de nous, mais le tombeau de tous ceux qui déjà sentent le froid du cercueil à leurs pieds.

Cinq ans seront les funérailles de l'esclavage, la fin de la propriété servile. En nous dépossédant de la liberté immédiate, votre promesse n'est plus que vain mirage ou concession superflue; car ces cent mille âmes que la force stupide de vos lois fait refluer, contre le courant vers l'ancienne captivité, c'est un obstacle que la démence de votre tyrannie fait, pour un instant, ébouler en travers du courant de la liberté : d'une rivière, vous faites un tourbillon, une cataracte, un abîme; et, l'obstacle emporté, quand le poids du torrent contenu s'abattra comme une trombe, la mélancolique image des cent mille vieux, dont les derniers restes de vie auront aidé, par l'holocauste de leur martyre, à précipiter la rédemption de leur descendance, viendra tristement flotter sur les eaux apaisées, pour démentir, à la face de l'avenir, la gloire de ceux qui ambitionnent la couronne des libérateurs en renvoyant à la plantation et au *feitor*[1] une génération déjà rédimée aux yeux du pays et du monde[2].

Prophétiques paroles : deux ans plus tard, les chefs du parti conservateur, João Alfredo Correa de Oliviera et Antonio de Silva Prado, se déclarent eux-mêmes en faveur d'une loi d'émancipation totale; le sénateur Prado, riche planteur, propriétaire de centaines d'esclaves, donne l'exemple de l'émancipation immédiate en les affranchissant tous; encouragés par les efforts croissants faits en leur faveur, les esclaves de nombreuses plantations les abandonnent en masse et, quand leurs propriétaires demandent l'assistance de l'armée, les abolitionnistes déclarent, avec le sénateur Prado, que la force publique ne peut être employée contre les esclaves fugitifs tant qu'ils ne commettent pas de délit. Finalement le ministère partisan de l'émancipation par étapes, doit démissionner : la Princesse régente invite le sénateur Correa de Oliveira à former, le 10 mars 1888, un nouveau cabinet; le sénateur Antonio da Silva Prado en est membre. Une

1. Régisseur surveillant des esclaves dans les exploitations agricoles.

2. *Conferencia abolicionista, no Polytheama Bahiano em 7 de Junho*, Bahia, Typ. do Diario da Bahia. 1885, 80 paginas.

loi, votée à la presque unanimité, accorde à tout esclave la liberté immédiate, sans restriction, le 10 mai 1888.

Ruy Barbosa était encore à ce moment hors du Parlement; mais les idées, pour lesquelles il n'avait cessé de lutter, triomphaient.

En même temps que la conquête de la primordiale liberté des corps, Ruy Barbosa en poursuivait, parallèlement, une autre : celle de la liberté politique. Nourri d'une vaste culture de droit public, puisée non seulement dans les souvenirs lointains de l'antiquité classique, mais dans la connaissance des institutions anglo-saxonnes et particulièrement de l'histoire des Etats-Unis, il demande la démocratisation de l'électorat. Il collabore à la préparation du projet de réforme de 1880, qui organise l'élection directe; puis, au suffrage censitaire, il demande de substituer le suffrage universel.

Enfin, sous l'influence des publicistes anglo-saxons, et, particulièrement, du *Federalist* de Hamilton, il n'hésite pas à préconiser une décentralisation poussée jusqu'à la fédération. S'il s'engage dans cette voie, ce n'est pas par patriotisme local, — provincialisme d'avocat et de député de Bahia, — mais, au contraire, par un souci profond du maintien de l'unité nationale, qui risque de s'émietter si l'on persiste à refuser aux différentes parties du Brésil l'autonomie politique nécessaire à leur sentiment de la liberté. En 1879, un jour que l'un des députés venait, dans un discours, de rendre à sa province un tel hommage que ses sentiments filiaux pour la Nation en pouvaient paraître affaiblis, Ruy Barbosa se leva :

La Chambre vient d'entendre l'hymne entonné par un noble fils de l'héroïque province de Rio Grande do Sul [1] aux fastes de sa terre natale, que le pays, non moins que lui, revendique aussi comme siens; mais cet hymne n'a de sens, de mérite, de vérité, de grandeur, que s'il est un simple chant de ce grand poème de patriotisme, dans lequel il n'y a, entre toutes les provinces de l'Empire, qu'une même âme, indivisible et commune : celle de l'immense tout brésilien.

1. Province où prédominent les éléments allemands.

Disputer des primautés, exciter des rivalités, on l'eût attendu plutôt d'ennemis que d'enfants de ce pays, où l'unité nationale n'est point une combinaison des hommes, mais la résultante d'une consanguinité assurée par la race, la nature et l'histoire.

Nul ne met en doute l'influence relative des climats sur la condition de chaque peuple, mais tenter de l'appliquer au Brésil en vue d'établir *a priori* que l'amour de la liberté, la probité politique et l'esprit de résistance populaire doivent varier, suivant une échelle décroissante, de l'Oyapock à la Plata, pour acquérir plus d'énergie sous l'influence des vents communs à la Bande Orientale que sous l'impression de l'immense nature de l'Amazone et du San Francisco, c'est, au point de vue scientifique, un non-sens.

La véritable marque de la virilité d'un peuple n'est pas de claironner ses grandeurs. Chacune de ces provinces-sœurs s'honorera davantage à laisser les autres lui rendre justice. Quant à la mienne, elle attendra toujours des autres ses titres de gloire; elle ne cherchera pas à s'enorgueillir des créations suspectes et des vanités puériles d'un provincialisme qu'elle n'entretient pas.

Et, si quelque projet avait d'aventure rencontré sur sa route d'invincibles obstacles, qu'on sache qu'il n'en va pas ainsi uniquement dans les pampas de Rio-Grande, mais qu'on se heurte aux mêmes sur les plateaux et les montagnes de Bahia, sur les récifs de Pernambuco, parmi les pics escarpés de Minas, dans les plaines de São-Paulo. Non, Monsieur le Président, le cœur du peuple brésilien n'est pas dans la province de l'honorable député, ni dans aucune; il est dans le grand corps, dont toutes sont membres inséparables, toutes également indispensables à notre vie commune.

Mais s'il a le profond sentiment de « l'immense tout brésilien », il sent aussi que l'unité nationale ne peut vivre sous le régime par trop strict, pour un pays très étendu, d'une centralisation unificatrice, incompatible avec l'infinie variété des conditions locales. Quand, en 1822, au refus du régent de regagner le Portugal à l'invitation des Cortès, une Convention, par lui convoquée le 3 juin, proclama l'indépendance du Brésil, et peu après acclama Dom Pedro empereur constitutionnel (12 octobre 1822), le Brésil formait un Etat unitaire : sa Constitution, promulguée le 25 mars 1824, ne fit aucune concession aux idées fédéralistes, déjà assez répandues dans le pays. La même année éclatait, dans les provinces du Nord, une révolution fédéraliste. Le mouvement fut réprimé par les troupes

impériales ; puis, les années suivantes, des troubles graves éclatèrent sur plusieurs points ; le nombre en augmentant, le 7 avril 1831 Dom Pedro abdiqua en faveur de son fils. Dom Pedro II n'a encore que cinq ans. Les troubles continuent. En 1834, les fédéralistes sont assez forts pour obtenir la révision de la Constitution. La loi du 12 août la modifie dans le sens d'un *self government* étendu : les Conseils généraux de chacune des vingt provinces sont transformés en assemblées législatives provinciales, dotées d'attributions nombreuses; ces assemblées peuvent demander au pouvoir législatif général la création, dans la province, d'une seconde assemblée, sorte de Chambre haute; concession dont aucune province ne devait d'ailleurs profiter. Les fédéralistes demandaient encore que les gouverneurs des provinces fussent remplacés par des Présidents électifs, ou, en tout cas, choisis par le gouvernement central sur des listes présentées par des assemblées provinciales; mais cette proposition fut rejetée et les gouverneurs de province continuèrent à être nommés directement par le gouvernement central.

Exclusivement guidé par le patriotisme, Ruy Barbosa prend énergiquement parti. La décentralisation lui paraît la condition essentielle de la liberté politique. Mais, dans un grand Etat comme le Brésil, la fédération lui paraît être la forme nécessaire de la décentralisation. Vainement, alors qu'il est encore hors du Parlement, le dernier des ministères formés par l'Empire, le ministère Ouro Preto, lui offre-t-il un portefeuille avec mission d'accomplir la décentralisation. N'ayant d'ambition que pour ses idées, non pour sa personne, Ruy Barbosa refuse : la fédération lui paraît indispensable.

Ne pouvant l'obtenir de l'Empire, il la demande à la République.

Depuis l'origine du mouvement fédéraliste au Brésil, tous les fédéralistes étaient des républicains. Une campagne fédéraliste avait fait abdiquer Dom Pedro I^er^. Une campagne fédéraliste devait faire abdiquer Pedro II.

Exaspéré par l'esprit centralisateur de la monarchie, le républicanisme avait crû rapidement dans les différentes parties de l'Empire. Le gouvernement devenait de plus en plus faible. Sa chute était imminente. La révolution était mûre. Accomplie sans effusion de sang, elle révéla que, dans le peuple, lassé du régime monarchique, l'idée républicaine avait poussé des pénétrations profondes. Le gouvernement impérial était simplement toléré. La seule question était de déterminer le moment où, sans secousse, il serait changé. Dom Pedro II, très aimé du peuple, était d'un âge avancé, d'une santé fléchissante. Il semblait que la République dût, pour sa proclamation, attendre la mort de l'Empereur régnant ; mais, en novembre 1889, un mouvement commença qui, subitement, se précipita sur la rumeur de l'imminente abdication de l'Empereur le 2 décembre, en faveur de sa fille, la Princesse Isabelle. Le parti républicain, dont les deux principales forteresses se composaient des *Ligues Républicaines associées* et du *Club Militaire*, fondé par le Maréchal Deodoro da Fonseca à l'issue de la guerre du Paraguay, prit immédiatement ses dispositions. L'armée, particulièrement mécontente d'un refus d'augmentation de solde, était défavorable au gouvernement qui, conscient du péril, s'apprêtait sous quelque prétexte à la disperser dans les provinces éloignées de l'intérieur, quand, soudain, le gouvernement se trouva déposé dans les vingt-quatre heures. Au matin du 15 novembre, à Pétropolis, la ville diplomatique qui domine Rio, l'Empereur Dom Pedro sortait de la chapelle de sa résidence d'été quand il reçut, du premier ministre, un télégramme qui lui demandait de venir, en toute hâte, à Rio dont les insurgés tenaient déjà les rues ; l'Empereur se rendit à cet appel, mais, comme il arrivait au Palais, il fut entouré par les troupes révolutionnaires de la République. Un manifeste lui fut remis : « Le Gouvernement provisoire est l'agent de la souveraineté nationale et le gouvernement de la paix, de la liberté, de la fraternité et de l'ordre. Il promet de garantir à tous les habitants du Brésil, indigènes et étrangers, la sécurité de la vie, de la propriété, le respect de leurs droits privés et politi-

ques, sauf dans la mesure requise pour le bien du pays, l'armée et la marine. La suppression du Sénat est décrétée et aussi celle du Conseil d'Etat. La Chambre des députés est dissoute. Le gouvernement provisoire reconnaît et accepte les engagements de la nation contractés par le gouvernement précédent, les traités avec les Puissances étrangères, la dette publique intérieure et extérieure, les contrats actuellement en vigueur et les obligations légalement établies ». Ce manifeste était signé par le Maréchal Deodoro da Fonseca, chef du gouvernement provisoire et cinq ministres : le second nommé était Ruy Barbosa, ministre des Finances et de la Justice.

Le Maréchal Deodoro da Fonseca notifiait à l'Empereur Dom Pedro qui tentait vainement de réunir un Conseil des Ministres dans son Palais : « Le pays attend que vous imitiez l'exemple donné par le premier Empereur du Brésil, le 7 avril 1821 ». Et Dom Pedro répondait en cédant à l'impérieuse force des circonstances. La comtesse d'Eu, sa fille, faisait ses adieux au peuple. Le comte d'Eu donnait au ministre de la guerre sa démission de commandant de l'artillerie et le vapeur *Alagoas* emportait la famille impériale vers Lisbonne.

Alors, bien que les Affaires étrangères fussent dévolues à Quintino Bocayuva, ce fut le ministre des Finances, Ruy Barbosa, qui lança à la légation du Brésil à Londres, la première notification officielle de la révolution : « Ministre du Brésil, Londres. — Le Gouvernement est constitué sous le nom de *République des Etats-Unis du Brésil*, la monarchie est déposée, la famille impériale a quitté le pays. La République respecte tous les engagements, obligations et contrats de l'Etat. Signé : *Ruy Barbosa, ministre des Finances* ». Ainsi se terminait, sans effusion de sang, la plus pacifique révolution que l'histoire ait connue.

Comme l'avait dit Castelar, un Empire entouré de républiques et qui ne peut continuellement garder son armée dans l'entraînement de la conquête et sous le prestige de la gloire, porte en lui un élément de mort — le germe d'une vie meilleure. « Quand le temps fut venu», dit-il, « un régime vermoulu

fut supplanté par le vivace organisme de la démocratie contemporaine. » La monarchie avait fait son temps ; il n'en restait plus d'exemple sur le sol américain. Le monarque lui-même était aimé, mais durant son règne, le moment psychologique était venu de la fin du régime : le 20 janvier 1890, le Président des Etats-Unis d'Amérique reconnaissait formellement le gouvernement nouveau.

Ruy Barbosa, promu ministre, pouvait maintenant accomplir toutes les réformes qu'il avait à cœur : l'un des premiers actes du gouvernement provisoire fut de prendre un décret accordant le droit de suffrage à tous les Brésiliens sachant lire et écrire, qui n'auraient pas été privés de leurs droits civils et politiques. Une commission fut nommée pour préparer un projet de Constitution fédérale. De cette Constitution Ruy Barbosa devait être l'auteur. Sa profonde connaissance du droit public américain lui permettait en effet d'en tracer promptement le projet, que le gouvernement provisoire publia, le 22 juin 1890, et fit approuver définitivement, après quelques modifications, par une Assemblée constituante, le 25 février 1891.

Une Fédération de vingt Etats, substitués aux vingt anciennes provinces, est désormais formée. Comme les Etats-Unis d'Amérique, les Etats-Unis du Brésil ont la séparation des pouvoirs, législatif, exécutif et judiciaire,une Cour Suprême assurant le respect de la Constitution et des droits individuels. La peine de mort est abolie. Un district fédéral est créé à Rio sur le modèle de celui de Columbia aux Etats-Unis. A côté de la Chambre qui représente le peuple, le Sénat représente les Etats. Un Président de la République est élu par le peuple. Tandis qu'aux Etats-Unis, le Président peut être élu pour la seconde fois, au Brésil il ne fait qu'un terme; alors qu'aux Etats-Unis chaque Etat n'a que deux sénateurs, au Brésil il en a trois; tandis qu'aux Etats-Unis, les représentants sont élus pour deux ans, et les sénateurs pour six, au Brésil, les représentants sont élus pour trois ans et les sénateurs pour neuf. Aucune condition de fortune ni de propriété n'est requise pour l'exercice des droits politiques. Comme la Cons-

titution des Etats-Unis d'Amérique, la Constitution des Etats-Unis du Brésil présente un plan de *gouvernement du peuple, pour le peuple, par le peuple.* La séparation de l'Eglise et de l'Etat est déclarée, mais sans aucune espèce d'hostilité, ni de persécution contre l'Eglise. Enfin, marquant harmonieusement la transition du régime ancien au régime nouveau, le drapeau adopté par la République maintient la tradition des anciennes couleurs nationales, vert et jaune, par un losange jaune sur fond vert, au centre duquel est une sphère bleue traversée par une bande blanche descendant obliquement de gauche à droite et portant la devise *ordem et progresso* (ordre et progrès), sphère bleue où brillent vingt et une étoiles, y compris la fameuse Croix du Sud, les autres représentant, comme au drapeau des Etats-Unis d'Amérique, les vingt Etats de l'Union. Au bas du décret autorisant l'adoption du nouveau drapeau, comme au bas de celui qui promulguait la constitution nouvelle, était le nom de Ruy Barbosa.

*
* *

Ce n'est pas assez de conquérir la liberté.

Conquise, il faut la défendre.

A peine née, la République est menacée. Créée par l'armée, elle risque d'être étouffée par elle. « L'histoire de l'Amérique est, plus que toute autre, a dit un Américain, celle de l'éternel conflit entre la liberté et le despotisme. Sur le continent américain, la liberté errante de toute part, fugitive ici, bannie, supprimée là, représente une force incompressible; elle surgit du fond des consciences en révolutions que des coups d'Etat étouffent pour donner naissance à de passagères dictatures dévorées elles-mêmes par d'autres dictatures. La température politique a l'ardeur du feu des passions; l'individu, issu du sang ibérien et du sang indien, vit en état de guerre permanente comme l'homme à l'époque de la Renaissance italienne; il fait épanouir sa propre force en un vigoureux élan de toutes ses énergies, luttant pour ou contre le pouvoir,

se révoltant contre la domination du militarisme, chimère sombre et redoutable en laquelle s'incarne le despotisme sud-américain. Malgré ses traditions de culture classique, et bien qu'il soit passé par le régime d'une monarchie constitutionnelle parlementaire, le Brésil n'a pas toujours échappé à la fatalité qui pèse sur le continent américain [1]». Dès que ce mouvement commença, Ruy Barbosa comprit que sa place n'était plus au gouvernement. En février 1891, il se démet de ses fonctions. Avec lui se retirent les ministres de l'Agriculture, de l'Intérieur et des Affaires étrangères. Au même moment, le ministre de la Guerre, Benjamin Constant vint à mourir. La situation était difficile. Après l'exode des noirs qui avait suivi l'affranchissement, le maintien du travail dans les plantations était devenu très difficile, et, pour l'assurer, le gouvernement provisoire avait dû voter de grandes sommes afin d'attirer par l'immigration, la main-d'œuvre étrangère. Comme, d'autre part, les finances avaient beaucoup souffert de la guerre du Paraguay, il avait été nécessaire de recourir à l'émission de billets de banque sans tenir compte de la proportion de la réserve d'or qui leur servait de couverture. Un conflit s'éleva entre le Président, Deodoro de Fonseca, et le Congrès, qui voulait arrêter par une loi l'émission du papier-monnaie. Le Président recourut au droit de veto, sur quoi, par représailles, une proposition fut déposée en vue de priver le Président de son droit de veto. Le 2 novembre, le Président était mis en accusation par le Sénat. Le jour suivant, les sénateurs et députés se voyaient interdire par la force, sous menace d'arrestation, l'entrée de Chambre. Le Président décrétait, le 3 novembre 1891, la dissolution du Congrès élu le 15 septembre 1890. Le nouveau Congrès devait procéder à la révision de la Constitution du 25 février sur les points qui seraient indiqués par le décret de convocation. Un autre décret mettait Rio de Janeiro en état de siège, suspendait les garanties constitutionnelles. C'était, de fait, une déclaration de dictature, car, en vertu de la Constitution, le Président n'avait le pouvoir, ni

1. Graça Aranha, *La sentence du juge*, Paris, Alcan 1917, p. 4.

d'ajourner le Congrès, ni, sauf dans le cas de révolte, de suspendre le cours des lois. Les Etats de Rio Grande do Sul, de Para, de Pernambuco manifestaient des intentions de sécession. Déjà les insurgés de Rio Grande do Sul mrchaient sur Rio de Janeiro. La marine et les trois quarts de l'armée se déclaraient contre le Maréchal : il donna sa démission et les insurgés de Rio Grande déposèrent les armes. Après lui, un autre général, qui, durant la guerre du Paraguay, s'était distingué à la bataille de Mossoro, et qui, au Club militaire, exerçait une puissante influence en faveur du républicanisme de l'armée, véritable chef militaire, après Benjamin Constant, de la Révolution, vice-président de la République auprès du Maréchal Deodoro da Fonseca, le Maréchal Floriano Peixoto s'installe à la Présidence et forme un nouveau Cabinet. Mais le Congrès dissous par le Président Déodoro se rassemble le 18 décembre 1891 : tous les Etats sont représentés. Les projets de lois, frappés de veto par l'ancien Président, sont acceptés sans égard à cette mesure. Une nouvelle loi électorale est votée, aux termes de laquelle, en cas de vacance de la Présidence ou de la Vice-Présidence dans les deux premières années du terme présidentiel, une nouvelle élection doit avoir lieu dans les trois mois. Les amis de l'ancien Président demandent une prompte convocation des électeurs, pour la désignation d'un nouveau Président en conformité des prescriptions de la Constitution et de la dernière loi électorale sans aucune pression du pouvoir militaire. Des commencements d'insurection se produisent dans l'Etat de Matto Grosso et de Rio Grande do Sul. La Marine, très opposée au Président, appuie le mouvement. Les *Républicains historiques*, à la tête desquels se trouve Ruy Barbosa et d'autres membres du gouvernement provisoire, s'élèvent contre l'intervention du Président dans les affaires intérieures des Etats : ils protestent, notamment, contre le jugement par une cour martiale de l'Amiral Wandenkolk qui, envoyé par le gouvernement central au Rio Grande, pour rendre compte de la situation, avait ouvertement épousé la cause des fédéralistes.

Ruy Barbosa prend dans la défense de la liberté un rôle plus

grand encore que dans sa conquête. En traçant en 1890 le premier projet de la Constitution, il avait eu soin de lui assurer la garantie d'un contrôle juridictionnel. Le tribunal suprême avait reçu pour mission de contrôler les actes des pouvoirs publics et d'assurer le respect des droits individuels, atteints par l'arbitraire gouvernemental. Nul mieux que Ruy Barbosa, qui avait arrêté les termes de la Constitution, n'était, après s'être retiré volontairement du pouvoir, plus capable d'en assurer le respect. Les actes dictatoriaux du Maréchal Floriano Peixoto, à l'encontre de quatre sénateurs, de sept députés, de deux maréchaux, de quatorze officiers, de quatre journalistes, de quatre médecins, il les attaque par la procédure de *l'habeas corpus* devant le tribunal fédéral suprême, puis dans un livre, désormais fameux, sur l'état de siège, sa nature, ses effets, ses limites[1], il rappelle l'arbitraire au respect du droit.

Avec une science profonde du droit public américain, il avait donné au Brésil une constitution tracée sur le modèle de celle des Etats-Unis. Mais si, comme aux Etats-Unis,la jeune République était l'œuvre des militaires, ces militaires n'étaient pas des Washingtons. Avec ironie, Barbosa, plus tard, écrit, à propos d'une buste de Washington :

> Ils n'eurent qu'un Washington aux Etats-Unis. Nous, nous n'en comptons encore pas plus de trois. Le premier fut le Maréchal dont l'épée déposa la Monarchie: le Maréchal Deodoro da Fonseca, Washington Premier. Cette épée, toutefois, ne pouvait se tenir tranquille; blessant en un mouvement de révolte les lois fondamentales, elle découronna de cette glorification son héros qui ne sut pas lui conserver son prestige. Nous passâmes d'un glaive à un autre glaive. Ce dernier porteur de la couronne, par des coups d'état et autres fantaisies, mérita à jamais la dignité historique de Washington, qui, même sous sa pierre tombale, continue à exprimer la synthèse des admirations.

Ainsi le grand juriste, épris de légalité, qu'est Ruy Barbosa mène contre les militaires,partisans de l'arbitraire de la force,

1. *O Estado di Sitio : sua natureza, seus effeitos, seas limites.* Rio de Janeiro, Typ. de Campanhia Impressora. 1892, 278 paginas.

une lutte ardente; si ardente que la marine indignée se révolte et que devant cette révolte le gouvernement exaspéré prétend l'impliquer dans un mouvement auquel il le sait cependant étranger. Ruy Barbosa doit quitter le Brésil. Après un court séjour à Buenos-Ayres, puis à Lisbonne, il se fixe à Londres où son esprit libéral était revenu comme à une lointaine patrie. De Londres, il lance ses fameuses *Lettres d'Angleterre* qui stigmatisent le militarisme brésilien de 1893. Il connaît la douleur d'exil :

ce mal pénétrant qu'évoquait le chant du Florentin dans la douloureuse mélodie de ses vers où semble se rouvrir la blessure du banni.

Tu lascerai ogni cosa diletta
Più caramente : e questo a quello strale
Che l'arco dell'esilio pria stetta.

Dante (*Paradis,* XVII).

Plus simplement, R. Barbosa dira lui-même : « Pour sentir la Patrie, il faut l'aimer dans la privation et dans l'exil ». Sa courageuse femme, Maria Augusta Vianna Bandeira l'avait suivi à Londres, où l'une de ses filles devait naître. Mais, suivant le mot même de Ruy : « Le refuge ineffable des joies de la famille est loin de tenir lieu de la patrie. Il lui manque l'ambiant, la rosée dernière, le coin de terre chérie. »

Cependant, au Brésil, l'opinion publique se ressaisissait. La dictature s'évanouit. En juin 1895, Ruy Barbosa est de retour dans sa patrie. De grandes manifestations l'accueillent. Il entre au Sénat. Mais, surtout, il reste le vigilant gardien de la Constitution. Aucune transgression, qu'elle vienne du Gouvernement ou du Pouvoir législatif, n'obtient sa tolérance.

Défenseur, au Tribunal Suprême fédéral par l'*habeas corpus*, des libertés individuelles atteintes, antérieurement à 1893, il reprend, naturellement, son rôle historique de protecteur des droits violés. Avocat du Dr Alcides Lima au Tribunal Suprême Fédéral, défenseur de l'Institution du Jury contre les lois inconstitutionnelles de Rio Grande do Sul,

patron des magistrats en disponibilité, conseil des professeurs de l'école Polytechnique victimes d'actes illégaux du gouvernement Prudente de Moréas, il s'élève, en maintes circonstances, contre le faux principe que les affaires politiques excluent tout contrôle de justice : pour lui les gouvernements doivent se soumettre au droit et la politique se soustraire à la tyrannie de l'arbitraire. Juriste, il entend que le droit pénètre partout. Juste, il porte avec lui, toujours et partout, la justice.

*
* *

Conférencier, avocat, journaliste, député, ministre, Ruy Barbosa a mêlé étroitement sa vie à toutes les grandes phases de l'évolution politique du Brésil. Il a aidé la nation, qui gardait encore, à la fin du dix-neuvième siècle, pour des raisons économiques, l'institution de l'esclavage, à s'en débarrasser. Il a compris que le Brésil, avec son grand territoire, devait perdre la forme d'Etat unitaire pour entrer dans le cadre de l''Etat fédéral. Il a saisi que, pour le bien de l'Etat, les factions militaires devaient s'incliner devant l'esprit essentiellement civil du respect de la loi, sans d'ailleurs cesser d'avoir pour l'armée et la marine une prédilection dont l'une et l'autre lui ont été profondément reconnaissantes. Fondateur de la République, il l'a réclamée parce que l'Empire ne pouvait réaliser aucune des grandes réformes sur lesquelles il avait compté pour le plein épanouissement du pays, hormis celle de l'esclavage, arrachée par surprise. Dans une nation où la Révolution s'est faite sans colère ni rancunes, au point qu'à l'heure actuelle le portrait des anciens empereurs se trouve non seulement dans les édifices nationaux, mais encore dans les palais du gouvernement, et, ainsi, dans cette maison d'Itamaraty, dont Rio Branco fit le ministère des affaires étrangères, il a mérité, de l'empereur Pedro II, qu'il avait renversé comme membre du gouvernement provisoire, cette parole d'estime : « Dans les ténèbres qui enveloppent le Brésil, je ne vois qu'une lumière : c'est la tête de Ruy

Barbosa ». Courageux jusqu'à payer de l'exil, à Londres en 1893-1894, l'indépendance de sa parole, au service de tous les droits contre toutes les tyrannies, il suffit qu'il se dresse pour que l'injustice s'effraye.

Après avoir combattu pour toutes les libertés, la liberté physique par la suppression de l'esclavage, la liberté de conscience par la séparation amiable des Eglises et de l'Etat, la liberté politique par la révision de la loi électorale, ce partisan de toutes les réformes, par lesquelles s'est faite l'évolution du Brésil a, plus que tout autre, le droit de parler au nom d'un grand peuple pénétré de l'esprit de progrès. Quand il se lève avec son magnifique passé d'apôtre de la « réhumanisation des esclaves (ce beau mot est de lui) — de constituant — de démocrate — enfin de fondateur de la République — il semble que ce soit au même instant Lincoln, Hamilton, Jefferson, Washington, qui apparaissent. Il a combattu pour la liberté; il a souffert pour elle; il est devenu la *viva vox juris* de son Pays. D'autres peuvent parler au nom d'un gouvernement, il est de ceux qui, personnifiant une nation, méritent désormais d'être les porte-parole de leur Patrie, non plus seulement auprès d'une autre, mais de toutes.

A. DE LAPRADELLE.

(*à suivre*)

BERLIN PENDANT L'OCCUPATION DE LA RUHR

Pendant l'été de 1922, Berlin passait, à tort ou à raison, en Allemagne et ailleurs, pour le paradis des étrangers, tout au moins de ceux des pays occidentaux à change élevé qui, alléchés par des apparences, parfois trompeuses, étaient venus y profiter des avantages, très relatifs, de la vie à bon marché. La population locale s'était alors, maintes fois, plainte, par la presse, la caricature, la chanson, de ce que les exotiques de diverses races et couleurs étaient, à son détriment, l'objet de toutes sortes d'égards. Il suffisait de parler une autre langue que l'allemand pour voir toutes les portes s'ouvrir devant soi. L'étranger, quel qu'il fût, était, aux yeux des habitants, revêtu d'un prestige singulier qui faisait travailler l'imagination des enfants de Berlin. Témoin, ce dialogue entre un père et son fils, reproduit dans la partie humoristique de la *Berliner Illustrierte Zeitung* : « Que veux-tu devenir plus tard, mon enfant? — Oh ! moi papa..., un étranger ! » Sans doute l'étranger devait-il toujours avoir l'argent à la main, car les marques de considération qu'on lui prodiguait n'étaient pas désintéressées. Mais, dans l'ensemble, la capitale prussienne, en dépit du mauvais renom de brutalité de sa population, ne fut point inhospitalière à ceux qui, aux grandes vacances dernières, étaient venus s'abattre sur elle.

Hormis quelques fâcheux incidents. la plupart des Berlinois ne faisaient guère alors, dans les rapports de la vie quotidienne, de distinction entre les anciens neutres et les anciens ennemis, ou, parmi les différents « alliés », hier encore adversaires de l'Allemagne, entre ceux dont la presse semblait

tout espérer et ceux dont elle couvrait la politique d'injures. Français et Belges, forcés de résider en Allemagne par leurs fonctions ou de voyager pour leurs affaires ou leur plaisir, ne trouvaient pas alors, à Berlin, mauvais accueil.

***

Du jour au lendemain, tout changea. L'occupation de la Ruhr déchaîna sur les bords de la Sprée une tempête de nationalisme agressif et de francophobie exaspérée.

Dès janvier, sitôt l'échec de la Conférence de Paris, les violences de la presse allemande s'aggravent à l'égard de la France. Non seulement les feuilles nationalistes, habituées à couvrir d'injures le gouvernement de M. Poincaré, se distinguent par leurs excès de langage, mais les journaux plus pondérés perdent toute retenue. Mais quand nos troupes eurent fait leur entrée à Essen, l'animosité de la presse s'éleva. Une campagne d'excitations fit renaître chez les Berlinois, même les plus calmes, un chauvinisme outré. Un vieux fond de xénophobie reparût qu'on croyait éteint, mais qui n'était qu'en sommeil. Aux premiers jours surtout, une véritable fièvre nationaliste éclate : dans les rues la population, loin de réprouver les exagérations de la presse, se jette sur les feuilles suspectes d'information douteuse aux nouvelles sensationnelles, d'avance promises aux tardifs démentis.

L'ensemble des partis bourgeois organise dans les grandes artères du centre de la ville une manifestation monstre, le dimanche 14 janvier. Les socialistes en organisent d'autres dans les quartiers de la périphérie. Visiblement encouragée par les autorités, la protestation n'en a pas moins un certain caractère de spontanéité. Profondément divisée en juillet par les luttes politiques intestines, lors de l'assassinat de Rathenau ou, en novembre, au moment de la chute du cabinet Wirth, la capitale connaissait enfin une sorte d' « union sacrée » éphémère, mais réelle. Toutes les classes et tous les partis communiaient dans la résistance à « l'invasion franco-belge».

Très sensible aux impressions de nature collective, l'Allemand vit, dans la manifestation du 14 janvier, un signal, un mot d'ordre. Les associations professionnelles du commerce invitèrent sous peine d'exclusion leurs membres à ne plus importer de marchandises françaises ou belges. Appuyées par une propagande faite auprès du public en vue de montrer à tout Allemand qu'il se rend coupable envers la Patrie, s'il reste en relations d'affaires avec les ressortissants des « envahisseurs », ces associations invoquent la « patriotique nécessité » de n'envoyer aucun argent sous une forme quelconque en France et en Belgique où il pourrait être susceptible de faciliter la lutte entreprise contre « l'Allemagne pacifique et désarmée ».

Pour les Allemands, et, spécialement les Berlinois, l'Allemagne est en « guerre économique » avec la France et la Belgique du jour de l'occupation de la Ruhr. Pour cette « guerre » ils utilisent les expressions empruntées au vocabulaire de la vraie guerre : les journaux parlent à l'envi d'« union sacrée », « d'unité de front », de « première ligne » et d' « arrière ». Dans l'état d'excitation des esprits, le fait seul que des Français et des Belges continuent à loger dans leurs hôtels, à prendre leur repas dans les restaurants, semblait aux yeux de certains exaltés, une « provocation inouïe ». Le 19 janvier, à l'hôtel Esplanade, l'Association des hôtels et établissements similaires de Berlin (*Verein Berliner Hotels und verwandter Gewerbe*), prit la résolution suivante :

1. Ne plus servir chaque jour qu'un seul plat comportant de la viande.
2. Ne plus servir de beurre à part, même pour le petit déjeuner du matin.
3. Ne plus servir des œufs au petit déjeuner du matin.
4. Interdire tout étalage de mets aux vitrines et dans des buffets froids.
5. Ne pas admettre dans les hôtels les personnes de nationalités française et belge.
6. Ne pas tolérer dans les salles de lecture des hôtels les journaux français et belges.

7. Ne pas admettre, pour le paiement des factures, les billets de banque français et belges.

8. Ne plus acheter ni vendre les vins, les liqueurs et les denrées alimentaires en provenance de la France et de la Belgique.

9. Pour les fournisseurs des hôtels se conformer à cette décision et ne plus se procurer de marchandises françaises ni belges

10. Les hôteliers de Berlin formant une profession libre, qui est en état de faire régner l'ordre à l'intérieur des entreprises qu'ils dirigent et de veiller à l'exécution de la présente décision en question, prient le gouvernement de s'abstenir à ce sujet de toute mesure de contrainte.

Les points 5 à 9 rentrent dans la catégorie du boycottage des personnes et des marchandises. Les points 1 à 4 n'ont à première vue qu'un lointain rapport avec la francophobie, mais font apercevoir un autre aspect des répercussions de l'occupation de la Ruhr.

La nécessité d'économies dans tous les domaines devait, en effet, de suite, apparaître : les perspectives d'un futur cordon douanier rhénan, d'un manque croissant de charbon, d'une nouvelle dépréciation du mark — rendant difficiles les approvisionnements — ne pouvaient qu'ouvrir une ère de restrictions dans différents domaines, et, notamment, dans celui de l'alimentation où, depuis longtemps, la population s'indignait des abus alimentaires d'une poignée de mercantis et d'étrangers qui, gaspillant les denrées les plus essentielles, insultaient par leur luxe à la misère des classes moyennes, forcées, parfois, de se priver de l'indispensable. Les étalages de victuailles semblaient injurieux pour la masse des indigents, d'où le point 4. L'Allemagne des industriels et des capitalistes enrichis, des Stinnes et des Thyssen, tend la main à l'Allemagne qui peine et qui travaille, et mange difficilement à sa faim. Disparaisse donc, des établissements de luxe, ce qui peut mieux provoquer l'envie des classes moins fortunées, et, par suite, diminuer la force de résistance nationale; la nouvelle « union sacrée » de tous les Allemands, riches et pauvres, ne doit plus être ébranlée.

Les autorités n'entendaient pas, non plus, rester inactives. Dès le début de l' « invasion », le gouvernement du Chancelier

Cuno avait prescrit une journée de deuil national dans l'ensemble du Reich. Pour déplorer l' « injustice » dont était « victime » la population de la Ruhr, le ministère prussien ordonna la fermeture de tous les cafés, restaurants, théâtres et music-halls dès onze heures du soir, au lieu d'une heure du matin ; les dancings étaient supprimés dans les lieux publics, la danse prohibée. Ainsi pendant que devenait tangible le deuil national, s'économisait le charbon qui devait promptement se faire rare si, l'occupation se prolongeant, fonctionnait un efficace cordon douanier.

Enfin, le ministère des transports n'hésita pas à supprimer un grand nombre de trains sur toutes les lignes principales. On souffrait plus qu'auparavant de la situation un peu excentrique de la capitale à l'extrémité Nord-Est de l'Allemagne, Mais il fallait économiser le charbon pour tenir plus longtemps. Aussi, le public accepta-t-il l'inévitable. D'ailleurs, on avait pris soin de tourner contre la France et la Belgique cette mesure d'ordre général en supprimant, contrairement aux dispositions de l'article 367 du Traité de Versailles, un certain nombre de trains internationaux et notamment les grands express Paris-Berlin-Varsovie et Ostende-Berlin-Varsovie. La capitale prussienne y perdait en transit international. Mais qu'importe, si l'on devait, ainsi, nuire aux « envahisseurs de la Ruhr ».

*
* *

Vers la fin de janvier, Berlin, qui n'a peut-être jamais été très gaie, mais qui, à défaut de gaieté offrait, par places, une joie bruyante, devenait, partout, une capitale morne. La sévère réglementation des restaurants, fermés à onze heures du soir, favorisait la naissance ou le développement d'établissements de nuit clandestins. De nombreux musiciens et garçons de café risquaient de se trouver sans travail. Inquiets de leur agitation, les hôtels et les restaurants de Berlin menacèrent de fermer tous à la fois et complètement leurs portes,

au 1er mars; un mécontentement général très vif était, en pareil cas, à craindre. S'étant, le 19 janvier, déclarés « en mesure de faire régner l'ordre à l'intérieur des entreprises qu'ils dirigeaient », pour mieux prier le gouvernement de « s'abstenir de toute mesure de coercition », les hôteliers de Berlin signifièrent aux pouvoirs publics qu'ils eussent à s'abstenir d'une réglementation dangereuse. Devant leur attitude énergique, le gouvernement céda. Au risque de favoriser une consommation exagérée du charbon et d'affaiblir aux yeux de l'étranger l'officielle impression de la tristesse nationale, la danse fut autorisée quatre fois par semaine, l'heure de fermeture des lieux publics portée à minuit, et quiconque put le soir du samedi 17 février entrer, pour la première fois depuis un mois de prohibition, dans un dancing, maintenant rouvert, n'eût pu croire, à voir les couples serrés à ne plus se mouvoir, que Berlin était en deuil.

Mais quiconque ne se lève pas au restaurant ou au cinéma quand l'orchestre joue un air patriotique allemand, ou refuse de donner aux quêtes pour les victimes de l'action franco-belge dans la Ruhr, est immédiatement considéré comme suspect et molesté. Si la décision du 19 janvier des hôteliers et restaurateurs demeure lettre morte dans certains endroits fréquentés par les membres des missions interalliées qui surveillent leur attitude, pour ne pas donner le moindre prétexte à l'hostilité de la foule, ailleurs les incidents se multiplient : des Suisses sont frappés, parce qu'ils parlent français sur le *Postdamerplatz*, des Américains du Sud, des Scandinaves subissent le même sort; des Arméniens, ignorant l'allemand, sont chassés d'une salle, parce qu'ils n'ont pas reconnu immédiatement le « *Deutschland über alles* ». Le courrier diplomatique des Soviets est arrêté et maltraité par la foule à Insterburg : parlant notre langue, il a été pris pour un Français ! Innombrables sont les cas de locataires expulsés sans explication, de commandes non exécutées, de contrats dénoncés, de personnes à qui des professeurs au cachet refusent de continuer à donner des leçons. Chaque groupe, chaque corps de métier veut renchérir sur l'autre. Cafés, restaurants, magasins portent

de grandes affiches rouges : « Les Français et les Belges ne sont pas servis ici ». Les cireurs de bottes d'*Unter den Linden* espèrent attirer la clientèle en annonçant sur des pancartes aux couleurs voyantes qu'ils refusent de travailler pour les Français et les Belges. Les agences de voyages déclarent qu'elles ne retiendront plus de couchettes de wagons-lits pour les Français et les Belges. Enfin, la Fédération des associations de médecins allemandes (*Deutscher Aerzte Vereinsbund*) engage ses membres à refuser leurs soins aux Français et aux Belges, même en cas de nécessité. L'excitation croit à ce point que la partie la plus sérieuse de la presse, qui depuis un mois fait chorus avec les feuilles d'excitation nationaliste, se rend compte qu'il est temps d'enrayer et de réagir. M. Georg Bernhard écrit dans la « Gazette de Voss » du 11 février :

Pour allumer les énergies, il n'est pas nécessaire de reprendre les vieilles méthodes de la propagande du temps de guerre. La fin qu'on se propose n'est pas facilitée, mais troublée, lorsqu'à *l'arrière* une mentalité se développe qui rappelle les pires abus de la période de guerre. L'appel de la Fédération allemande des associations de médecins en est un exemple. On demande aux médecins de refuser les secours médicaux aux Français et aux Belges jusqu'à l'évacuation des territoires envahis ! Appel motivé par le fait que les Français auraient occupé les hôpitaux, jeté à la rue des enfants atteints de diphtérie, confisqué des aliments, notamment du lait, pour les distribuer à leurs fonctionnaires et à leurs soldats. *Il s'agit en partie de nouvelles qui ont été publiées dans la presse, mais ne concordent pas avec les récits des voyageurs revenus récemment du Bassin de la Ruhr, voyageurs dont le patriotisme allemand ne peut être mis en doute.* En admettant que les Français aient été aussi inhumains, est-il digne de médecins allemands de refuser leurs soins à des personnes de la même nationalité que les envahisseurs de la Ruhr, mais qui, pour l'empêcher, n'ont rien pu faire ? Que dans le conflit actuel on évite tout ce qui pourrait amener l'exportation d'argent allemand en France, qu'on n'achète plus en Allemagne de marchandises françaises ou belges, on le comprend. Que les hôteliers ne veuillent plus loger ni les Français, ni les Belges, on se l'explique, bien que ceci puisse avoir des conséquences fâcheuses. Mais en quoi cela regarde-t-il un médecin ? La morale du médecin exige qu'il soigne même son ennemi mortel en cas d'urgence. Il doit protester certes avec force contre les injustices affectant la santé humaine. Mais ne pas commettre personnellement des injustices analogues : c'est un samaritain, non un ange exterminateur.

On fait la guerre aux œuvres d'origine française qui, encore en décembre 1922, étaient fréquemment jouées dans les théâtres les plus variés. Plus qu'à aucun moment entre 1914 et 1918 on a essayé de proscrire, même en musique, tout ce qui était de provenance française « *Carmen* » n'a pas trouvé grâce devant les chauvins. Seul Molière est encore toléré, parce qu'il n'a plus d'héritiers susceptibles de toucher de droit d'auteur et ne peut évidemment pas être rendu responsable de l'occupation de la Ruhr.

Il était temps qu'il se trouvât même à Berlin, des journalistes prêts à montrer à quel point la haine est capable de déséquilibrer les esprits.

* * *

A l'heure actuelle, une réaction commence, une légère détente se laisse voir. Mais, en ce troisième mois de l'occupation de la Ruhr, l'esprit de résistance allemande vit toujours à Berlin.

Le printemps y fait sa précoce apparition. Après un hiver exceptionnellement doux, Berlin, ces jours-ci, sourit au soleil. Le spectre du manque de charbon n'impressionne plus guère. La ville ne donne pas l'impression d'une capitale angoissée.

Le mark s'est stabilisé : de février à mars, il s'est considérablement relevé, certains prix ont légèrement diminué, traitements et salaires ont eu le temps, grâce à la stabilisation, de mieux s'adapter au niveau général des prix. Si, pour les étrangers, qui se sont enfuis épouvantés, la vie est devenue aussi chère, sinon plus chère que dans les grandes capitales occidentales, du moins paraît-elle moins onéreuse à la masse des habitants. Moins de plaintes, moins de récriminations se font dès lors entendre dans les milieux ouvriers.

Le peuple allemand toujours docile acceptera que ses dirigeants règlent — quand ils voudront et comme ils voudront — l'affaire de la Ruhr. Mais, dans la mesure où le gouvernement allemand aurait à tenir compte soit de l'opinion pu-

blique soit des nécessités économiques de la capitale du Reich, aucun de ces deux facteurs ne fait, pour le moment, pression dans le sens du règlement du conflit par capitulation ou soumission. Berlin semble s'être faite aux inconvénients qui, pour elle, résultent de l'occupation du bassin houillier westphalien, et, les ayant réduits au minimum, attendre, avec un fatalisme oriental ce qu'elle ne peut éviter.

A. Robinet de Cléry.

VIE THÉATRALE

Le Théâtre anglais

Le théâtre anglais subit une crise sérieuse, telle qu'il n'en avait pas traversé depuis 1860. Chacun l'apprécie suivant son tempérament; quelques exaltés placent cette question secondaire, au-dessus des complications politiques; la majorité des Londoniens se contentent de déplorer la situation sans y chercher de remède.

Une transformation était inévitable, ne fût-ce que pour obéir à la loi de progrès ou de changement qui régit toute chose; ce pouvait être une transformation insensible, la guerre, en fit un bouleversement. En 1915-16, quand on s'est aperçu que cette guerre, qui n'était encore qu'un *mouvement*, menaçait de devenir un *état*, une réaction s'est produite sur le théâtre. Au début, on avait affecté de la traiter légèrement, en trouble passager qui ne méritait pas l'honneur d'être pris au sérieux. Mais bientôt on a mieux jugé. Alors la guerre, avec ses horreurs, envahit la scène; c'est une brusque éclosion de pièces d'espionnage: *Seven Day's leave, Beller'Ole, General Post.* Partout la note militaire domine. Le vrai drame, de passions et d'idées, décline, étouffé par ces croissances soudaines. Mais toutes ces productions hâtives, naissant dans une atmosphère de fièvre, portent le sceau du passager. Le public cherche au théâtre une distraction à de graves soucis, plutôt qu'un exercice intellectuel; à ce besoin nouveau, correspond une orientation nouvelle. Dans les comédies, surtout, s'affiche un optimisme voulu, un parti-pris de gaieté, parfois délirante, et cette dissonance gâte l'ensemble. Les drames, au contraire, appuient sur la note sentimentale; ils font appel à l'émotion, comme la petite pièce de Barrie: *The old lady shows her Medals.* C'est comme si l'on voulait matérialiser l'insaisissable fantôme de la guerre : Une fois fixé sur la scène, il perdra le caractère anormal qu'il possède encore; il rentrera, pour ainsi dire, dans la routine de la vie : Ce sera seulement un drame plus sombre. Puis il y avait une question de convenance vis-à-vis des combattants, qui, eux, la vivaient terriblement

ailleurs, la tragédie qu'ici l'on jouait. Enfin, on éprouvait une certaine jouissance à tenir cette guerre — cette terrible guerre — enfermée entre trois portants de scène, et à lui infliger le dénouement dont on rêvait. C'était comme une revanche de l'impuissance; de très bons esprits ont subi la force de ce mirage. Voilà pourquoi, en 1917, les pièces de guerre jouissent d'une popularité croissante.

Le contingent ordinaire des médiocrités, farces, revues, attractions ne manque, d'ailleurs pas: faute de mieux, enfin, l'on ressucite les anciens succès. Et comme on devrait s'y attendre, là, comme ailleurs, les femmes saisissent l'occasion d'entrer au théâtre par la porte moins bien défendue. Miss Dorothy Brandon donne *Wild Heather*, Miss Gilla Swerby, *Sheila Rutherford*, et Miss Mary Strafford Smith, *Penny Wise*.

Il serait immoral que des productions hétéroclites et précipitées eussent les qualités des pièces d'avant-guerre. Le moins qu'on en puisse dire, c'est qu'elles manquent totalement d'individualité. La plupart d'entre elles, même, se caractérisent par une ignorance surprenante de la technique dramatique. A part Alfred Sutro et Marghan bien peu d'auteurs savent leur métier. Et c'est l'un des plus alarmants symptômes de l'époque actuelle. On démolit sans se soucier de reconstruire suivant les règles. Le vieux drame, dont Pinero, Jones, Carton, Grundy ont été les représentants incontestés, craque de toutes parts et se désagrège: d'avoir été presque abandonné pendant quatre ans, comme un vieux gant qui se dessèche quand il ne sert plus, il apparaît maintenant ridé, fané, vieilli, dans la révélation soudaine de toutes ses insuffisances, et l'oubli de ses rares mérites.

Et naturellement, des complications économiques viennent s'ajouter aux complications psychologiques et sociales, pour déterminer un nouvel état de choses, et précipiter la crise. Matériellement la situation devient intenable. Sait-on que les managers des grands théâtres du *West-End* doivent payer par semaine, pour la seule location de leur théâtre, une rente variant de 10.000 à 15.000 francs, au cours du change d'avant-guerre. Depuis 1914, ainsi que M. Gillespie, directeur du *Moos-Empire* l'établissait dernièrement, les salaires des acteurs ont augmenté de moitié; les gages du personnel, les frais d'orchestre, de réclames, d'éclairage, ont subi une majoration de 85%, tandis que le prix des places a augmenté dans des proportions insignifiantes. Si bien que les pièces, même de tout premier ordre, ne parviennent pas à créer un fort mouvement en faveur de la recette, et tel directeur du *West-End*, après plus de 150 représentations, parvient seulement à équilibrer ses dépenses. La conséquence fatale, c'est que les *managers* recherchent avant tout les pièces à succès, sans se préoccuper, ni de leur valeur, ni de leur origine. Drames ou comédies, ne sont plus considérés qu'au point de vue monétaire; comme le Nabu-

chodonosor des temps antiques, on les place dans une balance, où ils doivent peser d'un bon poids. Dans le jargon directorial, la pièce excellente est la pièce qui « paiera ». On voit tout de suite le déplacement de valeurs, et le danger réel pour l'avenir du théâtre anglais. Les productions nationales sont considérées avec défiance. Le *manager*, qui n'est pas assez riche pour risquer un insuccès, préfère reproduire des pièces que d'autres ont expérimentées avant lui. Voilà pourquoi le public de Londres voit défiler tant de « sensations » américaines, sur des scènes où, il y a 25 ans, il applaudissait de nobles drames ou de subtiles comédies. Les managers vont s'approvisionner aux marchés internationaux et rapportent de leurs visites précipitées un assortiment de pièces américaines, et de traductions françaises ou espagnoles. Cela rappelle 1860, alors que le théâtre anglais ne subsistait qu'à coup d'adaptations subreptices de pièces principalement françaises. Ce sont les mêmes raisons financières qui font accepter plus volontiers par les directeurs les pièces qui ne réclament qu'un seul décor. L'économie de toiles de fond et de main-d'œuvre est appréciable, mais l'action demeure circonscrite, et l'intrigue, tenue en lisière, atteint rarement la puissance et le développement d'un grand drame.

Certes, le théâtre, à l'heure actuelle, ne fait pas honneur à l'Angleterre. Et quand on étudie de près les productions théâtrales des quatre ou cinq dernières années, on en vient à cette constatation assez particulière, que les Anglais ont quelques drames, mais pas d'auteurs dramatiques. Il s'est produit depuis la guerre des faits isolés, mais pas de mouvement d'ensemble. A part M. Galsworthy qui reste constamment digne de sa réputation, je ne vois pas que quelqu'un ici puisse revendiquer le titre de grand dramaturge. Au second, au troisième rang, sinon au premier, nous trouvons de sympathiques auteurs qui font bien ce qu'ils peuvent en ces temps difficiles.

Et d'abord mettons tout à fait hors de cause M. Bernard Shaw qui, du haut de ses 37 ou 38 pièces, regarde avec un plissement d'ironie l'arène où il a été un si rude jouteur. Occasionnellement, il nous donne encore quelque nouveauté, mais, bien plutôt, il assiste, pour ainsi dire en grand-père, aux reprises continuelles de ses inimitables comédies.

Les autres théoriciens de la vieille école, Pinero, Jones et Fagan manifestent un peu d'incertitude dans leurs productions. C'est que, par le jeu des années et par suite du trouble complet apporté par la guerre, ils se trouvent un peu déclassés. Leurs anciennes théories s'affirment désormais inefficaces, et l'école moderne, ou ce qui en tient lieu, n'a pas encore divulgué les principes admirables qui la mèneront à la gloire.

M. Pinero, un vieux routier du théâtre, pour qui la construction dramatique n'a pas de secrets a donné en 1922 *The Second Mrs*

Tanqueray, l'aventure assez peu commune d'une seconde femme qui voit sa belle-fille aimée par son amant d'autrefois. La situation est forte; les caractères rendent. On regrettera seulement la scène de la fin, où la malheureuse Mrs Tanqueray, après avoir ruiné le bonheur de son mari, de son ex-amant et de sa belle-fille, s'empoisonne, par expiation, sans doute, ou parce que M. Pinero ne savait plus que faire d'elle. D'ailleurs, ce moyen simple de se tirer des situations difficiles semble être actuellement fort à la mode. M. Hutchinson, dans *If Winter comes* l'adopte aussi, et M. Galsworthy, également, dans *Loyalties*, c'est une véritable épidémie.

M. John Drinkwater aime décidément les personnages historiques. Trois de ses plus récentes productions portent des noms célèbres : Mary Stuart, Abraham Lincoln, Olivier Cromwell. Retenons seulement *Abraham Lincoln* qui a surtout le défaut de n'être pas une figure dramatique adaptable aux exigences de la scène. Le héros était trop un homme de pensée, vivant intensément d'une vie mentale et intérieure et par là même désigné plutôt pour le roman que pour le théâtre où il faut avant tout de l'action. Toutefois, c'est une belle étude d'un tragique intense et sobre, avec de larges mouvements de scène. On voit que M. Drinkwater se souvient qu'il est poète.

Avec *Secrets* de Rudolf Beziers et May Edginton, nous revenons à la pièce psychologique, mélangée bizarrement d'éléments d'aventures — un Bourget revu par Mayne-Reid. Une femme, Lady Carlton, au chevet de son mari malade, revit en rêve les événements de sa vie passée, l'heure, où jeune amoureuse, elle veut s'enfuir avec son fiancé; la terre d'Afrique, où elle défend héroïquement son *home* attaqué par des bandits, son sursaut d'horreur quand elle comprend qu'il a fallu donner la mort — « Ne me touche pas. J'ai tué un homme ! » le mari qu'elle adore la trahissant plus tard, les désespoirs fièrement dissimulés, le mensonge de sa figure sereine alors que son cœur agonise, puis le repentir, le pardon, la paix... Ce que peut cacher le sourire d'une femme qui place la dignité de son amour, plus haut que cet amour même, voilà ce que nous apprend *Secrets*, où l'idée est peut-être meilleure que l'exécution.

Signalons en passant *The Bill of Divorcement* dont on a dit, je ne sais pourquoi, que c'était la pièce la plus importante de l'année. S'il en était ainsi, il faudrait sincèrement plaindre le théâtre anglais, car si cette pièce peut passer pour assez intéressante, à une première représentation, on a vite fait d'en découvrir la nature profondément artificielle : c'est avec une légèreté, presque désinvolte, qu'y sont traités de bien sérieux problèmes.

Un drame très beau, très simple, un des plus beaux de cette dernière année, c'est *The Wheel* de M. Fagan, auteur dramatique d'avant-guerre. C'est l'impossible combat de deux êtres qui s'aiment, qui n'ont

pas le droit de s'aimer, et noblement se séparent, pour se retrouver dans des circonstances tragiques, aux portes mêmes de la mort. La certitude d'être massacrés le lendemain et d'expier ainsi la faute dans l'instant même qu'ils l'ont commise, font qu'ils cèdent à leur vertige d'amour. Et, le lendemain, quand ils sont prêts à payer, ils sont sauvés miraculeusement par le mari de la jeune femme. Alors c'est la scène poignante entre le vieux mari, qui délire du bonheur d'avoir pu sauver le seul être qu'il aime au monde, et la pâle jeune femme, décidée à tout dire, pour se débarrasser du poids de sa honte, et qui, peu à peu, comprend mieux son devoir, et pour ne pas briser le noble soldat qui n'a pas mérité, lui, de souffrir, dit un adieu éternel à l'autre, et accepte la vie comme la plus cruelle des expiations.

La pièce, vigoureuse, d'une grande tenue dramatique, atteint à l'émotion par la simplicité.

Et voici venir M. Arnold Bennet, à qui sa gloire de romancier ne suffit pas, et qui peut-être, comme auteur dramatique, se prend un peu trop au sérieux. *Love Match* qu'il a produit cette année, nous montre quelques beaux spécimens de conversations, mais c'est au détriment de l'action. Il nous donnait, il y a trois ans *Sacred and Profane Love*, un conflit fort compliqué d'amours, les unes admirables, les autres non, une pièce où il y a d'excellentes choses, car M. Bennet n'est pas le premier venu, mais où le spiritualisme se mêle singulièrement à un réalisme accentué.

Un élément de comique complaisant et moralisateur remplit la petite comédie que M. Milne nous offrait en novembre 1922 *The Dover Road*. Il s'agit d'un millionnaire excentrique — les deux termes s'appellent d'ordinaire — qui s'occupe de redressement moral, et joue les philanthropes sur la route de Londres à Douvres. Il ne faut pas oublier ce millionnaire : il est proche parent du Lob de M. Barrie qui nous occupera tout à l'heure, lequel procède en droite ligne de Puck, l'enchanteur du *Midsummer night's Dream*.

Il héberge donc, dans sa luxueuse habitation deux couples de contrebande que des accidents suspects d'auto ont amené l'un après l'autre à accepter cette hospitalité douteuse. Il arrive ainsi qu'un mari et une femme se rencontrent avec des partenaires irréguliers, ce qui crée une situation pittoresque. Or le but de ce philanthrope est de guérir l'un de l'autre chacun de ces amoureux, en les présentant l'un à l'autre dans des circonstances piteuses. Il faut un sentiment bien fort pour résister au ridicule et la cure est vite produite. Le mari dégoûté à jamais et de sa maîtresse et de sa femme, s'embarque pour le continent avec l'autre malheureuse victime de ce traitement original. Je ne sais si le remède valut le mal. Puisque le dénouement ne devait pas être heureux, pourquoi n'avoir pas laissé à ces pauvres gens, au moins l'illusion de l'amour? Ce millionnaire est un bien importun personnage.

Mais le rôle de trouble-fête, d'ailleurs, semble être fort goûté de ce côté-ci de la Manche, au théâtre du moins. On semble vouloir mal de mort à ces infortunés amants pour les petites minutes furtives qu'ils volent dans la grande urne d'or. Plus généreux, les policemen de Regent's Park se contentent de détourner le regard quand ils passent près d'un couple trop tendre...

Mais M. Hichen, comme M. Milne est insensible à la pitié : *The voice from the Minaret*, qu'il produisait en août 1919, est une histoire jolie qui vous laisse une tristesse au cœur. La scène s'ouvre sur une vision de Damas, de Damas avec ses minarets pointus et la splendeur extravagante de ses costumes . Nous assistons à la félicité parfaite d'un charmant homme, et d'une charmante femme, dans le merveilleux décor. Pourquoi faut-il que le muezzin vienne interrompre leur ivresse, en montant prier sur son toit ? Le jeune homme est une variété spéciale d'amoureux, telle que je souhaite à peu de femmes d'en rencontrer sur leur route. Il avait songé autrefois à entrer dans les ordres, et voilà que cet appel à la prière remue en lui d'étranges cordes. Il sent la grâce le toucher; il faut qu'il parte, tout de suite. De désespoir, la jeune femme qui, elle, est une amoureuse par tempérament, retourne vers son mari, que tout le monde avait un peu oublié.

Quand nous le revoyons, il est devenu un prédicateur fort suivi. Dieu a récompensé ce saint homme en lui donnant beaucoup de talent et un public féminin enthousiaste. Mais il n'est pas de joie parfaite en ce monde. Le Malin veille toujours, et c'est certainement lui qui remet le pauvre prédicateur en face des délices de Damas, sous les espèces de la jeune femme. Vous devinez le combat terrible — l'ancien amour et le nouveau, Dieu et la femme, les terrasses inondées de parfums et le prochain sermon qu'attend la congrégation de la paroisse. Entre nous, je soupçonne le cher clergyman d'avoir un peu oublié Damas devant la ferveur de ses jolies auditrices. Pendant qu'il hésite encore, l'inévitable mari arrive pour tout compliquer. Il arrache la vérité, et, plein de rage — c'est un mari exceptionnellement discutable — annonce qu'il va divorcer. Mais la charmante jeune femme le calme brusquement, en lui promettant de révéler ses propres peccadilles, ce qui lui fera perdre une place importante aux Indes. Cependant Damas est vaincue et même convertie, car à la fin, quand le mari, condamné par les médecins, se décide à tout publier quand même, il meurt de dépit devant l'attitude magnifique de la jeune femme et du clergyman sur qui, certainement, plane l'ange du martyre.

C'est un singulier caractère que celui de ce clergyman. On ne voit vraiment pas bien ce qu'il allait faire dans la galère de l'amour. Ce mélange de mysticisme et de volupté est le plus déconcertant du monde. Avec la fougue juvénile en moins, parce qu'il est anglais, il me rappelle M. Dolfin, le séminariste intermittent d'un roman de

M. Cherbuliez. Je ne sais pas s'il aimait bien sincèrement, quoique la victoire eût été rude à conquérir. Il est de ces êtres incomplets qui ne peuvent ressentir une impression qu'en intensité, non en durée. Soyez sûr que le muezzin « harmonieux et dramatique » n'a été que le prétexte, peut-être obscurément désiré. De telles âmes ne sont qu'à demi sympathiques, et si, au point de vue type, ce clergyman marque une intéressante nouveauté, on peut trouver que l'homme manque un peu de panache. Il a gâché le très grand amour qu'il ne méritait pas; et l'on ne peut s'empêcher de plaindre la jeune femme.

Heureusement pour les cœurs sensibles sur lesquels s'apitoie Quinault, tous les auteurs ne se ressemblent pas. Comme on se repose joliment de la vie, avec M. Barrie ! Sir James Barrie, car il convient de lui restituer son titre, est un enchanteur qui s'est endormi au temps des vieux chênes, il a connu Merlin, et peut-être Viviane et, d'eux, il recueille les secrets de l'art magique. Dire la fascination de son style, la souplesse de sa plume tour à tour tendre et profonde, décrire le monde irréel qu'il évoque avec une précision de hantise, si bien qu'on doute, qu'on ne sait plus, c'est entreprendre une tâche impossible. Qui ne connaît *Peter Pan*, le petit garçon qui ne voulait pas grandir et qui habite, par delà les orages, la terre de Jamais avec ses fées et ses pirates ? Or Sir James Barrie, en 1917, nous a donné une fantasmagorie qu'il appelle *Dear Brutus*, dont c'est lui retirer toute son exquise grâce que de tenter de l'analyser.

Lob, un petit vieillard mystérieux, d'inspiration shakespearienne, a réuni dans sa maison de campagne quelques couples soigneusement choisis. C'est le soir de la Saint-Jean, la nuit d'été pendant laquelle, à ceux qui regrettent d'avoir mal fait le choix de leur vie, une seconde chance est offerte, une seconde chance de bonheur. Dans un bois magiquement apparu à la place d'un jardin de roses, il pousse presque contre leur gré, ses invités hésitants, et ce sont alors les aventures surnaturelles de ces êtres à qui la destinée se présente différente de ce qu'elle fut. Un artiste marié à une femme qui ne sympathise pas avec lui, a gâché son génie, et s'abrutit de vin. Mais dans ce bois, il possède une fille, le désir de sa vie, et son talent lui revient. Les autres aussi, suivant leurs instincts secrets, subissent le charme invincible et vivent des existences nouvelles, hélas à peine meilleures que les anciennes, certaines pires.

Puis c'est la fin du rêve, la rentrée successive de chaque invité, leur réveil, leur amertume ou leur désespoir quand ils ont reconnu la vanité de leurs désirs. Seul l'artiste remercie avec émotion le vieux petit magicien Lob, pour l'heure de pure tendresse qu'il a passée dans le bois enchanté, avec son enfant de rêve. Lui du moins, il est sauvé et dans le long regard qu'il échange avec sa femme, guérie elle aussi par ses expériences, on voit luire une espérance de bonheur.

C'est un accueil d'enthousiasme que le public fait chaque fois à cette pièce qui contient tout Barrie, c'est-à-dire un mélange, à la fois d'idéalisme et de réalisme, des éléments bien divers de pathétique, de sentimentalité, de fantastique et d'illusoire, une familiarité troublante et par-dessus toute cette atmosphère d'hallucination exquise, et de prime-enfance à l'âge d'homme. Il est malheureux qu'un pareil auteur soit limité par ses qualités mêmes, et ne puisse prendre dans le drame de la vie réelle la haute place qu'il occupe ici.

En tout cas, il a voulu intriguer le public, il y a amplement réussi, dans sa dernière production, qui me paraît être la plus jolie mystification de l'année : *Shall we join the Ladies?* Un homme, au cours d'un dîner qu'il offre à ses convives leur révèle doucement que son frère, l'an passé, a été victime d'un meurtre, et que le meurtrier, qu'il a enfin découvert par de patientes recherches, est l'un d'entre eux. Inutile de décrire l'horreur et l'épouvante de ces malheureux qui se soupçonnent tous l'un l'autre, la femme doutant du mari, le fiancé de la fiancée. La scène se poursuit jusqu'à ce que dans son dernier incident, on entende un cri terrible, et le rideau se baisse sans qu'on sache sur quoi.

Vous comprenez l'effervescence du public londonien. Chacun cherche à résoudre l'impossible problème, et palpite devant l'énigme. Et l'on risque de se faire lapider si l'on insinue que très probablement il n'y a pas de meurtrier du tout, et que l'aimable amphytrion a simplement voulu se créer un inestimable divertissement : le spectacle de la panique et de la lâcheté humaines. Oh ! Sir James Barrie est un habile homme, et je ne crois pas qu'il donne de sitôt les deux derniers actes de cette comédie.

Mais si nous revenons au drame nous trouvons enfin, dans M. Galsworthy, quelqu'un que nous avions vainement cherché jusque là. M. Galsworthy est un de ces hommes qui sauvent une époque. S'il s'était trouvé à Sodome ou à Gomorrhe, nul doute que ces villes eussent été épargnées. M. Galsworthy est ce qui fait qu'on continue de croire, malgré les difficultés de l'heure, à l'avenir du théâtre anglais.

Il nous a donné cette année deux pièces de tout premier ordre : *Windows* et *Loyalties*.

Windows a peut-être été moins bien accueillie. C'est une comédie où Galsworthy montre que le vieil amalgame de lois n'est pas préparé à faire face aux exigences modernes, et que souvent les indulgences des codes criminels sont pires que leurs sévérités. Il s'y trouve, au point de vue pittoresque, un type inimitable, le digne M. Blyth, nettoyeur de fenêtres et philosophe et grand buveur devant l'Eternel, pour qui on se sent une indigne sympathie.

Mais nous ne saurions trop insister sur son dernier drame *Loyallies*. Avant de l'avoir vu jouer, je ne soupçonnais pas qu'il existât tant de

différentes sortes de loyautés, de par le monde, ni que leur conflit pût être si pénible.

Un jeune Juif est victime, dans une riche maison de campagne, d'un vol assez important. Il soupçonne à juste titre l'un des autres invités le capitaine Ronald Dancy, et devant ses hôtes accuse le capitaine. C'est alors qu'intervient la première espèce de « loyauté », celle qui range tout de suite le couple aux côtés de leur ami, gentleman et chrétien, contre le juif, étranger de race et de religion. On lui fait comprendre que s'il rend son accusation publique, toutes les portes de la société britannique lui seront immédiatement fermées. Et le juif, toléré plutôt qu'accueilli, cède devant cette menace d'ostracisme.

Mais un autre élément se révèle aussitôt. Au lieu de la désavouer, le Juif est fier de sa race, et par loyauté vis-à-vis d'elle, il est conduit à renouveler son accusation, cette fois dans un grand club de Londres, où il avait réussi à s'infiltrer. La nouvelle éclate comme une invraisemblance et cause une émotion violente dans l'âme des quatre ou cinq habitués, qui à ce moment là s'y trouvent seuls. Tout le mépris du capitaine d'abord, sa violence ensuite — il en vient à traiter son accusateur de « chien de Juif ! » échouent devant ce fait que, quels que soient les sentiments intimes des auditeurs, en faveur du capitaine, l'honneur du club est désormais engagé à ce que l'affaire aille devant les tribunaux, car il est certain qu'un des deux hommes est coupable, ou de vol, ou de diffamation, et il faut savoir lequel chasser.

On se rend compte de l'enchaînement des « loyautés », et comment elles se déterminent et s'opposent avec une simplicité si dramatique que c'est le dernier mot de la vie et de l'art.

L'acte suivant nous fait pénétrer dans le cabinet et la conscience d'un sollicitor. Le procès engagé avance péniblement, faute de preuve, mais voilà que le sollicitor acquiert inopinément les preuves de culpabilité de son client. Ce sollicitor se trouve être l'ami intime du capitaine. Que faire? Il est pris entre deux loyautés, celle qu'entraîne l'amitié, et celle qu'il doit à sa charge. L'honneur professionnel est le plus fort : il explique donc au général, un autre intime du capitaine Dancy, qu'il se voit forcé de renoncer à défendre les intérêts du coupable. Il abandonnera le procès à quelque autre sollicitor, mais par une autre forme de loyauté, il lui faudra prévenir des faits nouveaux l'avocat de son client, afin qu'il puisse lui aussi, se retirer. Les conclusions stupéfient le général, qui ne peut comprendre qu'une seule forme de « loyauté », et c'est celle qui vous attache à jamais à un ami, dans la bonne et surtout dans la mauvaise fortune, qu'il soit coupable ou innocent. En conséquence, il prend ses dispositions hâtives, pour sauver ce qu'il pourra de l'honneur du capitaine. Mais le capitaine se sait perdu, et après une scène sentimentale avec sa jeune femme, se tue, au moment où la police vient l'arrêter.

Tel est le drame magistral qui a passionné Londres jusqu'à ces derniers temps.

Il a eu près des critiques une fortune diverse. On peut lui reprocher une action un peu épisodique, une succession de tableaux à la place d'une intrigue serrée, et un peu plus d'incidents qu'il ne conviendrait dans un drame d'idées, mais quelle belle étude de ce sentiment fort et varié, qu'il appelle la « loyauté ». « Loyautés » de professions, « loyautés » de principes, et peut-être la seule « loyauté » de tempérament, celle du Juif vis-à-vis de sa race. Ce Juif est bien le descendant de l'immortel Shylock, mais d'un Shylock qui a longtemps vécu dans une atmosphère britannique et a renoncé aux attitudes de mélodrame; quelle ténacité tranquille, mais sûre d'elle-même et, menacé, insulté, honni, comme sa position est forte !

Il a été joué avec un rare bonheur par M. Ernest Milton qu'on pourra imiter peut-être, mais qu'on ne dépassera pas.

D'autres personnages encore, le vieil homme de loi, le général, l'antique pilier de club, Lord quelque chose, sont, plus que des personnages épisodiques, de vrais types, rencontrés journellement dans la vie. J'ai croisé ce sollicitor, l'autre jour à Lincoln's Inn Fields. C'était bien lui avec sa redingote correcte et sa courtoisie méticuleuse. *Loyalties* est une pièce qui restera.

Indubitablement M. Galsworthy est le maître de l'heure, et c'est peut-être de lui que viendra le salut. Avec beaucoup de qualités générales il ne ressemble à personne. Toute son œuvre porte l'empreinte d'une mélancolie qui est le résultat d'une compréhension profonde. Je pense que le grain de sable des routes, s'il se mettait à réfléchir, manifesterait les mêmes anxiétés. Pourquoi est-il écrasé du matin au soir par des roues indifférentes ? Est-ce donc son destin d'être écrasé ? Oh ! bien sûr rien ne changera pour lui, du fait qu'il réalise son malheur.

C'est profondément triste....

C'est intéressant...

Et c'est cette nuance d'intérêt conscient qui sauve l'ensemble des œuvres de M. Galsworthy d'un trop grand pessimisme. Si cet intérêt n'existait pas, ses pièces seraient des tragédies, et ce ne sont encore que des drames. Car, défaut ou qualité, il prend la vie immensément au sérieux, souvent au tragique, et ne cesse jamais de sonner la charge contre les injustices sociales, et les guerres de classe. Cependant, on a l'impression que son indignation est parfois un peu excessive et, qu'après tout, la malheureuse société n'est pas responsable de tous les péchés d'Israël. Quel remède faudrait-il à l'état de choses actuel ? Nous l'ignorons. M. Galsworthy ne conclut pas. M. Galsworthy ne conclut jamais. Et c'est peut-être pourquoi il est si près de la vie. Car combien de conflits la vie résout-elle vraiment de façon marquante ?

Le plus souvent elle laisse le temps agir, et le temps ne fait que chan-

ger ces conflits en d'autres conflits, auxquels la mort viendra imposer un terme, mais non une solution.

Cependant, on aimerait trouver chez lui, ou chez d'autres, des opinions plus décisives. Cette philosophie « du grain de sable » dans sa vérité inerte, ne peut pas faire métier de remplacer l'action. Plus que jamais on doute du but et du chemin. Il paraît impossible que le drame sensualiste ait des chances de renaître, un drame purement intellectuel, à la façon d'un Gœthe, ne trouverait ni des créateurs intelligents, ni un public appréciateur. Il semble bien que de plus en plus on s'oriente vers le drame réaliste pur, ou étrangement pénétré d'éléments idéalistes, comme si leur action combinée était nécessaire pour donner toute la valeur de la vie. C'est une tendance à laquelle la guerre aura communiqué un élan puissant. Faut-il en voir une preuve, dans le fait que l'on vient de jouer : *Cenci*, cette magnifique et horrible tragédie de Shelley, qui n'avait été représentée qu'une seule fois, en mai 1886, à cause de la brutalité du thème ?

Mais il faut reconnaître une chose, c'est que l'Anglais, surtout l'Anglais moderne, n'est pas un fanatique de théâtre. Les sports le retiennent dehors, chaque fois que le temps n'est pas absolument exécrable. Et le soir, il se sent indifféremment attiré par le théâtre, le cinéma, et les concerts de télégraphie sans fil. On ne se doute pas de la concurrence énorme faite par ces derniers aux pièces de théâtre.

D'autres ont voulu voir le déclin de l'art dramatique, dans l'admission des *Flappers* sur la scène. La *flapper* est la petite fillette de dix-sept à dix-huit ans, aux cheveux courts, que l'on voit un peu partout. On accuse l'auteur moderne de n'écrire des pièces que pour elle. Ce n'est pas exact, mais retenons-en que les acteurs ont une grande influence sur la production des pièces. On peut même dire que très souvent l'interprétation est bien supérieure à la pièce elle-même. « C'est une erreur », me déclarait l'autre jour un ami, « de croire comme vous, que l'avenir du théâtre dépend de l'inspiration de l'auteur. Attachez-vous plutôt à l'étude d'une grande actrice comme Sybil Thorndike, et ainsi vous ne perdrez plus votre temps ! » Juste ou non la boutade est du moins significative.

Les critiques élèvent tous des voix prophétiques pour prédire la ruine de la scène anglaise. Tous les doutes sont permis, comme aussi tous les espoirs, car nous sommes dans le bouleversement qui précède les grandes choses. Le théâtre est agité de secousses convulsives. Est-ce la fermentation féconde d'où jaillira une vie nouvelle, ou les derniers sursauts d'une agonie ?

Le plus simple est d'avouer que personne n'en sait rien. Pourtant, ceux qui croient aux grandes destinées de l'Angleterre m'assurent que tout finira bien.

GLY-NOKAL.

VIE ÉCONOMIQUE

Le relèvement des finances tchécoslovaques

La brusque hausse qui, en quelque six ou huit mois, a doublé ou triplé la valeur de la couronne tchécoslovaque, ramenée à osciller autour de 50 centimes, alors que vers la fin de 1921 elle n'en valait guère que 15, a consacré la consolidation économique, et par suite aussi la consolidation politique de la nouvelle République. De tous les jeunes Etats issus du démembrement de l'ancienne monarchie austro-hongroise, elle est la première victorieusement sortie de l'ère des difficultés initiales, change pénible et crédit contesté. Son succès stimulera l'ardeur des pays qui, nés de la même origine, sont ses aides ou ses associés : il leur donne un exemple et une excellente leçon.

La soudaineté tumultueuse de ce progrès n'est pas, pour le moment, sans entraîner quelques conséquences gênantes. Elle jette dans la vie économique de l'active et industrieuse République une certaine perturbation. C'est la rançon inévitable d'un grand bien, le prix dont il faut payer une flatteuse satisfaction d'amour-propre, une puissante raison de confiance en soi, les plus légitimes espoirs d'avenir. Les avantages, ici, dépassent infiniment les inconvénients, surtout si l'on considère que ceux-ci sont nécessairement passagers, et ceux-là au contraire durables, acquis, définitifs.

* * *

Rarement la justice a exigé avec plus de force qu'à l'œuvre restât attaché le nom de l'ouvrier. Que le ministre à qui furent confiées les finances dans le premier cabinet constitué dès la proclamation de l'indépendance tchécoslovaque, M. Rasin [1], ait été le principal artisan de ce grand succès, nul ne le conteste plus, maintenant que le recul du

1. Prononcer Rachine.

temps a dissipé préjugés et préventions. D'autres ont pu contribuer autant ou même plus que lui à élaborer la doctrine dont il s'est inspiré : mais l'essentiel de la tâche était de la mettre en application dans les conditions les plus difficiles, en pleine période de transition du régime de guerre au régime d'après-guerre, dans un Etat en train de se constituer, devant une opinion publique rendue impatiente par quatre années de dures privations et qui, de son passé autrichien, restait plus encline à la critique sévère qu'au travail de collaboration positive. Or cela, ç'a été l'œuvre propre, directe, on pourrait dire exclusive de M. Rasin.

S'étant trouvé à la peine en 1918 et 1919, il a eu la satisfaction d'être en 1922 à l'honneur. Lorsqu'a commencé la hausse sensationnelle de la couronne, il était, après une interruption de trois ans, revenu au ministère des finances. Dans le volume de l'*Histoire économique et sociale de la guerre* où la Dotation Carnegie lui avait demandé d'exposer les débuts de la politique financière tchécoslovaque[1], certains chiffres du passif de l'Etat, qui expriment des dettes à l'étranger, sont corrigés par une note en bas de page, qui fait pour chacun ressortir une somme de trois fois inférieure[2] : c'est le témoignage silencieux et fièrement discret que M. Rasin rend à son œuvre et qu'il avait pleinement le droit de lui rendre.

La préface de son livre est datée de novembre 1922. Deux mois plus tard, le 5 janvier 1923, il était atteint par la balle d'un fanatique qui, pour justifier son acte, alléguait précisément la crise passagère causée par la réforme financière. La blessure était mortelle : seule l'incroyable énergie du ministre fait comprendre qu'il ait pu résister six semaines. Lorsqu'il est mort, le 17 février, à la force de l'âge (il avait cinquante-six ans), en pleine vigueur intellectuelle, au moment même où il venait de se montrer dégagé des dernières entraves de l'esprit de parti et parvenu à une conception politique strictement, purement, entièrement nationale, l'hommage solennel de sa nation a attesté l'unanimité des regrets qu'il laissait et de la reconnaissance acquise à la grandeur des services qu'il a rendus à sa patrie.

Pour les caractères fortement trempés, le régime autrichien dans l'ancienne Bohême, avec ses alternatives de séduction et de persécution, cette lutte de chaque jour contre la ruse ou la violence était une rude mais salutaire école. Or la qualité maîtresse de M. Rasin était précisément l'énergie ; il en était plein, il en débordait, au point d'en paraître parfois à certains, selon l'occurrence, fanatique ou aveugle. Comme il ne s'attachait à une idée qu'après s'être convaincu de sa vérité,

1. *Economic and Social History of the World war. Financial policy of Czechoslovakia during the first year of its history.* Oxford. Clarendon, Press, 1923.
2. Pages 113-118.

à une politique qu'après en avoir reconnu les mérites, il les défendait alors, en effet, avec cette redoutable ardeur dont les farouches combattants hussites donnèrent jadis le premier exemple à l'Europe étonnée. Il pouvait se tromper dans ses choix, on l'a vu plus d'une fois : mais ceux mêmes qui, tout d'abord, se seraient sentis tentés d'attribuer tel ou tel de ses actes au calcul ou à l'intérêt de parti devaient bien, à l'user, reconnaître qu'il avait simplement commis une erreur d'appréciation sur la valeur de la doctrine qu'il avait sincèrement crue tout d'abord la plus juste. C'était un redoutable lutteur, dont la dialectique serrée, l'impétuosité et l'imperturbable assurance donnaient fort à faire à ses adversaires. S'il inspira des amitiés passionnées, il suscita peut-être plus encore d'hostilités ardentes, et même certaines haines passionnées. Il les affrontait sans peur, sans faiblesse, même avec un certain orgueil et presque du plaisir ou de l'allégresse, tant la lutte était son élément naturel.

Il fallait un caractère de cette trempe pour oser l'entreprise d'appliquer la politique financière de déflation et de stabilisation contre la résistance presque unanime de l'opinion. Aux avancés, socialistes ou socialisants, il semblait timide, réactionnaire, appliqué à protéger contre toute innovation d'une hardiesse plus ou moins révolutionnaire les intérêts de sa classe. Mais celle-ci, lorsqu'il édicta les interdictions et les obligations qui formaient la première étape de son plan, frémit de peur et aussi de rage. Elle ne comprenait pas ce qu'au prix du sacrifice momentané d'une partie de ses commodités ou de sa fortune Rasin lui évitait de pertes graves et irréparables; elle ne sentait pas tout le sens de la leçon de devoir civique qu'il lui donnait.

La valeur des réformes de Rasin, en effet, est de n'avoir pas procédé uniquement, ni même peut-être surtout de considérations techniques, mais au contraire, et plus encore, d'avoir répondu à une conception morale. A sa nation, qui, brusquement affranchie d'un joug séculaire, se lançait dans la vie politique indépendante en n'en voyant que les joies, les avantages, les jouissances, il a eu le courage d'enseigner qu'il n'y a de vraie indépendance que conquise et assurée par le travail et l'effort. Tout l'homme se peint, toute la doctrine se résume dans les quelques lignes par où débute la brève conclusion de sa *Politique financière de la Tchécoslovaquie dans la première année de son histoire* :

La guerre a laissé ses traces non seulement sur le terrain, théâtre des opérations, mais tout autant sur le cœur et l'esprit des hommes. L'abandon des principes, la glorification de l'égoïsme, la disparition de la bonté, de la sociabilité et de la profitable coopération, l'apothéose de l'envie et de la haine, voilà les désastreuses conséquences de la guerre. Qui veut juger les phénomènes économiques et financiers qui ont résulté de la guerre ne peut se permettre de le faire sans tenir compte de l'attitude mentale des masses, qui dans toute l'Europe a fréquemment présenté des symptômes de complète déviation de la normale.

Mais outre l'effet sur les caractères, outre les malheurs tels que la destruction des moyens de production, l'enrichissement de certains et l'appauvrissement des

autres, il y avait un autre sérieux objet qui appelait remède, le désordre des changes. La solution de ce grave problème était une entreprise de vaste envergure car l'habitude du travail avait été atteinte et le travail en était venu à être considéré comme un fardeau incompatible avec la dignité des hommes libres; car la règle de l'économie dans la production et la consommation avait disparu; car chacun, enfin, avait perdu tout sens de la proportion en ce qui concerne les demandes et les besoins, et s'étaient accoutumé aux gros chiffres qui résultent d'un change déprécié. A mon sens, cet état de choses était et est encore très sérieux, et c'est à le réformer que devrait s'appliquer l'attention de tous ceux qui aspirent à assurer non une paix sur le papier, mais la vraie paix du cœur et de l'esprit, une régénération de la morale altérée un retour au principe et à l'axiome fondamental que tout homme est l'artisan de sa propre destinée.

C'est la doctrine du bon sens et de l'effort énergique, en opposition aux chimères où se complaît volontiers la paresse. C'est, développée, la fameuse formule qu'on lui reprochait comme son « tarte à la crème » : travailler et économiser. Sagesse banale, peut-être, mais nécessaire sans doute à prêcher puisque, depuis tantôt quatre ans, les plus modestes ou les plus solennelles des réunions économiques internationales n'ont guère fait autre chose que d'en varier la formule.

De cette profession de foi, il convient de rapprocher l'hommage qu'a rendu à M. Rasin, dans un message émouvant, le président Masaryk :

La nouvelle administration du ministère des finances poursuivra le programme et les traditions du ministre défunt. Elle réussira, d'accord avec le gouvernement, à conserver par une clairvoyante fermeté le legs de M. Rasin, l'ordre et la consolidation des finances publiques...

Depuis le jour de l'attentat, je pense à M. Rasin, financier, politique, dont les qualités d'homme, fermeté, esprit résolu, forte volonté, caractère inflexible, sont devenues proverbiales : et le portrait n'est pas complet ainsi, parce qu'il oublie son cœur... De même que M. Rasin était accessible même aux arguments de l'adversaire, de même il était un collègue fidèle et dévoué, un ami dont les sentiments dépassaient le cercle de la famille qu'il chérissait...

...Nous sommes devenus collaborateurs dès le début de la guerre. En 1915, notre collaboration révolutionnaire était déjà très intime, et il arriva même que notre activité en Suisse[1] aggrava sa situation et celle de ses collègues. Cependant il ne se soumit pas à l'Autriche; après avoir quitté la prison, en 1917[2], il se mit à diriger les affaires politiques intérieures de son pays. Au delà des frontières j'attendais avec impatience qu'il fût remis en liberté : le sachant à la tête de la révolte intérieure, j'étais sûr du succès...

Je me rappelle le récit qu'il a fait de la révolution du 28 octobre[3]. Il avait au plus tôt répandu la nouvelle, annoncée la veille, de la capitulation du comte Andrassy devant M. Wilson. Il y avait vu la possibilité et la nécessité d'un coup d'Etat. C'était là une habile synthèse de notre révolution à l'extérieur et à l'intérieur, un grand acte politique dû à la clairvoyance d'un homme d'Etat.

Je relis le manifeste qu'avec ses amis... il adressa à la population le 28 octobre. Il y proclame notre indépendance, il y souligne que notre pays est et doit être un pays de civilisation. Il dit : « Tu ne décevras pas les espoirs du monde civilisé qui, tout entier, se rappelle avec admiration ta glorieuse histoire, couron-

1. L'action antihabsbourgeoise du président Masaryk et de ses collaborateurs
2. A l'amnistie.
3. 1918.

née par les exploits des légions tchécoslovaques sur les champs de bataille d'Occident et de Sibérie ». Il s'adresse encore une fois au peuple pour lui dire : « Garde intact ton honneur, comme l'a fait ton armée nationale ».

Et il faut citer enfin cette phrase de la *Politique financière* [1] qui, sous la plume de M. Rasin, n'est pas une simple phrase, car elle exprime le précepte même qu'il a, de toute sa conviction et de toute son énergie, pris à tâche d'inculquer à son peuple ; précepte qui, en bien d'autres pays, aurait dû être la règle inflexible des conducteurs des peuples et des peuples eux-mêmes dans les difficultés de la période de transition que traverse le monde :

J'ai toujours été et je suis encore d'avis que seule une simplicité républicaine et puritaine peut tirer les nations d'Europe de leurs ennuis nés de la guerre.

* * *

Les difficultés de la liquidation politique de l'Autriche-Hongrie, qui étaient pourtant grandes, sur certains points même immenses, n'étaient pourtant rien auprès de celles que soulevait sa liquidation économique. Depuis quelque vingt ou vingt-cinq ans, l'opinion politique du monde s'était habituée à réfléchir sur le problème autrichien : et bien qu'elle se trouvât encore, en 1914 et même en 1918, fort loin d'être unanime sur la solution qu'il devait recevoir (puisqu'elle ne l'est pas même encore aujourd'hui, et qu'il se rencontre toujours des attardés pour croire qu'« on » — les Alliés ou les émigrés tchécoslovaques et yougoslaves — a détruit une Autriche-Hongrie qui pouvait encore être sauvée) du moins elle en connaissait les éléments essentiels, elle en discernait les diverses possibilités. L'admirable travail de M. Masaryk et de M. Benès, comme de leurs amis yougoslaves et roumains, avait fait mûrir l'idée de la nouvelle Europe centrale politique, telle que les traités nous l'ont donnée. Mais en matière économique, rien ou presque n'était préparé : et à vrai dire, on ne saurait s'en étonner. Comment eût-on pu prévoir exactement l'état économique dans lequel se trouverait l'Autriche-Hongrie au moment où s'ouvrirait cette liquidation ? Ou celui de l'Allemagne, celui des pays alliés eux-mêmes, qui en étaient, l'un et l'autre, des facteurs essentiels ? Prenons un seul exemple : quelle idée se faisait-on chez les Alliés, en 1917 ou 1918, de la situation de la Banque austro-hongroise ? Le Conseil national des pays tchécoslovaques, toujours fort exactement informé, donnait des chiffres

1. P. 64.

grâce auxquels on pouvait calculer que l'encaisse or était réduite à 250 ou 300 millions — en fait, elle se trouva, le 29 octobre 1918, de 285 —; mais l'un au moins des ministères des affaires étrangères des pays alliés déclarait avec assurance et supériorité que ce chiffre était impossible : peut-on, demandait-il, croire qu'un grand Etat se soit ainsi démuni de son or? Il l'avait fait, pourtant, et c'est juste par là qu'il avait cessé, en fait, d'être un grand Etat.

La comparaison du bilan de la Banque au 24 juillet 1914 (date de la dernière situation hebdomadaire publiée avant la suspension des statuts motivée par la guerre) et au 27 octobre 1918 présente le tableau suivant :

Millions de couronnes austro-hongroises (couronnes or)[1].

	1914	1918
Circulation totale et passif exigible	2.421	33.529
Couverture en espèces, portefeuille et avances sur titres	2.544	4.450
(dont encaisse métallique)	*1.590*	*342*
Excédent de la couverture	123	
Excédent de la circulation et du passif		29.079

Comme, en fait, la plus grande partie des 4 milliards d'avances sur titres était faite sur des titres d'emprunts de guerre, c'était encore, en réalité, le crédit de l'Etat qui les garantissait. Ainsi, en face de 33 milliards et demi de passif, la Banque pouvait bien inscrire un actif égal, mais dont 33 milliards, ou un peu plus, consistaient en un créance sur les Etats autrichien et hongrois. Le passif était même, en vérité, plus fort, car un artifice d'écritures dissimulait un autre engagement de la Banque de 3 milliards, garantis en bons du Trésor. De sorte qu'un bilan général, complet et sincère, se fût résumé ainsi :

Millions de couronnes austro-hongroises.	
Circulation et passif exigible	36.500
Couverture effective	400
Proportion de la couverture	1,09 %

Il ne fallait dans ces conditions qu'une perspicacité ordinaire pour prévoir la catastrophe de la couronne autrichienne. Mais comment empêcher la Tchécoslovaquie d'être entraînée dans cette ruine? La solution, arrêtée presque immédiatement, fut de rompre tout lien entre la monnaie tchécoslovaque et l'autrichienne, d'établir un crédit tchécoslovaque indépendant. On a attribué cette décision, et les mesures qui en ont assuré l'exécution, à la ran-

[1] Arrondies au million supérieur ou inférieur.

cune et à l'esprit de vengeance, à la *Schadenfreude* : les Tchèques, et en particulier M. Rasin, a-t-on dit à Vienne, ont eu moins en vue de se sauver eux-mêmes que d'accabler l'Autriche par une mesure qui a jeté sur elle le discrédit final et l'a empêchée de surmonter des embarras d'où elle pouvait encore sortir à beaucoup moins de frais et de pertes. Ce raisonnement qui a toujours eu quelque chose d'un peu naïf, ne tient plus depuis que l'on sait que le gouvernement tchécoslovaque chercha tout d'abord à s'entendre avec la Banque [1] pour conserver, provisoirement au moins, la communauté monétaire. Si cette tentative échoua, ce fut faute d'accord sur un seul point, mais à vrai dire, essentiel : la Banque refusa de s'engager à cesser les avances sur emprunts de guerre. Comme elle avait en mains la signature de l'ancienne monarchie qui la garantissait contre toutes les évictions qu'elle pourrait subir du chef de ces opérations, comme elle avait, par contre, cautionné elle-même la monarchie vis-à-vis de divers créanciers nationaux ou étrangers pour un total d'environ 10 milliards de couronnes qui s'ajoutaient au passif de son bilan, la Tchécoslovaquie, à rester dans la communauté de Banque et de monnaie, risquait de voir ses engagements grossir, à son insu et au profit d'étrangers, même adversaires ou ennemis, dans des proportionsre doutables, et de se trouver, au jour d'une liquidation à laquelle elle ne se serait pas préparée, débitrice d une partie des milliards de billets qu'en dépit de ses avertissements la Banque continuait à fabriquer, surtout pour la Hongrie. Le simple instinct de conservation la poussait donc à une politique qu'il est d'autant plus inexact et injuste d'accuser de malveillance qu'elle ne s'y est ralliée que presque à contre-cœur, après avoir dû constater que c'était la seule qui lui demeurât possible.

Il est fort intéressant d apprendre, en effet que, si M. Rasin se décida pour la séparation immédiate et complète, ce fut faute de pouvoir obtenir une intervention commune des Alliés en vue d'imposer à la Banque austro-hongroise un contrôle international. Son esprit d'économiste prévoyait que la paix allait conduire nécessairement au règlement des questions monétaires, et que, pour la préparer et la faciliter, il était nécessaire avant tout d'arrêter le progrès de l'inflation en empêchant l'émission de billets devenus purs billets d'Etat. Il proposa, à cette fin, l'établissement d'une commission de contrôle international sur la Banque d'Empire allemande et la Banque austro-hongroise [2]. Ignorance ou indifférence, l'idée ne fut pas accueillie à Paris. Le désarroi des changes qui trouble depuis quatre ans toute la vie économique de l'Europe est pour une bonne partie l'effet de ce refus.

L'interdiction faite aux succursales de la Banque situées en territoire tchécoslovaque de consentir désormais aucune avance sur les

1. Rasin, p. 17-19.
2. Rasin, p. 16.

titres d'emprunts de guerre, papiers sans valeur, fut le premier acte précurseur de la séparation : établir un régime spécial à ces succursales, c'était, en effet, tracer virtuellement, dans un domaine encore limité, le cadre d'une Banque tchécoslovaque. Celle-ci fut constituée le 12 mai 1919, sous la forme d'une section du ministère des finances, mais avec un règlement qui empêchait toute confusion de ses affaires avec celles de l'Etat, et toute dégénérescence de ses billets en billets d'Etat. L'Office de Banque n'est, en réalité, qu'une organisation provisoire du réseau des succursales tchécoslovaques de la Banque austro-hongroise, créée en vue d'assurer le fonctionnement d'une Banque centrale jusqu'au moment où celle-ci pourra être constituée définitivement comme société privée à participation de l'Etat. Les tentatives faites pour obtenir de l'étranger l'or nécessaire à la constitution du capital de cette Banque ont été longtemps rendues vaines par l'instabilité des conditions économiques de l'univers. Depuis que le crédit tchécoslovaque s'est brusquement et si fort relevé, le moment semble plus proche où pourra être réalisée cette création qui couronnera l'œuvre de la réforme des finances tchécoslovaques.

* * *

La mesure décisive, qui engagea toute la réforme dans le sens où elle s'est logiquement développée depuis, fut l'estampillage des billets de la Banque austro-hongroise qui circulaient sur le territoire tchécoslovaque. Elle fut précédée de débats qui se déroulèrent en partie dans le silence des bureaux ou le secret des commissions, et qu'il est du plus grand intérêt de connaître aujourd hui. Trois solutions, en somme, s'affrontaient. — La première, qui avait pour elle l'autorité de financiers éprouvés dans la direction des grandes affaires, recommandait le retrait pur et simple du cours légal aux billets de banque et à la monnaie de l'ancienne monarchie, et l'institution d'une nouvelle monnaie tchécoslovaque. Elle avait l'avantage d'alléger l'Etat d'un lourd fardeau, de créer une situation nette, de faciliter l'avenir, et de répondre même à la stricte légalité : car nul doute que la Banque, en ayant pour la Monarchie les complaisances qui rendaient sa situation désormais si critique, n'eût violé ses statuts. Mais ses inconvénients étaient de bouleverser toute la vie économique, et en particulier la proportion des fortunes, et d'atteindre surtout les classes inférieures de la population — La seconde, qui plaisait aux théoriciens, s'inspirait du précédent de la banqueroute autrichienne de 1811 : elle comportait une dépréciation légale de la monnaie, d'après une échelle graduée selon la baisse successive survenue au cours des années de guerre. Mais précisément le précédent qui aux yeux de ses partisans formait son principal mérite était sa plus grande faiblesse : le souvenir de 1811 a pesé un

siècle sur les finances autrichiennes, la République tchécoslovaque devait-elle, à peine née, se charger elle-même, volontairement, d'un si lourd héritage ? De plus, à l'exécution, ce n'était que complications, injustices, impossibilités. — La troisième qui fut adoptée, consistait à relever progressivement la valeur de la monnaie, en reprenant au compte de l'Etat et pour leur montant nominal les billets en circulation, puis en amortissant cette dette par un impôt progressif sur la fortune complété par une taxe sur les bénéfices de guerre, de telle manière que les citoyens vivant de leur seul travail n'eussent rien à payer, alors que les riches et les enrichis supporteraient le principal du poids de la réforme.

L'opération essentielle, ici, était l'estampillage. Pour être efficace, il devait se faire dans des conditions qui lui donnèrent un air à la fois mystérieux et tragique : fermeture hermétique des frontières, arrêt de toutes communications postales avec l'étranger pendant dix jours, moratorium imposé pour la même durée, proclamations au son du tambour. De plus, il s'accompagnait de la retenue de la moitié des billets présentés, qui constituait un emprunt forcé à 1%, destiné à répondre du paiement de l'impôt sur la fortune. La même retenue fut faite sur les dépôts en banque. Ce fut ce « blocage » de la moitié des billets qui causa le plus d'inquiétudes et qui souleva le plus de colères. Ceux qu'il touchait y virent une véritable expropriation, une confiscation, alors qu'en réalité cette cure radicale donna rapidement à ce qu'ils conservaient une valeur supérieure de bien plus du double à ce qu'ils abandonnaient.

L'estampillage fit apparaître qu'il se trouvait en Tchécoslovaquie un peu moins du cinquième (exactement 19,7 %) de la somme totale des billets de la Banque, alors que la population de la République s'élève au quart de celle de l'ancienne monarchie. Sur tout le territoire naguère austro-hongrois, 722 couronnes 50 correspondaient à un habitant, mais en Tchécoslovaquie 564 seulement. Les billets estampillés, devenus ainsi billets d'Etat, furent remplacés, au fur et à mesure des possibilités, par de nouvelles coupures, d'un aspect tout différent du leur. A se trouver désormais créanciers de leur propre gouvernement et non plus de la Banque, les porteurs de billets gagnèrent d'être garantis contre les risques d'insolvabilité d'un établissement compromis par la politique financière de guerre de la Monarchie. En même temps, le règlement futur de la liquidation de la Banque fut facilité du fait qu'elle ne se trouvait plus en Tchécoslovaquie qu'en présence d'un seul créancier. Comme l'émission de nouveaux billets tchécoslovaques fut strictement limitée aux sommes correspondant à des opérations d'escompte ou d'avances sur titres, le risque d'inflation fut et resta définitivement écarté.

* * *

Mais, après les premiers effets heureux de cette mesure et d'autres, de moindre portée, qui la complétèrent, la vie économique de la Tchécoslovaquie connut une nouvelle période de crise. Ce fut la crise des expédients de guerre, subventions contre la vie chère, monopoles du commerce extérieur, relèvements sans fin des salaires et surtout des traitements publics. Ce fut peut-être aussi la manifestation de la lassitude qui, à travers le monde entier, suivit le premier élan de joie et d'activité par lequel avait été accueillie la fin de la guerre, et dans laquelle M. Rasin, avec beaucoup d'autres écrivains ou hommes d'action, admet qu'il faut voir, pour partie au moins, l'effet d'une lente et sournoise infiltration de l'esprit bolcheviste dans l'Europe centrale et occidentale. La menace russe sur Varsovie, dans l'été de 1920, marque l'apogée de cette crise. Aussitôt après, le danger surmonté, la convalescence commence. Petit à petit, les monopoles superflus ou dangereux sont abolis, la liberté du commerce se rétablit, les conditions de la production et les prix en éprouvent l'effet heureux. Dans la vie politique, la rupture du gros du parti socialiste avec les communistes crée une situation nette, favorable à la coopération de tous les partis qui ont vraiment à cœur le bien de l'Etat et de la nation. Il a fallu dix-huit mois à ces diverses circonstances propices pour porter tous leurs fruits : mais elles sont, dès le début, à l'origine du mouvement de hausse qui a ramené la couronne tchécoslovaque à un cours proportionné à la force et à la richesse de la République.

La comparaison des budgets tchécoslovaques pour 1919, 1920 et 1921 fait apparaître mieux qu'aucun raisonnement l'amélioration de la situation financière :

Budget tchécoslovaque

Millions de couronnes tchécoslovaques

	Ordinaire	Extraord.	Ensemble
1919			
Total des recettes	2.307	506	2.813
Total des dépenses	2.125	4.589	6.714
Déficit total			3.901
			(4.906)[1]
1920			
Total des recettes	5.324	2.427	7.751
Total des dépenses	4.927	5.439	10.366
Déficit total			2.665
			(3.794)

1. Chiffres réels, après le vote des budgets supplémentaires.

1921

Total des recettes	12.079	2.051	14.130
Total des dépenses	8.997	4.845	13.842
Excédent total apparent			288
(*Déficit total réel*			2.765,[1]

La situation de la Dette tchécoslovaque n'est pas moins intéressante à étudier. Il faut, dans cette Dette distinguer trois éléments :

1° la Dette de guerre, qui comprend l'ensemble des engagements contractés pour le succès de la lutte pour l'indépendance, auxquels on ajoute le montant de la reprise des billets de la Banque estampillés [2] et des emprunts de guerre austro-hongrois reconnus par la République ;

2° la Dette nationale, contractée depuis la naissance de la République en vue de son organisation ;

3° la Dette d'avant-guerre, formée par la quote-part imposée à la Tchécoslovaquie dans la liquidation de l'ancienne Dette austro-hongroise, et par les indemnités payées par elle, en vertu des traités, pour l'acquisition de propriétés des anciens Etats autrichiens et hongrois.

Le montant de ces trois éléments est aujourd'hui, respectivement, après déduction des amortissements effectués en couronnes tchécoslovaques, de :

1° Dette de guerre	17.233 millions
2° Dette nationale	8.625 millions[3]
3° Dette d'avant-guerre .	4.500 millions
	30.408 millions

ce qui ne fait guère plus de 2.300 couronnes par tête d'habitant, correspondant à une charge d'intérêts moyenne d'un peu plus de 100 couronnes par an.

Le jour où serait restaurée la parité des changes, le total de la Dette tomberait à 15 milliards et demi, et celui des intérêts à 775 millions de couronnes par an, soit un peu moins de 60 couronnes par tête d'habitant et par an. Sans doute, ce n'est point une éventualité sur la réalisation de laquelle on puisse compter à brève échéance. Mais il est facile de calculer quel allègement de charges représente, pour la Tchécoslovaquie, chaque point gagné de façon durable par son change.

1. A cause du budget pour dépenses productives (travaux publics), 3.053 millions de couronnes.

2. Parce que ces billets et titres constituaient un emprunt forcé levé par l'Autriche-Hongrie sur la nation tchécoslovaque.

3. Ce chiffre, qui tient compte des récentes améliorations du change tchécoslovaque, présente une certaine approximation, mais trop faible pour affecter sérieusement le total.

* * *

Les rapports du mark et de la couronne tchécoslovaque sont une des questions les plus intéressantes que pose l'étude des problèmes financiers de l'Europe centrale. Longtemps les deux monnaies ont paru inséparables, en ce sens que la seconde était tenue pour une satellite de la première, condamnée à suivre toujours ses fluctuations, à distance respectueuse. Mais l'automne de 1921 a vu commencer le mouvement de dissociation qui a orienté leurs cours dans des directions différentes, et élevé la couronne à mesure que s'abaissait le mark, de telle façon qu'après l'avoir durant près de trois ans dominée de haut il est aujourd'hui dépassé par elle de plus du quintuple.

De bons observateurs ont prédit depuis longtemps que le mark suivrait le cours de la couronne autrichienne, et l'esprit avisé de M. Rasin avait bien aperçu que les mêmes fautes, volontaires des deux côtés, encore que très inégalement, entraîneraient les mêmes conséquences. En intervenant avec énergie auprès du commerce d'exportation pour l'amener à nouer des relations directes avec l'étranger à monnaie appréciée et à cesser de recourir à des intermédiaires viennois ou allemands, le ministre ne faisait pas, comme on l'en a accusé, une politique d'étroit chauvinisme : il remplissait le plus strict des devoirs de sa charge, il préservait la couronne tchécoslovaque du danger d'être entraînée à l'abîme par une couronne sans valeur et un mark déprécié. Peut-être convient-il de ne pas négliger cet aspect de la question quand on juge la politique de la Tchécoslovaquie à l'égard de l'Autriche. Lorsque la jeune République a été sûre de pouvoir se montrer secourable et généreuse sans y risquer presque sa propre existence, elle a prouvé qu'elle savait l'être. Avec l'Allemagne, qui, en 1920, s'était montrée presque jusqu'à l'importunité empressée à offrir et à consentir des crédits, les rôles sont aujourd'hui renversés : les crédits en mark, remboursés, ne pèsent plus sur l'économie tchécoslovaque : et, si l'autonomie de la politique de la République n'en a jamais vraiment senti l'entrave, mieux vaut, dans la situation présente, qu'il ne subsiste, sur ce point, aucun prétexte à la moindre allusion, au moindre rappel, même le plus discret.

La restauration des finances tchécoslovaques a puissamment contribué aussi à affermir la position de la Tchécoslovaquie dans la Petite Entente, et elle est sans doute un des éléments de la valeur de cette combinaison internationale. A ce titre, elle a été un événement politique de première importance, et ceux qui en ont le mérite, celui qui a fait de bonne finance et ceux qui, par leur bonne politique le lui ont permis, ont rendu un immense service non seulement à leur patrie, mais à toute l'Europe en crise de renaissance d'après-guerre.

Louis EISENMANN.

VIE POLITIQUE

GRÈCE

La crise grecque

I

Il y a quatre ans, la Grèce envisageait avec confiance le plus brillant avenir. Elle sortait, à côté de ses grands alliés, victorieuse de la guerre mondiale. Elle sentait autour d'elle des amitiés sincères et agissantes. Elle allait bientôt, grâce à leur puissant appui, voir dans les traités de Neuilly et de Sèvres se réaliser la plus grande partie de son idéal national, l'affranchissement de l'Hellénisme irrédimé.

Quelle différence aujourd'hui ! A la victoire a succédé la défaite; la Grèce a perdu presque toutes ses acquisitions territoriales; les amitiés se sont détournées d'elle; son armée, dissoute, doit se réorganiser; ses finances sont plus qu'obérées; la misère a remplacé la prospérité : plus d'un million d'êtres humains dans le plus affreux dénuement ont dû se réfugier sur son territoire, créant pour elle une charge écrasante, mettant en péril son relèvement économique et social, voire la santé publique.

Rarement, dans l'histoire, catastrophe a été plus étendue et plus soudaine. Quelles en sont les causes et quels remèdes peut-on voir dans la situation actuelle?

* * *

L'origine des malheurs de la Grèce doit incontestablement être placée dans les élections du mois de novembre 1920, dont le résultat fut la chute de M. Vénizélos et la restauration du roi Constantin.

Ce résultat surprit à juste titre, le monde entier. Il resta, et il reste peut-être encore pour beaucoup, inexplicable. On en a fourni des raisons diverses, souvent très fantaisistes. Il en est une très simple, qui est la bonne.

Une faible majorité du peuple grec s'est laissé tromper par de fallacieuses promesses; elle a cru très naïvement que la signature du traité de Sèvres terminait pour la Grèce l'ère des difficultés internationales, que, dès lors, la démobilisation, que M. Vénizélos, dans sa sincérité, n'avait pu promettre, allait devenir possible et, avec elle, le retour à la prospérité économique, amoindrie par la guerre.

Quoi qu'il en soit, le résultat des élections eut des conséquences immédiates et funestes. La Grèce s'est trouvée à un tournant fatal de son histoire. Du jour au lendemain, les amitiés se sont détournées d'elle; les grandes puissances ont orienté leur politique dans un autre sens elles ont cessé de considérer la Grèce comme un pays allié; elles ont annulé les crédits qu'elles s'étaient engagées à lui ouvrir et qu'elles lui avaient effectivement ouverts pour lui permettre de faire la guerre à leurs côtés. De nouvelles combinaisons diplomatiques se sont formées dont le développement allait être un désastre pour la Grèce si ceux qui avaient brigué le redoutable honneur de la gouverner ne savaient pas adapter leur politique aux circonstances nouvelles.

Malheureusement, par incapacité et mauvais vouloir ils ne surent le faire.

Il serait trop long, peut-être même fastidieux, d'analyser par le menu les fautes successives qui ont été commises par les ministres de Constantin. Bornons-nous à les résumer en en indiquant les six principales.

1. Au lendemain des élections, par deux notes des 2 et 4 décembre 1920, le nouveau gouvernement grec fut informé des intentions des puissances pour le cas où Constantin serait restauré sur le trône. Il n'en tint absolument aucun compte: non seulement il ne fit rien pour prévenir la restauration, mais il la prépara avec pompe et fracas. Le 4 décembre, il organisait un pseudo-plébiscite pour impliquer le peuple entier dans la responsabilité qu'il assumait ainsi. Deux semaines après, Constantin rentrait à Athènes au milieu des transports populaires.

2. L'hostilité des puissances rendait plus impérieuse la promesse faite aux électeurs de procéder à la démobilisation. Car il devenait désormais impossible pour la Grèce — privée de tout appui, — de maintenir en Asie-Mineure un front étendu, alors surtout que l'ennemi — jusque-là faible — était, par l'attitude des puissances et l'accord conclu avec Moscou, doublement renforcé. La prudence exigeait de se replier sur le tracé du traité de Sèvres, dont la défense aurait été possible avec quatre à cinq divisions. Loin de s'arrêter à ce sage parti le gouvernement résolut de poursuivre les opérations et appela de nou-

velles classes. Mais en même temps il affaiblissait l'armée en remplaçant ses meilleurs chefs par des officiers privés d'expérience. En dépit des conseils des patriotes et des amis de la Grèce, il repoussa les propositions de paix arrêtées par les puissances à Londres en mars 1921 et rouvrit les hostilités. L'offensive aboutit à un échec qui empira la situation.

3. Quelques mois plus tard, une offre de médiation fut faite par les puissances. La Grèce pouvait en espérer des conditions très avantageuses. Tous ses amis la pressent d'accepter. M. Vénizélos met le gouvernement en garde contre les conséquences d'un refus qu'il tient pour un crime. Mais, à Athènes, on voulait à tout prix effacer le souvenir de l'échec militaire du mois de mars par une victoire qu'on croyait facile. On repoussa l'offre de médiation et on déclancha une nouvelle offensive qui, à la fin de juillet, aboutit à l'occupation d'Eski-Cheir et d'Afion-Kara-Hissar, sans toutefois atteindre son véritable objectif : la destruction de l'armée ennemie. On aurait dû au moins profiter de ce demi-succès pour entamer des négociations dont les résultats pouvaient être très favorables.

4. Mais le sourire de la victoire avait grisé la cour et le gouvernement. Le prestige de la Couronne avait augmenté. Il fallait absolument le consolider par une plus complète victoire.

Vainement les plus sérieux experts militaires représentèrent-ils les difficultés techniques de l'opération et les plus clairvoyants hommes politiques, la stérilité diplomatique d'un succès éventuel. Le gouvernement n'en persista pas moins dans son plan et, en septembre, sans préparation suffisante, les armées furent lancées à la conquête d'Angora. Elles trouvèrent la défaite sur les rives du Sangarios.

5. A ce moment, sans avouer l'échec de sa politique, le gouvernement comprit qu'il devait trouver une issue. Mais il n'avait pas le courage de faire aboutir les négociations. Il ne voulait pas se rendre compte à quel point la situation avait changé. Le 20 octobre 1921, était conclu le fameux accord d'Angora qui fixait la politique orientale de la France contre la Grèce. L'Italie avait pris des engagements analogues vis-à-vis de Kemal. En Angleterre, l'opinion s'orientait de plus en plus en faveur d'un accord avec la Turquie. Un instant le chef du gouvernement grec aperçut le gouffre qui s'ouvrait devant lui : il savait que, démoralisée, mal nourrie, mal équipée, plus mal commandée encore, l'armée ne pouvait tenir longtemps le vaste front qu'elle occupait en Anatolie; sans secours du dehors — en argent et en matériel — elle devait, pour éviter un désastre, se replier sur Smyrne. Il s'en ouvrit au gouvernement britannique, qui, sans prendre le moindre engagement d'un concours quelconque, se borna à dire que les appréhensions de la Grèce lui paraissaient fort exagérées.

On a voulu y voir un encouragement qui atténuait la responsabilité

du gouvernement grec. En réalité, elle en était aggravée car, n'obtenant pas ce qu'il estimait indispensable pour rester dans le fond de l'Asie Mineure, le gouvernement grec avait l'impérieux devoir de ne tenir compte que de l'intérêt national. Néanmoins, il persista dans une politique reconnue par lui-même comme désastreuse. Malgré les instances de M. Vénizélos, il repoussa les nouvelles propositions par lesquelles, le 26 mars 1922, les puissances lui offraient un moyen honorable de sortir de la terrible impasse où il était engagé. Il laissa passer l'époque favorable à un repli. Et loin d'entretenir à tout prix l'armée, il fit tout pour augmenter le découragement dont elle était envahie depuis qu'elle savait défendre des territoires irrémédiablement perdus pour la grèce. Il alla jusqu'à tolérer l'organisation d'une campagne défaitiste et à empirer le haut commandement en le confiant à un général notoirement incapable.

6. Enfin, — pour comble de malheur — il désorganisa en juillet dernier, le front, en le privant de plusieurs divisions employées à la folle équipée projetée contre Constantinople.

S'il avait désiré hâter la défaite finale, il n'aurait pas agi autrement.

* * *

Rien ne pouvait excuser la répétition de tant et de si lourdes fautes. La croissante gravité de la situation avait été aperçue. Des conseils avaient été sans cesse donnés : ils avaient été obstinément repoussés. Des occasions nombreuses s'étaient offertes d'arrêter le mal : elles avaient été délibérément écartées.

On s'est demandé s'il était réellement possible que des ministres grecs eussent, de parti pris, cherché à ruiner leur pays. On peut accorder qu'ils n'ont pas voulu le résultat final. Mais, il est certain que, le voyant venir, ils l'ont d'avance accepté. Ils ont fini par le considérer comme un mal moindre que l'abdication du roi, qui eût pu, à un moment quelconque, depuis le mois de décembre 1920 jusqu'au mois d'août 1922, offrir à la Grèce le moyen d'améliorer un peu sa situation. Ils étaient arrivés à la conception que le maintien du roi sur le trône était une question primordiale qui devait passer avant les intérêts nationaux. C'était à peu près la psychologie de l'anarchiste qui met ses convictions au-dessus de l'existence de la Société.

Là est la clef de la tragique énigme grecque. Elle permet de comprendre pourquoi, malgré les avertissements répétés sur le grand danger offert par la présence de Constantin, ses ministres ne lui ont jamais conseillé — avec le poids de leur responsabilité politique — d'abdiquer. Ils ne l'ont pas fait, parce qu'ils savaient bien que, Constantin parti, leur influence, dont il était l'unique source, devait définitivement s'évanouir.

La même raison explique et condamne leur politique intérieure Ils avaient promis l'amélioration de la vie et le raffermissement de la légalité. Ils ont tout fait pour ruiner les finances et abolir les libertés.

La dilapidation des deniers publics avait été érigée en système de gouvernement; listes civiles du roi et des princes triplées, prébendes scandaleuses, indemnités excessives accordées aux partisans, et, comme couronnement de l'édifice, un emprunt forcé de 1.600 millions, frappant surtout les petites bourses, et correspondant à une somme qui dépassait le montant du budget annuel de l'Etat.

Avec l'avilissement constant de la monnaie, le maintien et l'extension de la mobilisation, la tolérance des pires abus dans le commerce et la marine marchande, les prix de toutes choses avaient au moins triplé.

Ceux qui, avant les élections, s'étaient élevés en justiciers contre les restrictions imposées, durant le régime précédent, aux libertés publiques à cause de l'état de guerre et des manœuvres antinationales de la réaction, s'étaient empressés de mettre à l'index de la société un grand parti politique, de tolérer et d'inspirer des crimes anonymes, de poursuivre pour haute-trahison et lèse-majesté la manifestation de simples opinions politiques.

II

A mesure que la catastrophe approchait, le courroux populaire grondait. Comprimée par un régime de terreur, son explosion était en outre contenue par le patriotisme de tous : tant qu'on était face à l'ennemi, nul ne pouvait prendre la responsabilité d'une action qui, en divisant le pays, eût affaibli l'armée.

La défaite survenue, la colère publique ne rencontrait plus d'obstacle. La révolution se préparait à l'intérieur, essentiellement politique. Elle fut devancée, le 27 septembre, par un mouvement militaire venu du dehors.

Les officiers des armées de terre et de mer qui avaient pu échapper à la captivité rentraient dans leurs foyers ayant, dans l'âme, la douleur d'avoir subi une défaite imméritée et le ressentiment de se la voir reprocher par ceux-là même qui en portaient la responsabilité.

Interprétant le sentiment de l'immense majorité du peuple et de l'armée, la Révolution traça ainsi son programme: l'abdication du roi en faveur de son fils aîné: dissolution de l'Assemblée élue en 1920: sauvegarde de la Thrace et du reste du territoire par la prompte réorganisation de l'armée; punition des responsables de la catastrophe nationale; enfin, recours à de nouvelles élections.

Les deux premiers objectifs furent immédiatement atteints. Cédant à la force, Constantin abdiqua et quitta à jamais le pays. Son fils aîné devint roi, avec le titre de Georges II.

On a reproché à la Révolution d'avoir laissé échapper Constantin à un châtiment qu'il n'avait que trop mérité par tant de méfaits.

Il paraît cependant difficile de lui en faire un grief si l'on songe à son origine. Elle avait été le résultat d'une coalition d'officiers venus de tous les points de l'horizon politique Il y avait parmi eux des libéraux et des royalistes, hier encore constantiniens. Pour collaborer, ils avaient dû se mettre d'accord sur une solution moyenne; ainsi, les officiers libéraux avaient accepté de renoncer au châtiment de Constantin pour obtenir que leurs camarades royalistes consentissent à son abdication.

A côté de cette raison de nécessité, il y avait une raison de sagesse politique. Car outre les complications d'ordre international qu'il n'eût pas manqué d'entraîner, le châtiment de Constantin eût heurté le sentiment populaire et, par là, perpétué les discordes intestines. Si le peuple, dans sa grande majorité, s'est montré, au delà de toute mesure et contre toute évidence, indulgent pour Constantin, c'est que, pour lui, la double règle de l'irresponsabilité du monarque et de la responsabilité de ses ministres n'est pas une vaine fiction constitutionnelle. Autant il admet que les ministres soient responsables, autant il comprend peu que le roi puisse être puni pour un méfait quelconque. On peut voir là une survivance de la vieille tradition byzantine du caractère sacré de la personne royale.

Cette psychologie explique pourquoi, malgré toutes les preuves fournies, le peuple grec n'avait jamais cru à la culpabilité de Constantin pour les événements de 1915-1917, et pourquoi il avait tenu sa déchéance forcée de 1917 pour une grande injustice qu'il lui fallait réparer.

Cette fois l'immensité de la catastrophe lui faisait bien admettre l'abdication, mais rien de plus.

Le Comité révolutionnaire ne pouvait pas ne pas tenir compte de cet état d'âme.

La même explication s'applique à un autre reproche adressé à la Révolution : celui de n'avoir pas proclamé la République. On a cru voir une inconséquence dans le fait que Vénizélos et beaucoup de ses amis, tout en se déclarant favorables à une évolution vers le régime républicain, se montrent loyalistes à l'égard du nouveau roi contre lequel ils avaient, il y a six ans, obtenu l'exclusive.

Il y a là un défaut d'appréciation qui mérite examen.

Si M. Vénizélos et la plupart de ses amis voient dans la République un idéal vers lequel on doit tendre, ils n'en ont jamais préconisé l'établissement forcé. Ils demeurent convaincus que, pour être utile et durable, le régime républicain doit être désiré par l'immense majorité

du peuple. Ce n'est pas, actuellement, le cas. L'idée républicaine a certes gagné beaucoup de terrain en Grèce. Mais elle n'y est pas, tant s'en faut, prédominante. Tant qu'elle ne le sera pas devenue, ceux qui, en politique, ne sacrifient pas uniquement aux théories, sont d'avis qu'il est plus sage de s'accommoder avec la monarchie constitutionnelle réduite dans ses prérogatives. C'est pourquoi ils acceptent le nouveau régime comme un dernier essai loyal.

Quant à la personne du roi actuel, il est exact qu'en 1917 il avait été écarté du trône comme indésirable. Mais, il est non moins exact que, à la même époque, M. Vénizélos et ses amis avaient préconisé des solutions plus radicales qui, sans la formelle opposition de certaines puissances étrangères, eussent pu, à la faveur de la guerre, être appliquées, alors qu'aujourd'hui, par suite des changements survenus, elles seraient absolument inopportunes.

Ces changements ont trait non seulement aux circonstances mais aussi aux personnes. Le prince qui, il y a six ans, était libre de responsabilités et peut-être de langage, subissant de pernicieuses influences de famille, est devenu homme, éprouvé par les événements; il a vécu les conséquences des fautes commises dans son entourage; il porte de lourdes responsabilités; il s'est associé une princesse d'une tout autre origine. Il serait d'un rigorisme excessif de s'attacher exclusivement au passé pour lui refuser d'avance toute confiance, alors surtout — l'expérience nous l'enseigne — que, bien souvent, les meilleurs rois ont commencé par être de mauvais princes. Pour le juger, il est plus sage de l'attendre à ses actes. Ce que je sais de ses débuts comme roi ne m'autorise pas en conscience, à songer à un jugement défavorable.

Le troisième article du programme révolutionnaire arrivait trop tard, au sujet de la Thrace orientale, qui était perdue pour la Grèce depuis le 23 septembre. Mais il gardait sa valeur pour la Thrace occidentale — dernier lambeau des acquisitions de 1920 — comme pour les autres provinces, la Macédoine, la Thessalie et même l'Attique, qui, sans la Révolution, auraient été ouvertes à l'invasion.

Avec une remarquable rapidité, en dépit des plus grandes difficultés matérielles et morales, le Comité révolutionnaire a tenu largement ses promesses.

Avec les débris d'une armée décimée, disloquée, sans appel de nouvelles classes, mais avec un bel effort d'énergie; il a réussi, en moins de quatre mois, à doter le pays d'une force imposante qui, si elle est dépourvue de l'esprit agressif que la malveillance lui a prêté, est capable de remplir efficacement la mission défensive dont elle est chargée.

III

Dans certains milieux, à l'étranger, on a blâmé le Comité révolutionnaire d'avoir soustrait les accusés, dont la plupart étaient des anciens ministres, à leurs juges naturels de la Haute-Cour, et surtout d'avoir exécuté la peine capitale prononcée contre eux. On y a vu un acte de barbare vengeance politique. On est allé jusqu'à parler de « crime » et de « meurtre judiciaire ».

Il est nécessaire de montrer pourquoi ces griefs sont mal fondés.

En général, on considère que les ministres ne peuvent être jugés, pour les actes officiels, que par une Haute-Cour politique. Telle est la règle en vigueur dans tous les pays constitutionnels et spécialement en Grèce. Mais, pour ne parler que du droit public grec, la Haute-Cour n'a compétence qu'en temps régulier : son intervention n'est pas, au contraire, imposée en période de gravité exceptionnelle. En cas, par exemple, de déclaration de l'état de siège, la compétence passe, même à l'égard des ministres, à la justice militaire. Il est logique qu'il en soit, à plus forte raison, de même en cas de révolution qui, par définition, est un état de choses établi, au nom de l'intérêt suprême du pays, en dehors de l'ordre légal. Il devait nécessairement en être ainsi dans le cas présent, car si l'on avait fait intervenir la Haute-Cour, il aurait fallu ajourner le procès jusqu'après les élections. L'opinion publique n'eût pas compris qu'une si grande catastrophe restât si longtemps impunie. Autant elle était indulgente pour la Couronne, autant elle était sévère pour les anciens ministres. Un jugement tardif n'eût pas été un suffisant exemple, ni un acte de justice. Suivant la majorité du nouveau Parlement, il eût été un acte de vengeance ou de complaisance politique. Le jugement rapide et exemplaire, réclamé par le vœu populaire, ne pouvait être obtenu que par des moyens extraordinaires. Ils pouvaient d'autant mieux être utilisés que le droit en vigueur ne les excluait pas.

La première pensée des hommes de la Révolution fut de procéder à un jugement sommaire, suivant l'usage suivi dans les guerres civiles. Ils en furent détournés par une démarche amicale des ministres de France et d'Angleterre. Le jugement fut ainsi ajourné.

Les diplomates avaient compris qu'il serait confié à la Haute-Cour. Mais le Comité révolutionnaire n'avait pris à cet égard aucun engagement ; il avait simplement accepté de substituer au jugement sommaire un jugement rendu avec toutes les garanties d'impartialité.

Peut-être cependant, aurait-il fini par l'ajourner jusqu'aux élections, si les ennemis de la Révolution étaient revenus à de meilleurs sentiments. Mais ils n'en firent rien. Ils virent, dans la condescendance montrée par la Révolution à écouter des conseils étrangers, une faiblesse qui

les encouragea à recommencer leurs ténébreuses machinations pour discréditer le nouveau régime et entraver son effort de réorganisation militaire.

La Révolution comprit que toute hésitation nouvelle risquait de la perdre. Elle décida de brusquer les choses; elle fit immédiatement instruire le procès et constitua pour en connaître une Cour martiale extraordinaire, qui, pour n'être pas prévue par les textes, offrait peut-être plus de garanties de bon jugement que les tribunaux militaires habituels. Elle devait, en effet, être composée de 12 officiers supérieurs pris sur une liste de 18 membres, dont 6 pouvaient être récusés par la défense. En fait, ils ont été choisis parmi les officiers les plus intègres, sans distinction de partis. On pouvait voir sur le siège du tribunal des officiers qui, peu de temps auparavant, s'étaient signalés par leurs sentiments constantiniens. La preuve que les choix faits inspiraient confiance, c'est que la défense n'a pas usé entièrement de son droit de récuser 6 membres du tribunal; elle s'est contentée d'en récuser trois ou quatre.

Le tribunal ainsi constitué fonctionna presque sur la place publique. L'acte d'accusation, reproduit dans tous les journaux, fut offert à l'examen de l'opinion. Le tribunal tint ses audiences dans la salle du Parlement, au milieu d'une grande affluence. Les témoins à charge furent par une coquetterie spéciale de l'accusation, choisis de préférence parmi les anciens royalistes, camarades ou collaborateurs des accusés. Les dépositions furent très amples et le droit de la défense absolument libre. Accusés et défenseurs eurent le droit de parler à loisir aussi souvent et aussi longuement qu'ils le voulurent. Tous les jours, matin et soir, la presse athénienne publiait *in extenso* les procès-verbaux du tribunal. On peut dire que l'opinion publique a été tenue, heure par heure, au courant de ce procès qui attirait à juste titre l'attention générale.

Les débats durèrent quatorze jours. Ils se déroulèrent dans des conditions d'ordre et de calme qui ont fait l'admiration de tous les observateurs désintéressés. Quelque confiance qu'on eût en la probité des membres du tribunal, on avait peine à s'imaginer que des militaires chargés pour la première fois de fonctions judiciaires pouvaient être capables d'offrir un spectacle de si haute dignité. Le général qui a présidé aux débats de cette cour martiale a su s'élever à la hauteur des circonstances et paraître l'émule des plus belles figures judiciaires de n'importe quel pays.

Les débats clos, le tribunal, après une longue délibération, rendit une sentence fortement motivée, qui infligeait la peine capitale à trois anciens présidents du conseil, à deux anciens ministres et au généralissime de la défaite et celle des travaux forcés à perpétuité aux deux autres accusés, considérés comme les complices des premiers. Suivant l'usage

consacré pour les sentences militaires en temps de guerre et de révolution, les décisions capitales furent exécutées quelques heures après.

En prévision de condamnations à la peine de mort, la question s'était posée, au cours du procès, entre le gouvernement et le Comité révolutionnaire, détenteur du pouvoir suprême, de savoir si celui-ci n'userait pas du droit de grâce pour convertir, en faveur de certains condamnés éventuels, la peine de mort en celle des travaux forcés ou du bannissement. Le gouvernement était favorable à cette mesure de clémence vis-à-vis de ceux des accusés qui n'avaient pas, dans la catastrophe, joué les premiers rôles. Peut-être aurait-il réussi à faire prévaloir son avis si l'affaire avait gardé jusqu'au bout le caractère national qui lui appartenait. Malheureusement, une maladroite intervention étrangère rendit toute clémence impossible. Car, pour que la clémence puisse avoir une valeur morale et politique, il faut qu'elle soit spontanée. Imposée, elle n'en a aucune : ceux qui l'accordent en perdent le bénéfice et ceux qui en profitent ne leur en savent aucun gré; ils réservent toute leur reconnaissance à qui a su la prescrire.

Aussi, plus l'intervention devenait comminatoire, moins le Comité révolutionnaire était porté à l'indulgence. Il subissait en cela la pression de la masse des officiers et d'une très grande partie de l'opinion publique qui s'irritaient de voir une puissance étrangère chercher, sans raison plausible à épargner aux responsables de la catastrophe leur juste châtiment.

Vainement, le gouvernement avait-il représenté à la puissance intervenante qu'elle devait être conséquente avec elle-même : ou bien elle agissait au simple titre de l'amitié, et alors elle n'avait aucun droit d'imposer ses conseils; ou bien elle se fondait sur un titre d'ailleurs très contestable de protection, et alors elle ne pouvait pas revendiquer des droits sans supporter des charges équivalentes. Or les principaux accusés étaient des récidivistes de la haute trahison : ils constituaient un danger public contre lequel la plus élémentaire prudence commandait de se prémunir pour l'avenir; à défaut de la peine capitale, on ne pouvait concevoir d'autre garantie que le bannissement avec la promesse de la puissance intervenante qu'elle veillerait à ce qu'il ne fût pas violé, comme l'avait été celui de 1917. Mais cette puissance n'entendait assumer aucun engagement : elle voulait éviter les exécutions capitales, mais elle n'offrait aucun moyen de les prévenir.

Devant cette situation critique, le gouvernement n'a pu marquer autrement sa protestation qu'en démissionnant. A sa place, il s'est constitué un cabinet militaire qui a procédé à l'exécution de tous ceux qui avaient été condamnés à mort par la Cour martiale.

L'opinion publique — spécialement les classes populaires, principales victimes du régime constantinien — approuva sans réserve ces actes d'énergie. Elle y vit le juste châtiment d'un très grand crime national;

elle y attacha la valeur d'un enseignement salutaire pour la sécurité future du pays.

Il n'en fut pas de même dans les pays étrangers; dans certains milieux, on a formulé contre la Grèce de très vives critiques; on a même assisté à des réprobations officielles que, par un privilège spécial, on réservait à la Grèce révolutionnaire, alors qu'on en épargnait d'autres nations européennes qui, au même moment, assumaient des responsabilités analogues, mais plus lourdes.

Le peuple grec en a éprouvé plus de surprise que d'émotion. Sa surprise a été particulièrement grande de voir des voix françaises s'élever dans ce concert de blâmes. Il avait été habitué à voir l'opinion française lui reprocher sa solidarité avec Constantin, traiter les sanctions de 1917 comme une comédie et la révolution de septembre comme un acte superficiel et sans conséquence. Maintenant que la preuve était fournie du caractère sérieux, voire tragique des événements qui se passaient en Grèce, on s'empressait de crier à la barbarie !

Mais, en France comme ailleurs, ceux qui joignaient à la connaissance des faits la sincérité de la pensée n'ont pas hésité à donner pleinement raison au Comité révolutionnaire. On peut citer notamment, les articles du *Journal des Débats*, où M. Auguste Gauvain, avec la lumineuse et impartiale objectivité qu'on admire toujours dans ses écrits, a fait définitivement justice des critiques adressées à cette occasion à la Grèce. Il a rappelé que ses malheurs actuels sont dus à l'indulgence témoignée aux auteurs responsables des trahisons antérieures. Il a fait appel aux consciences pour reconnaître que les ministres qui, par ambition, légèreté, vanité ou lâcheté, ont déterminé la mort de dizaines de mille de braves gens et jeté dans la détresse des millions d'êtres humains, n'étaient pas plus dignes de commisération que les vulgaires apaches qui mettent à mal un noctambule. Il a montré que l'opinion occidentale était mal venue à reprocher aux Grecs d'avoir fait aux auteurs de leur ruine ce qu'elle avait en vain demandé qu'on fît à Guillaume II et à ses complices.

Telle était aussi l'opinion de tous les étrangers présents à Athènes à quelque nationalité qu'ils appartinssent. Ils ont parfaitement compris qu'étant donnés les faits et après les débats auxquels ils avaient assisté, le procès des anciens ministres ne pouvait pas avoir une sanction différente.

IV

Il reste à la Révolution à remplir la dernière partie de son programme : le recours à des élections, où le peuple sera appelé à juger son œuvre et à choisir le gouvernement légal qui aura la charge de diriger les destinées ultérieures du pays.

On a pu se figurer, au début de la Révolution, que les élections seraient très prochaines. La Révolution n'a pas pensé qu'il fût possible d'y procéder avant l'achèvement de son plan militaire, la conclusion de la paix, l'assainissement des services publics et de la situation générale. Elle a estimé, non sans raison, que pour être rendu à bon escient, le verdict populaire doit avoir lieu dans une atmosphère de calme et d'ordre. Autrement, il risque d'être influencé, obscurci, altéré, comme il l'a été en 1920, par la passion, qui est toujours mauvaise conseillère. Un travail préparatoire est nécessaire que, seul, peut utilement entreprendre un Comité révolutionnaire, placé au-dessus des partis, avec, comme unique préoccupation, l'intérêt national.

D'après ce que la Révolution a fait jusqu'ici, on peut dire qu'elle est dans la bonne voie. Elle a presque achevé l'épuration impartiale des services publics. Elle a commencé à appliquer un programme d'économies que tout le monde réclamé. Elle a eu, tout récemment, le courage fiscal d'imposer pour 600 millions d'impôts nouveaux. Mais, en même temps, elle s'est attachée à éclairer l'opinion en constituant, dans les différents centres, des comités de salut national dont le programme est d'extirper le constantinisme, de combattre l'influence des coteries, de mettre un terme aux dissensions intestines d'élever, le sentiment civique et social, de créer enfin une nouvelle ère politique par la formation de partis d'idées.

Un des traits saillants de la situation, c'est la crise des partis. Pour avoir perdu leurs chefs et pour n'être plus en harmonie avec ses nouvelles tendances, les anciens partis tendent à se disloquer.

Le peuple est las des divisions, des coteries, des haines professionnelles. Il aspire à d'autres combinaisons où des hommes libres d'attaches compromettantes avec le passé pourraient suivre des programmes adaptés aux circonstances. Il est obscurément possédé par le désir de voir succéder aux partis personnels des partis d'idées. Il y a là un fait nouveau qui se présente en Grèce avec une force particulière.

Les partis personnels ont offert un double inconvénient très grave. Le premier est que la lutte politique, mettant au premier plan les personnes, aboutit facilement à l'éclosion des passions et des abus; le deuxième que le chef du parti, voyant sa personne entourée, exaltée, adulée, finit par tout absorber autour de lui, par frapper de paralysie ou de paresse l'esprit d'initiative et de critique de ses amis, par devenir le dictateur qui, gouvernant avec la majorité soumise d'une Chambre unique, ne subit aucun contrôle sérieux; pour qu'il en soit autrement, il faut qu'il y ait une nombreuse opposition dirigée par des hommes de fort caractère.

Tout le monde paraît d'accord pour condamner ce système. Il est plus malaisé de savoir comment il disparaîtra et de prévoir les étiquettes et la composition des partis futurs. Que le peuple grec soit mûr

pour une si grande évolution, qui est en fait une révolution des mœurs politiques, on ne saurait l'affirmer. Mais, ce qui est certain, c'est qu'il est tellement las du système des partis personnels qu'il a pratiqué depuis un siècle, c'est qu'il a vu, dans ces dernières années, les inconvénients en éclater avec une violence tellement tragique, qu'il veut autre chose.

La formation des partis d'idées et de programmes sera moins le résultat d'un désir actif que celui d'un désir négatif; c'est en excluant les partis personnels qu'on va aux partis d'idées; ce n'est pas parce que l'on conçoit que, les partis d'idées sont bons. On n'oserait pas dire que le peuple grec se rend compte de la valeur des partis d'idées, mais il est convaincu que les partis personnels ont fait faillite; il voudrait autre chose et on ne voit pas ce qu'on peut lui donner en dehors des partis d'idées.

En ce moment, les idées qui semblent avoir le plus de faveur auprès de l'opinion, c'est de procéder à la réforme du régime électoral de manière à permettre dans une certaine mesure la représentation des intérêts ou des classes productrices; c'est ensuite de rétablir le Sénat, pour partager, avec la Chambre, le contrôle politique et la confection des lois; c'est enfin de mettre en œuvre le Conseil d'Etat, dont la création a été décidée il y a onze ans avec la double fonction qu'il a en France de conseil et de tribunal administratif.

Beaucoup de personnes voient dans le rétablissement du Sénat — car le Sénat a existé autrefois — une condition nécessaire à l'équilibre politique qui a manqué dans ces dernières années. L'absence du Sénat a permis l'hypertrophie du pouvoir exécutif. Le pouvoir exécutif a dominé le pouvoir législatif et rompu l'équilibre qui doit exister dans un régime constitutionnel.

On espère que le Sénat redonnera de la force au pouvoir législatif et diminuera l'omnipotence et souvent aussi l'arbitraire du pouvoir exécutif. Il pourrait être recruté, comme ailleurs, parmi les intellectuels, les commerçants, les grands agriculteurs qui, par tempérament, par tendance naturelle, ont une certaine répulsion à aller solliciter les suffrages des électeurs. Cette cuisine électorale, qui est à peu près la même dans tous les pays, ne plaît pas à beaucoup de personnes.

La constitution d'un collège restreint, le choix de certaines capacités établies par la loi pour fournir des sénateurs serait l'occasion, pour beaucoup d'hommes occupant une grande place dans la société, mais ne voulant pas se mêler aux luttes électorales, de contribuer à la vie politique du pays. Nombre d'industriels, de professeurs, de commerçants, d'armateurs, — et on sait la place qu'occupe l'armement maritime en Grèce, — consentiraient, pour une période de 5, 7 ou 9 ans, à faire partie du Sénat, qui n'accepteraient pas aujourd'hui de solliciter en leur faveur le suffrage universel.

Le peuple grec a trop souffert pour ne pas souhaiter ardemment une longue période de paix extérieure et intérieure. Toute réforme, tout effort collectif ou individuel destinés à lui en assurer les bienfaits seront accueillis par lui, non seulement avec approbation, mais avec enthousiasme. Il se rend compte que s'il est mis à même de travailler et de produire en sécurité, il ne tardera pas à surmonter les difficultés présentes et à retrouver peu à peu son ancienne prospérité. Il a donné de sa vitalité et de son énergie, de nombreux témoignages qui augurent bien de l'avenir.

La marine marchande réduite par la guerre au tiers de son tonnage, est presque revenue à sa force de 1914. A la veille de la grande guerre, elle comprenait 474 vapeurs et 884 voiliers, représentant respectivement 830.000 et 135.000 tonneaux. Au moment de l'armistice, elle ne comptait plus que 200 vapeurs de 180.000 tonneaux et 640 voiliers de 115.000 tonneaux. Au 1er janvier 1923, elle était de nouveau en possession de 419 vapeurs de 736.719 tonneaux et de 1.121 voiliers de 122.496 tonneaux.

Ce qui serait une difficulté, un malheur pour la Grèce comme pour tous les autres pays, c'est que la paix tardât; dès la signature de la paix, il est probable que l'on songerait à la convocation du collège électoral.

A ce sujet, il n'y a pas deux opinions dans les divers milieux politiques en Grèce. En outre du désir de voir finir cette période que tout le monde considère comme transitoire, il y a une nécessité à élire un Parlement : la ratification du traité, qui ne peut pas être donnée par un pouvoir révolutionnaire. Il y a beaucoup d'autres questions qui, malgré la bonne volonté des chefs de la Révolution, ne peuvent pas être résolues par eux; de grandes questions de travaux publics se posent aujourd'hui, qui vont engager les finances de l'Etat pour une longue série d'années. La Révolution pourra prendre des initiatives très hardies à ce sujet; elle pourra procéder à tout le travail préparatoire, faire établir des contrats, dresser des plans d'études, examiner les voies et moyens pour l'exécution des travaux projetés; mais son rôle s'arrêtera là; il faudra l'intervention du Parlement pour voter les lois par lesquelles les finances de l'Etat seront engagées.

Or, ces travaux ont un caractère d'urgence. Il ne s'agit pas seulement de faire avancer la productivité du pays; il faut aussi installer les réfugiés qui, autrement, risquent de mourir de faim et, avant de mourir, de créer des foyers d'épidémies très graves pour la santé publique; ces questions ne peuvent pas être remises indéfiniment.

A ces deux raisons essentielles de la nécessité des élections, viennent s'en joindre beaucoup d'autres. Les élections ne pourront donc pas être ajournées pendant très longtemps.

Malheureusement, la paix que l'on espérait trouver à Lausanne n'a pas encore été donnée au monde et pour la Grèce subsiste de ce fait une situation particulièrement pénible.

En tout cas, si cette incertitude entre la paix et la guerre se prolonge longtemps, il faudra que la Révolution renonce à l'idée d'attendre la paix pour faire les élections; elle passera outre, car les autres raisons indiquées lui en font une loi.

Le Comité révolutionnaire n'a aucunement l'idée de se prolonger outre mesure. Certains des officiers qui sont à la tête de la Révolution réalisent le type tel que nous pouvons nous le représenter d'après les lectures, des chevaliers du Moyen-âge, par leur caractère, leur courage et leur abnégation. Une des plus belles figures de la Révolution est le colonel Plastiras. Il a déclaré à un grand nombre de personnes qu'une fois son œuvre terminée, il se retirerait même de l'armée; car il ne veut pas être soupçonné d'avoir acquis les étoiles de général, dont il est d'ailleurs digne par ses hauts faits militaires, à la faveur de la Révolution qu'il a inspirée et dirigée. C'est un trait de caractère qui lui fait le plus grand honneur et qui donne une haute idée de sa valeur morale.

La situation de la Grèce vis-à-vis de la Petite Entente est excellente. La Grèce peut en revendiquer en partie la paternité puisque c'est dans un entretien qui a eu lieu à Paris, il y a trois ans entre M. Masaryck, M. Vénizélos et M. Take Jonesco que les bases ont été jetées. La place de la Grèce par conséquent était marquée. Malheureusement, elle n'a pu l'occuper au moment de la constitution de la Petite Entente à cause des événements survenus en 1920. Maintenant que la situation est changée, tout permet d'espérer qu'aussitôt que la Grèce aura un Gouvernement légal, c'est-à-dire après les élections, elle fera partie de la Petite Entente.

N. Politis.

RUSSIE

Russie des Soviets

Dans tous les articles, dans toutes les dépêches que publient les journaux au sujet de la Russie soviétique, il n'apparaît guère qu'une seule ville, Moscou. C'est exactement ce qui se passait jadis; seulement, dans ce temps-là, c'était Pétersbourg qui prenait la première place, Moscou

n'étant nommée qu'incidemment. La même erreur d'optique que du temps des Tsars fait illusion aujourd'hui à notre public. Moscou est mise sans cesse en avant, parce qu'elle est la capitale. Mais nul ne se demande maintenant ce qui se passe et ce qu'on pense, hors de Moscou, dans la vaste Russie. Encore, jadis, y avait-il une centralisation qui pouvait endormir la défiance de notre gouvernement envers les rapports optimistes et si mal renseignés de ses ambassadeurs. Maintenant que nous n'avons plus auprès du gouvernement russe d'ambassadeur chargé de donner le *la* aux renseignements touchant le pays des Soviets, nous sommes tout aussi pauvrement renseignés que du temps où le quai d'Orsay se régalait des cancans d'alcôve et des confidences d'après-dîner provenant d'un certain monde de Pétersbourg.

Pourtant, c'est du village seul que peut venir le salut de la Russie. Or, sur le village et ses sentiments, les renseignements dignes de foi ne sont pas nombreux. Il paraît çà et là dans la presse russe des lettres soi-disant écrites par des paysans. Ainsi, le journal *Roul* a récemment publié une longue lettre des plus intéressantes émanant d'un paysan qui, vivant dans un gouvernement du Nord, s'est rendu à Moscou pour prendre possession d'un colis de vivres à lui adressé par un émigrant de sa connaissance. Je ne sais pas jusqu'à quel point cette lettre est authentique, mais, dans l'ensemble, les renseignements qu'elle contient sont recoupés par d'autres communications émanées de Russes qui ont franchi la frontière. A résumer les faits ainsi rapprochés, voici l'impression qu'on peut se faire du village russe.

Selon la distance qui sépare les villages du centre, c'est-à-dire de Moscou, leur situation est plus ou moins supportable, étant naturellement entendu que plus les localités sont rapprochées de la capitale, plus elles souffrent des rapines officieuses ou officielles de la gent communiste. Les villages et les bourgs situés à une certaine distance, surtout dans la direction du Nord, se retirent peu à peu, en quelque sorte, de la circulation russe ; ils tendent de plus en plus à vivre de leur vie propre, se nourrissant comme ils peuvent de poissons, de baies, de champignons, d'un peu de pain de seigle, et revenant à l'ancien particularisme contemporain du servage, au temps duquel beaucoup de paysans fabriquaient eux-mêmes tout ce dont ils avaient besoin, outils, vêtements, chaussures. C'est là, évidemment, la tendance qui se manifeste le plus généralement en Russie dans les villages qui sont assez éloignés du centre et des grandes voies de communication, et en même temps assez pauvres pour que ni les soldats rouges, ni les aigrefins de tout poil qui vivent du bolchevisme, ne puissent aisément parvenir jusqu'à eux. Quant à l'autre sorte de villages russes, en particulier ceux de la région de la Terre noire méridionale, ils sont l'objet de réquisitions perpétuelles et connaissent maintenant, d'une façon endémique, d'im-

pitoyables famines. Les rares forêts conservées dans cette région par les anciens propriétaires n'ont pas tardé à être rasées par les moujiks, pour qui, dans le Midi russe, une forêt était le symbole même de la richesse du propriétaire non paysan, le symbole abhorré du bourgeois. La disparition des forêts dans une région qui n'en comptait plus guère a accéléré les effets de la sécheresse. Mais ce n'est pas tout. Cette année même, des armées invraisemblables de rongeurs se sont développées dans les champs, en partie parce que nulle autorité ne s'occupe plus maintenant des questions d'agronomie générale, en partie par suite de la disparition du bétail. Ayant moins de bétail, en effet, les paysans cultivent une moindre surface de terrain. Il reste donc beaucoup de champs en friche, où les rongeurs peuvent trouver à l'aise abri et nourriture. Jadis, outre la charrue qui détruisait les nids de ces rongeurs, la présence des troupeaux produisait un effet analogue en forçant les mulots à sortir de leurs trous, ce qui les exposait aux attaques des nombreux oiseaux leurs ennemis. Maintenant, grâce au bolchevisme, rien ne vient plus, du côté des paysans, défendre les champs contre la vermine, et celle-ci s'accroît dans des proportions inimaginables. Nous avons précédemment signalé déjà un effet analogue produit, dans le Sud-Ouest de la Russie, par des sauterelles, après que les organisations agronomiques gouvernementales chargées de lutter contre ce fléau ont été supprimées par les Soviets. C'est que, dans le procès si rapidement fait du « tsarisme », le public ne se rend pas compte en général de la somme énorme d'organisations utiles, appropriées au pays, qui existaient en Russie. En détruisant la « bourgeoisie », les Soviets ont détruit toutes ces organisations : pour les remettre sur pied, il faudrait une autre autorité et une autre honnêteté que les leurs.

Ainsi donc, à regarder les choses d'un peu haut, on observe, en Russie, un *ensauvagement progressif* des villages, et une tendance consécutive des villageois à se passer de la ville. C'est du progrès au rebours. Certes, les Allemands, qui sont partout, s'efforcent d'organiser le désordre bolchevique. Mais les Allemands ne sont pas tout-puissants. En outre, ils n'ont pas la main légère ni les intentions désintéressées; il en résulte qu'ils sont d'autant plus haïs qu'ils se montrent en plus grand nombre, et, d'ailleurs, les papiers officiels dont les munit le Soviet moscovite ne leur assurent pas toujours bon accueil dans la province. Il y a mieux. On signalait récemment le fait suivant. Des Allemands, prisonniers pendant la guerre en Russie, étaient retournés se fixer, l'an dernier, dans les régions de la Russie où ils avaient travaillé; ils ont dû revenir dans leur patrie, si pénible qu'y soient les conditions actuelles d'existence; bien que communistes de conviction, et bons ouvriers agricoles, ils n'ont pas pu s'accommoder du régime bolchevik.

En ce qui concerne le village, une considération intéressante est la suivante, relative à la répartition du sol. On se rappelle que le ministre Stolypine avait promulgué, en 1906, une loi destinée à permettre aux paysans désireux de remembrer leurs terres, de sortir de l'indivision communale constituée par le *mir*. Or l'introduction d'un régime communiste en Russie a fini par aboutir exactement au même résultat que la réforme de Stolypine. Les paysans se sont arrangés entre eux, dans beaucoup de localités, de façon à se tailler des propriétés personnelles, des sortes de métairies. Cela s'est fait d'autant plus aisément que l'on a saisi toutes les terres appartenant aux propriétaires non paysans, ce qui a détourné l'attention des soviets centraux de ce qui se passait au village. Seulement, si Stolypine avait eu le temps de pousser assez loin sa réforme, il aurait décuplé, par ce moyen, la production agricole de la Russie; dans l'état actuel des choses, au contraire, la surface de cette terre tant réclamée par les paysans n'est pas même cultivée tout entière; aucun stimulant n'est plus fourni à la production intensive, et d'autre part, comme on a supprimé même celles des métairies de propriétaires qui constituaient des centres d'enseignement, qui donnaient l'exemple par des assolements rationnels, par l'emploi de semences sélectionnées et d'engrais naturels et chimiques, par l'introduction de bétail étranger sélectionné et acclimaté, destiné à améliorer les races indigènes, comme on a, en un mot, jeté en pâture à des ignorants tout ce qui faisait la force relative de l'agriculture russe, la formation des métairies individuelles rêvées par Stolypine n'aboutit plus, maintenant, qu'à une tragique régression de l'économie agricole russe.

Ne quittons pas le village sans dire un mot des *instituteurs*. Les Soviets ont mené grand bruit au sujet de l'instruction primaire qu'ils allaient introduire partout en Russie. Pour réaliser une pareille réforme, il eût fallu de l'argent : ils n'en avaient même pas assez pour assurer l'organisation de toutes les écoles primaires de Moscou. Dans la province, on a fait les choses simplement : on a installé les instituteurs aux frais des paysans. On croira sans peine que ces derniers, pillés de mille façons, ont fait grise mine à leurs nouveaux « parasites », surtout lorsque des instituteurs ou institutrices se sont montrés farouches bolcheviks. Il arrive fréquemment que, dans ce cas, les villages mettent tout simplement à la porte les maîtres d'école dont l'attitude ou la doctrine leur déplaisent. C'est ainsi qu'on efface les traces de l'« obscurantisme tsariste ».

Les *communications* en Russie tendent, elles aussi, à redevenir ce qu'elles étaient jadis avant l'introduction des chemins de fer. Les voies ferrées, en effet, ne sont guère accessibles (en dehors des grandes lignes, et encore) qu'aux gens recommandés par l'administration centrale : soldats, faiseurs d'affaires, agitateurs de toute espèce. Le menu

peuple évite ces voies ferrées, d'abord parce qu'il n'est jamais sûr, avec leur aide, de partir ni d'arriver à temps. Ensuite parce que, s'il transporte avec lui un chargement, ou bien s'il a un intérêt marqué à aller vite, les cheminots savent prélever sur son chargement ou sur sa bourse un pourcentage en rapport avec la hâte qu'il a d'arriver. Les chemins de fer, dont les employés sont mal payés ou pas payés du tout, sont des institutions où le pot de vin règne en maître. Par suite, quiconque peut le faire sans trop de dommage évite d'utiliser leur service. C'est pourquoi les routes, — mal entretenues mais cela n'inquiète pas beaucoup les paysans russes — sont redevenues des artères de communication abondamment utilisées dans la campagne. Elles n'en sont pas beaucoup plus sûres pour autant, d'ailleurs.

* * *

Dans les villes, la situation est différente. Là, du moins, un voyageur pressé croit se trouver en présence d'une véritable renaissance économique. En réalité, il faut distinguer ici deux classes : celle des ouvriers, les anciens maîtres de l'heure — et celle des commerçants. Les ouvriers se trouvent en face d'une crise économique extrêmement grave se traduisant par des salaires de famine et par un chômage intense. C'est, paraît-il, pour obvier à cet inconvénient et conjurer la crise qui en résulterait, que les Soviets ont permis le commerce. Mais il ne semble pas que cette mesure ait produit les résultats désirés. Certes, le nombre est énorme de ceux qui cherchent à vendre quelque chose : le Russe n'a pas son pareil pour faire du commerce de menus objets. Du petit au grand commerce, il n'y a qu'un pas, et de là vient que des faiseurs d'affaires sont apparus, qui ont réalisé des fortunes : On annonçait même récemment qu'on avait incarcéré quelques-uns d'entre eux... Toutefois, on ne peut les arrêter tous, et ce sont eux qui, par leur mouvement, donnent à la Russie urbaine son caractère actuel d'animation. Comme, actuellement, rien n'est sûr là-bas, comme nul ne peut honnêtement songer au lendemain, il en résulte un sentiment que tout le monde a connu durant la guerre, où *demain* était également rayé de nos préoccupations : dès lors, on vit tout entier dans l'heure présente, et quand on a un avantage ou un profit, on en profite largement. De là, cette exaspération de joie que l'on signale dans certaines villes, ces mangeailles, ces beuveries, ces nuits de jeu : tout cela, c'est le résultat de l'incertitude du lendemain. Il en résulte que la permission de pratiquer le commerce a bien pu être une sorte de palliatif à une situation économique désespérée — en réalité, elle n'a jamais pu être une solution, et, quand les Soviets disent que c'est une autorisation temporaire, ils ont raison : il leur faut trouver un autre remède, et bien plus efficace.

* * *

La visite faite à Moscou par M. Herriot avait été, comme on sait, durement commentée par Lénine, en novembre dernier. « Des amis comme le citoyen Herriot disait-il, sont dangereux pour notre propagande à l'étranger, parce qu'ils déclarent que nous sommes des diables moins noirs qu'on ne les peint, et qu'à Moscou siègent de braves petits bourgeois bolcheviks ». Les Soviets continuent à s'intéresser à nos faits et gestes : n'ont-ils pas trouvé raison de se réjouir vivement de l'occupation de la Ruhr, parce qu'ils y ont vu la promesse d'une prompte révolution sociale dans l'Europe occidentale ! En vérité, avec des gens aussi clairvoyants en politique étrangère, il y a toujours quelque chose à apprendre !

Aussi bien, les membres des Soviets moscovites ne cachent-ils pas que leur instruction, dans l'ensemble, est plutôt médiocre : ils en rejettent la faute sur le Tsarisme « ennemi de l'école primaire ». Quoi qu'il en soit, on compte parmi eux, d'après les *Isvestia*, 64 % de personnes qui ont reçu une instruction primaire, 16 % qui ont reçu une instruction secondaire, et 5,5 % de gens qui ont fréquenté des Universités. Mais cela ne fait encore, avec les fractions, que 86 % ou 87 %. Quid des 12 % restants ?...

Des renseignements particuliers, émanant de milieux universitaires, donnent à entendre que l'*instruction supérieure* agit de la façon la plus inattendue sur la plupart des jeunes gens introduits par les bolcheviks dans ce nouveau milieu. Après une période de défiance vis-à-vis des étudiants de formation « bourgeoise », ces jeunes gens issus directement du peuple se détachent, dit-on, peu à peu, des billevesées qu'on leur a débitées depuis le début de la révolution ; à mesure qu'ils approchent de ce qui formera l'élite intellectuelle, ils sentent plus nettement qu'une élite est nécessaire. Trop honnêtes encore pour dissimuler leurs sentiments et se préparer à profiter de leurs avantages intellectuels pour mieux tenir le « peuple » dans l'obscurité intellectuelle — car le dogme bolchevik est, au même titre que le dogme tsariste, un fauteur d'obscurité — ils se rapprocheraient peu à peu des classes dirigeantes d'autrefois. Si cette tendance n'a peut-être pas en réalité toute l'importance de fait que nous serions tentés de lui attribuer, elle n'en reste pas moins intéressante, même si elle ne s'appliquait qu'à un petit nombre de cas. On n'a pas assez insisté chez nous sur les procédés d'enseignement des Soviets. Pourtant, nous savons que pour les bolcheviks, la discussion, la divergence de vues n'existe pas. Il s'ensuit évidemment que l'enseignement supérieur, qui vit tout entier de comparaison et de discussion, ne peut exister, dans la Russie actuelle, que s'il se départit des règles fondamentales du dogme bolchevik. Aussi bien, les nombreux cas de suicide parmi des étudiants

issus de la formation communiste semblent-ils indiquer qu'il y a là des points sensibles, que les affirmations d'une minorité intéressée et sans scrupules ne peuvent dissimuler bien longtemps à des hommes soucieux d'honnêteté et de vérité.

L'une des nouvelles qui montrent le mieux l'état d'esprit des dirigeants soviétiques est le projet d'un monument qu'on élèverait à Dzerjinski, l'ancien créateur et directeur de la Tchéka, de sanglante mémoire. En vérité, un gouvernement qui dresse des statues à ses Vidocq est vraiment peu scrupuleux sur le choix de ses grands hommes. Mais après tout, peut-être n'est-ce là qu'un canard destiné à ridiculiser les Soviets...

Les émigrés russes

Malgré les congrès répétés qu'ils organisent ici ou là, en Allemagne ou en France, les partis monarchistes russes continuent une vaine et obscure agitation. Il semble que le choix du grand duc Cyrille comme futur tsar n'ait pas été du goût de tout le monde. Le grand duc Nicolas Nicolaïévitch, l'ancien généralissime, s'est prononcé nettement contre une élection faite comme celle-là, à l'étranger, et sans tenir compte des sentiments de ceux de là-bas, qui, vraiment, sont la Russie. On ne peut que louer le courage de ceux des émigrés qui ne veulent pas exagérer leur importance. Il est évident qu'ils ont perdu tout contact fructueux avec la Russie vivante. La Russie qu'ils représentent est morte : seule l'expérience pourra décider de la forme de gouvernement qui sera acceptée par leur pays, quand la tyrannie des Soviets aura vécu ; à tout vouloir organiser d'avance dans le détail, on risque de faire une besogne aussi vaine qu'elle est dangereuse, étant utilisée par les bolcheviks pour justifier leur propagande.

Y. A. Bodry.

YOUGOSLAVIE

Après les élections [1].

Les élections du 18 mars ont profondément modifié la composition de la Skoupchtina. Elles n'ont pas assuré au parti radical qui les avait provoquées, la majorité homogène qu'il espérait obtenir. Elles rendent nécessaires à nouveau, la constitution de gouvernements de coalition sans unité de vue. Mais la situation politique a gagné en

1. Voir *La Vie des Peuples*, tome IX, n° 34, 10 février 1923, pages 566-579.

netteté. Le pays tout entier a senti confusément qu'il était appelé à décider de l'organisation intérieure de l'Etat. Les électeurs ont choisi entre le centralisme et le régionalisme. Ils ont accordé leurs suffrages aux partis qui se réclamaient de mots d'ordre simples et proposaient des solutions tranchées. Ils ont témoigné leur indifférence aux programmes étendus et nuancés. Favorisés par la réforme électorale, les grands partis se sont renforcés, tandis que les petits ont disparu. Les victoires frappantes sont le plus souvent celles des chefs les plus aptes à symboliser les aspirations de régions historiques tout entières ou de grandes unités confessionnelles. Ainsi s'est opérée une véritable concentration politique qui livre les destinées de la Yougoslavie soit à l'esprit de conciliation, soit à l'obstination de quelques hommes. Mais l'unité nationale demeure intacte parmi les courants politiques nouveaux. Les éléments qui étaient suspects de ne pas la reconnaître ont subi une défaite irréparable. Le pays les a condamnés. Le conflit soulevé entre les partisans de la Constitution et ceux de sa révision ne dépasse pas les limites de la politique intérieure.

L'équilibre des partis est rompu au profit de groupements régionaux et confessionnels solidement organisés. De fortes individualités, dépourvues de clientèles politiques régulièrement encadrées, disparaissent du Parlement. Les classements rigides au milieu desquels elles n'auraient que faire sont un empêchement à la formation de majorités transformables. D'autre part, aucun parti ne possède la majorité absolue, ni ne semble susceptible de l'acquérir en entraînant à sa suite des partis mineurs.

L'Assemblée Constituante, transformée en Législative, comptait 419 membres : 98 radicaux, 94 démocrates, 48 paysans républicains croates, 11 membres de l'Union Croate, 3 frankistes, 40 membres de l'Union des agriculteurs, 23 cléricaux, 14 membres de l'organisation musulmane yougoslave de gauche, 10 membres de celle de droite, 58 communistes, 3 républicains, 2 socialistes. La Chambre élue le 18 mars comprend 312 députés : 108 radicaux, 51 démocrates, 70 paysans républicains croates, 22 cléricaux slovènes, 18 membres de l'organisation musulmane yougoslave de gauche, 14 musulmans de nouvelle Serbie (parti du *Djémiète*) 9 membres de l'Union des agriculteurs, 1 nationaliste serbe, 3 *Bounievtsi* (catholiques yougoslaves de Voyivodina) 6 Allemands, 1 Roumain, 3 socialistes, 2 fédéralistes monténégrins, 2 revisionnistes dalmates (groupe Drinkovitch). Sur 35 partis qui affrontaient les élections, 14 seulement sont représentés au Parlement. Les communistes, les républicains serbes, les *frankovtsi* (frankistes, c'est-à-dire Croates trialistes) n'ont plus de députés. L'organisation musulmane yougoslave de droite a disparu. Il reste dans la nouvelle Skoupchtina un grand nombre des parlementaires en vue dans l'ancienne : MM. Liouba Yvanovitch et Yanitch, seconds

de M. Pachitch. MM. Nintchitch, Trifonovitch, Stoyadinovitch et Yankovitch, ministres actuels des affaires étrangères, de l'instruction publique, des finances et des communications. Les démocrates comptent à nouveau parmi eux MM. Davidovitch, Pribitchévitch, Vilder, Krizmann, Loukinitch, Ribar et Koumanoudi, les agriculteurs MM. Yovanovitch et Lazitch, les musulmans MM. Hrasnitsa, Kroulenovitch et Kapétanovitch. Mais des hommes de réputation européenne disparaissent de la scène politique. M. Troumbitch, ancien président du Comité yougoslave de Londres, premier ministre des Affaires étrangères du nouvel Etat, n'a pas été réélu en Dalmatie. Il semblait destiné par son ardent patriotisme croate et yougoslave à jouer le rôle de conciliateur entre le particularisme de Zagreb et les efforts centralisateurs du gouvernement de Belgrade. Il s'était offert à prendre la dignité de « ban[1] » et à faire accepter par les Croates, la Constitution en voie de rédaction, pourvu que le maximum de population des départements ne fût pas limité à 800.000 habitants[2]. Il ne craignait pas, au moment où on discutait avec passion de l'organisation intérieure du pays, de prendre des responsabilités, pour faire triompher la cause qui lui semblait juste. De même M. Smodlaka, porte-parole du slavisme dalmate à la Conférence de la Paix, demeure absent du Parlement. Parmi les républicains serbes, un ardent pionnier de l'Unité, M. Djouovitch, qui s'était imposé à la Skoupchtina par la fermeté de ses convictions et par la vivacité de ses reparties, en est écarté. On se rappelle qu'en 1920, une mission anglaise enquêta au Monténégro sur la liberté des élections. M. Djouovitch, député du Monténégro, riposta en interpellant le président du conseil pour le prier de préciser l'attitude prise par le gouvernement vis-à-vis de la République irlandaise. Son absence sera remarquée. On sera frappé également de ne plus voir siéger dans la masse des députés ruraux M. Avramovitch, apôtre de la coopération, parmi les paysans serbes.

Ces hommes politiques auraient eu un rôle à jouer dans le regroupement des partis qui s'effectuera pour parer à la crise de la majorité. Aucun parti ne possède au Parlement la majorité absolue. Les radicaux qui ont constitué le gouvernement actuel, semblent disposés à garder le pouvoir avec l'appui des 14 députés du *Djémièle*, des 6 députés allemands, du député roumain, et du député nationaliste serbe. Cette combinaison ne leur assurerait la majorité qu'en l'absence escomptée des 70 paysans républicains croates. Il n'est pas sûr qu'elle puisse être réalisée sans difficulté. Huit membres du *Djémièle* réservent jusqu'à nouvel ordre leur attitude. Ils s'accommoderaient fort

1. Gouverneur ou vice-roi de Croatie.
2. Pour préserver l'unité historique de la Croatie.

bien d'un régime d'autonomie en Vieille Serbie et en Macédoine où ils sont à peu près aussi nombreux que les chrétiens; et le chef des musulmans de Bosnie, M. Spako, est d'ailleurs fort capable de les amener à placer l'idée de la solidarité musulmane au-dessus des combinaisons politiques. De leur coté, Allemands et Roumains seront avant tout au Parlement les champions des droits des minorités, appliqués à obtenir des concessions peu compatibles avec la loi commune applicable à tous les sujets d'un Etat centralisé. Les Allemands sont très jaloux de leur particularisme. M. Hermann Rüdiger, de Munich est resté parmi eux, de mai à octobre 1922, sous les auspices du *Schwæbisch-deutscher Kulturbund*, de Novi Sad. Par des conférences, des visites et des études, il a contribué à donner aux « Souabes » de Voyivodina une conscience nationale allemande qu'ils n'ont jamais eue sous le régime hongrois. Leur chef, M. Kraft, affirme maintenant que les décisions votées le 18 décembre dernier par 4.500 délégués au Congrès de Jombolia « s'appliquent à toute la nation allemande de la Slovénie à la frontière roumaine ». Quand on sait que les Allemands de Yougoslavie possèdent pour 500.000 habitants deux gymnases, de nombreuses écoles primaires et 24 journaux, on se demande de quelles concessions leurs députés prétendront se faire payer par le gouvernement leur appui. En Autriche, les 80.000 Slovènes de Carinthie ne disposent que d'une seule école primaire, et les 70.000 Croates du Burgenland qui n'ont pu fonder qu'un seul journal, *Hrvatské Novine*, n'ont pas obtenu une seule école. C'est que les Allemands de Yougoslavie ont su s'organiser. A l'instar des Saxons de Transylvanie ils ont créé un Conseil allemand. Ils se préparent à parler au nom de tous les allogènes de Voyivodina. L'organe hongrois de Novi Sad *Delbacska*, les considère comme les porte-parole des minorités nationales. Le *Deutscher Volksblatt*, organe doctrinaire du parti allemand, prend la défense des droits des Magyars. Déjà les 6 députés allemands se considèrent comme les représentants de 45% des habitants de la Voyivodina, les allogènes : ne seront-ils par pour le gouvernement des alliés exigeants ?

Il n'est d'ailleurs pas certain que le parti paysan républicain croate s'abstienne, comme sous la précédente législature, de participer aux travaux parlementaires. Son entente avec les cléricaux slovènes, les musulmans de Bosnie, les fédéralistes monténégrins provoquerait la formation d'un bloc révisionniste de 150 voix. Contre ce bloc, le parti radical n'a qu'un allié susceptible de l'aider à maintenir la Constitution : le parti démocrate. Ensemble, ils réuniront 161 mandats, majorité insuffisante pour gouverner. Mais le parti radical a dénoncé lui-même sa coalition avec les démocrates parce qu'il jugeait qu'elle rendait vain tout travail parlementaire. Si les élections ont montré la nécessité de la rétablir, l'appel au pays n'était-il pas inutile ?

A supposer que revive la coalition radicale-démocrate, l'équilibre en sera rompu en faveur des radicaux. Les deux partis ne sont plus à égalité de voix. Dans les combinaisons ministérielles, le dosage des portefeuilles sera donc plus facile, le groupe le plus faible restera subordonné au plus fort. Un reclassement des partis s'est opéré dans tout le pays au profit de ceux qui possédaient déjà la prédominance numérique. Les électeurs n'ont accordé leurs voix qu'à des organismes susceptibles de faire triompher la politique de centralisation ou celle de l'autonomie provinciale. Aussi le parti radical a-t-il obtenu la majorité des voix serbes, le parti paysan républicain croate la majorité des voix croates, l'organisation musulmane yougoslave de gauche la majorité des voix musulmanes de Bosnie-Herzégovine, les cléricaux slovènes la majorité des voix slovènes.

Les radicaux ont gagné dans toute la Yougoslavie 256.000 voix. Ils en ont obtenu 540.080, alors qu'en 1920 ils n'en comptaient que 284.500. Le nombre des voix démocrates accuse au contraire un gain très faible : 65.000 : il a passé de 319.500 à 384.800. Mais c'est particulièrement en Serbie, au Monténégro et dans la Nouvelle Serbie, que l'écart entre les deux partis est sensible : les radicaux y réunissent 333.000 voix, c'est-à-dire 100.000 de plus que les démocrates, leur principal adversaire. Tandis que ces derniers soutenaient l'idée d'une Yougoslavie fortement unie, les radicaux se présentaient comme les défenseurs d'une Serbie mise en danger. Les paysans choumadiens s'en sont remis au parti serbe le plus ancien et le plus fort du soin de maintenir le serbisme et la dynastie. Même des éléments non serbes ont considéré les radicaux comme les plus fidèles défenseurs de la Constitution, et 3.500 suffrages slovènes se sont portés sur leurs candidats. Les « agriculteurs » serbes, qui partageaient avec les radicaux la sympathie des masses paysannes serbes, ont subi le même sort que les démocrates, et sortent des élections fortement diminués. Si le nombre de leurs voix s'est accru de 35.000, et pour atteindre 58.800 au lieu de 46.600 en Serbie et 60.500 au lieu de 50.900 en Bosnie, cela tient surtout à l'accroissement du nombre des votants, qui a été en moyenne de 10 pour cent supérieur à celui des élections de 1920. Le nombre des députés « agriculteurs » est tombé de 25 à 9 seulement.

Dans les pays croates, le même phénomène d'absorption des petits partis au profit du plus apte à défendre le croatisme s'est produit à l'ancienne Skoupchtina, quatre partis se partageaient les mandats croates. La nouvelle, sur 66 députés élus par la Croatie-Slavonie, en compte 52 qui appartiennent au parti républicain paysan croate. Dans certaines communes on a dû affecter deux urnes à ce parti. Dans la ville de Zagreb les démocrates ont perdu 400 voix (2.300 au lieu de 2.700 en 1920) tandis que le parti paysan républicain en a obtenu 6.785, plus qu'il n'en réunissait aux élections

précédentes, avec l'Union Croate (1660 pour lui, 2.702 pour l'Union). C'est qu'en 1922, il est le parti croate par excellence, devant qui les autres s'effacent. Sa majorité dans certains comitats a été écrasante : 70.800 voix sur 79.000 votants dans le comitat de Varajdine, au lieu de 51.900 en 1920, 50.000 sur 61.000 votants dans celui de Biélovar. En Syrmie même, il a groupé la grande majorité des voix revisionnistes, et à Zemoune, véritable faubourg de Belgrade, il s'est assuré 700 voix. Dans l'ensemble de la Croatie-Slavonie, plus de 66% des voix lui appartiennent, alors que le parti le plus favorisé après lui n'en possède pas 16 %. Les électeurs ont voté suivant leur confession religieuse pour les centralistes ou pour les autonomistes. Les catholiques, qui sont 73 % de la population en Croatie-Slavonie, ont voté pour les autonomistes;ceux-ci réunissent 68% des votes, presque tous au profit du parti paysan républicain croate. Fort de l'empire qu'il exerce sur les masses catholiques et paysannes, il a étendu son action hors de la Croatie. En Dalmatie, il obtient de tous les partis la plus forte proportion de voix, 26%. En Bosnie, il en réunit autant que les radicaux : 20%. En Slovénie même, il gagne deux sièges.

Mais là il se heurte au parti clérical slovène, qui a des racines profondes dans tout le pays et prend l'allure d'un véritable parti national. Les cléricaux possèdent maintenant en Slovénie 22 sièges sur 25; les démocrates conservent un seul mandat grâce aux électeurs de la ville de Lioubliana, et le parti agricole slovène, qui fournissait un ministre au gouvernement précédent, n'a plus de représentant à la Skoupchtina. En votant pour les cléricaux, la masse rurale slovène montre qu'elle veut maintenir jalousement une langue négligée et des traditions oubliées sous le régime autrichien, développer les écoles qu'elle a créées depuis son entrée dans l'Etat yougoslave; elle s'oppose ardemment à la division du pays en deux départements.

En Bosnie-Herzégovine, l'organisation musulmane yougoslave de gauche, dont les tendances autonomistes sont connues, obtient 18 sièges et 34 % des voix. Les Croates du parti paysan républicain en réunissent 20 %, l'organisation musulmane yougoslave de droite 3 %, les partis serbes 40 %. Ce résultat cadre exactement avec la répartition des confessions religieuses dans un pays qui compte 43 % d'orthodoxes, 23 de catholiques et 32 de musulmans. Croates et musulmans ont voté presque tous pour les deux grands partis autonomistes. Ils ont montré leur attachement à des institutions locales, et leur désir de faire revivre une Diète où aucun élément ethnique ou confessionnel ne possède de majorité et ne puisse exercer de tyrannie sur les autres. Ils redoutent la prédominance de l'élément serbe et orthodoxe dans un Parlement central.

Ainsi chaque groupe ethnique ou confessionnel a concentré ses voix sur un parti qui est désormais son porte-parole. Ce résultat

est dû en grande partie à l'autorité personnelle de quelques hommes politiques dont on peut dire qu'ils sont maintenant les représentants de provinces tout entières : M. Pachitch en Serbie, Stépane Raditch en Croatie, Mgr Korochets en Slovénie, Mehemed Spaho en Bosnie-Herzégovine.

* * *

Dans les pays serbes, M. Pachitch fait aujourd'hui figure d'apôtre du serbisme et de soutien principal de la dynastie. Beau couronnement de carrière pour ce vieillard qui fêtera dans quelques mois son quatre-vingtième anniversaire. Les jugements les moins nuancés de ses adversaires ne contestent jamais sa profonde habileté politique, sa connaissance sûre du Parlement et des hommes, les ressources de son calme serein dans les circonstances les plus graves. N'est-ce pas sous son influence directe que fut rédigée en juillet 1914 la réponse si modérée de ton, du gouvernement serbe à l'ultimatum autrichien ? Quel avantage moral la Serbie n'a-t-elle pas tiré du sang-froid de son premier ministre ? Jusqu'à hier, toutefois, M. Pachitch n'était pas le chef unique de son parti. Les élections ont définitivement mis son autorité au-dessus de toute discussion. Au lendemain de la guerre, il partageait l'influence sur les radicaux avec M. Stoyane Protitch. Ce dernier, énergique, autoritaire, sympathique aux doctrinaires, avait été chargé à plusieurs reprises de former des ministères à base radicale. Mais il sentait que les nouvelles provinces du royaume s'accommodaient mal de la centralisation. Il proposa donc de concilier l'unité politique nécessaire aux Etats forts et les tendances autonomistes des Croates, des Slovènes et de la majorité des Bosniaques en décentralisant largement le pays en huit groupements régionaux. Malgré leurs divergences de vues, M. Pachitch et M. Stoyane Protitch s'employèrent à maintenir l'unité du parti. Ils négocièrent longtemps la rédaction d'un programme commun. A quelques semaines des élections, M. Pachitch se rendit compte qu'à vouloir concilier deux tendances diamétralement opposées il était impossible de présenter aux électeurs un programme simple et précis, au risque d'une scission. Il mit M. Protitch dans l'alternative de défendre la Constitution ou de se démettre. Ainsi brusquement isolé M. Protitch essaya d'organiser hâtivement un groupement politique. Mais il lui manquait des cadres et il était trop tard pour rallier l'opinion publique à sa cause. Il courait à un échec certain, et M. Pachitch restait seul maître de la situation. Les affiches électorales illustrées du parti radical représentèrent M. Pachitch debout sur un socle, protégeant la Constitution contre les assauts furieux des catholiques slovènes, des républicains croates et des musulmans de Bosnie encouragés par les Bulgares, les

Magyars et les Italiens. En votant pour lui, maint paysan serbe fut persuadé qu'il contribuait à défendre son roi et sa patrie. Pour avoir laissé une scission se faire dans son parti au moment opportun, M. Pachitch avait renforcé le radicalisme. Il lui assurait le programme simple et clair qui frappe l'esprit des masses, et lui-même symbolisait ce programme. Les résultats lui donnèrent raison. A Belgrade, dans chaque section de vote, la liste radicale gagna un nombre considérable de voix. Elle en obtint au total 5.800 c'est-à-dire 1.200 de plus que la liste démocrate. M. Protitch en réunit à peine 550. Aucun de ses partisans ne fut élu, lui-même fut battu dans le département de Kronchévats, qu'il représentait depuis plus de vingt ans. Il ne fait plus partie du Parlement. L'attitude de M. Pachitch et le succès qu'il a remporté prouvent qu'il vaut mieux sacrifier l'unité apparente d'un parti que de renoncer à présenter aux électeurs des formules saisissantes.

Pour avoir méconnu ce principe, le parti démocrate est sorti diminué des élections. Il possède deux chefs d'influence égale : M. Pribitchévitch, champion du centralisme unitaire, le défenseur le plus ardent de la Constitution du *Vidov dane*, et M. Davidovitch, disposé à l'amender en faveur d'une large décentralisation. Un congrès avait maintenu l'unité formelle du parti. Mais les électeurs furent désorientés. Seuls donnèrent leurs voix aux candidats démocrates ceux qui étaient fortement encadrés dans les organisations du parti. La masse flottante, qui ne s'agrège à aucun groupement politique, pencha du côté des radicaux. D'autre part, aucun des chefs de parti ne disposait d'une autorité suffisante pour empêcher la formation de listes dissidentes. Dans 18 départements serbes, les démocrates ne présentèrent pas moins de 42 listes. Ils perdirent ainsi le bénéfice du quotient électoral tandis que les radicaux qui n'avaient pas craint la scission avec les partisans de M. Protitch ne présentaient dans chaque département qu'une liste unique. Pour les mêmes raisons, les « agriculteurs » serbes, dont les listes de la fraction Yovanovitch, s'opposaient à celles de la fraction Avramovitch, perdirent treize mandats; quatre en Dalmatie, six en Serbie, trois en Voyivodina. Par son habileté personnelle et par la faute de ses adversaires, M. Pachitch arrivait à grouper presque tous les Serbes.

Stepane Raditch a réalisé avec autant de bonheur l'union de tous les Croates, puisqu'en Croatie-Slavonie il ne lui manque que 4% de leurs voix. Ce résultat est dû à son ascendant personnel. Beaucoup de paysans ont voté pour lui sans l'avoir jamais vu ni entendu. Il symbolise pour eux la résistance du village à l'emprise de la ville. Il est le seul de tous les hommes politiques croates qui sente les aspirations confuses de la masse rurale. Sous son égide, il a pu faire élire députés 68 paysans qui prennent part pour la première fois à la vie politique.

Les paysans représentent 80% des électeurs croates. Ils n'ont jamais dirigé les affaires publiques, et sont séduits par un programme qui leur propose de jouer un rôle en accord avec leur écrasante majorité. Stepane Raditch est pour eux l'apôtre d'un monde nouveau, où ils ne seront plus la masse juste bonne à subir l'impôt et la conscription. Ils entrevoient un village maître de ses destinées dans une fédération d'unions coopératives, indépendantes des villes corrompues, un régime où les intellectuels ne seront que des techniciens mis à la disposition de la masse. Ce programme simple et séduisant est celui d'un homme pourvu d'un sens psychologique affiné. Il devait l'emporter sur les programmes électoraux ordinaires, qui évitent les engagements compromettants en dissimulant leur timidité sous la banalité des formules. Il a triomphé grâce à une organisation minutieuse. Aux paysans qui ne lisent pas les journaux, Stépane Raditch parle lui-même ou envoie des hommes de confiance, paysans aussi. Ceux-ci ont parcouru pendant quatre ans les pays croates de village en village et de maison en maison. Ils ont commenté, aux veillées du foyer par les longues journées d'hiver, en revenant de la moisson l'été, le programme d'un chef qui semble être le Messie d'une ère nouvelle. Entre les partis qui exaltaient le rôle d'un Etat à capitale éloignée et ceux qui évoquaient la noblesse de la vie au village, les paysans croates ont choisi les seconds. L'Union croate, le parti bourgeois croate, le parti des agriculteurs croates, les cléricaux ont été définitivement condamnés en Croatie-Slavonie.

Dans les pays slovènes, Monseigneur Korochets remporte un succès aussi complet que Stépane Raditch en Croatie. Il le doit autant à son organisation électorale qu'à un particularisme accusé par une langue différente du serbo-croate. Chaque prêtre de village est pour lui un agent électoral, et le pays, foncièrement clérical, est docile aux suggestions de ses prêtres. Mgr. Korochets a réclamé nettement l'autonomie de la Slovénie et défendu les revendications de l'Eglise catholique. La masse rurale l'a fidèlement suivi. Elle lui a donné 107.000 voix sur 177.000 votants, alors qu'aux élections de 1920 il n'en avait obtenu que 58.000 Il ne lui manque cette fois, parmi les suffrages catholiques, que ceux de 6.000 Allemands et ceux de 10.000 paysans républicains qui ont voté pour Stépane Raditch.

En Bosnie-Herzégovine, un homme symbolise aujourd'hui le particularisme musu'man, Mehemed Spaho. L'emprise de ce chef de parti sur les masses n'est point faite pour surprendre. Il excelle à résumer en formules lapidaires les situations les plus compliquées. Au cours de la conversation, cependant que son regard se fait tour à tour interrogateur ou approbateur, il porte avec une grande mesure d'expression des jugements solidement fondés sur une patiente documentation et où apparaît une intelligente puissance d'assimilation. A l'égal

de M. Pachitch, il n'a pas craint de rompre le front unique de son parti — qui était à base religieuse — pour assurer la netteté de son programme politique et éviter les confusions. L'organisation musulmane yougoslave de Bosnie s'est scindée en juin 1922 ; sa fraction de gauche, présidée par Mehemed Spaho, a présenté aux électeurs un programme nettement autonomiste; sa fraction de droite, sous le Mufti Maglayilitch, est demeurée fidèle à la politique du gouvernement de Belgrade. Cette dernière avait un chef religieux, et deux de ses membres sur 10 dans le gouvernement. Elle présentait la centralisation à Belgrade comme un heureux moyen d'échapper à l'emprise tyrannique, parce que plus directe, de Sarayévo. Séduisant pour les villes secondaires de Bosnie-Herzégovine, Bania-Louka, Touzla, Mostar, ce programme ne fut approuvé néanmoins que par 3 % des électeurs tandis que les listes préconisées par M. Spaho réunissaient 20% des voix. La politique du Mufti Maglayilitch ne recueillait que 9.500 suffrages, celle de Mehemed Spaho était consacrée par 60.000 électeurs. Dans le pays même de son représentant, à Touzla, la première obtenait 4.500 voix contre 30.800 à l'autre; à Sarayévo, elle n'en groupait que 400, contre 27.500 pour les idées de Mehemed Spaho. Il ne reste plus désormais qu'un seul parti musulman représenté au Parlement.

Ainsi, dans la nouvelle Skoupchtina, les groupements politiques se distinguent avec plus de netteté que dans l'ancienne. Ils sont présidés par des hommes pourvus d'une autorité assez grande pour parler librement en leur nom. Mais ils ont un caractère local et religieux. La Yougoslavie se divise en deux zones politiques. Celle de l'Est et du Sud comprend les pays où dominent les Serbes orthodoxes, Serbie, Monténégro, Voyivodina. Elle a donné 870.000 voix sur 955.000 votants aux partis fidèles à la Constitution et partisans d'une forme d'Etat centralisée. Dans celle de l'Ouest, formée de la Dalmatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie-Slavonie et de la Slovénie, dominent catholiques et musulmans. Sur 1.133.000 votants, elle a donné 735.000 voix, aux adversaires de la Constitution, revisionnistes et autonomistes. Cette division géographique des partis provoque d'ardentes polémiques. Les résultats des élections ont été salués par la presse de Zagreb comme un véritable plébiscite de la « nation croate ». La principale revue de Belgrade, le *Knyijévni Glasnik*, dans son numéro du 1er avril 1923, y voit un danger pour l'Etat :

Les électeurs, invités à approuver la Constitution, ont répondu en se groupant en quatre confessions et blocs nationaux peu disposés aux compromis. Ces groupes menacent d'ouvrir une crise non seulement de la Constitution du *Vidov dane*, mais aussi du fondement de l'Etat uni des Serbes, Croates et Slovènes, c'est-à-dire de l'idée d'unité nationale.

* * *

En réalité aucun parti, au cours de la campagne électorale, n'a mis en question l'unité nationale. Les éléments suspects à cet égard ont été désavoués par l'opinion publique. Le parti fédéraliste monténégrin, formé par les anciens ministres du roi Nicolas, n'a réuni que 8.000 voix sur 32.900 votants. En Slovénie, le listes préconisées par M. Chousterchitch, ancien promoteur de l'idée d'unir sous le sceptre des Habsbourg les seuls Yougoslaves catholiques, n'ont obtenu que 870 voix. En Croatie, les « frankistes », anciens partisans du trialisme austro-hongrois, ont ramassé péniblement 8.000 voix et perdu les 3 députés qu'ils avaient à l'Assemblée précédente. Dans la ville de Zagreb même, ils n'ont pu grouper que 4.700 voix sur 17.800 votants. Enfin, les allogènes directement placés aux frontières d'Etat de leur nationalité ne sont pas représentés. Dans le cercle de Maribor, en Slovénie, les candidats allemands n'ont pas obtenu 6.000 voix. En Voyivodina, les Magyars n'ont pas présenté de candidats. Seul, un député roumain a pu se faire élire dans le Banat, dans le département de Pantchévo — Béla Tsrkva qui envoie 8 députés au Parlement. Il n'y a pas dans la Skoupchtina actuelle de représentation protestataire. La lutte qui se poursuit entre les éléments centralisateurs de l'Est et les éléments autonomistes de l'Ouest est d'ordre intérieur.

Devant le problème qui se pose au pays dans toute son acuité, le gouvernement radical homogène, constitué en décembre dernier n'a pas encore précisé son attitude. Fidèle à une tactique qui dans le passé a réussi au parti radical, il attend. C'est de l'opposition qu'est venue la première tentative de groupement des forces. Du côté serbe, la presse seule, jusqu'ici, a envisagé les moyens d'y répondre.

Stépane Raditch a invité Mehemed Spaho et Mgr Korochets à se réunir avec lui à Zagreb le 29 mars. Les trois chefs de parti ont discuté et conclu un accord offensif contre le gouvernement actuel et la politique de centralisation. La coalition nouvelle, qui compte 110 membres, n'a encore publié aucun programme. On connaît déjà cependant ses intentions par les déclarations de ses chefs à la presse, et notamment à M. Théodore Berkes, correspondant du *Berliner Tageblatt*. Elle demande l'autonomie de la Slovénie, de la Bosnie-Herzégovine et de l'ancien royaume de Croatie-Slavonie-Dalmatie, la constitution d'un gouvernement revisionniste qui procédera à de nouvelles élections, la représentation des Diètes slovène, bosniaque et croate par des délégations munies de pleins pouvoirs en matière de politique extérieure, d'emprunts internationaux et d'organisation militaire.

L'opinion serbe admettra avec peine un tel système fédératif. Elle n'abandonnera pas de minorités serbes à la tutelle de gouvernements

organisés à Zagreb ou à Sarayévo. Or, ces minorités sont importantes outre Save et Drina. La Bosnie a élu 21 centralistes contre 27 autonomistes; la Dalmatie 6 centralistes contre 9 revisionnistes; la Croatie-Slavonie 16 centralistes contre 52 revisionnistes. Une partie de l'opinion en Serbie est exaspérée par l'attitude de l'opposition croate et slovène. Le journal *Vrémé*, qui a des attaches avec le gouvernement n'hésite pas à envisager dans son numéro du 30 mars, « l'amputation » de la Croatie et de la Slovénie :

Nos forces ne nous permettent pas d'accomplir notre volonté, et la voie suivie par les Croates est si loin de la nôtre qu'il ne peut être aucunement question d'entente entre nous. Alors, il ne reste qu'une seule et dernière solution, nous séparer le plus tôt possible... Nous serons diminués dans nos frontières, mais nous aurons plus de liberté d'allure et la possibilité d'employer nos énergies. Dans la situation où nous sommes, si par quelque malheur, un conflit international se produisait, nous ne savons pas de qui l'côté nous viendrait le coup de couteau perfide...

Un journal aussi important que *Vrémé* n'envisage point de sang-froid une telle opération, mais il en fait une menace à l'égard des Croates. Les Serbes accepteraient l'idée d'une amputation, à condition que celle-ci ne les séparât point de leurs frères de religion de Syrmie, de Slavonie, de Lika, de Dalmatie, et de Bosnie. La Croatie indépendante serait alors réduite aux comitats de Biélovar, Varajdine, Zagreb et Riéka, soit 1.500.000 habitants, 300.000 de plus que la Slovénie. La République paysanne de Stépane Raditch, dépourvue de soldats, ne pourrait s'opposer à une délimitation de frontière qui serait assurée par les soins de l'armée serbe. L'opinion croate et slovène est informée à cet égard. Elle n'entend pas non plus livrer son pays aux ambitions italiennes ou magyares. Elle tient à garder à son industrie le débouché privilégié qu'elle exploite au Sud de la Save. Elle redoute une concurrence égale avec les pays de surproduction industrielle du Nord et de l'Ouest.

L'idée d'une séparation possible entre Croates et Slovènes d'une part et Serbes de l'autre est facilement écartée par les considérations d'intérêt particulièrement chères aux Slovènes, chez les Croates par la crainte de voir une solide frontière séparer la Croatie de la Slavonie et par la foi en la mission pratriotique qui anime tous les Serbes.

Le conflit actuel est susceptible de diverses solutions. La Constitution peut être appliquée coûte que coûte, par une dictature militaire ou par un gouvernement de coalition radicale-démocrate. Celui-ci aura la majorité au Parlement et sera dispensé de recourir à de nouvelles élections. S'il y recourt pourtant, il devra constituer un bloc des partis serbes pour profiter de la loi électorale qui favorise les majorités. Mais il risquera de provoquer la formation d'un bloc slovène, croate et musulman qui se répartira les candidatures sur la

base des résultats obtenus aux dernières élections. On ne peut prédire les conséquences d'un plébiscite entre deux blocs opposés. La révision de la Constitution est également possible : Il suffit pour l'entreprendre de trouver une base de discussion. Le gouvernement, qui a laissé faire les élections en toute liberté, ainsi qu'en témoignent les succès remportés par l'opposition, ne recourra aux solutions fortes qu'à la dernière extrémité.

La crise que traversait à la veille des élections la Yougoslavie était une double crise de relations entre Serbes orthodoxes et Yougoslaves catholiques et musulmans d'une part, entre les deux grands partis politiques de l'ancienne Serbie, radicaux et démocrates, de l'autre. Les élections ont résolu la seconde de ces crises en assurant le succès du parti radical dans les pays serbes. Mais elles ont encore avivé les antagonismes provinciaux. Ceux-ci cependant ne sont pas assez forts pour mettre en péril l'unité nationale préparée de longue date par de grands Croates, réalisée par les Serbes et nécessaire aux Slovènes. La crise a atteint son point culminant; le gouvernement et les partis sont dans la nécessité de régler la forme de l'Etat yougoslave.

Yves Chataigneau.

A TRAVERS LES REVUES

1. La course à la richesse.

Le Secolo publie un chapitre du livre que prépare M. Ferrero. Dans ce chapitre, M. Ferrero essaie de déterminer les causes des troubles spéciaux qui déchirent le monde moderne.

Qu'est-ce que l'abondance ? C'est avoir plus d'argent qu'il n'en faut pour satisfaire ses besoins et ses désirs ; c'est ne jamais se sentir rongé par le désir insatisfait qui voudrait plus et ne peut acquérir ce plus. Mais comment est-il possible qu'on se sente au large dans l'abondance, lorsque les désirs croissent plus vite que la quantité de biens disponibles ?

La richesse et la pauvreté ne sont pas des réalités objectives ; sinon lorsqu'un homme a moins que ce qui lui est strictement nécessaire pour vivre ou plus que ce que la prodigalité la plus généreuse peut consumer. Avoir faim, être nu, n'avoir ni toit, ni gîte, voilà la pauvreté réelle et objective. Posséder des millions ou des milliards, voilà vivre dans la richesse réelle.

Mais la pauvreté réelle est aujourd'hui très rare, beaucoup plus rare que dans les siècles passés. La richesse réelle est au contraire plus fréquente, bien que ceux qui la possèdent aujourd'hui soient une quantité minime si on les compare à l'univers. Aujourd'hui, comme dans tous les siècles, la richesse et la pauvreté ne peuvent être pour le plus grand nombre, que des états de conscience. C'est la raison pour laquelle, depuis un siècle, l'Europe et l'Amérique se plaignent de leur pauvreté d'autant plus qu'elles s'enrichissent. Puisque les besoins et les désirs s'accroissent autant ou plus que les biens disponibles, la majorité des hommes se sentira toujours à l'étroit. Une certaine stabilité dans le modèle de la vie, une certaine modération spontanée ou imposée.... est la véritable mère de l'aisance et de l'abondance...

La vie enchérit aujourd'hui parce que si la somme totale des biens

disponibles n'a pas beaucoup varié, les désirs des hommes se sont accrus. Comme toutes les guerres, la guerre mondiale a enseigné le luxe et la prodigalité. Poussés par des désirs plus forts, les hommes se disputent âprement cette somme de biens qui, voici dix ans, suffisait encore largement à la consommation de tous. Et la vie enchérit...

C'est la raison pour laquelle le socialisme est un groupement idéal, à la fois si fort et si faible. Il est peut-être la cristallisation la plus grandiose de cette forme de la double volonté. Il naît, il vit, il mourra de ses contradictions.

Il n'est pas né des souffrances de la pauvreté réelle. La pauvreté affamée, nue, sans toit, est désormais trop rare...

Le socialisme est né et il vit des souffrances de cette pauvreté idéale, par laquelle tant de gens se sentent aujourd'hui dans la gêne, tout en disposant d'une masse de biens qui, à nos ancêtres, aurait paru presque l'opulence. Cette pauvreté idéale est une sorte de lèpre qui se propage dans les masses du peuple et de la classe moyenne, à mesure que la richesse augmente. Sur les traces du mal se répand le socialisme : remède qui devrait le guérir.

Mais c'est une illusion parce que le mal est incurable *dans les conditions actuelles*. Il n'est pas de miracle qui puisse contenter tous ceux qui se sentent à l'étroit. Puisque, depuis un siècle, plus les gains des hommes augmentent, plus les désirs s'accroissent, toute répartition nouvelle ne pourra que faire naître le désir d'une abondance encore supérieure.

Tant que le modèle et l'idéal de la vie resteront mobiles comme ils le sont aujourd'hui, tant que toute acquisition nouvelle ne sera que l'appât de désirs plus violents, le monde sera condamné à se sentir plus pauvre à mesure qu'il s'enrichira. Le socialisme lui-même ne pourra pas trouver la quadrature de ce cercle. Ce qui signifie que le monde est destiné à supporter pendant longtemps ce supplice de Tantale.

Rien n'indique que l'Europe et l'Amérique veuillent retourner à un idéal moins mobile de la vie. Tout nous pousse à croire que de nombreuses générations s'useront encore dans cette éternelle mobilité d'envies et d'idéals, poursuivant une abondance qui s'échappera d'autant plus qu'ils croiront pouvoir la saisir de leurs mains tendues dans la course. Mais si l'on me demandait : « Croyez-vous qu'un jour ou l'autre, l'Europe, l'Amérique, reviendront à un idéalisme mobile de la vie? » Je n'hésiterais pas à répondre : Oui.

Ce qui a toujours été sera. Nous sommes une parenthèse extraordinaire avant que s'ouvre le nouveau cours définitif de l'histoire. Nous nous abandonnons à la brève ivresse d'une heure unique de la vie du monde, comme si c'était désormais la loi éternelle du temps.

Tous les siècles que nous connaissons, toutes les civilisations qui

ont été avant la Révolution française, tous les peuples, sauf ceux d'Europe et d'Amérique, toutes les religions auxquelles l'homme a cru, toutes celles auxquelles on croit aujourd'hui même en Europe et en Amérique ont réclamé comme nécessaire une certaine stabilité dans l'idéal de la vie. Ce témoignage des siècles devrait peser plus que l'expérience tumultueuse d'une heure. L'âme humaine ne peut être changée parce que nous avons découvert dans les viscères de la terre du bitume combustible solide ou liquide.

Européens et Américains des XIX^e^ et XX^e^ siècles, nous sommes l'exception passagère, non le modèle définitif *in œternum* de l'histoire.

(Guglielmo Ferrero : *Secolo* 21 mars 1923.)

2. L'entente franco-anglaise.

Le National Review *de M. Maxse continue à lutter pour l'alliance franco-anglaise.*

Si nous pouvons accepter de payer les frais de la guerre, d'être la seule puissance au monde qui paie une indemnité, la France ne peut accepter de payer des réparations pour la diabolique destruction accomplie sur son territoire et, parlant en Anglais à un public anglais et d'un point de vue strictement anglais, j'espère sincèrement que la France, de même qu'elle a refusé d'être dupée par le Gouvernement de la Coalition sur cette question, ne se laissera tromper par aucun autre gouvernement qui, sous la pression d'influences financières occultes, se laisserait entraîner à reprendre la politique de M. Lloyd George.

La France a droit à un jeu loyal, de même que le contribuable anglais a droit à une plus grande justice que celle qu'il a obtenue jusqu'ici. C'est la solidarité et la force de ces deux grandes puissances occidentales, soutenues vaillamment par la Belgique, par l'Italie et par d'autres alliés fidèles, qui a sauvé le monde des horreurs de la kultur. L'Allemagne qui n'a pas changé, qui ne change pas, qui ne peut changer, reste ce qu'elle était, avec ses appétits que la faiblesse des Alliés a encouragés depuis l'Armistice; et si nous étions assez fous pour permettre aux partisans de l'Allemagne d'ébranler l'Entente, aucun pouvoir ne pourrait sauver notre pays du destin que nous aurions longuement mérité. C'est parce que nous avons confiance dans le bon sens fondamental de nos compatriotes des deux sexes qui, pendant l'épreuve de la guerre, est arrivé à de si grandes hauteurs, que nous refusons d'envisager une catastrophe comme la séparation de deux pays. Unis nous résistons, divisés nous tomberions.

(L. J. Maxse : *National Review*, mars 1923.)

3. Les Etats-Unis et l'Europe.

Le célèbre homme d'Etat démocrate Bryan, ancien secrétaire d'Etat, reproche au gouvernement actuel des Etats-Unis de rester isolé de l'Europe.

Le Gouvernement des Etats-Unis n'a pas compris que notre pays avait le devoir d'aider au rétablissement de la paix dans le monde, en donnant son avis lorsqu'on le lui demandait. Lorsqu'il n'était que sénateur, le Président Harding a voté la ratification de la Société des Nations avec réserves. Comme candidat à la Présidence, il se rangeait à une association des nations. On ne savait donc si la coopération se ferait par une société des nations ou par une association des nations ou par tout autre moyen : mais la coopération était promise. Deux années ont passé depuis l'élection de M. Harding, un an et dix mois depuis son installation. Aucune démarche n'a été faite pour arriver à une coopération effective et l'Administration n'a répondu à aucun des appels qui sont venus d'Europe...

Or, la paix du monde est menacée par l'action de la France... La question qui sépare la France et l'Allemagne n'est pas une question de droit; elle est bien plus large. Le traité n'a pas essayé d'estimer la valeur en argent des dommages causés par l'Allemagne... Il n'a voulu fixer que la somme que l'Allemagne pourrait payer. Cette somme est sans doute excessive, mais ce n'est pas là la question principale...

La question de la validité de l'acte de la France n'est pas non plus la plus importante. La véritable question est de savoir si la France est en état de remplir son programme. Elle ne semble pas disposée à consulter l'opinion ou l'intérêt des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, puissances sans l'aide desquelles elle aurait été annihilée.

Sauvée de l'asservissement sinon de la destruction, est-elle maintenant assez forte pour conquérir l'Allemagne et gouverner son peuple non seulement aujourd hui, mais d'une manière permanente? S'il en est ainsi, les autres puissances n'ont aucun conseil à donner. La France est assez forte pour prendre la place de l'Allemagne comme exposante de la théorie suivant laquelle la force fait le droit.

Mais supposez qu'elle échoue. Qui la sauvera des fureurs qu'elle soulève aujourd'hui? La France joue avec sa propre vie comme avec un enjeu. La paix du monde peut lui paraître une bagatelle très légère pour être prise en considération, mais elle risque sa propre existence. A moins qu'elle ait le pouvoir d'exterminer les Allemands ou de les réduire en sujétion permanente, elle doit vivre à côté d'eux et les avoir comme voisins ou comme maîtres. L'amitié et la force sont les deux seules alternatives. Il semblerait préférable d'employer l'amitié.

La paix universelle et perpétuelle viendra un jour, mais reposant sur la coopération. La France peut hâter sa venue en essayant de l'établir ou en éprouvant la folie de la force.

Si le monde est entraîné de nouveau dans la guerre parce que les Etats-Unis, qui ont un si grand prestige moral et qui jouissent de la confiance du monde plus que toute autre nation, ont manqué au devoir de faire intervenir leur influence dans l'équilibre des puissances, et de donner leur avis aux moments critiques, comment pourrons-nous éluder toute responsabilité lorsque les calamités frapperont le monde? Comment l'Administration pourra-t-elle éluder toute responsabilité si, sous sa direction, la nation a manqué à son devoir envers la civilisation,

La défaite du candidat démocrate qui demandait l'entrée des Etats-Unis dans la Société des Nations — probablement sans réserves...— pouvait autoriser le Président Harding à refuser d'apporter l'adhésion des Etats-Unis au Pacte tel qu'il était. Elle l'autorisait à insister sur une réserve semblable à celle qui est contenue dans nos traités (ce qu'on appelle les « Trente traités ») — réserve qui prévoit l'examen de toutes les questions et qui a été ajoutée au traité des Quatre Puissances par quatre-vingt dix voix contre deux. Le Président Harding s'était engagé à apporter une coopération.

La grande question est de savoir si les Etats-Unis, tout en réservant toujours leur indépendance d'action, peuvent se dérober aux devoirs qui leur incombent comme à la première des nations chrétiennes et à la seule nation qui puisse parler de paix au monde.

(William Jennings Bryan : *Current History* mars 1923.)

4. Le point de vue économique.

*C'est le point de vue auquel se tient exclusivement M. Simons dans cet article de l'*American Review of Reviews. *Article discutable, mais plein de larges vues.*

Ou bien l'Allemagne sera complètement écrasée ou bien elle deviendra la vassale économique de la France pour une longue période d'années. Mais dans l'un et dans l'autre cas, il n'y a pas le moindre espoir d'obtenir de réparations. Si l'Allemagne est écrasée, l'Angleterre perd le marché allemand, en fait, tout le marché de l'Europe centrale — aussi bien que toutes ses créances sur l'Allemagne, la France, l'Italie et la Belgique. Si l'industrie allemande est réunie à

l'industrie française, l'Angleterre perd ses créances, ses marchés et voit se former la plus dangereuse des concurrences pour le fer et le charbon.

Mais sans l'Amérique, il n'y a pas moyen d'arrêter la France. Même avec l'Amérique, il reste bien peu de chances, car les Français sont dans la Ruhr et il est très peu vraisemblable qu'ils en sortent à la requête de Londres ou de Washington. Nous pouvons encore parler en Amérique d'exercer une action au moment propice, mais les Anglais savent bien que le moment est passé, que l'invasion de la Ruhr ouvre dans l'histoire de l'Europe un chapitre absolument nouveau.

Regardons la situation de l'Angleterre — telle qu'elle est. 43 millions d'habitants ne peuvent vivre sur l'étroit territoire du Royaume-Uni que s'ils peuvent vendre à l'étranger leurs produits manufacturés et leurs minéraux, et acheter en échange des denrées alimentaires, car ils ne produisent chez eux que de quoi se nourrir pendant quelques semaines. Leurs ressources sont accrues par les accumulations de capitaux faites jadis et par les revenus du trafic maritime et des placements étrangers.

Mais si les marchés étrangers font défaut, s'ils ne peuvent vendre des produits manufacturés pour acheter de la nourriture, une réduction de la population est inévitable et l'on ne peut échapper à la misère. Bien plus; non seulement ils doivent acheter de la nourriture à l'étranger, mais il est très important qu'ils puissent l'acheter à peu de frais. Or l'écroulement de la Russie a supprimé une grande productrice de nourriture à bon marché.

La France peut vivre, nous pouvons vivre, car pour nous aussi bien que pour elle le commerce extérieur est un détail. Nos deux pays se suffisent à eux-mêmes. L'Allemagne, d'autre part, ne se suffit pas et elle doit acheter sa nourriture à l'étranger. Si le commerce étranger disparaît sa population doit émigrer ou mourir de faim. Ainsi la situation actuelle de l'Europe, qui menace l'existence de millions d'Allemands ou d'Anglais, ne porte que de légers préjudices matériels à la France; et les émigrations d'Allemands et d'Anglais ne pourraient qu'améliorer la position de la France relativement au reste de l'Europe.

Si vous imaginez que les conditions qui ont duré pendant quatre ans peuvent continuer pendant dix ou douze ans et plus, avec une désintégration proportionnelle à celle qui a déjà eu lieu, il ne semble pas exagéré de penser qu'à la fin de cette période la population de l'Allemagne serait réduite à 40 millions d'habitants, celle de l'Angleterre à 30 millions. Seules la France et les puissances occidentales pourraient maintenir leur population présente. Le système complet d'industrialisme qui existait en Europe avant la guerre serait à peu près supprimé. Les nations rentreraient dans leurs frontières comme elles étaient dans d'autres siècles et le chiffre de la population se fonderait sur les ressources alimentaires nationales et non sur les marchés étrangers.

La guerre mondiale a beaucoup de causes, mais l'une de ces causes, au moins, a été le fait que tandis que la production augmentait énormément, les marchés ne s'accroissaient pas dans la même proportion. Les nations dont l'existence dépendait de leur capacité de vente et d'achat à l'étranger, de vendre des produits manufacturés et d'acheter des vivres, se sentirent menacées. Mais la guerre, au lieu de délivrer l'Angleterre de la concurrence allemande ou l'Allemagne de la concurrence anglaise, a aboli actuellement les possibilités de vente et d'achat du monde. La situation des Anglais aussi bien que des Allemands est devenue difficile. La situation a été compliquée par l'expansion de la production américaine.

Si l'Angleterre ne peut retrouver des marchés et des vivres à des prix avantageux, son existence même est mise en péril. Elle ne peut les retrouver à moins que la paix et la prospérité reparaissent dans le monde. D'autre part, la France, qui vit sur ses propres ressources, se soucie peu des marchés et accepte de prolonger le chaos si l'Allemagne refuse de payer et menace d'attaquer. Ainsi la France apparaît à l'Anglais comme l'ennemie de sa propre vie, tandis que le Français pense que l'Anglais est prêt à relever l'Allemand sur les ruines de la France.

Après de longues hésitations, les Français ont rompu avec les Anglais et ont suivi leur route, route qui présente autant de dangers pour l'Angleterre que pour l'Allemagne. Aujourd'hui que la France n'est plus retenue par l'Angleterre, les possibilités de restaurer les marchés britanniques diminuent tandis que les menaces contre la prospérité anglaise s'accroissent. Deux formes de la civilisation sont aux prises : l'industrielle et l'agricole, le XVIII^e^ siècle qui est la France lutte contre le XX^e^ qui est l'Angleterre, l'Allemagne et dans une certaine mesure, nous-mêmes.

Reconnaissons d'ailleurs que notre position a quelque ressemblance avec celle de la France. Tandis que les Anglais et les Allemands ont accru leur population d'une manière terrifiante, sans tenir compte de la production en vivres, les Français ont volontairement limité leurs naissances et nous avons arrêté l'émigration. Ainsi, au moins pour un certain temps, nous avons échappé au problème de la surpopulation et nous continuons, comme les Français, de suffire à nos besoins.

Ceci explique, je crois, pourquoi nous ne sommes pas venus à l'aide des Anglais. Pour eux, la préoccupation des marchés du monde était une question de vie ou de mort, la restauration des conditions de 1914 était pour eux une nécessité primordiale; ils ont cru qu'il en était de même pour nous. Les événements ont montré que si nous désirions voir rétablir les conditions d'avant-guerre et si nous avions de grands intérêts dans le commerce international, ces problèmes ne posaient pas

pour nous une question de vie et de mort. Et nous avons pu nous tenir à l'écart des risques et des dangers d'une action internationale.

(Frank. H. Simons : *American Review of Reviews*, mars 1923.)

5. La dépopulation de la France.

Entre plusieurs articles particulièrement désagréables pour la France, celui-ci, de la Contemporary Review, *attire l'attention sur le problème le plus grave qui se pose devant notre pays.*

Pour la France, le problème économique le plus pressant est son immense dette intérieure. Reste à voir comment la France agira à l'égard de cette intolérable situation. Pour la jeune génération dont beaucoup de membres estiment que la menace continuelle de mobilisation suspendue sur sa tête est due à la nécessité de garantir les dividendes des classes moyennes, la tentation est forte de se rallier à quelque groupe de politiciens radicaux qui verraient avec faveur une politique de réconciliation avec l'Allemagne et de liquidation de la dette intérieure par une dépréciation du papier-monnaie à la manière allemande. Si la France pouvait se suffire à elle-même, une pareille politique serait pratiquement possible, quoi qu'on en puisse penser au point de vue moral; mais il est une faiblesse qui paraît incurable dans la position économique de la France : sa population est si faible qu'elle ne peut suffire à l'exploitation de ses propres ressources.

Ce manque d'hommes handicape la France dans toutes les directions. Il l'expose au danger d'une nouvelle invasion allemande pour reprendre l'Alsace-Lorraine dans dix ou quinze ans. Il affecte son crédit car une population réduite au bout de dix ou vingt ans trouvera plus de difficultés à payer les dettes de reconstruction qui devront être payées dans trente ans. Il paralyse son industrie et son agriculture qui doivent faire appel à la main-d'œuvre étrangère pour remplacer les travailleurs français manquants. Il a permis aux ouvriers de retarder la reconstruction de la zone dévastée et d'en faire monter le prix en exigeant l'application rigide de la loi de huit heures. Et, surtout, il empêche de trouver de jeunes colons pour l'Afrique et il mine l'influence de la France dans les colonies. Dans la ville même de Tunis, il y a beaucoup plus d'Italiens que de Français... En France même, de vastes régions du Sud-Ouest sont si dépeuplées que le gouvernement a dû y organiser des colonies d'immigrants venus de Bretagne et même de Suisse ou de Belgique... Il sera bien difficile pour la France de trouver les jeunes hommes dont elle a besoin pour ses colonies de l'Afrique centrale qui sont la source principale de sa richesse inexploitée, même si elle arrive à arrêter la tendance au

suicide qui réduit d'année en année la population de la France, tandis que les rivaux des Français, qui naturellement lancent à travers la Méditerranée des regards de convoitise sur leurs colonies, accroissent rapidement leurs populations.

(Denis Gwynn : *Contemporary Review*, mars 1923.)

6. Banville.

A l'occasion du centenaire, le Giornale d'Italia *consacre un article au poète des Odes funambulesques.*

Banville fut surtout un artiste de la forme. Personne mieux que lui ne sut choisir les mots comme un orfèvre choisit les pierres précieuses à sertir dans un bijou; personne mieux que lui ne sut ressuciter certaines formes de poésie ancienne pour les revêtir de grâces nouvelles; personne mieux que lui n'a le sentiment du mot qu'il aime riche, scintillant, hors du sens ordinaire.

C'est justement pour ces qualités de ciseleur que son art trouve sa plus sûre expression dans les petites odes, dans les rondeaux XVI^e^ siècle, dans les ballades à la manière de Villon. Quand il veut se délivrer de cette préciosité verbale, il écrit les *Exilés*... Mais les poèmes des *Exilés* sont une bien pauvre chose, soit par la conception péniblement empruntée à la poésie de Hugo, soit par le style ampoulé et plein d'antithèses arbitraires. C'est le livre d'un homme dévôt, d'un système et amoureux d'une manière qui ne sont pas les siens, d'un homme qui s'efforce d'observer l'un et l'autre malgré ce que son jeu intérieur lui dictait. Au fond il n'est romantique que par habitude; mais l'essence de son esprit est d'un alexandrin, admirateur profond des sons et des couleurs, patient ouvrier de la forme. Son œuvre entière, si elle n'est pas celle d'un grand poète, est l'œuvre d'un artiste au goût raffiné et précieux. Elle nous apparaît comme une étoffe de soie, magnifiquement parsemée de gemmes. Mais la soie est blanche et aux couleurs ardentes des rubis, des émeraudes, des saphirs et des diamants, il aura toujours préféré les nuances délicates des opales, des turquoises, des améthystes. Dans sa poésie, on trouve un souci constant de la couleur, mais c'est le blanc qu'il préfère : le blanc dans la très belle *Symphonie de la neige* des *Cariatides*, le blanc dans la *Ballade pour la gloire du lys*, le blanc dans la lumineuse fantaisie lyrique du *Baiser*.

(Diego Angeli : *Giornale d'Italia*, 22 mars 1923.)

7. Sarah Bernhardt.

La mort de Sarah Bernhardt a eu le plus grand retentissement dans les pays anglo-saxons où l'illustre tragédienne avait tout fait pour la cause française.

Le nom de Sarah Bernhardt restera lié dans le théâtre moderne au nom de deux dramaturges à l'œuvre desquels ses dons d'actrice correspondaient particulièrement. L'imagination de Victor Hugo se déployait dans un monde romanesque où Sarah Bernhardt se mouvait librement par affinité naturelle, et ses interprétations d'*Hernani* et de *Ruy Blas* sont parmi les plus considérables de ses premiers triomphes. Et lorsque son talent eut pris toute sa force, elle trouva dans l'adresse et dans l'invention inépuisable de Victorien Sardou... l'emploi de ses dons... Sardou trouva en Sarah Bernhardt un instrument capable de répondre à toutes ses exigences. On a souvent estimé au-dessous de leur valeur ses interprétations de *Fédora*, de la *Tosca* et de *Théodora*; dans ces pièces le dramaturge a employé des artifices trop apparents. Sarah Bernhardt y montra, dans les limites imposées par l'auteur, une puissance absolue et des ressources infinies. Pour comprendre avec quelle plénitude Sarah Bernhardt put s'identifier avec le dessein du dramaturge et par quelles qualités personnelles elle sut recouvrir et dissimuler les moyens trop mécaniques de l'auteur, il suffit de comparer son interprétation de ces rôles avec celles des artistes les plus distinguées qui avaient une autre inspiration et d'autres dons que les siens.

L'interprétation du rôle de *Fédora* par la Duse ne servit qu'à mettre à nu le côté le moins admirable du talent de Sardou. Un art directement inspiré de la nature comme celui de la Duse était visiblement appauvri par le contact avec l'œuvre d'un dramaturge qui se consacre trop entièrement au côté mécanique du théâtre. Toute association sincère ou profitable était impossible entre deux forces constituées de façon aussi différente, et leur association ne servit qu'à démontrer les limites de l'une et de l'autre. Sarah Bernhardt pouvait assortir les qualités demandées par Sardou et, en même temps, elle pouvait s'élever, dans l'interprétation d'œuvres de toute autre nature, à une pureté classique de style que la Duse, la plus grande des nationalistes n'aurait pu surpasser. Ceux qui l'ont vu dans *Phèdre* et même dans Zaïre, savent que son génie, tout en étant capable, à l'occasion, d'employer les moyens les moins relevés de l'art scénique, n'avait pas besoin de ces moyens pour arriver à la plus haute expression de la passion tragique.

On a souvent dit que Sarah Bernhardt excellait moins à individualiser un personnage qu'à exprimer les émotions profondes. Il est vrai

que certaines finesses de l'individualisation lui échappèrent parfois, mais, en revanche, elle savait créer à un degré qu'aucun autre artiste ne put jamais atteindre cette indéfinissable sensation de l'atmosphère qui marque une époque historique, ou enveloppe un monde de pure création imaginaire ou poétique. Dans la *Princesse lointaine* et dans *Iseyl* elle montra combien étaient inappréciables ses dons dans ce genre d'œuvres. Dans la *Jeanne d'Arc* de Jules Barbier, œuvre très médiocre en soi, Sarah Bernhardt réalisa, par son sens historique si délicat, un portrait de la Pucelle d'Orléans qui appartenait si bien au XV^e^ siècle que tous les autres acteurs semblèrent auprès d'elle par comparaison des créatures du monde moderne.

Cette faculté de se transporter dans le passé était soutenue certainement par sa connaissance des arts plastiques et l'étude qu'elle en faisait. Les actrices, le plus souvent, sont assez peu souples en ce qui concerne leurs costumes et elles sont souvent follement obstinées au point de préférer un costume qui leur sied particulièrement à un costume pittoresque ou historiquement correct. Le courage et l'audace de Sarah Bernhardt, dans ces matières, étaient toujours très grands et ceci correspond, je pense, à sa vocation de sculpteur et de peintre.

(J. Comyns Carr : *Daily Telegraph*, 27 mars.)

8. La nouvelle flotte marchande de l'Allemagne.

C'est le point qui semble naturellement inquiéter le plus l'opinion anglaise.

L'Allemagne a déjà constitué une flotte marchande considérable. La construction de cette flotte a été subventionnée par l'Etat, au moment même où il protestait de sa pauvreté et ne payait aucune réparation pour les dommages causés aux Alliés pendant la guerre. La succession des événements est assez obscure. Il semble toutefois, qu'après la signature du traité de Versailles, le Gouvernement ait donné une somme de douze milliards de marks pour jeter les bases d'une nouvelle marine marchande. Cette somme fut donnée aux armateurs en guise de compensation pour le tonnage qu'ils avaient cédé aux Alliés. On soupçonne, à juste raison, semble-t-il, que la dépréciation du mark qui suivit fut réglée par les magnats du commerce avec ou sans la connivence du Gouvernement. Quoi qu'il en soit, le mark descendit beaucoup plus rapidement que les gages des ouvriers constructeurs de navire ne montèrent; le résultat fut que les armateurs adressèrent une nouvelle demande au Gouvernement et obtinrent une nouvelle somme de dix-huit milliards de marks. Par ce moyen, les chantiers allemands ne cessèrent pas de construire, et de mois en

mois une nouvelle flotte fut lancée. En même temps, les armateurs achetèrent à l'étranger du tonnage de seconde main.... Les Allemands rachetèrent environ 150 navires, soit environ 600.000 tonnes, chez les Alliés — navires de toutes les tailles et de tous les types : 30 steamers de 2.000 tonnes et au-dessous, 35 de 2.000 à 3.000 tonnes; 15 de 3.000 à 4.000 tonnes; 20 de 4.000 à 5.000 tonnes; 21 de 5.000 à 6.000 tonnes; 11 de 6.000 à 7.000 tonnes ; 5 de 7.000 à 8.000 et 6 au-dessus de 8.000 tonnes.

Les Allemands ont ainsi acquis à nouveau une flotte marchande importante dans des conditions qui leur permettent de lutter avantageusement pour le commerce du monde. Peu après la conclusion de la paix, ils plaçaient tous les navires qu'ils possédaient sur les voies commerciales qu'ils avaient développées avant la guerre. Dès que le nouveau tonnage fut en état de servir, ils firent des progrès remarquables et fortifièrent leur position. Dans un de ses derniers numéros *Fairplay* donne un tableau complet des progrès qui ont été faits en 1922. Les navires allemands ont dernièrement repris leur trafic avec les ports de l'Australie et de l'Afrique du Sud. Le réseau des services allemands dans le monde est complet aujourd'hui, bien que ces services soient assurés par des lignes plus modestes qu'en 1914.

En ce qui concerne l'Amérique du nord, la *Norddeutscher Lloyd* a ouvert un service de marchandises et de passagers entre Brême et New-York. Cette compagnie travaille d'accord avec l'American Shipping Board. Le service de la Hamburg Amerika Line et des United American Lines (Affaire Harriman) entre Hambourg et New-York assure le transport des voyageurs de première et de deuxième classes (en 1921 il n'avait que des navires pour passagers de troisième classe). Ce service a été assuré sur une large échelle par les deux vapeurs américains *Resolute* et *Reliance* qui se sont joints au *Deutschland* et à l'*Albert Ballin*. Un service régulier entre Hambourg et la Nouvelle-Orléans a été ouvert par une compagnie allemande moins importante.

Le trafic des lignes allemandes vers Cuba et le Mexique a été accru d'un service commercial mensuel de la Rœderei A. G. Stinnes et par un service rapide bimensuel de la Hamburg Amerika Linie.

Aux Antilles, au Mexique et dans l'Amérique centrale, l'Allemagne est représentée par plusieurs lignes.

Sur la côte orientale de l'Amérique du Sud, les compagnies allemandes ont augmenté leurs services au cours de 1922 et elles ont envoyé un tonnage plus important. La Hamburg-Sudamerikanische Dampschiffahrts Gesellschaft a organisé un service rapide et un service de marchandises au Brésil et dans l'Argentine. Dans le service associé de la Hamburg Amerika Linie et de l'United American Line ainsi que dans le service associé de la A. G. Hugo Stinnes et de l'Artus Line, le nombre des départs a été augmenté. Trois fois par semaine,

la Norddeutscher Lloyd assure des départs pour le Brésil et l'Argentine. Le trafic vers la côte occidentale a été accru particulièrement par le fait que la Hamburg Amerika Linie a repris ses services réguliers d'avant-guerre. Le service associé de la Kosmos Linie et de la Roland Linie vers la côte occidentale a été augmenté. Des navires partent maintenant tous les quinze jours, via le canal de Panama, et toutes les six semaines, via le Détroit de Magellan, vers le Chili et le Pérou.

Vers l'Asie orientale, la A. G. Hugo Stinnes a repris récemment un service mensuel de marchandises et de passagers. La Rickmens Linie a aussi repris ses services marchands d'avant-guerre et a poussé jusqu'à Vladivostock. Le service associé de la Hamburg Amerika, la Norddeutscher Lloyd, l'Ellermann et Bucknalt, la A. Holt et Compagnie augmentent le nombre de leurs départs. Un navire part environ tous les dix jours. Vers l'Inde anglaise, la Bremen Hansa Linie a augmenté son service. Quatre vapeurs partent à des intervalles d'un mois. Les ports des Indes néerlandaises sont desservis tous les quinze jours par la Deutsch Australische Dampschiffahrts Gesellschaft, en conjonction avec des compagnies hollandaises. Vers l'Afrique les services de compagnie allemandes (Woermann Linie, Deutsch Ost-Afrika Linie, Hamburg Amerika Linie, Hamburg-Bremer-Afrika Linie) ont été considérablement augmentés en 1922. Ils comptent aujourd'hui sept routes et desservent les ports les plus importants de l'Ouest, du Sud-Ouest, du Sud et de l'Est de l'Afrique jusqu'à Lourenço-Marques et à Beïra.

(Archibald Hurd : *Fortnightly Review*, mars 1923.)

9. La Turquie après Lausanne.

La question des Détroits pourrait être le talon d'Achille du guerrier turc rajeuni. Un patriote turc idéalement sage, modéré et persuasif, aurait peut-être pu amener ses compatriotes à prendre la ligne d'armistice de Moudania comme la frontière permanente de la Turquie et à refuser Constantinople, la Thrace et Gallipoli même lorsqu'ils étaient offerts comme un don par les Francs insidieux. Mais ceci aurait été contraire non seulement au Pacte national, mais encore à la nature humaine. Les Turcs étaient obligés par leur pacte à demander au moins la frontière de la Maritza; leur succès actuel amènera leurs malheurs futurs. Si le traité est signé, tel qu'il est, la Turquie recouvrera la souveraineté militaire et navale sur les Détroits, car l'établissement des zones démilitarisées sans inspection ni contrôle n'est qu'un simple moyen de sauver la face pour les vainqueurs nominaux qui en réalité sont les vaincus. Ce n'est pas une sérieuse contribution à la

liberté de passage. La Turquie redevient ainsi maîtresse des Détroits et, comme cette maîtrise ne saurait être supportée par les autres nations, l'accord de Lausanne ne pourra durer.

Il n'est pas probable que, dans un temps assezproche, la zone des Détroits puisse être enlevée à la Turquie et annexée à quelque autre nation ou internationalisée. Il est plus vraisemblable que la Turquie et les Détroits seront entraînés dans l'orbite d'une Puissance ou d'un groupe de Puissances pour qui le contrôle des Détroits est une question vitale. Dans ce cas, l'indépendance turque, sans être violemment abolie, pourra être atténuée imperceptiblement, la substance se dissolvant tandis que la forme restera, juste de la même façon qu'après le Traité de 1774. La meilleure chance qu'ait la Turquie d'échapper à ce destin (qui d'ailleurs pourrait ne pas être mauvais pour elle ou pour ses voisins) serait de s'allier rapidement à d'autres puissances de son propre calibre dont l'appui pourrait augmenter sa force sans la réduire en sujétion. L'orientation naturelle d'une Turquie qui aurait recouvré les Détroits et la Thrace orientale serait vers la Petite Entente, combinaison qui, si elle était renforcée pourrait tenir la Russie, l'Allemagne et les Puissances occidentales à une longueur de bras. Mais le jeu des vendettas internationales ruine pratiquement cette possibilité, et si la Turquie essaie d'entrer dans une combinaison, ce sera probablement avec ses voisins orientaux, la Perse, l'Afghanistan et les pays musulmans protégés, mandatés ou franchement subjugués, qu'un pareil groupe pourrait arriver à détacher des Empires coloniaux de la Russie, de la Grande-Bretagne, de la France ou de l'Italie. Une Entente orientale de cette nature serait une combinaison précaire et elle aurait toutes les chances contre elle. Ce serait un projet beaucoup trop ambitieux pour les capacités politiques, économiques et militaires que possèdent aujourd'hui les Etats qui y participeraient, et il menacerait tant d'intérêts qu'il pourrait bien accomplir le miracle de ressusciter contre lui le concert de l'Europe.

En somme, il semble donc invraisemblable que la Turquie puisse maintenir intacte l'indépendance qu'elle vient de reconquérir soit en se joignant à la Petite Entente, soit en formant une Entente orientale. Son avenir ressemblera sans doute beaucoup à son passé le plus récent, et après avoir été un joueur pendant quelques instants elle reprendra le rang de pion. Reste à savoir si cette fois elle sera un pion anglais ou un pion russe.

(Arnold J. Toynbee. *Contemporary Review*, mars 1923)

10. — Les Anglais à Malte.

Certains Anglais de Malte s'inquiètent des revendications des Italiens irrédentistes et de la prétendue faiblesse des autorités.

Un mot pour dissiper le brouillard, qui existe en ce qui concerne Malte et les Maltais, devient de plus en plus urgent à mesure que les années passent. Récemment, la fausse représentation des faits a pris une publicité et des proportions alarmantes. L'audace des propagandistes italiens, qui ont été sans doute grandement encouragés par la faiblesse des fonctionnaires anglais dans le passé et le présent, vient de se dépasser elle-même. On a récemment publié en Amérique une carte montrant Malte comme faisant partie de l'Empire italien de M. Mussolini...

Le *Secolo* du 3 mai 1921, commentant l'octroi du gouvernement autonome à Malte, appelait Malte une île italienne et déclarait que l'île contenait 180.000 habitants dont 160.000 italiens, 10.000 anglais, et 10.000 arabes. C'est ainsi que des journaux de parti faussent les faits. En répétant souvent de pareilles erreurs, on finira par faire croire au public italien que les îles maltaises font partie de l'« Italia irredenta » et les Européens ignorants seront amenés à penser que les Maltais sont des Italiens. En vérité, ils sont d'origine phénicienne. Le maltais est une langue aussi ancienne que l'hébreu ou l'arabe et 22 % seulement des 224.680 habitants peuvent comprendre un mot d'italien. Cependant, il est indéniable qu'il y a eu, pendant plusieurs années, maintes influences à l'œuvre, aidées par des causes indirectes, pour supprimer le nationalisme maltais. Il est hors de doute que la Société « Dante Alighieri » et autres créations similaires sont très satisfaites du résultat de leur propagande. Elles sont aidées puissamment par certains professeurs italiens de l'Université de Malte et par quelques autres étrangers éminents... Il y a fort longtemps de cela, l'italien, en compétition avec le latin, est devenu le langage des gens cultivés, mais cette influence étrangère est devenue aujourd'hui une charge pour le peuple maltais qui garde son dialecte.

L'auteur de l'article s'inquiète de l'inaction du gouvernement anglais.

Ce ne serait pas la première fois dans l'histoire que le Gouvernement anglais jetterait une « clé stratégique ». Rappelons-nous Heligoland. Dans la Méditerranée en 1914, le Gouvernement Asquith s'employait à réduire notre flotte; en 1895, certains chefs de l'opinion anglaise pensaient à concentrer notre flotte de la Méditerranée à Alexandrie et à Gibraltar parce que le port de Malte ne pourrait accueillir sûrement les nouveaux cuirassés. On projeta alors de construire un

brise-lames. Longtemps on repoussa le projet en parlant de la dépense et des difficultés.

Sir Gerald Strickland, alors chef secrétaire du Gouvernement de Malte, fit valoir l'importance vitale du projet, au double point de vue anglais et maltais... il obtint 750.000 livres et l'amiral Fisher approuva son projet...

Où donc la flotte méditerranéenne ayant sa base à Malte aurait-elle été pendant la guerre sans ces brise-lames? Comment aurait pu être menée la campagne contre les sous-marins dirigée de Malte? Dans quelles conditions se trouverait, Malte aujourd'hui, si on l'avait laissée sans la flotte?... Elle serait déjà peut-être rattachée à l'Italie...

Que chacun comprenne que Malte doit avoir une administration agissante, loyalement soutenue par le gouvernement anglais, pour tenter de résoudre le problème économique de 1.080 habitants au mille carré, 70 pour cent desquels ne savent ni lire, ni écrire et sont handicapés par une ardente minorité décidée à les empêcher de se développer librement comme citoyens britanniques. Les Anglais sont indifférents et les Italiens ambitieux. L'Angleterre doit les aider à se régénérer; autrement ils souffriront, comme leurs ancêtres les Carthaginois, le châtiment suprême de l'apathie.

(M. E. Strickland : *Nationa Review*, mars 1923).

11. — L'archéologie en Palestine

Ce sont des missions venues d'Angleterre et d'Amérique qui ont organisé les principales fouilles en Palestine.

Une école britannique d'archéologie (analogue à celles de Rome et d'Athènes) a été fondée à Jérusalem peu après la fin de la guerre pour servir de foyer et de centre aux recherches. Sa création fut encouragée par lord Allenby et le comte Curzon de Kedleston : le prince de Galles devint son patron. Ses promoteurs furent des savants, membres de l'Académie britannique et du *Palestine Exploration Fund*...

Puis Sir Hubert Samuel, premier haut commissaire de Sa Majesté pour la Palestine, créa un département des Antiquités de la Palestine chargé de la protection des monuments historiques, de l'organisation du musée national, des fouilles et des recherches. Le Gouvernement regarde l'administration des antiquités de Palestine comme une mission qui lui est confiée par le monde entier. Aussi un conseil international, dont le directeur des Antiquités est président, assiste-t-il le département pour tout ce qui est d'intérêt public. Ce Conseil comprend des représentants de différentes communautés et de sociétés étrangères qui se consacrent aux recherches archéologiques en Palestine.

Les premiers fruits de ce nouvel effort sont déjà visibles. Des monuments spéciaux, comme les grandes forteresses des croisés situées à Acre et à Athlit, la cité romaine de Césarée, le site philistin d'Ascalon ont été confiés à des gardiens; des musées ont été organisés où tous les produits des recherches peuvent être préservés et étudiés. Un musée central a été établi à Jérusalem, placé sous la direction d'un distingué gradué d'Oxford. Déjà le noyau d'une collection représentative est ouvert au public.

M. Garstang fait ensuite un tableau des fouilles.

Dans la Palestine orientale, dans la vallée du Jourdain, à Aïn Duq, près Jéricho, l'Ecole biblique française, dirigée par les Dominicains, a trouvé le pavement d'une ancienne synagogue du IIIe siècle décorée de dessins coloriés de caractères inusités et particulièrement important pour une ancienne inscription en hébreux. A quelque distance est le fameux rempart qui masque l'emplacement de l'antique Jéricho...

Plus au Nord est Beisan « la clé de la Palestine » qui domine la jonction de la vallée de Zigréhal et de la vallée du Jourdain. Là l'University Museum de Philadelphie a commencé à travailler sous l'habile direction du Dr Fisher, soutenu par des ressources considérables et proportionnées à la grandeur de l'entreprise... Plus loin dans la plaine d'Esdrélon se trouve Mageddo... Là l'Université de Chicago et le professeur Breasted commenceront à travailler à l'automne prochain... A l'entrée d'Esdrélon se trouvent Harithiyeh et Tell'Amr communément identifié avec Harosheth des Gentils qui tient une si large place dans le Cantique de Débora, comme poste avancé de la Ligue Syrienne et de la maison de Sisera. C'est là que l'Ecole anglaise a résolu de commencer ses investigations au printemps prochain. Samarie, qui couronne une colline au sein de ce pays des collines, a déjà été fouillée en partie et d'une façon très scientifique par l'Université d'Harvard sous la direction du Dr Reisner...

Le *Palestine Exploration Fund* a travaillé pendant deux ans à des fouilles intensives à Ascalon, l'antique ville des Philistins. Cette année il étendra ses recherches à d'autres villes philistines du voisinage et, plus au Sud, jusqu'à Gaza...

Au sud de la ville de Tibériade, la jeune *Palestine Jewish Exploration Society* a examiné le bord du lac et a trouvé des restes de l'époque du Talmound: traces de constructions, inscriptions, sarcophages et une très intéressante relique en pierre représentant grossièrement, mais d'une manière très précise, la décoration du chandelier à sept branches ou minora, tel qu'il est décrit au livre du Deutéronome.

Pour la plupart de ceux qui ont visité la Palestine, l'œuvre qui a été accomplie au cours de ces dernières années, par la Custodie latine de Terre Sainte vers le fond du lac de Tibériade à Tell Hum est celle qui a le plus grand charme... grâce à la beauté du site et des environs.

C'est le lieu qui correspond le plus à l'emplacement de Capharnaüm ; là sont les restes d'une vieille synagogue conçue sur le modèle classique. Tout le monde se souvient d'un certain centurion et de la synagogue dont il avait orné et enrichi la ville. Les ruines, dans ce cas, remonteraient cependant au IIe ou au IIIe siècle.

John Garstang : *Illustrated London News*

12. — L'immigration aux Etats-Unis

Un mouvement se dessine aux Etats-Unis pour qu'un meilleur accueil soit fait aux immigrants venus d'Europe.

En temps ordinaire, 5.250.000 personnes sont entraînées chaque année dans les mouvements migratoires. La moitié environ passe l'océan. La moitié laisse son pays natal pour la première fois. Ceci signifie qu'il y a 60 millions d'émigrants dans l'espace d'une génération. Devant des faits aussi importants, n'est-il pas temps de cesser de plaisanter avec ce problème ? Si les nations considéraient ce problème d'un point de vue purement égoïste, elles se convaincraient qu'il vaut bien que l'on emploie tout le temps et tout l'argent nécessaires à le résoudre. Un traitement honnête et généreux des émigrants serait finalement avantageux aux gouvernements, aux industries et aux compagnies de transport. Notre pays doit faire beaucoup plus qu'il n'a fait jusqu'ici. On ne doit épargner ni la peine ni l'argent pour améliorer nos ports d'entrée, nos systèmes de réception et de distribution, notre méthode d'embauchage, nos conditions de travail et de vie. Beaucoup de gens, dans les trente-trois pays que j'ai visités, ont une terreur mortelle de Ellis Island. Leurs craintes sont grandement injustifiées. Nos fonctionnaires font des miracles avec leur matériel et leur personnel si limité. Mais est-ce suffisant pour que la plus riche nation du monde n'ait pas une grande porte d'entrée parfaitement aménagée ? Nos commissaires de l'Immigration ont souvent plaidé une cause si juste, mais ils n'ont obtenu du Congrès que de bien faibles réponses...

Nous n'avons pas lieu de nous vanter de la manière dont on traite l'immigrant à son arrivée. Il est complètement ahuri et tragiquement anxieux pendant son inspection. Il est exploité par les porteurs, par les cochers, par les tenanciers d'hôtels, par les coquins de la rue et par ses propres compatriotes, volé et dupé par les agents d'embauchage ; chacun tire profit de lui, le directeur d'entreprise, le propriétaire, le boutiquier, le spéculateur, le politicien, le fonctionnaire. Il devient un membre de l'un des 36 groupes ethniques d'Amérique ; il parle un des

42 langages, mais non l'anglais, il lit l'un des 13.000 périodiques de langue étrangère et entre dans une des 43.000 sociétés étrangères.

De nombreuses sociétés s'emploient à américaniser ces nouveaux venus, mais il faut changer les méthodes.

Un septième environ de notre population est né à l'étranger, un tiers est né de parents étrangers ou de couples mixtes. La moitié environ des étrangers nés sont déjà devenus citoyens. Seront-ils de loyaux citoyens. Les nouveaux venus deviendront-ils de bons Américains? Cela dépend en grande partie de la façon dont nous les traiterons. Lorsque je suis allé dans leurs pays d'origine, quand j'ai visité leurs villages et que je les ai comparés aux bouges de Chicago, de Pittsburg et de New-York, j'ai compris mieux que jamais qu'au lieu d'élever le niveau de leur existence nous l'abaissions. La plupart des immigrants actuels sont des paysans qui n'avaient jamais vu un taudis avant de venir aux Etats-Unis. Pourquoi n'admettons-nous pas ce fait? Nous ne pourrons jamais « américaniser » des étrangers ou des Américains tant que nous ne rejetterons pas nos préjugés pour regarder la réalité en face...

Personne dans le monde n'est plus universellement exploité que cet être international : l'immigrant. Il doit obtenir des droits personnels, nationaux et internationaux. Naturellement, son existence est un problème pour la mère-patrie, pour sa patrie d'adoption, pour l'employeur, pour sa société de race, pour ses unions syndicales, ses relations et même pour ses propres enfants. En dernière analyse, il présente une grande force pouvant agir en bien ou en mal... L'avenir du monde est, plus que nous le croyons, entre les mains des passagers de troisième classe.

(Fred H. Ringe : *Current History*, mars 1923)

13. — Les revendications des jeunes Coréennes

Une Américaine des Philippines décrit l'état d'esprit des jeunes filles coréennes et raconte leur campagne pour l'émancipation.

Les Coréens sont un peuple dont l'histoire est pleine de réussites considérables dans les arts qui donnent de la grâce et du confort à la vie. Mais la stagnation succéda à ces triomphes et pendant plusieurs siècles l'apathie empoisonna ce peuple charmant et laissa le pays se désintégrer jusqu'à n'être plus un royaume que de nom, la mort et la dissociation prévalant sur la vie et le sens de l'association. C'est alors que la Corée fut facilement annexée par le vigoureux empire du Japon.

Pendant vingt ans environ, le vieux royaume dormant a senti la main de son nouveau maître. Cette lourde pression a enfin poussé à l'action les somnolents Coréens. Parmi les forces qui veulent restaurer

la conscience nationale... les « nouvelles » jeunes femmes de Corée ne sont pas les moins puissantes. Elles ont un courage brûlant, un dévouement absolu, elles sont prêtes au martyre... En 1919, portant sur leur manche une bande rouge comme emblème, elles ont marché dans la première émeute contre l'autorité criant : « Mansei ». (Longue vie à la Corée !). Elles écrivent et elles distribuent des circulaires dont chaque page est une batterie électrique. Elles organisent des meetings et prononcent des paroles enflammées qui tirent leurs compatriotes de leur longue léthargie. Elles font cela et bien plus encore, sachant que l'arrestation et l'emprisonnement doivent suivre. Lorsqu'elles sont prises, elles supportent avec courage les abus brutaux des conquérants; elles endurent une humiliation qui flétrit leur âme de femmes. Elles souffrent pendant des mois et des mois la réclusion solitaire dans des conditions tout à fait déplorables; elles sortent le corps affaibli, brisé, mais l'âme invincible, le cri de *Mansei* ! résonnant toujours dans leurs cœurs...

Leur courage, leur ardeur ne se sont pas refroidis au cours des années qui ont suivi. L'expérience leur a donné une vision plus large; elles voient plus clairement les buts poursuivis. Elles apprécient mieux la valeur de l'association. La Grande association des femmes de Corée est active, agissante. L'ancienne capitale Pyongyanzt,... sous son aspect encore endormi et placide, contient une vie plus intense dont le mouvement n'est pas toujours apparent. Et il est d'autres centres d'activité...

Les femmes de Corée ont vécu enfermées pendant de longues années, loin du grand air. Murées dans leurs appartements qui étaient placés derrière les chambres des hommes, elles étaient privées de contact avec toute l humanité, sauf avec leur famille. Les courants de la vie circulaient autour d'elles, mais il ne leur était pas permis d'y tremper le pied ou la main, l'eau fût-elle bourbeuse ou claire... L'éducation d'une jeune fille comprenait les devoirs envers les parents et envers le mari, le respect pour les anciens. La soumission envers le mari était particulièrement absolue. Comme le mariage avait lieu très tôt — les Japonais l'ont fixé à quinze ans, ce qui est un recul sur la loi coréenne — l'indépendance du caractère et la personnalité n'étaient pas les traits dominants de la Coréenne.

Cette condition est encore celle des Coréennes à l'exception de celles qui ont commencé à se développer. Pour évaluer la « nouvelle » jeune Coréenne, il faut se rappeler l'éducation qu'elle a reçue et le monde qui l'entoure. C'est le contraste avec ses compatriotes qui accentue la force et la vitalité des nouvelles Coréennes. Elles sont comme de jeunes troncs d'arbres se tendant vers la lumière et l'air à travers de vieux troncs décrépis.

Ce n'est pas seulement dans la résistance au gouvernement que s'affirme la nouvelle Coréenne. Elle lutte, et non sans force, contre les cou-

tumes qui emprisonnent la femme coréenne. Elles attaquent particulièrement la coutume qui veut qu'un garçon, quand il se marie amène sa femme dans la maison de son père, ce qui est une source de malheurs incroyables. Cette coutume empêche la formation de tout foyer. On ne trouve en Corée que des communautés de sang sous un même toit ou sous des toits voisins. Elles luttent aussi contre les mariages arrangés par les parents. Elles combattent enfin contre la coutume du concubinage. L'habitude était autrefois de donner une oie en présent de noces, l'oie étant pratiquement monogame...

Un des principaux résultats du soulèvement de 1919 a été pour les jeunes filles de Corée le désir d'acquérir de l'instruction... Les occupations auxquelles elles peuvent se livrer sont en très petit nombre et leur valeur économique au point de vue de la production est négligeable. Ce n'est pas vers le progrès économique que les jeunes coréennes dirigent leurs énergies à l'heure actuelle. C'est vers le développement de la personnalité; elles agissent comme des vestales, entretiennent dans leur pays la flamme brûlant sur les autels de l'âme et le dévouement à la cause de la Corée nouvelle.

(Emma Sarepta Yule : *Current History*, mars 1923).

15. — La lutte pour le pétrole.

C'est une des plus graves questions de l'heure. Current History *expose les principales phases de la lutte qui a opposé, après la guerre, l'Angleterre et les Etats-Unis.*

Dans le cas particulier de la Mésopotamie, certains Américains contestent le droit de la *Turkish Petroleum Company*. L'amiral Chester avait autrefois engagé des négociations avec Abdul Hamid II, puis avec le gouvernement jeune-turc pour obtenir le droit d'exploiter certaines mines et certains terrains de pétrole en Mésopotamie et en Arménie et le droit de construire un chemin de fer dont une branche devait arriver à Mossoul. Trois ans avant la formation de la *Turkish*, en juin 1911, un accord comprenant les concessions Chester fut soumis au Parlement, mais la ratification fut arrêtée par la guerre turco-italienne. Ainsi ni la *Turkish*, ni les intérêts Chester n'ont un droit très clair sur les terrains.

Un autre groupe de plaignants qui représentent des capitaux américains est celui des vingt-deux héritiers d'Abdul-Hamid II, qui prétendent qu'Abdul-Hamid avait acheté ces terrains avec des fonds personnels et qu'ils étaient sa propriété lorsqu'il mourut en 1915. Certains Américains avaient acquis une partie de ces titres et étaient

représentés à la Conférence de Lausanne... Mais les tribunaux turcs ont déclaré les titres d'Abdul-Hamid sans valeur.

Lorsque le Sénat américain eut porté son attention sur la politique pétrolière de l'Angleterre, il adopta (printemps 1920) une résolution demandant au département d'Etat de faire une enquête sur les mesures prises par les gouvernements étrangers pour exclure les Américains des terrains à pétrole. En avril 1920, le Congrès vota le « Public Lands Leasing Act » qui décidait qu'aucun terrain public ne pourrait être loué à un étranger à moins que le pays de cet étranger accordât les mêmes droits aux Américains. Le mois suivant, le Président Wilson envoyait un message au Sénat, message qui déclarait que la politique des Anglais était d'interdire aux étrangers la possession et l'exploitation des terrains à pétrole de l'Empire britannique... Ce message fut démenti indirectement par lord Curzon, ministre anglais des Affaires étrangères, dans un mémorandum daté du 5 juillet 1921 et adressé à l'ambassadeur Geddes. Ce mémorandum déclarait que le gouvernement anglais ne collaborait pas avec les intérêts commerciaux anglais pour leur assurer « une part indue » dans les terrains pétrolifères...

En 1920, le Parlement philippin vota une loi interdisant aux étrangers l'exploitation des terrains pétrolifères nationaux des Philippines. Quelques mois après, le département d'Etat soutenait le gouvernement de Costa-Rica lorsqu'il effaçait la concession Amory, une concession de pétrole accordée à une affaire anglaise par le gouvernement Tinoco. Lorsqu'un gouvernement postérieur de Costa-Rica répudia cette concession, l'Angleterre protesta auprès des Etats-Unis. Nous répondîmes que le gouvernement Tinoco n'ayant été reconnu ni par l'Angleterre ni par les Etats-Unis, la concession n'avait pas de valeur.

Pendant l'été de 1920, une correspondance considérable fut échangée par les Etats-Unis et l'Angleterre à propos du pétrole. En novembre 1920, le secrétaire d'Etat Colby lançait une autre note protestant contre l'accord de San Remo concernant les pétroles et contre l'exclusion des intérêts américains des territoires à mandats établis par la Société des Nations. Le mandat de la Mésopotamie et celui de la Palestine interdisaient toute distinction entre les nationaux d'un Etat membre de la Société des Nations en ce qui concernait les impôts, le commerce, la navigation, l'exercice des industries ou des professions, les communications par eau ou par l'air. Mais les Etats-Unis n'étaient pas membres de la Société des Nations. Il n'y avait donc rien dans les termes du mandat qui pût empêcher que les Américains s'occupant du pétrole fussent exclus de territoires qui avaient été conquis sur l'Allemagne avec l'aide des armes américaines. Les Etats-Unis n'étaient pas membres de la Société des Nations, mais ils avaient « participé au conflit » et avaient « contribué à son issue triomphante ». Il ne pouvait admettre qu'aucune des puissances associées... fût écartée de la

discussion des conséquences de la victoire ou de la participation aux droits et aux privilèges assurés par les mandats créés lors du traité de paix ».

En mars 1921, lord Curzon répondait à la note Colby en répétant que les concessions de pétrole de Mésopotamie avaient été accordées avant la guerre... Les Etats-Unis n'acceptèrent pas cette prétention, la concession n'ayant jamais été définitivement accordée. Pendant deux ans, les négociations sur cette question continuèrent, le cabinet Harding ayant pris la même position que son prédécesseur.

Le conflit entre les intérêts pétroliers anglais et américain devint aussi aigu à Djambi. Ce territoire situé dans les Indes néerlandaises est très riche en pétrole. En 1912, les Pays-Bas recevaient des demandes de six compagnies différentes pour cette concession et en 1915 le gouvernement décidait de l'accorder à la Batavian Oil Company, compagnie affiliée de la Royal Dutch-Shell, combinaison se trouvant entre les mains des Anglais. Mais le Parlement hollandais refusa alors de ratifier la concession. La situation resta la même jusqu'en 1921. Quand l'affaire fut reprise, le Département d'Etat américain demanda que la Standard Oil Company fût autorisée à participer à l'exploitation de ces territoires. Dans les premiers mois de 1922, la Standard Oil Company de New-Jersey demandait une part de Djambi, mais, en juin, le parlement hollandais repoussait la demande de la Standard-Oil, sous le prétexte qu'elle aurait dû être présentée en 1912. Elle accordait une concession de quarante ans à une compagnie représentant par parts égales la Batavian Company et le Gouvernement hollandais. En réalité, c'était une nouvelle victoire pour les pétroliers anglais.

Au moment même où la conférence de Washington allait s'ouvrir les intérêts pétroliers de l'Amérique se trouvaient bloqués en Mésopotamie, en Palestine et à Djambi. La lutte pour les puits de pétrole menaçait de devenir aussi dangereuse pour les relations anglo-américaines que la lutte pour les vaisseaux de guerre. Quelques jours avant l'ouverture de la Conférence, le *Times* de Londres déclarait que la Conférence serait un échec si l'Angleterre ne se préparait pas à faire des concessions sur la question du pétrole. Aucun accord public ne fut pris à Washington concernant le pétrole. Mais il y a de bonnes raisons de croire que des négociations secrètes sur ce sujet eurent lieu et que le département d'Etat américain présenta vingt-et-un principes qui devaient régler la politique internationale du pétrole. Quoi qu'il en soit, il est significatif qu'après la conférence de Washington, la politique du pétrole devint plus claire. L'Anglo-Persian et la Standard Oil conclurent un accord par lequel elles formaient une compagnie devant rechercher le pétrole dans la Perse du nord, dans des districts qui n'avaient pas été compris dans la concession anglo-persane.

Une opposition à cette combinaison anglo-américaine se développa fortement grâce aux réclamations de la Russie des soviets au sujet de l'ancienne zone d'influence de la Russie dans la Perse du nord. Le gouvernement persan qui avait virtuellement répudié l'accord anglo-persan de 1919 désirait renforcer en Perse l'influence américaine. Mais une combinaison anglo-américaine était une chose tout à fait différente et le gouvernement persan entama des négociations avec le groupe Sinclair. Cette affaire américaine offrit au gouvernement persan une participation de 25% au bénéfice net de la concession et un prêt de 10 millions de dollars. Mais il semble que la concession n'a pas encore été accordée.

D'autre part les obstacles opposés en Palestine aux intérêts pétroliers américains étaient bientôt écartés. Au printemps de 1920, la Standard Oil Company de New-York avait été autorisée à faire des prospections dans des concessions qu'elle avait précédemment obtenues du gouvernement turc. Mais on comprit vraiment qu'un accord avait été conclu lorsque l'été dernier la Société des Nations approuva le mandat britannique sur la Palestine après que lord Balfour eut déclaré que les termes du mandat avaient été modifiés suivant des suggestions faites par les Etats-Unis.

Si elles peuvent agir librement, il est hors de doute que les diverses Standard Oil Company sauront se défendre contre la Royal-Dutch-Shell. Cinquante pour cent de leurs intérêts sont maintenant à l'étranger, au Mexique, en Chine, au Canada et ailleurs ; l'une ou plusieurs d'entre elles ont obtenu des concessions à Fiume et au Caucase. La Standard Oil de New Jersey luttait contre la Royal Dutch-Shell pour une concession en Tchécoslovaquie et, en novembre 1921, elle obtenait le droit de creuser des puits. Dans l'Amérique centrale, dans l'Amérique du Sud, elle s'est montrée aussi très active. En janvier 1922, la Standard Oil de Californie possédait un quart des intérêts de la concession Vanderlip en Sibérie. Cette concession a été obtenue du gouvernement des soviets par Washington Vanderlip en octobre 1920. Elle comprend 400.000 milles carrés y compris le Kamchatka. Sur ce territoire le syndicat Vanderlip a le droit exclusif d'exploiter le pétrole, le charbon et les pêcheries. En avril 1922, le groupe Sinclair obtenait des droits sur le pétrole de l'Afrique occidentale portugaise et en octobre elle recevait du gouvernement des soviets une concession dans le nord de Sakhaline. D'autre part, les intérêts anglais obtenaient en août 1922, le monopole du pétrole en Macédoine, en octobre 1922, un monopole de même nature en Ukraine.

(Raymond Leslie Buell : *Current History*, mars 1923).

Le Gérant : André Bière

Bordeaux. — Impr. J. Bière, 18-20-22, rue du Peugue.

LIVRES NOUVEAUX

Abrégé de Géographie physique, par Emmanuel de Martonne. II-355 p., in-8, Paris, Armand Colin, 1923.

Le grand *Traité de Géographie physique* de M. de Martonne, qui en est à sa troisième édition, s'adresse à un public de spécialistes, et exige du lecteur simplement cultivé un effort dont la seule pensée trop souvent le décourage. C'est une fort heureuse idée d'en avoir résumé ici l'essentiel, aussi dégagé que possible de tout appareil technique, sous une forme et une présentation qui rendent la lecture facile et attrayante. Comme on fait tort à la géographie en lui prêtant les traits d'une science rébarbative ! Le tout est d'avoir de bons guides, livres et atlas. On sait les services qu'a rendus l'atlas Vidal-Lablache, dont M. de Martonne a assumé la mise à jour, et combien d'enfants ou de jeunes gens, qui avaient abordé l'étude de la géographie avec appréhension, ont été ravis de découvrir eux-mêmes sur ces cartes, par l'observation et la comparaison, ce qu'ils avaient craint d'être contraints d'entrer de force et par cœur dans leur mémoire. Cet *Abrégé* rendra des services de même ordre. Climat, hydrographie, relief du sol, biogéographie, sur chacun de ces grands aspects de la géographie physique il donne des idées générales nettes et précises, appuyées des faits les plus judicieusement choisis et rendues plus saisissantes par une large illustration des figures, cartes et planches. Le chapitre final, qui expose les rapports du milieu physique avec la vie humaine, est particulièrement suggestif. Peu de sciences sont mieux faites que la géographie pour développer l'esprit d'observation, la réflexion et surtout le sens des rapports entre des phénomènes en apparence très divers. Un livre comme cet *Abrégé* est tout à fait propre à en porter la vertu éducatrice à sa pleine efficacité.

Les traités politiques secrets de l'Autriche-Hongrie, 1879-1914, publiés et commentés par A. F. Pribram, professeur à l'Université de Vienne, traduction de Camille Jordan. Tome I : *Le Secret de la Triple Alliance.* XV-435 p. ; in-8, Paris, A. Costes 1923.

Dans l'intervalle qui a séparé la publication de l'original allemand de ce livre (1919) et celle de sa version française ont paru les six premiers volumes du grand recueil des documents diplomatiques allemands de 1871 à 1914. Ce n'est donc point ici une simple traduction, mais vraiment une édition française, revue et augmentée par l'auteur; et c'est dans cette édition que le travail de M. Pribram devra être consulté par quiconque tiendra à connaître le dernier état de la recherche historique sur les questions qu'il traite. Elles sont d'un intérêt passionnant, et l'on regrette que, pour pouvoir utiliser l'ensemble des documents allemands, M. Pribram ait dû se résoudre à ajourner à l'année prochaine la publication de son second volume. Peut-être, à ce moment, devra-t-il aussi, comme il l'indique dans son avant-propos, faire quelques rectifications ou additions au tableau qu'il trace du développement de la Triple Alliance ; mais il est bien certain que toutes les grandes lignes en subsisteront. C'est une contribution des plus précieuses à l'histoire des relations internationales dans la période contemporaine, et il n'y manque même pas le piquant de révélations inattendues.

Florence, par Camille Mauclair. (Paris, E. de Boccard).

M. C. Mauclair connaît tout de Florence : de son histoire depuis l'an 1200, où, gouvernée par ses quatre consuls, elle s'affirmait ville guelfe, jusqu'en 1864-1871, où Victor-Emmanuel, n'osant encore entrer à Rome et ne pouvant plus, maître du reste de l'Italie, se contenter de Turin, la choisit pour capitale; de ses arts, depuis les peintures de Cimabue et de Giotto, vivifiant par le réalisme l'hiératisme byzantin jusqu'à celles de Léonard de Vinci, pour qui la forme n'est que l'esprit rendu visible; depuis le palais vieux d'Arnolfo, le campanile de Giotto et le Dôme de Brunelleschi jusqu'à la sublime Vierge de Michel-Ange, dressant sur la simple et froide nudité de la muraille son inoubliable silhouette; de ses lettres enfin, depuis les cent nouvelles anonymes du Novellino, jusqu'aux drames historiques de Nicolini. Aussi, en peu de mots, est-ce toute l'histoire de Florence qui s'enferme en ce petit livre comme un parfum rare en un mince coffret. M. C. Mauclair n'est pas un historien, qui disserte, ni un critique d'art qui enseigne; mais un poète qui s'accoude le soir au belvédère des jardins Boboli, et médite la leçon qui, de la Ville, monte entre les hauts cyprès. Dans un tercet de Dante, une période lyrique de Pétrarque, une anecdote de Boccace, un axiome de Machiavel, une note de Léonard, un quatrain de Michel-Ange, un exposé de Galilée, il découvre les mêmes qualités que dans un paysage de l'Angelico, un buste de Donatello, une figure de Botticelli, ou un bijou de Cellini : la même suggestion radieuse de la raison s'imposant par la grâce. Et voici qu'il discerne — et fait discerner — au-dessus du fleuve, des sanctuaires, des palais, la figure immatérielle et sereine de Florence, Dame de Beauté, l'auréole au front, le lys rouge à la ceinture.

Imprimerie BIÈRE
18-20-22, rue du Peugue
BORDEAUX

DEC 12 1983

P
Fr.Lit.
V

Vie des Peuples
t.9,no.36(1923)

(45)

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY